INSTITUT KURDE DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°179

FÉVRIER 2000

Ce bulletin paraît en français et anglais

Prix au numéro : France: 30 FF — Etranger : 35 FF
Abonnement annuel (12 numéros) France : 300 FF — Etranger : 350 FF

Périodique mensuel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

Numéro de la Commission Paritaire : 659 15 A.S.
ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS
Tél. : 01-48 24 64 64 - Fax : 01-47 70 99 04
www.fikp.org
E-mail : bulletin@fikp.org

SOMMAIRE

- **IRAN : LA VICTOIRE DES PARTISANS DU PRESIDENT KHATAMI AUX ELECTIONS LEGISLATIVES**
- **RAPPORT DU DÉPARTEMENT D'ETAT AMÉRICAIN SUR LA SITUATION DES DROITS DE L'HOMME EN TURQUIE**
- **RENOUVELLEMENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'INSTITUT KURDE**
- **UN COLLOQUE A LA SORBONNE : LA CANDIDATURE TURQUE A L'UNION EUROPEENNE ET LA QUESTION KURDE**
- **L'ARRESTATION DES TROIS MAIRES KURDES SOULÈVE DE VIVES RÉACTIONS ET POURTANT LA TURQUIE CONDAMNE À TROIS ANS DE PRISON LES RESPONSABLES DU HADEP**
- **LE SCANDALE DE L'ARMÉE PRIVÉE DU PREFET DE BATMAN**
- **LU DANS LA PRESSE TURQUE**
- **AINSI QUE**

IRAN : LA VICTOIRE DES PARTISANS DU PRESIDENT KHATAMI AUX ELECTIONS LEGISLATIVES

Le 18 février, 38,7 millions d'Iraniens âgés de plus de 15 ans étaient appelés à élire 290 députés de leur Parlement monocaméral, le Majlis. Le taux de participation a été très élevé : 83%, soit 12 points de plus que pour les législatives de 1996 cela malgré les appels à l'abstention lancée par les partis iraniens en exil, dont les Moudjahidine et les monarchistes.

La coalition regroupant dix-huit formations favorables à la politique du président Khatami a obtenu plus de 20 millions de voix sur les 29 millions de suffrages exprimés. Elle a emporté 178 sièges, soit 81% des 218 pourvus dès le 1er tour.

A Téhéran, ville de plus de 10 millions d'habitants, avec 30 sièges à pourvoir, la liste des " réformateurs " conduite par Mohamed Reza Khatami, le frère de Président iranien, a eu 26 élus dès le premier tour, dont 3 religieux, tandis que son rival, l'ex-président Ali Akbar Hachémi Rafsandjani était déclaré élu d'extrême justesse. L'ancien président du Majlis, Mehdi Karoubi, chef de la faction des " religieux combattants " a également été élu de justesse.

En votant massivement, les nouvelles générations, en particulier les jeunes et les femmes, ont voulu exprimer leur rejet de la *mollarchie* et leurs espoirs de voir les partisans de réformes démocratiques concrétiser enfin leur promesses.

Dans les provinces kurdes les électeurs, encore sous le choc des assassinats de leaders politiques — Dr Ghassemlou (1989) et Dr Sharafkandi (1992) — et des ches religieux kurdes, respectés — Mola Ahmad Moftizadeh de Sanandaj (1993) et Mola Rabiei de Kermanchah (1996)

— ont été sceptiques. Le taux de participation a été de 60%. Les candidats se réclamant du président Khatami ont obtenu environ 40% des suffrages alors que lors des dernières élections présidentielles de mai 1997 70% des électeurs kurdes avaient voté Khatami qui promettait une prise en compte des aspirations culturelles kurdes, notamment l'éducation en langue kurde dans les écoles.

Ces promesses n'ont pas été tenues et la perspective de " *la consolidation d'un système dont les piliers demeurent l'islam et la spiritualité, l'indépendance, la liberté et le progrès* " prônée par le président iranien n'attire guère les Kurdes iraniens qui luttent depuis de décennies pour un Kurdistan autonome dans le cadre d'une République démocratique et laïque. De plus, seuls les partis agréés par l'establishment chiite ont pu prendre part au scrutin, ce qui excluait les formations autonomistes kurdes (PDKI et Komala) qui avaient très largement remporté les élections libres du printemps 1979.

Dans ce cadre restreint, les électeurs kurdes qui se sont rendus aux urnes ont voté en fonction des considérations locales et de la personnalité des candidats. Voici les résultats du scrutin dans les quatre provinces formant le Kurdistan iranien :

Province / Ville / Candidat	Sièges	Suff. expr.	%	Affiliation /liste
Province : ILAM	4			
Villes : *Ilam & Shiranchar*	2	175.432		
Abdolreza Heiarizadeh		50.216	28.6	réformiste /élu
Ali Yari		48.248	27.2	conservateur /élu
Villes : *Dehloran & Darehshahr*	1	second tour		
Ville : *Islam Abad*	1	second tour		
Province : KIRMANCHAH	7			
Ville : *Kirmanchah*	3	350.293		
Esmaeil Taheri		99.553	28.4	conservateur /élu
Abbas Ali Alahiari		95.014	27.1	réformiste /élu
3e candidat		second tour		
Villes : *Ghasr Chirin*	1	second tour		
Villes : *Kangavar & Sahneh*	1	second tour		
Villes : *Paveh & Javanroud*	1	second tour		
Villes : *Songhor Kolyaei*	1	second tour		
Province : KURDISTAN	6			
Villes : *Sanadaj, Divandareh, Kamyaran*	2	215.235		
Bahadin Adab		92.593	43.0	conservateur /élu
Jalal Jalalizadeh		83.236	38.7	réformiste /élu
Ville : *Bijar Garrus*	1	50.418		
Mohammad M. Rezaei		12.786	25.4	conservateur /élu
Ville : *Qorveh*	1	second tour		
Ville : *Marivan*	1	80.984		
Abdullah Sohrabi		20.352	25.1	réformiste /élu
Villes : *Saqiz et Baneh*	1			
Mohammad Ali Partuvi		34.730		
Khaled Tavakkoli		30.340		réformiste /élu
Province : AZERBAIJAN OCCIDENTAL	12			
Ville : *Ourmia*	3	294.019		
Karim Fatahpour Moanah		74.027	25.2	/élu
2e et 3e personne		second tour		
Ville : *Boukan*	1			
Rahman Namjou		13.272	<25.	
Ville : *Khoy*	1	second tour		
Ville : *Mahabad*	1	75.713		
Rahman Behmanesh		32.381	42.8	réformiste /élu
Ville : *Makou*	1	second tour		
Ville : Miandoab, Shahindej, Tekab	2	second tour		
Ville : *Naghadeh*	1	84.680		
Karim Rahmani Cheeyaneh		39.097	46.2	indépendant /élu
Ville : *Salmas*	1	76.890		
Aliakhbar Aghaï M.		26.803	34.9	conservateur /élu
Ville : *Sardasht et Piranshahr*	1	76.466		
Hasel Daseh		22.435	29.3	indépendant /élu

Le deuxième tour des élections aura lieu en avril à une date non encore précisée.

Malgré leur écrasante majorité au Majlis, les partisans du président Khatami, qui forment une coalition de religieux et laïcs aux aspirations et intérêts disparates, ne seront pas en mesure de contrôler les principaux leviers du pouvoir (armée, gardiens de la révolution, justice) qui restent sous la férule du clergé conservateur et de son chef, le guide suprême Khameney, successeur de l'ayatollah Khomeiny. Véritable " représentant de Dieu " pour l'Iran chiite, ce Guide peut invalider toutes les lois votées par le Parlement, destituer le président élu et il reste le commandant en chef des forces armées du pays.

Le raz de marée électoral en faveur des réformes suscite de grands espoirs et une dynamique du changement dont le mouvement naturel ne pourrait s'accommoder longtemps du carcan rigide de la République Islamique. Se voulant réformateur de celle-ci, le président iranien, s'il veut rester en phase avec les aspirations de ses électeurs pourrait bien en devenir un jour le fossoyeur à l'instar de Gorbatchev qui finit par provoquer l'effondrement du communisme.

RAPPORT DU DÉPARTEMENT D'ETAT AMÉRICAIN SUR LA SITUATION DES DROITS DE L'HOMME EN TURQUIE

Le département d'Etat américain a publié le 25 février 2000 son rapport 1999 réalisé par le Bureau de la démocratie, des droits de l'homme et du travail, sur la situation des droits de l'homme en Turquie. Extraits :

Dans un premier temps, le rapport souligne que " *les militaires exercent une influence substantielle, mais indirecte sur les actions — la politique— du gouvernement, estimant qu'ils sont les protecteurs constitutionnels de l'Etat (...) Les forces armées, appuyées par la police et particulièrement la gendarmerie, effectuent des opérations contre le PKK dans la région sous état d'urgence (...) Bien que les autorités civiles et militaires se soient publiquement engagées au respect de la loi et des droits de l'homme, des membres des forces de sécurité, comprenant les " équipes spéciales " de la police, des personnels de la police nationale, des gardiens de villages, et des gendarmes se livrent à de sérieux abus des droits de l'homme* "

" *(...) Le gouvernement Ecevit a adopté des mesures destinées à améliorer les droits de l'homme et certains responsables ont participé à de larges débats publics sur la démocratie et les droits de l'homme. Des exécutions extrajudiciaires, comprenant les décès dus à l'utilisation excessive de la force et ceux en détention dues à la torture, continuent. Il y a quelques rapports sur les meurtres mystérieux et disparitions des activistes politiques ; cependant, les autorités ont échoué à mener des investigations adéquates pour les disparitions dans le passé. Torture, passage à tabac, et autres abus, de temps en temps conduisant à la mort, pratiqués par les forces de sécurité demeurent répandus. La police et la gendarmerie emploient souvent la torture et abusent des détenus lors des détentions et interrogations tenues au secret. L'absence d'accès universel et immédiat à un avocat et de longues périodes de détention pour ceux qui sont détenus pour des crimes politiques sont des facteurs majeurs dans la réalisation de la torture par la police et autres forces de sécurité. Avec la diminution des opérations et détentions dans le sud-est, il y a eu peu de cas d'abus enregistrés ; cependant, la proportion des cas dans lesquels des abus se sont produits restent à un niveau important.* "

" *La rareté des condamnations et la légèreté des sentences infligées à la police et autres forces de sécurité pour meurtres*

ou bien torture continuent d'encourager le climat d'impunité qui reste l'obstacle majeur (...) Des investigations et procès d'officiers suspectés d'abus continuent d'être prolongés et sans équivoque (...)"

Le rapport continue en dénonçant les atteintes portées à la liberté d'expression : *"Les autorités ont interdit et confisqué de nombreuses publications et effectué des descentes de police dans des locaux de journaux, encourageant l'autocensure sur les reportages sur le Sud-est. La police et les tribunaux ont continué à limiter la liberté d'expression en ayant recours aux restrictions contenues dans la Constitution de 1982 et plusieurs autres lois comprenant la loi anti-terreur de 1991 (diffusion de propagande séparatiste), l'article 159 du code pénal (injurier le Parlement, l'armée, la République, ou le système juridique), l'article 160 (injurier la république turque), l'article 169 (soutien à une organisation illégale), l'article 312 (incitation à la haine raciale, ethnique ou religieuse), la loi de protection d'Atatürk, et l'article 16 sur la presse (...)"*

Concernant les partis politiques, le département d'Etat note que *"le HADEP et le parti islamiste Fazilet, qui ont vu tous deux leurs prédécesseurs dissous, font l'objet de demandes d'interdiction pour activités anticonstitutionnelles"*. Il souligne également que *" le PKK a continué de commettre des abus durant ses 15 ans de violentes campagnes contre le gouvernement et des civils, à majorité des Kurdes. Dans la première moitié de l'année, les terroristes du PKK ont commis des meurtres et attaques au hasard en Turquie pour protester contre la capture d'Öcalan (...) Ces dernières années la pression militaire a réduit de façon significative l'efficacité du PKK, et ses membres —bien que pas dans la totalité— ont noté l'appel d'Öcalan pour mettre fin à lutte armée et le retrait du PKK de la Turquie (...) Selon la déclaration de fin d'année du Président Demirel, depuis 1984, 25 139 membres du PKK, 5 882 membres des forces de sécurité, et 5 424 civils, ont perdu la vie dans les combats (...)"*

"Le nombre exact des personnes déplacées de force de leurs villages dans le Sud-est depuis 1984 est inconnu (...) Les statistiques du gouvernement tendent à minimiser le nombre des personnes qui ont quitté la région malgré elles. Les observateurs s'accordent à dire qu'entre 3 000 et 4 000 villages et hameaux ont été dépeuplés. Le gouvernement a chiffré 362 915 personnes évacuées en 1999 pour 3 236 villages et hameaux, 26 481 ont été réinstallés avec l'assistance du gouvernement dans 176 villages et hameaux (...) Cependant, les observateurs dans la région estiment que le nombre total des personnes déplacées est approximativement 800 000, et certaines ONG donnent des chiffres aussi importants que 2 millions le nombre de déplacés ".

Vous pouvez vous procurer entièrement le rapport sur le site :
http://www.state.gov/www/global/human_rights/1999_hrp_report/turkey.html

RENOUVELLEMENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'INSTITUT KURDE

Le Conseil Culturel et Scientifique (C.C.S) de l'Institut kurde de Paris s'est réuni le 27 février 2000 à Paris. Après une réunion plénière au cours de laquelle le président a rappelé les événements majeurs de la vie de l'Institut Kurde de Paris, depuis 1996, évoqué la transformation en cours de ses structures et dégagé les perspectives d'avenir, les quatre sections qui composent le Conseil se sont réunies dans diverses salles de l'Institut pour formuler des propositions d'activités et élire leurs représentants.

Les votes, à bulletin secret, ont donné les résultats suivants :

Section Langue et littérature
A l'unanimité des membres présents et représentés, M. Reso Zilan, linguiste kurde de Suède, a été élu président, M. Salih Akin, linguiste, maître de conférences à l'Université de Rouen, a été élu vice-président.

Section Sciences humaines
A l'unanimité des membres présents et représentés, M. Abbas Vali, professeur à l'Université de Swansea, en Grande-Bretagne, a été élu président, M. Ali Babakhan, universitaire et journaliste, a été élu vice-président.

Section Information et Droits de l'homme
A l'unanimité des membres présents et représentés, Dr. Najmaddin O. Karim, neurochirurgien et Président de l'Institut kurde de Washington, a été élu président, S. Othman, universitaire et journaliste, a été élu vice-président.

Section Arts, Musique et Animation socio-culturelle
Deux candidats étant en compétition, il a été convenu que celui qui obtiendrait le plus de voix deviendrait le président de la section, l'autre vice-président.
A l'issue du scrutin à bulletin secret, Kamuran Çeçen, juriste, a été élu président de la section, et Adnan Mohammed, musicien, élu vice-président.

Après les réunions des sections, les membres du C.C.S. se sont, à nouveau, retrouvés en assemblée plénière. Le rapporteur de chaque section a présenté à la fois les résultats des élections dans la section ainsi que les propositions d'activités pour l'année en cours. Chaque rapport a fait l'objet de débats et discussions.

Dans son discours de clôture, le président a remercié tous les participants pour leur courtoisie et la qualité de leurs contributions. Il a ensuite rendu un hommage appuyé aux membres du Conseil d'administration sortant, Aso Agace, Shirine Azadpour et Dara Attar, qui cette fois-ci n'ont pas souhaité se représenter tout en acceptant d'accomplir d'autres missions pour l'Institut kurde.
Commencée à 14h, la réunion du C.C.S. s'est terminée à 19h. Puis, après un cocktail amical à l'Institut kurde, les participants se sont rendus à un dîner marquant le 17ème anniversaire de la fondation de l'Institut kurde.

Le lendemain, le 28 février à 15h, un Conseil d'administration, formé des présidents des sections fraîchement élus, des représentants des ministères de la Culture, des Affaires sociales, de l'Éducation nationale et de l'Intérieur et de Kendal Nezan, membre de droit, s'est réuni pour, conformément aux statuts, procéder à la cooptation des trois personnalités qualifiées. Après débats, deux personnalités proposées : Mme Joyce Blau, professeur des Universités, et M. Fuad Hussein, universitaire kurde irakien basé à Amsterdam, ont été cooptées à l'unanimité des voix. Une troisième personnalité sera cooptée sur proposition des représentants des ministères lors de la prochaine réunion du Conseil.

Le Conseil d'administration a ensuite procédé à l'élection du Bureau pour les trois années à venir. Kendal Nezan a été réélu président de l'Institut à l'unanimité des voix, pour un mandat de trois ans. Le Conseil a, également, élu à l'unanimité :

Abbas Vali, vice-président ;
Fuad Hussein, vice-président ;
Joyce Blau, trésorière ;
Kamuran F. Çeçen, secrétaire,
pour une période de 3 ans

Sur les 11 membres actuels du Conseil d'administration, on compte 3 femmes. Se voulant depuis le début à la fois pan-kurde et à vocation européenne, l'Institut compte dans son Conseil d'administration, 3 Kurdes originaires de Turquie, 2 d'Irak et 1 d'Iran. 32 des 65 membres de l'Institut et 4 membres de son Conseil d'administration résident hors de France (États-Unis, Grande-Bretagne, Pays-Bas et Suède). Ils contribuent au rayonnement de l'Institut dans les principaux pays occidentaux abritant des communautés kurdes et enrichissent par leur expérience et par leurs relations l'action collective de

l'Institut en faveur de la culture et de la cause kurdes.
Assurant la direction de l'Institut dans une période où le dialogue, le lobbying, la médiatisation sont considérés par de larges secteurs de la société kurde comme des moyens de faire connaître la question kurde, le nouveau conseil aura à assurer un financement stable, le bon fonctionnement de l'Institut et la poursuite de ses activités socio-culturelles et à développer des initiatives majeures pour contribuer au débat autour du règlement pacifique du problème kurde, en particulier en Turquie.

UN COLLOQUE A LA SORBONNE : LA CANDIDATURE TURQUE A L'UNION EUROPEENNE ET LA QUESTION KURDE

L'Institut kurde a organisé le 26 février à l'amphithéâtre Richelieu de l'Université de la Sorbonne un colloque sur "la candidature turque à l'Union européenne et la question kurde".

Deux mois après la décision du sommet d'Helsinki des 13-14 décembre 1999 d'inclure la Turquie dans la liste des Etats candidats officiels à l'adhésion à l'Union européenne, des universitaires turcs et kurdes, des journalistes spécialisés et des personnalités politiques ont, dans deux tables rondes, dressé l'état des lieux, décrit les évolutions et dynamiques en cours, évoqué les enjeux de la candidature turque et ainsi que les perspectives d'avenir.

Le colloque a été ouvert par l'intervention du président de l'Institut qui a expliqué les raisons pour lesquelles cette réunion d'information et de réflexion a été organisée et regretté que la détérioration récente de la situation politique en Turquie ait empêché plusieurs personnalités turques de venir participer à ce nécessaire débat d'idées.
Puis, Me Patrick Baudoin, président de la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH) a exprimé "les vives préoccupations" de son organisation, au sujet de l'évolution de la situation des droits de l'homme en Turquie. Rappelant l'arrestation récente des maires kurdes et des dirigeants du Hadep, les procès contre les intellectuels et les militants de l'association des droits de l'homme Me Baudoin s'est demandé comment avec un bilan aussi déplorable Ankara pourrait un jour être admis dans la famille des démocraties européennes. L'entrée dans cette famille suppose le respect des critères de Copenhague sur la démocratie, les droits de l'homme et les droits des minorités et le régime turc ne semble pas disposé à s'engager sérieusement dans cette voie a-t-il ajouté.
L'universitaire kurde Hamit Bozarslan a décrit les hantises, les blocages et les obsessions idéologiques du système turc, qui semble incapable de survivre sans crises et qui secrète constamment des ennemis intérieurs et extérieurs pour se justifier.
Son collègue turc, Ahmet Insel, professeur à l'Université Galatasaray d'Istanbul, s'est livré à l'analyse de la société civile où les *europhiles* regroupent les milieux d'affaires, *l'intelligentia* libérale, les partis de droite modérés (ANAP, DYP) mais aussi une large fraction des islamsites qui voient en l'Europe un facteur de dékémalisation du système turc et du desserrement de son carcan idéologique autoritaire.
Le camps des eurosceptiques et des *europhobes* comprend les milieux nationalistes de gauche (DSP), d'extrême droite ainsi que des groupes d'extrême gauche "anti-impérialiste". La haute hiérarchie de l'armée craint que l'intégration européenne n'entraîne un affaiblissement de son emprise sur la vie politique et une limitation sérieuse de la souveraineté.
Les citoyens ordinaires attendent eux de l'adhésion à l'Europe plus de libertés et une amélioration sensible de leur niveau de vie. Les Kurdes sont, toutes tendances confondues, des défenseurs ardents de l'Europe qui, par la

pression sur Ankara, devrait leur permettre d'obtenir un minimum de droits culturels. En raison de l' "autoritarisme massif" du régime turc les aspirations de la population ne se reflètent pas dans la politique gouvernementale, a notamment affirmé M. Insel.

Marc Semo, journaliste à *Libération*, tout en partageant cette analyse de la société turque a établi un parallèle avec la société française d'il y a trente ans sur la question de l'Europe. Selon lui la culture politique turque, d'essence jacobine, n'est pas très différente de la culture française et dans les deux pays on retrouve des souverainiste défenseurs de l'Etat-nation et de l'unité indivisible de la République et des démocrates libéraux pro-européens, plus tolérants vis-à-vis du pluralisme culturel et des aspirations des minorités. Certes les proportions relatives ne sont pas les mêmes ici et là-bas, mais c'est peut-être une question de temps.

Sa collègue, Marie Jégo, journaliste au *Monde*, ne voit pas de signe d'évolution du régime turc où l'interpénétration d'une bonne partie de la classe politique avec la mafia, et la prédominance de l'armée à travers le Conseil national de sécurité sur la vie politique du système entravent la marche vers la démocratisation.

Le chanteur populaire Ahmet Kaya, par un témoignage émouvant, a illustré les injustices de ce système qui l'a forcé à l'exil et le menace des années de prison, simplement parce qu'il a voulu faire une chanson en kurde. Cela dans un pays où les affairistes, les chefs mafieux et des assassins recherchés par Interpol courent les rues, dit-il.

De son côté Yavuz Önen, président de la Fondation des droits de l'homme de Turquie, constate que malgré quelques déclarations d'intention affichées lors des réunions avec des militants des droits de l'homme, notamment à la veille des visites des dirigeants occidentaux aucun progrès tangible n'a été fait dans le domaine de la démocratisation et des droits de l'homme. L'avenir reste incertain, les rares voix qui s'élèvent encore de la société civile sont fortement menacées.

En introduction à la table ronde sur les perspectives, Gérard Chaliand a expliqué, cartes à l'appui, l'importance géo-politique de la Turquie pour la stratégie américaine dans la région du Proche-Orient, des Balkans, du Caucase et d'Asie Centrale. Fort du soutien de Washington et de son alliance militaire avec Israël, Ankara pourrait bien se replier sur son quant-à-soi et tenir tête aux pressions, au demeurant timides et velléitaires d'une Europe divisée et préoccupée par des intérêts mercantiles à court terme. La défense des droits de l'homme étant à géométrie variable et fonction des intérêts de puissance, les Etats-Unis continueront d'ignorer les violations massives des droits commises par leurs alliés turcs, a-t-il conclu.

Pour M. Hannes Swoboda, député socialiste autrichien, rapporteur du Parlement européen sur la Turquie, l'approche de l'Europe envers Ankara est basée sur des principes clairs et intangibles :

"Le Parlement européen demande au gouvernement turc de tenir les promesses qu'il lui a faites en ce qui concerne les droits de l'homme, la réforme démocratique au moment où le Parlement a donné son avis pour l'Union douanière. Et il demande que la Turquie satisfasse ses obligations dans le cadre de l'accord de l'union douanière, en matière de démocratie, des droits de l'homme et des libertés d'expression et qu'elle mette un terme aux persécutions et aux tortures dont sont particulièrement victimes les Kurdes.

Et concernant la question kurde, le Parlement a clairement dit, qu'il demande la mise en place des droits culturels garantis constitutionnellement y compris la liberté d'expression et des publications en langue kurde ainsi que le droit à une éducation dans leur langue maternelle dans toutes les régions de la Turquie.

Les dirigeants turcs disent : on n'a pas de minorité en Turquie. On peut parler sur les droits

individuels. Oui, on peut commencer de parler sur les droits individuels mais c'est aussi un droit de s'exprimer en langue kurde, de regarder la télévision kurde, d'écouter la radio kurde. Est-il un droit culturel, collectif ou individuel? On peut commencer de tenir ces droits pour tous les gens de la Turquie. C'est l'avis du Parlement européen.

Et en 1999, le Parlement a insisté, et réitéré cette décision avant et après la décision d'Helsinki. Moi-même j'étais en Turquie deux fois, en octobre et en décembre les jours juste avant de la décision d'Helsinki. On a parlé avec des gens qui sont aussi dans cette salle. Avec Akin Birdal et les autres. On a rencontré M. Irtemçelik et les autres dirigeants de Turquie. On a senti un peu un changement. Un changement de la vie politique et aussi culturelle. On a eu l'espoir que c'est un commencement et pas seulement pour la décision d'Helsinki mais pour longtemps.

Mais maintenant j'ai des doutes. Je suis sûr que la décision d'Helsinki était correcte, elle était juste. Parce que maintenant, ce n'est pas l'Europe qui n'a pas invité la Turquie. C'est la Turquie qui n'a pas accepté l'invitation. Parce que c'était toujours une invitation avec des conditions. Avec des conditions très précises. On peut accepter ou ne pas accepter. Les arguments des dirigeants de la Turquie : "l'Europe ne veut pas la Turquie parce qu'il y a des islamistes, des cultures différentes" ne tient plus. L'Europe a décidé d'inviter la Turquie, mais il semble que la Turquie n'a pas accepté, en vérité, la décision et l'invitation de l'Europe. Que faire ?..

Pour moi il y a deux possibilités; on peut interrompre le processus et dire que la Turquie, en vérité, a dit "non". Ou, j'aimerais la deuxième possibilité, on peut concrétiser, définir et fixer des buts concrets que chaque année la Turquie doit réaliser pour avancer, concernant les droits de l'homme, la question kurde, la démocratie, le rôle des militaires, etc. Et la Turquie peut avancer seulement, après avoir mis en vigueur les buts, les objectifs d'accord entre l'Union et la Turquie. Pour chaque année il est nécessaire de définir ces buts, les pas du chemin à parcourir ; combien de mètres ou, de kilomètres, on peut aller. Pour l'Europe c'est des kilomètres, mais si la Turquie veut aller quelques pas, quelques mètres, c'est à la Turquie... Mais on ne peut pas faire les pas de demain ou de l'après-demain, aujourd'hui on doit faire des pas concrets, des améliorations. Et je veux le dire, je ne sais pas si les objectifs stratégiques sont plus importants que la démocratie et le respect des droits de l'homme pour la Turquie. Pour le Parlement, il n'est pas possible d'accepter la Turquie comme candidat avec négociation ou finalement comme membre de l'Union Européenne sans le respect des droits de l'homme et sans le respect pour les Kurdes, pour le peuple kurde. C'est absolument une condition nécessaire pour la Turquie si elle veut être membre de L'Union Européenne ".

Mme Claudia Roth, présidente de la Commission des droits de l'homme du Bundestag, ancienne présidente du Groupe des Verts au Parlement européen, ancienne co-présidente de la Commission mixte Turquie-Parlement européen :

" Quelle Turquie, pour quelle Europe ? Beaucoup a déjà été dit. Bien sûr, pour moi la Turquie est partie de cette Europe. Je ne partage pas du tout la question, la discussion géographique si la Turquie est loin ou pas trop loin, n'est pas partie de cette Europe. Pour moi c'est clair: sans doute la Turquie est partie de l'Europe. Mais bien sûr une Turquie démocratique basée sur l'Etat de droit, une Turquie basée sur le respect des droits de l'homme, une Turquie des Turcs et en même temps des Kurdes.

Moi j'ai eu pendant des années l'impression et j'ai vu et j'ai compris la politique européenne toujours très hypocrite. La politique turque de l'UE était très basée sur un double standard et sur l'hypocrisie. On a toujours utilisé la question des droits de l'homme, si on a voulu exclure la Turquie. En même temps on a envoyé des armes, des chars, surtout l'Allemagne. L'Allemagne a la

première place en Europe. Le ministre des affaires étrangères a critiqué la situation des droits de l'homme, a critiqué bien sûr mais en même temps on a donné comme un grand présent les anciennes armes de la RDA, non, de l'Allemagne de l'Est ; parce qu'économiquement, c'était très très intéressant de donner ça à la Turquie.

Il y a donc une hypocrisie d'utiliser, de fonctionnaliser la question des droits de l'homme mais en même temps de profiter économiquement de la Turquie. Je suis sûr qu'au sein de l'Union l'hypocrisie était aussi basée sur l'idée que l'Union était un club des chrétiens. Ce n'était pas seulement les conservateurs qui ont dit que la Turquie n'a pas une place au sein de l'Union parce que ne sont pas des chrétiens ; c'est dans l'esprit de beaucoup de gens. Et en parlant des droits de l'homme, à mon avis derrière l'exclusion, surtout au sommet de Luxembourg, était basée vraiment sur l'idée que l'Europe soit un club des chrétiens. Pour moi la religion ne peut jamais être un critère de l'identité de l'Europe. L'Europe doit être ouverte pour des chrétiens, des musulmans, des juifs, des athéistes. La religion ne doit pas servir de base pour l'UE.

Autre point ; l'hypocrisie du sommet de Luxembourg. Je me souviens très bien qu'un ministre a dit qu'il ne veut pas manger ensemble avec des personnes qui font la torture. Moi je trouve ça très courageux. Mais je lui ai dit alors pourquoi la Turquie reste-elle dans l'OTAN si vous vous dites qu'il existe une torture systématique ? Pourquoi on expulse en même temps des réfugiés des pays membres vers la Turquie ? Pour moi c'est difficile à comprendre. Il m'a attaqué en disant que je ne respecte plus les droits de l'homme. À Luxembourg, la Turquie n'a pas réussi d'avoir le statut de candidat. 2 ou 3 semaines après, dans la deuxième semaine de janvier, des réfugiés kurdes, quelques centaines sont arrivés en Italie. Tout de suite l'UE a fait une conférence à Rome, a invité les responsables de la sécurité turque très connus pour discuter comment on peut fermer les frontières en Turquie. Pour moi il y a double standard, et une hypocrisie totale. Et maintenant avec cette décision à Helsinki au moins on a commencé à regagner de la crédibilité en disant à la Turquie, vous avez maintenant une perspective crédible, réaliste de pouvoir devenir membre de l'UE basée sur des conditions. Il faut insister que le statut de la candidature n'est pas du tout l'adhésion. La candidature peut ouvrir la porte qui était fermée, peut favoriser l'influence de la politique européenne en Turquie, peut créer une dynamique pour un changement politique en Turquie, changement pour des droits de l'homme, pour la démocratie, la candidature n'est pas du tout un chèque blanc. Si l'on dit que maintenant par la décision d'Helsinki la Turquie est devenue une démocratie; c'est dangereux. Parce que le ministre allemand de la défense dit : c'est bien, la Turquie est maintenant candidate alors on peut plus facilement envoyer des chars. Non ! Ou le ministre des affaires intérieures a dit : maintenant c'est plus facile d'expulser les réfugiés. Non !

Candidature veut dire que la porte est ouverte. Mais maintenant ça commence avec des conditions. Ce sont des critères de Copenhague et je crois qu'en Turquie la population, le gouvernement, personne n'est vraiment au courant de ce que cela veut dire. Quels sont les critères ? Ça va coûter, ça va durer, mais ça peut aider par exemple mettre une fin à la discrimination du peuple kurde, mettre fin au rôle privilégié des militaires, du contrôle civique des militaires en Turquie. Le respect des droits de l'homme, la fin de suppression des opinions oppositionnelles, le respect de la libre expression, la liberté de la presse, les droits sociaux (la sécurité sociale) et le développement économique. Là ce sont les critères et l'on n'a pas plus ouvert la porte pour le long chemin. Mon gouvernement et mon ministre comprennent aussi que ce n'est pas le moment d'envoyer 1000 chars en Turquie. Je ne sais pas si vous avez suivi cette question mais chez nous, en Allemagne,

dans notre gouvernement, on a eu un grand conflit. Et ça recommence ; on dit qu'on a fait des progrès. Moi je dis que ce n'est pas suffisant qu'Ocalan n'est pas exécuté. Bon, ce n'est pas mal, c'est important, mais ça ne suffit pas. Ce ne sont pas les droits égaux des Kurdes. Ce n'est pas la reconnaissance et le dialogue politique. Ce n'est pas aslllklksez.

Il faut aider à la reconstruction, surtout dans la région kurde. Au moins 3000 villages étaient détruits. Il faut garantir à ceux qui ont perdu leur maison de pouvoir revenir. À mon avis, le grand barrage, le projet d'Ilisu n'est pas un moyen de démocratisation. Ça va coûter au moins 10 milliards de francs français. Avec cet argent, on pourra faire beaucoup mieux et beaucoup plus en soutenant par exemple les sociétés civiles et non les grands projets qui sont aussi un danger pour l'environnement.

On va se rencontrer peut-être la prochaine fois à Berlin, ou encore à Paris, ce ne serait pas mal si la Turquie était représentée avec une ambassadrice qui s'appellerait Leyla Zana, que l'ambassadeur turc d'Allemagne serait présent avec nous Yavuz Önen bien sûr, Akin Birdal comme ambassadeur turc en Autriche. C'est notre rêve. Ce n'est pas une utopie, c'est notre tâche pour l'avenir ".

Que signifie le choix européen pour les Kurdes se demande Kendal Nezan ? C'est à la fois un choix de cœur et un choix de raison. Choix de cœur car les Kurdes rêvent d'appartenir à un espace de démocratie, de liberté et de prospérité. Près d'un million d'entre eux vivent déjà dans les pays de l'Union et goûtent à cette liberté. C'est aussi un choix de raison car après tant de décennies de combats armés infructueux et dévastateurs, la perspective européenne pourrait leur permettre d'obtenir par le dialogue, la persuasion, le combat politique et la force du droit leurs droits légitimes. Et peut-être un jour, dans le cadre d'un Proche-Orient démocratique les frontières inter-Kurdes perdront-elles leur caractère dramatique actuel et les Kurdes pourront-ils circuler librement à l'intérieur de leur pays comme le font aujourd'hui les Catalans d'Espagne et de France ?

En conclusion du débat, le journaliste Marc Kravetz affiche aussi l'espoir que " *les Kurdes cesseront d'être un problème pour les Etats qui divisent leur pays pour devenir un trait d'union entre les pays de la région. Le rapprochement franco-allemand intervenu après tant de décennies de guerres et d'hostilités devrait servir d'exemple aux Kurdes et à leur voisins. Cela nécessite une révolution des mentalités. Il faut donc s'engager avec persévérance dans cette voie du dialogue, et du débat pour préparer les esprits. Des réunions comme celle d'aujourd'hui doivent être multipliées entre Kurdes, Turcs et Européens pour mieux comprendre les intérêts et les besoins des uns et des autres et trouver des compromis démocratiques viables* ".

Les actes du colloque seront publiés ultérieurement dans leur intégralité.

L'ARRESTATION DES TROIS MAIRES KURDES SOULÈVE DE VIVES RÉACTIONS TANDIS QUE LA TURQUIE CONDAMNE À TROIS ANS DE PRISON LES RESPONSABLES DU HADEP

Le président du HADEP, Ahmet Duran Demir, son prédécesseur Murat Bozlak et seize autres membres de leur parti, ont été condamnés le 24 février 2000 à trois ans et neuf mois de prison chacun par la Cour de sûreté de l'Etat (DGM) d'Ankara pour " soutien et recel " en faveur du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Ils étaient jugés avec 29 autres accusés pour leur implication dans les grèves de la faim et manifestations de soutien organisées par le HADEP en faveur du chef du PKK, Abdullah Öcalan, alors que celui-ci avait séjourné de novembre 1998 à janvier 1999 en Italie.

Quelques heures avant la décision de la cour d'Ankara, une cour de Diyarbakir a inculpé et écroué, après quatre jours de garde-à-vue, pour les mêmes chefs d'accusation

et au terme de l'article 169 du code pénal turc, Feridun Çelik, Selim Özalp et Feyzullah Karaasalan, respectivement maires de Diyarbakir, Siirt et de Bingöl, tous élus aux dernières élections municipales d'avril 1999. Le HADEP, qui avait emporté plus d'une quarantaine de municipalités, est menacé d'interdiction par la justice turque qui le considère comme une émanation du PKK.

Des manifestations de protestation, qui ont été sévèrement réprimées par les autorités turques, ont eu lieu à Diyarbakir les 22, 23 et 24 février pour réclamer leur libération. 33 maires HADEP de la région se sont rendus à Diyarbakir pour protester contre cette incarcération. Le vice-Premier ministre luxembourgeois, Lydie Polfer, en visite en Turquie, s'est déclarée " très préoccupée " et a ajouté " nous avons du mal à comprendre les arguments qui ont provoqué leur interpellation ". Le Portugal et la France, respectivement, actuel et prochain président en exercice de l'Union européenne, ainsi que le représentant en Turquie de la Commission européenne, se sont entretenus à ce sujet avec le sous-secrétaire d'Etat du ministère turc des Affaires étrangères. Walter Schwimmer, secrétaire général du Conseil de l'Europe et Lord Russell-Johnston, président de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe ont déclaré dans un communiqué daté du 23 février : " Il paraît surprenant que, dans le contexte politique actuel, les autorités turques, au lieu de rechercher un dialogue, emprisonnent des représentants élus ayant reçu une large confiance des citoyens de leurs villes " et ils ont appelé B. Ecevit à faire "le nécessaire pour protéger les droits des élus et créer au sud-est de la Turquie les conditions d'une normalisation respectant toutes les composantes politiques et culturelles ". Le Premier ministre turc, Bülent Ecevit, a, quant à lui, accusé les pays européens de tenter d'exercer des pressions sur la Turquie dans le cadre de l'interpellation des maires. " Nous sommes gênés par l'attitude des pays membres de l'UE (...) Nous sommes très sensibles aux questions concernant notre intégrité territoriale et si nécessaire, nous avertirons les pays européens " a-t-il déclaré le 23 février au journal turc Cumhuriyet. Hüsnü Öndül, président de l'association turque des droits de l'homme (IHD), a déclaré : " ces mesures portent atteinte à la crédibilité de l'Etat dans le sud-est. L'atmosphère de paix qui régnait dans la région depuis des mois va en souffrir (...) Depuis qu'elle a été déclarée candidate à l'Union européenne, en décembre, la Turquie n'a fait aucun pas positif en matière des droits de l'homme et de démocratisation ".

Devant le tollé général, Ankara a dû faire marche arrière, remettre en libérté les maires après une semaine de détention. Ceux-ci sont toutefois interdits de voyages à l'étranger. Leur procès devant la Cour de sûreté de l'Etat de Diyarbakir se poursuit. Ils sont passibles de 7 ans de prison.

LE SCANDALE DE L'ARMÉE PRIVÉE DU PREFET DE BATMAN

La Turquie est secouée par un nouveau scandale qui met à jour la lutte sans merci menée par les autorités turques au Kurdistan de Turquie. Cherchant à démanteler à la racine l'organisation intégriste Hizbullah, née à Batman, la Turquie a trébuché sur le désordre politico-militaire régnant dans la région. Préfet de Batman entre 1993 et 1997, Salih Sarman a été épinglé par la presse pour avoir mis sur pied et organisé une force militaire privée d'un millier d'hommes, fortement armés, pour lutter contre " *le terrorisme* ", se donnant ainsi le droit de lever une armée. Le préfet s'était également livré au trafic d'armes avec la Chine populaire et la Bulgarie par l'intermédiaire d'une société qui avait déjà fait parler d'elle il y a 18 ans sous la plume d'Ugur Mumcu, célèbre journaliste

d'investigation assassiné depuis. Interpellé sur la question, Nahit Mentese, alors ministre de l'Intérieur du gouvernement de Mme Tansu Çiller, a répondu " *je ne suis pas au courant de l'achat des armes. Le préfet Sarman était plus particulièrement en contact avec le Premier ministre* ". Il a été constaté que pendant le gouvernement de T. Çiller, 2,7 millions de dollars issus des fonds secrets ont été versés pour importation des armes à Batman. Plus encore, une partie des armes achetées à l'époque, se trouve aujourd'hui évaporée et nombreux sont ceux qui affirment que celles-ci se trouvent dans les mains du Hizbullah. M. Mentese ne nie d'ailleurs pas que lors d'un voyage dans la région avec le Premier ministre, ils ont été accueillis par cette force mixte, composée de la police, des gardes de villages et de militaires.

Dans une interview accordée au quotidien *Milliyet* le 11 février, le préfet Sarman déclare : "*j'ai exposé d'abord mon projet à Unal Erkan, gouverneur de la région sous l'état d'exception (OHAL). Ce dernier a déclaré qu'il ne pouvait me donner de fonds complémentaires pour ce projet. Plus tard j'ai envoyé celui-ci au Premier ministre qui l'a trouvé approprié. On nous a alors transféré de l'argent venant des fonds de soutien. Quelques fois, l'argent tardait à arriver, c'est alors que la banque Emlakbankasi nous proposait de nous ouvrir un compte crédité. Lorsque nous recevions les fonds nous remboursions la banque. À la suite de l'accord ministériel, nous avons formé la première troupe expérimentale de mille hommes à Batman. La gendarmerie était chargée de l'instruction. Après un mois de formation, nous leur avons alloué un certificat lors d'une cérémonie à laquelle le ministre de l'intérieur Nahit Mentese a pris part* ".

"*Je me suis également entretenu avec le commandant en chef de la gendarmerie Aydin Ilter (...) Il m'a félicité pour mon projet (...) Après la fin de mes fonctions en 1997, ils n'ont pas continué ce système et dispersé la troupe. Malgré tout, les gardiens appartenant à cette troupe se trouvent toujours en fonction dans divers lieux* ". En ce qui concerne le trafic d'armes, le préfet a ajouté : "*C'est la trésorerie et le secrétariat d'Etat au commerce extérieur qui nous ont fourni l'autorisation d'importation (...) Avec l'autorisation et l'accord du Premier ministre, les armes et les munitions ont été transportées à Batman par des avions de l'armée de l'air turque. Tout cela se trouve enregistré. Mais après ouverture de l'instruction, j'ai demandé des documents à la préfecture, ils m'ont rétorqué qu'ils n'avaient rien trouvé (...) Nous avons donné 90 % des armes importées à la gendarmerie. Le reste a été donné à la Direction de la sûreté et à d'autres départements encore, afin qu'elles soient distribuées à leurs troupes (...) 1800 armes ont été importées, 1200 d'entre elles sont présentes et 600 autres auraient disparu. Mais comme je l'ai précisé, nous les transmettions à la gendarmerie et à la Direction de la sûreté* ". M. Sarman se félicite d'autre part de ses méthodes expéditives : " *en 1995, la troupe a pris d'assaut un camp du PKK au nord de Sason (Mus), en deux heures ils ont fait disparaître 150 militants du PKK* ".

La presse turque révèle chaque jour la chronique de ces sales affaires d'Etat. Umur Talu du quotidien Milliyet écrit le 11 février sous le titre de " *la capitale de Susurluk et de Batman est Ankara* " : " *Le 20 juin 1994 au cours d'un meeting, une bombe visant le président du parti social-démocrate (DSP), Bülent Ecevit, a explosé, faisant 5 victimes. La première réaction d'Ecevit a été de désigner les organisations 'à l'intérieur de l'Etat et en dehors du contrôle de l'Etat'. Des années auparavant à Izmir, lors d'une autre attaque, la déclaration d'Ecevit avait été similaire quand il avait parlé de 'contre-guerilla' (...) Aujourd'hui Bülent Ecevit est Premier ministre (...) Tout le monde n'a pas eu la même chance que lui. Certains célèbres, d'autres méconnus, mais des centaines, voire des milliers de personnes ont été enlevées, assassinées, étranglées et enterrées* ".

On peut se demander pourquoi la Turquie qui ne manque pas d'usines d'armements a importé ces armes légères chinoises et bulgares, qui sont des armes utilisées par la guérilla du PKK alors que l'armée régulière turque est équipée d'armes occidentales, principalement américaines. En équipant ses miliciens des mêmes armes, le préfet et d'autres forces paramilitaires ont pu commettre nombre d'assassinats et de massacres de civils kurdes et les attribuer ensuite " *aux terroristes du PKK* " faisant d'une pierre deux coups : casser du Kurde et diaboliser le PKK.

Au cours du mandat du préfet Sarman, Batman était devenu une des villes où il y a eu le plus de " *meurtres non élucidés* " en Turquie, atteignant le chiffre de 205, dont Mehmet Sincar, député du parti de la démocratie (DEP), qui s'était rendu sur les lieux justement pour enquêter sur ces *"meurtres mystérieux "*. Alors que Tansu Çiller nie toute responsabilité en soutenant que tout a été fait dans la légalité, le Président Suleyman Demirel a déclaré le 12 février que les armes importées entre 1994 et 1996 étaient en la possession de la gendarmerie et qu'elles n'avaient pas été fournies au Hizbullah mais que certaines auraient pu l'être par les gardiens de villages. Cependant le chaîne turque CNN-Turk a annoncé le 12 février qu'il y avait une différence sérieuse entre les armes enregistrées par le commandement de la gendarmerie et le département de sécurité et la liste fournie par le bureau du gouverneur. Selon la chaîne, 443 fusils automatiques, 115 roquettes, et 1450 grenades manquent à la liste. La presse parle de 507 375$ d'armes volatilisées. Pour finir, M. Demirel a déclaré que le conseil de sécurité nationale (MGK) n'avait pas traité le sujet et qu'il n'était pas perturbé par le débat actuel. " *Des matières de routine ne viennent pas à l'attention de la hiérarchie de l'Etat* " a-t-il déclaré.

LU DANS LA PRESSE TURQUE

Réagissant à l'arrestation des trois maires kurdes, Hasan Cemal, l'éditorialiste au quotidien turc *Milliyet*, dénonce dans ses colonnes du 23 février 2000, la politique de l'Etat vis-à-vis de ses citoyens kurdes et appelle Ankara à plus de cohérence pour accéder à la démocratie et à l'Union européenne. Voici de larges extraits de son article intitulé *"l'aliénation encourage le séparatisme"*.

"Une chaîne de télévision a été fermée en réaction à une question posée sur ses écrans, à savoir si oui ou non Öcalan (le leader du PKK) pouvait devenir un second Mandela.

Ainsi, des millions de téléspectateurs ont été sanctionnés par le RTUK [ndlr : l'équivalent turc du Conseil supérieur de l'audiovisuel] *à cause de la question précédente posée par Mehmet Ali Birand.*

Aller expliquer une telle sanction à partir de la perspective de la démocratie ! Aller soutenir que la liberté de l'expression n'est pas censurée dans ce pays ! Laissez-nous observer qui va vous croire ou bien vous prendre au sérieux.

Ce n'est rien qu'une censure absolue. C'est une mentalité qui porte totalement atteinte à la liberté de l'expression. Le RTUK agit maintenant comme une institution de censure.

Est-ce que cette censure s'applique dans le cadre des lois du pays ? (...) Le Parlement devrait agir pour ramener le RTUK au niveau des institutions opérant dans de nombreux pays démocratiques. C'est le moyen d'atteindre la démocratie ou de s'assurer l'adhésion à l'UE. Pour cela, nous devons éliminer nos défaillances dans les domaines de la démocratie et des droits de l'homme...

Les dirigeants du pays sont conscients de nos déficiences à cet égard. J'ai trouvé l'opportunité de parler avec le Président Süleyman Demirel, le Premier ministre Bülent

Ecevit, le ministre des affaires étrangères Ismail Cem, et des figures proéminentes du ministère des affaires étrangères, aucun d'entre eux n'a affirmé que notre démocratie marchait sans à coup.

Au contraire, ces responsables m'ont déclaré que l'adhésion à l'UE était l'objectif primordial et que tout ce qui est nécessaire sera accompli pour atteindre ce but. Tout le monde est conscient de ce qu'est nécessaire. Ce sont les critères de Copenhague que nous avons embrassés en décembre dernier lorsque la Turquie a été acceptée en tant que candidat à l'UE au cours du sommet de Helsinki...

L'abolition de la peine de mort, l'émission de programmes en kurde, de même que l'éducation en kurde, constituent certains points de ce critère.

Accorder à nos citoyens d'origine kurde certains droits dans le même cadre que ce qu'ils en disposent en France et les traiter comme des citoyens égaux ne contusionnera pas notre Etat unitaire. L'unité du pays ne sera pas rompue si nos citoyens d'origine kurde étaient autorisés à établir des radios, à émettre des programmes de télévision dans leur propre langue ou d'implanter des écoles dispensant des cours en langue kurde.

Dans un article publié hier dans le quotidien Hürriyet, l'ancien ministre des affaires étrangères et diplomate d'expérience, Ilter Türkmen a déclaré : "L'Union européenne attend de notre part que nous reconnaissions à nos citoyens d'origine kurde le droit de parler leur langue maternelle et de sauvegarder leurs traditions culturelles" (Hürriyet, 22 février 2000, page 26)

D'Ankara, j'ai eu l'impression que l'Etat était ennuyé de se pencher sur le sujet. Et pourtant, il n'y a aucune raison à ce désarroi, car le terrorisme a été mis sous contrôle, le PKK a été vaincu, et les combattants du PKK ont abandonné leurs armes.

Dans une déclaration concernant le sujet, le Président Süleyman Demirel a indiqué : " Le temps est venu de panser les blessures dans le Sud-est...Le temps est également venu de normaliser la situation, y compris le retour des déplacés à leurs foyers... "

Toutefois, cette normalisation ne peut être réalisée par la seule thérapie des plaies économiques et sociales. Comme Demirel l'a souligné, les problèmes impliquant des identités culturelles devront également être résolus. L'aliénation entre l'Etat et le peuple vivant dans le Sud-est, spécialement ces 15 dernières années, devrait être abolie. Ceci peut être réalisé en solutionnant les problèmes liés aux identités culturelles.

Sommes-nous sur la bonne voie pour évaluer le sujet ? (...) La tentative de mettre les maires HADEP [parti de la démocratie du peuple] de Diyarbakir, Siirt, Bingöl sous surveillance a mis la question dans l'agenda. Cette surveillance a créé une tension dans la région. Le peuple du sud-est a réagi à l'incident (...)

L'incident fait référence au système judiciaire. Le HEP (...) a été le premier (parti pro-kurde légal), et puis il a été interdit. Ensuite le DEP (parti de la démocratie) a été créé. Et maintenant, nous avons le HADEP (...) Le HADEP a recueilli le plus de voix dans le Sud-est au cours des dernières élections. Recueillant 1,3 million des voix et, il aurait obtenu encore plus de voix, si les élections s'étaient déroulées dans des circonstances normales.

Que va-t-on faire maintenant ? Allons-nous nous réconcilier avec le système ou bien nous aliéner nous mêmes à celui-ci ?

Est-ce que le séparatisme va se renforcer ou bien s'affaiblir si nous continuons à maintenir une politique d'aliénation malgré le fait que le terrorisme a été mis sous contrôle et que le PKK a été vaincu ? cette politique ne va-t-elle pas aider à atteindre leurs buts ceux qui veulent créer un noyau séparatiste dans le Sud-est et le nord de l'Irak ? Nous devons évaluer toutes les questions.

Je voudrais vous présenter un extrait de l'article d'Ilter Türkmen : "Le problème découle de notre manque à maintenir une politique conséquente et réaliste dans

une atmosphère critique créée par les développements suite à l'aliénation d'Öcalan. Nous ne pouvons rien récolter en évitant les problèmes ou ajournant les décisions difficiles. Si nous continuons ainsi, nous allons perdre une grande opportunité à obtenir la paix interne et, en même temps, nous allons mettre en échec le début des pourparlers pour l'accession à l'UE."

Oui, il est temps pour nous de réfléchir profondément. Nous allons rencontrer une impasse si nous interdisons une chaîne de télévision en riposte à une simple question posée ou si nous manquons à comprendre l'enjeu du peuple dans le Sud-est"

— AINSI QUE —

• **LE 7ème CONGRÈS DU PKK CONFIRME L'ABANDON DE LA LUTTE ARMÉE.** Le Parti des travailleurs du Kurdistan a publié le 9 février 2000 les conclusions de son 7ème congrès, tenu entre les 2 et 23 janvier 2000 en un lieu non précisé, probablement dans les monts Qandil à la frontière entre l'Iran et l'Irak. Le PKK qui se dit désormais " un parti qui vise à la transformation démocratique et au développement d'un règlement de la question kurde en Turquie", a annoncé les grandes lignes d'une *"nouvelle stratégie"* qui doit *"transformer la guérilla armée en une organisation politique"* et confirme l'abandon de la lutte armée lancée en 1984.

L'organisation a annoncé que son aile militaire, l'Armée populaire de libération du Kurdistan (ARGK) *"doit être changée et réorganisée en Force de défense du peuple"*. L'aile politique, le Front national pour la libération du Kurdistan (ERNK), est rebaptisée par *"Union démocratique du peuple"* chargée de *"développer les organisations légales et la lutte politique démocratique dans tous les domaines"*.

D'autre part, le Comité central, un terme aux connotations marxiste-léninistes, est remplacé par une *"assemblée du parti"*. Une nouvelle direction a été désignée et le chef du PKK, Abdullah Öcalan, emprisonné à l'île prison d'Imrali, a été élu *"secrétaire général"*.

Le PKK a également appelé *"tous les cadres du parti, notre peuple et nos amis à se renouveler"* et indiqué avoir adopté un *"projet de paix"* et se dit prêt à travailler avec quiconque *"dans le cadre de projets justes et raisonnables pour réaliser la solution pacifique et démocratique"*. L'organisation veut lancer une grande campagne pour obtenir *"la liberté de travail politique pour le président Apo et la paix pour le Kurdistan"*. Or, le Premier ministre turc Bülent Ecevit avait récemment exprimé son agacement face aux nombreux communiqués diffusés par A. Öcalan depuis sa prison via ses avocats et lui a enjoint de se taire. La presse turque a été rappelée à l'ordre et menacée de sanction aen cas de publication des déclarations d'Ocalan.

Les autorités turques ne semblent guère convaincues par le changement de cap du PKK, même révisé, et parlent de " *maquillage* " et de " *changement cosmétique* ". Le quotidien turc *Hurriyet* écrivait en sa Une le 10 février 2000 : " *Le PKK enlève Kurdistan de son nom* ". *Turkish Daily News* dans son édition du 10 février sous-titre " *les actions ne sont pas alignées sur la rhétorique* " et continue ainsi : *"Suite à son 'congrès', le PKK a annoncé à ses sympathisants et au public, que le but d'établir un Etat était 'erroné' et que celui-ci avait été abandonné. Et pourtant il continue d'utiliser le mot ' Kurdistan' (...) Plus encore, agissant comme si elle était le 'gouvernement' de l'Anatolie de l'Est et du Sud-Est, l'organisation terroriste a pris la décision d'encourager le commerce frontalier, de créer de nouveaux centres commerciaux dans des lieux appropriés, 'de donner la priorité aux intérêts du Kurdistan dans les relations diplomatiques avec la République turque, d'établir des écoles—y compris des universités—pour éduquer 'le peuple du Kurdistan', de maintenir les activités du parti démocratique du Peuple (HADEP)—conserver les municipalités sous le contrôle ' en les alignant sur les intérêts du peuple du Kurdistan' et que toute la presse et la diffusion des activités culturelles et artistiques 'au Kurdistan' devraient être conduites 'sous la responsabilité et la permission du PKK'. "*

Par ailleurs, des dissidents, réunis au sein d'une *"Initiative kurde en Europe"*, ont récemment critiqué l'abandon de la lutte armée comme une *"concession historique"*. Et le comité central du PKK avait reconnu que ses appels à un retrait de Turquie des combattants à partir de septembre avaient été ignorés par au moins deux unités rebelles armées, qui avaient choisi de rester pour se battre.

Dans ce contexte, *"l'abandon de la lutte armée"* ressemble pour l'heure à une trêve prolongée conditionnée par le sort d'Ocalan. Car le PKK maintient toujours une force de 4000 à 5000 combattants armés basés principalement dans les montagnes kurdes d'Iran et d'Irak. Ce qui signifie que si sa "nouvelle stratégie" ne produit par les résultats espérés ou si Ocalan est pendu le recours à la lutte armée pourrait redevenir une option.

• ANKARA A REFUSÉ À DANIEL COHN-BENDIT L'AUTORISATION DE RENDRE VISITE À LEYLA ZANA. Daniel Cohn-Bendit, président de la commission parlementaire mixte —faisant la liaison entre l'Assemblée nationale turque et le Parlement européen— a demandé aux autorités turques la permission de rendre visite à Leyla Zana lors de sa visite des 21-23 février 2000 à Ankara. Devant le refus catégorique des autorités turques, M. Cohn-Bendit a annulé sa visite. D'autre part, Enrique Baron Crespo, président du groupe socialiste au Parlement européen, aurait également demandé une autorisation pour visiter les parlementaires kurdes emprisonnés depuis 1994. Depuis la conclusion de l'Union douanière entre la Turquie et l'Union européenne, en janvier 1996, les députés européens ne sont plus autorisés à rendre visite à leurs collègues kurdes détenus depuis mars 1994 pour délit d'opinion. Ces derniers mois les conditions de détention de Leyla Zana et ses collègues se sont sensiblement détériorées. Selon certaines informations, les autorités turques envisageraient de les transférer vers les prisons des provinces éloignées afin d'accroître encore leur isolement.

• L'ANCIEN AVOCAT D'ABDULLAH OCALAN ENCOURT UNE PEINE DE 15 ANS DE PRISON. L'ancien avocat d'Abdullah Öcalan, Ahmet Zeki Okçuoglu, a été inculpé le 7 février 2000 encourant une peine de un à quinze ans de prison. La Cour de sûreté de l'Etat d'Istanbul accuse l'avocat d'avoir *"insulté et humilié"* l'Etat turc dans des commentaires faits en mars dernier, deux mois avant l'ouverture du procès de son client. M. Okçuoglu avait estimé sur la chaîne de télévision pro-kurde Med-Tv que le procès était gagné avant même de s'ouvrir parce que la Cour jugerait en fait l'Etat turc et deviendrait une tribune permettant à Ocalan d'exposer le problème kurde en Turquie.

M. Okçuoglu est en outre poursuivi pour avoir affirmé qu'Ocalan avait été interrogé par des officiers après avoir été drogué. Il est aussi accusé de *"commentaires insultants envers le président Süleyman Demirel"*. Il s'était retiré de la défense peu avant l'ouverture en mai du procès d'Ocalan arguant d'actes de violence et d'intimidations perpétrées contre lui par des ultra-nationalistes et dénonçant la protection insuffisante fournie par les autorités.

• DEUX MOIS DE PRISON POUR SANAR YURDATAPAN. Le compositeur Sanar Yurdatapan à l'initiative du projet *"Liberté pour la pensée"* et le journaliste Nevzat Onaran, responsable de la section d'Istanbul de l'association des Journalistes contemporains, ont été condamnés le 1er février 2000 à deux mois de prison et 470$ d'amende en vertu de l'article 155 du code pénal turc par la Cour militaire de l'état-major à Ankara. À l'occasion du numéro 38 du bulletin *"Liberté de l'expression"*, ils avaient apporté leur soutien à la chanteuse Nilufer Akbal et au journaliste Koray Duzgoren, qui avaient été condamnés précédemment à 6 mois de prison pour avoir soutenu Osman Murat Ulke, un objecteur de conscience turc. La peine de ces derniers avait été suspendue en vertu de la loi relative à la presse, et à la radio-télévision.

M.M. Yurdatapan et Onaran ont été jugés et condamnés par une cour composée de trois juges et un procureur, tous militaires. La Cour européenne des droits de l'homme avait condamné dans l'affaire Incal la Turquie pour procès partial du fait de la présence d'un juge militaire dans les cours de sûreté de l'Etat. Or, ces défenseurs de droits de l'homme, bien que civils, ont dû affronter uniquement des juges militaires.

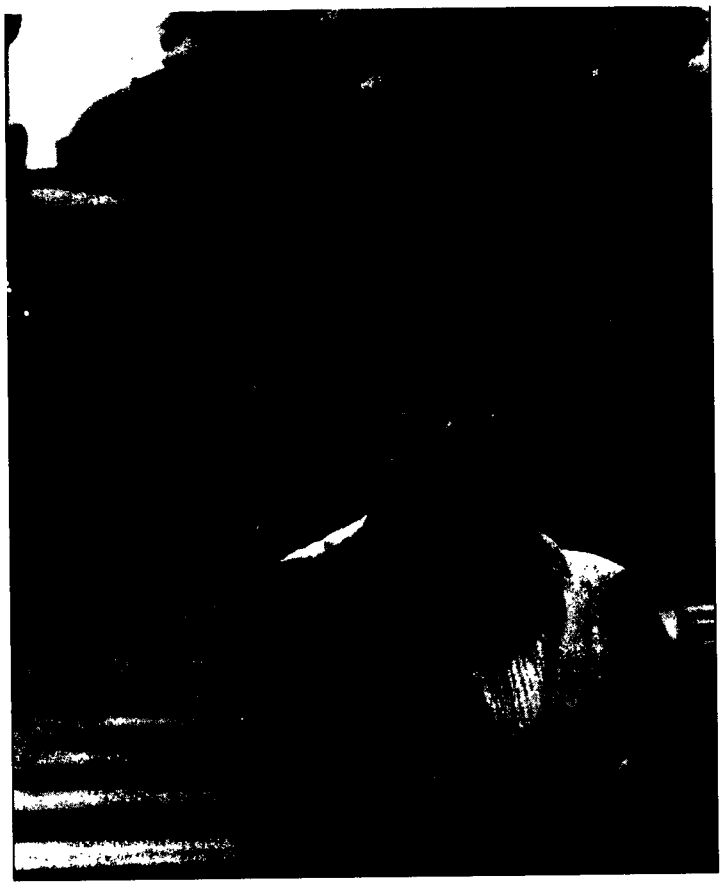
Par ailleurs, le 4 février, Aykut Cengiz Engin, procureur près de la cour de sûreté de l'Etat d'Istanbul, a, requis 7,5 ans de prison contre le chanteur kurde Ahmet Kaya pour *"propagande séparatiste "* et *"incitation à la haine raciale"*. Primé par l'association des journalistes de magasine le 10 février 1999, M. Kaya avait au cours de la cérémonie affirmait son identité kurde et avait exprimé son désir de chanter en kurde.

•LA POLICE LONDONIENNE CONDAMNÉE À PAYER 55.000£ POUR AVOIR ARRÊTÉ SANS RAISON 11 ACTEURS KURDES EN REPETITION. La police de Londres a accepté le 2 février 2000 de payer 55 000£ de dommages à 11 réfugiés kurdes, arrêtés alors qu'ils répétaient une pièce d'Harold Pinter avec des armes factices. Alertée par des voisins affirmant que des hommes en armes menaçaient le public dans une salle municipale, la police avait débarqué en force en hélicoptère à Harringay en juin 1996. Les 11 acteurs avaient été arrêtés et embarqués dans une camionnette de la police, où on leur avait interdit de communiquer en kurde. La défense de parler leur langue, faite aux Kurdes par les autorités turques, est justement le thème de la pièce de Pinter, *"La langue des Montagnes"*. *"C'est un cauchemar devenu réalité, où la vie imite l'art"* a déclaré l'avocat des Kurdes, Sadiq Khan.*"le traitement qu'ils ont subi est exactement ce qu'ils enduraient en Turquie et d'où ils ont fui". J'ai été horrifié d'apprendre que ces Kurdes qui avaient été agressés, menottés et emprisonnés, se sont également vus défendre de parler leur langue entre eux"* a déclaré l'auteur de la pièce, Harold Pinter.

WiPC International Pen, **January ,2000,**

PROFILE ON TURKEY

Grounds for Optimism?



Nadire Mater. *photograph by Joanne Leedom-Ackerman*

Turkey has long been a preoccupation of the Writers in Prison Committee on account of the large number of writers and journalists who have faced jail or protracted legal proceedings there. In late1999 there were some signs of improvements in its human rights record, but also signs that there is a long way to go before Turkey can achieve an environment in which its citizens can speak their minds freely.

A major advance was a new amnesty law, signed on 2 September by President Suleyman Demirel and approved earlier by the Turkish Parliament, ordering the release and/or pardon of dozens of journalists and writers. Writers such as Ismail Besikci, Oral Calislar and Yilmaz Odabasi were indeed released from prison as a result, and others had cases against them suspended.

As Turkish human rights activists pointed out, however, all those amnestied will still be regarded as being "on parole" and could be returned to prison to serve the rest of their sentence if they commit the same "offence" in the next three years. Moreover, people such as Esber Yagmurdereli (the blind lawyer and short story writer and Honorary Member of several PEN centres) who were convicted not for their writing but for speeches that they made, were excluded, a fact which has been severely criticised within Turkey and beyond. Another shortcoming of the amnesty was that it did not apply to those committing a press law "offence" after 23 April. Thus the journalist Nadire Mater found herself and her publisher in court on charges of "insulting the military" for the later editions of *Mehmet's Book*, her edited compilation of oral testimonies from soldiers who had served in Turkey's troubled south-east.

The plight of Yagmurdereli and Mater, coupled with the prospect of possible positive results, encouraged two PEN members to visit Turkey and plead their cause on the spot. International Vice-President and former Chair of the Writers in Prison Committee Joanne Leedom-Ackerman travelled to Turkey in early October and met with, among others, the Minister of Justice Hikmet Same Turk and Barlas Ozener, the Human Rights advisor to the State Minister for Human Rights. She also talked writers, former prisoners, and family members of prisoners. "My overall impression," she concluded, "was that this is a particularly ripe time . . . Turkey is revising all its penal codes, is hoping to get accepted into the EU . . . I hesitate to be too hopeful, but others confirmed my impression that these next few months may be a time for realising progress."

The following month, Elisabeth Zila-Olin of Swedish PEN went there with a representative from Lawyers without Borders. Her main goal was to draw attention to the second hearing of Mater's trial. She was interviewed by four Turkish papers and a TV channel and found the hearing generally well-attended. During the proceedings, the judge combined another charge against Mater and her publisher with the first, thus doubling the number of years they potentially face in prison to 12. Zila-Olin also met Yagmurdereli's lawyer, Erkan Kanar, who, as she reported it, "said that if a proposed law passes the parliament, that is, if the political tangles that go with the coalition somehow can be cleared out, Yagmurderli will be free in 2-3 months time." Her conclusion was that those working for human rights in are "absolutely not afraid – which is wondrous – but 'alone' and 'few'. At a dinner party at Nadire´s on the Saturday I talked with [human rights activist] Akin Birdal, who said he had the feeling that Turkey now was ready for democracy."

Many centres added to these efforts by writing letters in defence of Nadire Mater and calling for the release of Esber Yagmurdereli. International PEN sent the following appeal urging Yagmurdereli's release:

Yagmurdereli, now 54, has been blind since the age of ten. We understand that his health, never robust, has suffered during the latest period of incarceration, and latest reports indicate that among other ailments he now suffers from hypertension and stomach problems. There are many both within Turkey and beyond who truly believe that the time has come to resolve his case. Taking into account his previous prison term, he has been in and out of jail for 21 years. As we understand it, so far from committing any internationally-recognised crime, he has merely expressed his views peacefully and, as a lawyer, defended other individuals who have been prosecuted under Turkish law.

His early release on medical grounds would be one more sign that your government was finally committed to a path towards a full and fair democracy; as such it would be warmly welcomed by human rights advocates and Yagmurdereli's fellow writers everywhere. We urge you, accordingly, to grant him his freedom, so that he can return to his home and fully recover his health.

Appeals to Turkey can be sent to:
Hikmet Sami Turk, Minister of Justice,
Adalet Bakanlik, 06440 Bakanliklar, Ankara, TURKEY

PEN Vice-President, Joanne Leedom-Ackerman, with Ismail Besikçi (right) and Unsal Ozturk (centre)

Archipel, janvier 2000

ACTUELLES

La marche turque n'est pas triomphale

Côté Kurdes de Turquie, ça va vite, trop vite même. Du jour au lendemain, la lutte armée est déclarée «sans issue» et définitivement abandonnée. Les objectifs à atteindre ont radicalement changé: après avoir refusé en 1992, au détriment des Kurdes des quatre Etats voisins, le projet d'un «Grand Kurdistan» souverain et indépendant, on renonce même désormais au «Petit Kurdistan» (autonomie au sein d'une fédération turco-kurde).

L'opposition kurde, militaire et civile, s'exprime d'une seule voix: oui à la République turque unie, mais à condition qu'elle devienne une vraie démocratie. Ainsi, l'existence du peuple kurde doit être reconnue, l'usage de sa langue, permis dans la vie courante depuis 1991, autorisé également dans l'enseignement, la vie politique et les médias. Voilà donc la volonté finale de la communauté kurde de Turquie qui, en absence de chiffres officiels, compte de 12 à 20 millions de membres sur 63 millions d'habitants: obtenir son autonomie culturelle.

Un peu d'histoire

Ne revient-on pas aux sources? Le Traité de Lausanne de 1923, qui avait si brutalement effacé de la carte du Moyen Orient l'«Etat de tous les Kurdes» dessiné par la conférence de Sèvres trois ans plus tôt, portait un espoir pour ce peuple opprimé. Il suffit de relire les discours solennels prononcés à l'occasion de la reconnaissance internationale de la nouvelle République Turque, après le partage définitif de l'Empire Ottoman. *«Les Kurdes et les Turcs sont les deux éléments principaux de la République»*, affirmait à Lausanne le représentant officiel turc Ismet Pacha. *«Les Kurdes ne sont pas une minorité, mais une nation. Le gouvernement d'Ankara est autant le gouvernement des Turcs que celui des Kurdes...»*. Hélas, au moment où ces jolis mots étaient prononcés, m'expliquait à Istanbul le directeur de l'Institut Kurde Hassan Kaya, la deuxième Constitution d'Ataturk était déjà en vigueur. Or c'était la première Constitution provisoire, datant de l'époque de Sèvres, qui proclamait l'égalité des deux *«éléments principaux»* de Turquie. Dans la seconde, le peuple kurde avait disparu. Et pourtant, le discours d'Ismet Pacha avait été très chaleureusement applaudi par la diplomatie internationale du début du siècle. C'est bien de ce double langage que le nouveau message kurde essaye de faire sortir un des plus durs conflits ethniques au monde. Reprenons, dit-il, le projet initial, pas encore défiguré par l'idéologie chauvine d'Ataturk, pour construire ensemble notre Etat et oublier les malentendus des derniers soixante-sept ans. Désormais les Kurdes de Turquie ne s'engagent à solliciter des changements politiques que dans leur «propre» région, sans se mêler des affaires des «autres». Les Kurdes d'Irak, d'Iran et de Syrie doivent chercher, tout à fait indépendamment, des consensus politiques et sociaux dans leurs propres pays et sociétés. Telle est, tracée à grands traits, la nouvelle ligne du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), l'organe le plus combatif d'un peuple de 40 millions d'habitants dispersé entre quatre pays du Moyen Orient. Ce message a été rendu public au début du mois d'août. Un mois plus tard, toujours sur ordre du leader du PKK Abdullah Ocalan, emprisonné sur l'île d'Imrali, entre 12 et 15.000 partisans installés dans les montagnes du Kurdistan ont quitté le territoire national. D'après d'autres sources, 90% des combattants se sont déclarés prêts à déposer les armes et à rentrer. Mais...

La Turquie traîne les pieds

Côté turc, c'est lent, trop lent. Durant les quinze ans de lutte armée entre l'Armée de libération nationale du Kurdistan (ALNK), branche militaire du PKK, et l'armée régulière turque, l'Etat n'a jamais reconnu officiellement l'existence même de cette guerre. Une manière de passer sous silence les raisons invoquées par l'autre camp, de cacher et de déformer ses motivations, bien qu'il soit de plus en plus difficile d'expliquer tout par le terrorisme et d'empêcher l'opinion publique internationale d'en juger, sous prétexte d'ingérence dans les «affaires intérieures» d'un Etat souverain. «Terrorisme kurde»? Alors pourquoi, parmi les 31.000 victimes des hostilités, plus de 25.000 étaient majoritairement des civils kurdes? Presque 300.000 soldats stationnent au Kurdistan depuis l'instauration de l'état d'urgence, il y a quinze ans (soit un tiers de l'armée régulière). Qu'est-ce qu'ils y font. Ils jouent au billard dans les casernes? Quatre mille villages kurdes brûlés et totalement effacés de la surface de la terre, pour contraindre les Kurdes à gagner l'Ouest du pays, où l'assimilation est plus rapide, est-ce là l'affaire «des terroristes»? Le gouvernement admet avoir dépensé pour cette guerre qui ne dit pas son nom un total de 120 milliards de dollars. *«Faux!»* - me rétorque Lezguine Bingole, jeune secrétaire du HADEP (Parti Populaire Démocratique kurde) dans le district Bahtchievlair d'Istanbul - *«nous avons effectué notre propre estimation. Si on ne compte pas seulement les dépenses militaires et les pertes directes causées par la guerre, mais tout ce qu'on n'a pas pu produire, fabriquer, élever, construire, etc., il faut multiplier les dépenses par quatre, au moins. D'après nous, cette guerre de quinze ans a coûté à notre société 500 milliards de dollars. Si on prend en compte le contraste frappant entre les différentes régions du pays - 500 dollars de revenu annuel par habitant à l'Est, 10.000 à l'Ouest - on aboutit à une évidence: avec une somme pareille, on aurait pu depuis longtemps résoudre les problèmes du Kurdistan, région très arriérée et sous-développée industriellement»*. Le prix de la guerre? Certes. Mais aussi la facture à payer pour l'idéologie officielle, kemaliste. L'Etat n'admettait qu'une seule possibilité pour sortir de l'impasse: la reddition sans condition. Entre 1993 et 1999, quatre cessez-le-feu ont été déclarés, toujours unilatéralement: ni le gouvernement, ni l'armée n'acceptaient le dialogue avec «les terroristes».

Le Conseil de l'Europe n'a pas fait mieux: l'engagement solennel pris par le gouvernement de Tansu Ciller, au milieu des années 90, de remplacer ou modifier 65 articles de la Constitution turque, n'a laissé dans l'histoire que la trace de sa signature. Pendant plus de trois décennies, l'Union Européenne a refusé d'accepter la candidature de ce pays, champion de la violence brutale vis-à-vis des Droits de l'Homme et des minorités linguistiques. Hélas, l'effet était à peu près le même: le chien aboie, la caravane passe. Avec la capture, en février dernier, du leader du PKK Abdullah Ocalan, la vingt-neuvième révolte kurde, la plus longue de l'histoire de la République turque, a paru totalement écrasée. Eh bien non: c'est le moment qu'ont choisi les «terroristes», toujours eux,

pour lancer une initiative de réconciliation civile enfin entendue par toute la société. Cette fois-ci, le régime a dû en tenir compte.

L'embarras est total dans le pays: comment refuser aux Kurdes, «un quart de la Turquie», le même droit de construire la démocratie commune et de profiter de ses fruits qu'aux trois quarts des autres citoyens? D'autant plus que ces trois quarts, majoritairement turcs, bien sûr, représentent quand même une mosaïque de 47 ethnies différentes, même si la plupart se sentent déjà complètement assimilées. Jusqu'où, au juste, peut aller le processus de l'assimilation forcée? Peut-on créer artificiellement «l'Etat de la nation unique» et, sur cette base, l'unité nationale? Enfin, la culture de la nation «régnante» peut-elle prospérer si d'autres cultures dans la même société sont systématiquement anéanties, étouffées, «occupées»? Je voudrais bien croire que ce débat, qui fait bouillonner la société turque et qui a déjà largement dépassé le cadre de «l'affaire Ocalan», est un signe de la fin proche des hostilités nationales et civiles en Turquie.

Le kemalisme, un frein à la résolution du conflit

Mais le kemalisme, selon moi, est une idéologie incomparablement plus forte que, par exemple, le marxisme-léninisme. C'est un chauvinisme têtu, transmis quasiment «au biberon». Le choix est clair pour presque toute la société, mais plutôt par réflexion que par conviction. Se débarrasser du kémalisme ne sera pas simple. Les nationalistes, les fascistes, une bonne partie des militaires et, ne vous étonnez pas, la quasi majorité des journalistes sont farouchement attachés à cette idéologie. Pour ces gens-là, aucun doute: la Turquie est aux Turcs, il faut immédiatement couper la tête d'Ocalan, mieux vaut vivre «isolés» que «dans la forêt» etc.

A Sen-Yourte, ville de 210.000 habitants, on perçoit bien la différence entre «le pays d'hier» et «le pays d'aujourd'hui». Un tiers de la population est kurde, arrivée là pour des raisons économiques ou parce que leurs villages ont été détruits par l'armée. Aux élections du mois d'avril, 70.000 Sen-yourtiens ont voté. Le HADEP a obtenu 6.600 voix, un seul siège (sur 27) à la municipalité. Une bonne moitié des Kurdes de Sen-Yourte n'a pas voté, n'ayant aucun autre statut social que celui de SDF.

Le HADEP, parti kurde ou national?

L'administration n'est pas pressée d'enregistrer ces gens-là, justement pour ne pas renforcer «l'électorat du HADEP». Quant aux jeunes Kurdes, ils sont des milliers qui évitent toute sorte d'enregistrement pour ne pas servir sous les drapeaux turcs. D'autres encore préfèrent n'avoir aucun statut social plutôt que de devoir dévoiler leur parenté avec les montagnards du PKK ou avec l'un des 10.000 prisonniers politiques des geôles turques, presque tous Kurdes.

Dans le «grand Istanbul», au moins un tiers de la population, soit cinq millions, sont des Kurdes, peut-être même la moitié. Déjà, aux élections d'avril, le HADEP a gagné les mairies de 37 villes du Kurdistan. Mais à l'Ouest aussi la politique nationale des années précédentes peut avoir des conséquences. En effet, dans plusieurs villes il existe un électorat potentiel anti-kemaliste d'un tel poids qu'il pourrait faire basculer très sensiblement le pendule politique.

Le dimanche 12 décembre, j'ai passé la journée au congrès du HADEP d'Istanbul. Le Palais des Sport était plein à craquer. Brusquement, quelques milliers de personnes sont descendues des gradins pour «danser kurde». Est-ce qu'on hait vraiment ici tout ce qui est turc? Toute la salle chantait en turc avec Ilkaj Akhaja, célèbre cantatrice turque et membre du HADEP. Dans ce parti, environ 15% des membres sont turcs. En 1999, on a interdit toute activité politique, pendant cinq ans, au président du HADEP, Maloum Bozlak. Il a quitté son poste et le parti a élu comme nouveau président Ahmet Turan Demir, un Turc! Ce parti, qui au départ était effectivement «pro-kurde», devient multinational ou plutôt national tout court.

Il est exact que le HADEP, qui doit sa naissance au PKK, a aujourd'hui pris sa place. Et le désarmement du PKK pose un certain nombre de problèmes: restera-t-il marqué pour toujours du sceau officiel d'«organisation terroriste» ou bien trouvera-t-on une issue civique après les années de plomb? Du côté de l'administration turque, pas de réponse.

Des bons signes?

La loi d'amnistie limitée, hâtivement préparée par le gouvernement, n'a pas convaincu le Parlement: très prometteuse pour 70.000 prisonniers de droit commun turcs, elle risquait de laisser sur la touche les 10.000 prisonniers politiques. Rien n'est prévu pour régler la situation des 12 à 15.000 combattants du PKK qui, sur ordre de leur leader, ont quitté la Turquie pour le Kurdistan irakien. L'armée turque y poursuit d'ailleurs ses raids militaires. Pour quoi faire? Les tuer tous? Se venger? Assurer la «victoire» définitive du kemalisme? En tout cas, ça ne colle pas du tout avec les déclarations du chef d'état-major, le général Huseyin Kivrikoglu selon qui *«les Kurdes ne veulent que la reconnaissance de certains droits culturels»*, avec celles du président de la Cour Suprême Sami Seldjuk: *«La Turquie ne peut pas entrer dans le XXIème siècle avec une Constitution dont la légitimité est quasiment nulle»* et avec d'autres «bons signes» venus d'Ankara. Tous ces «bons signes» ne sont-ils finalement destinés qu'à l'OSCE, à l'Union Européenne, à la diplomatie internationale qui, tant de fois dans ce siècle, ont pratiqué le double langage?

Si tel est le «projet turc», au seuil même de l'Europe; si au nom de la réconciliation civile, on prépare une marche ataturque triomphale pour la faire échouer, peut-être qu'au lieu d'observer «le développement positif» et d'exprimer de «bons espoirs», vaudrait-il mieux intervenir auprès de l'ONU et des organisations humanitaires internationales. Dogan Erbach, l'avocat d'Abdullah Ocalan, est formel: *«non, ils n'oseront pas le tuer. Ca remettrait le feu aux poudres: le monde kurde exploserait. En plus, un tel acte signifierait "adieu" a l'Europe»*. Eh bien, espérons. Entre juin et décembre, d'innombrables interviews d'Ocalan ont paru dans la presse du monde entier. Comment! Le détenu le plus gardé du monde - sur l'île Imrali, sept cents gardiens pour un seul prisonnier. Mais les cinq avocats qui, deux fois par semaine, rencontrent leur client, chaque fois pour deux heures, se sont partagé les rôles. C'est Dogan Erbach qui assume le rôle de facteur. Ocalan a même rédigé un projet pour la nouvelle Constitution de la République Turque d'à peu près 25 pages, qui est maintenant sur le bureau du président Demirel et du Premier ministre Ecevit... Peut être, dans toute cette histoire, faut-il focaliser notre attention sur le kémalisme lui-même. Que veut-il? «S'européaniser» pour s'adapter aux temps nouveaux? Par Moscou, par Bruxelles, par Strasbourg? En tout cas, à l'OTAN, il se porte très bien, et c'est plutôt mauvais signe. Espérons que ce soit le dernier.

Alexandre SABOV
Moscou, le 22 décembre

Le Monde
JEUDI 3 FÉVRIER 2000

CULTURE

Sivan Perwer, une voix pour l'identité kurde

Héros d'une nation écartelée, d'un peuple éparpillé qui résiste pour sauver sa culture, il perpétue la tradition millénaire des bardes du Kurdistan

LE 26 AOÛT 1989, sous la Grande Arche de la Défense, Isabel Allende, Harlem Désir, l'abbé Pierre, Wole Soyinka et d'autres personnalités sont venus dire leur engagement pour les droits de l'homme, des dizaines d'artistes sont venus le chanter (*Le Monde*, 21 août 1989). Parmi eux, Sivan Perwer, chanteur kurde en exil que pratiquement personne ne connaît dans l'assemblée. *« Quand il a chanté* Halabja, *les gens ont été électrisés. »*

Invité la semaine dernière sur France-Culture par Caroline Bourgine, dans son magazine *Equinoxe*, Kendal Nezan, directeur de l'Institut kurde de Paris, se souvient de l'effet de surprise intense produit par Sivan Perwer lorsqu'il a lancé son chant puissant, hanté par une sombre douleur : *« Halabja hier était encore vivante, mais aujourd'hui tout est mort, mon monde, mon peuple. J'en appelle à tous les leaders kurdes, que ceci ne se reproduise jamais, comme jadis Hiroshima et Nagasaki. »*

Halabja relate l'un des épisodes dramatiques de l'histoire du peuple kurde. Le 22 mars 1988, l'aviation irakienne a bombardé à l'arme chimique six villages du Kurdistan dans la région d'Halabja. Bilan : 5 000 morts et autant de blessés. Cette chanson, Sivan Perwer l'a écrite pour que chacun sache et se souvienne. C'est une des pages de l'histoire interdite de livres chez lui, en Turquie, un pays où lui-même n'a pas le droit de chanter, dans lequel on l'a souvent menacé, dit-il, et qu'il a dû un jour quitter. *« Là-bas, ils montraient parfois ma photo en disant "méfiez-vous de cet homme, ne l'écoutez pas, il est dangereux, il a trahi notre pays". Ils me désignaient comme un fantôme effrayant. »*

Né, il y a quarante-quatre ans, dans la région d'Urfa, territoire kurde situé au sud-est de la Turquie, Sivan Perwer a grandi entouré de musiciens. *« Dans mon environnement tout le monde chantait, faisait de la musique. C'est comme ça que j'ai appris, auprès de mon père, de mes frères, de mes oncles. »* Le luth tenbûr, avec lequel il s'accompagne, il en prend d'abord quelques leçons puis très vite se débrouille tout seul. *« Je jouais parfois jusqu'à dix heures par jour. Je n'avais qu'une idée en tête : travailler, travailler encore. »*

PREMIERS ENNUIS

Au début des années 70 viennent les premières cassettes, les premiers ennuis. Sivan Perwer a le tort de vouloir chanter dans sa langue, la culture de son peuple. Une culture à laquelle les autorités dénient le droit d'exister. Il prend le chemin de l'exil en juin 1976. Dès lors son aura ne cessera de grandir au sein de la population kurde. Celle-ci est estimée à environ 30 millions d'individus, répartis essentiellement entre la Turquie, l'Irak, l'Iran et la Syrie. La diaspora compte 2 millions de personnes éparpillées jusqu'en Nouvelle-Zélande et en Australie.

En France, où Sivan Perwer a enregistré un album en 1988 (*Chants du Kurdistan*/Auvidis-Naïve), *« d'après les estimations courantes,* déclare Kendal Nezan, *il y a environ 120 000 personnes »*. C'est la population kurde la plus importante après celle existant en Allemagne. Toute la diaspora réclame Sivan Perwer quand elle veut donner un éclat particulier à une fête communautaire, au Nouvel An kurde par exemple qui se célèbre le 21 mars. Le chanteur fait figure de symbole. Starifié par les uns, diabolisé par les autres. *« En Irak, dans les années 80,* affirme Kendal Nezan, *on était passible de la peine de mort si l'on se faisait prendre en possession de ses cassettes. »*

D.R.

Sivan Perwer : « Quand il a chanté "Halabja", les gens ont été électrisés. »

Toujours habillé en tenue traditionnelle, courante dans les régions où *« le costume occidental n'a pas été imposé par la force, comme il l'a été en Turquie »*, poursuit Kendal Nezan, Sivan Perwer empoigne son luth avec fougue. Une ardeur à la fois guerrière et joyeuse. Exilé – après l'Allemagne, la Suède, il a choisi la Grande-Bretagne comme port d'attache depuis quelques mois –, Perwer est nomade par passion.

A la manière des *dengbej* du temps jadis, ces bardes qui allaient de village en village, il sillonne le monde pour chanter l'âme, l'identité de son peuple. A travers ses propres textes, reprenant les chansons d'amour, les épopées transmises au fil des générations, ou les poètes, anciens et modernes, comme Cegerxwîn, mort en 1984, il fait à sa manière de la résistance, pour que le peuple kurde retrouve sa dignité bafouée. *« Je suis avant tout un musicien,* déclare-t-il. *Je veux chanter la nature, l'amour, des chants traditionnels dans ma propre langue. J'en ai le droit. Mais on me refuse ce droit. C'est une grave erreur. Les autorités turques ont souvent fait beaucoup d'erreurs contre les Kurdes. »*

Patrick Labesse

★ Le 3 février, à Angoulême ; le 4, à Amiens ; le 5, à Vandœuvre-lès-Nancy ; le 7, à Verdun ; le 8, à Briançon.

Faux terroristes kurdes et vrais acteurs: la police paie sa méprise

AFP

LONDRES, 2 fév (AFP) - 20h21 - La police de Londres a accepté mercredi de payer 55.000 livres (88.000 euros) de dommages à 11 réfugiés kurdes, arrêtés alors qu'ils répétaient une pièce d'Harold Pinter avec des armes factices.

Alertée par des voisins affirmant que des hommes en armes menaçaient le public dans une salle municipale, la police avait débarqué en force et en hélicoptère à Harringay (nord de Londres), en juin 1996.

Les onze acteurs avaient été arrêtés, menottés et embarqués dans une camionnette de la police, où on leur avait interdit de communiquer en kurde.

La défense de parler leur langue, faite aux Kurdes par les autorités turques, est justement le thème de la pièce de Pinter, "La Langue des Montagnes" ("Mountain Language").

L'auteur a soutenu l'action en justice des acteurs, en estimant dans une déclaration à leurs avocats que "la pièce parle d'un peuple à qui on a interdit de parler sa langue et qui est persécuté pour cela". "J'ai été horrifié d'apprendre que ces Kurdes qui avaient été agressés, menottés et emprisonnés, se sont également vu défendre de parler leur langue entre eux", a ajouté le dramaturge, qui a rencontré les victimes.

"C'est un cauchemar devenu réalité, où la vie imite l'art", a déclaré l'avocat des Kurdes, Sadiq Khan, "le traitement qu'ils ont subi est exactement ce qu'ils enduraient en Turquie et d'où ils ont fui".

Selon leurs défenseurs, certains des acteurs souffrent désormais de stress post-traumatique.

Le groupe a affirmé qu'il avait avait bel et bien averti la police locale des particularités de la répétition, mais un porte-parole de Scotland Yard a assuré que ses hommes "avaient agi de bonne foi".

Met pays damages for raid on actors

Julia Hartley-Brewer

Thursday February 3, 2000 The Guardian

The Metropolitan police is to pay £55,000 in damages to 11 Kurdish refugees after armed officers stormed their rehearsal of a Harold Pinter play believing the amateur actors were armed with real guns.

The out-of-court settlement was agreed yesterday as a district judge at central London county court criticised the "extraordinary state of affairs" which led to the arrest and five-hour detention of the theatre group, which included a boy aged 12.

The group was rehearsing Mountain Language, a play inspired by the plight of the Kurds which includes violent scenes of torture.

The men, who all have home office status as refugees after fleeing torture and oppression in Turkey, brought a civil action against the police for assault, trespass and false imprisonment.

In what the men's solicitor called "a horror story of life imitating art", dozens of armed police smashed down the doors of the Kurdistan Workers' Association community centre, in Finsbury Park, north London, on the evening of June 19 1996, after a member of the public reported seeing men in combat gear pointing guns at people on the floor.

The group was arrested at gunpoint, handcuffed and held in the back of a police van for more than five hours without explanation. The actors were forbidden to speak in their native language - in scenes similar to the play they had been rehearsing.

Ahmet Yuksel, then 12, was held elsewhere, uncertain of his friends' whereabouts, while police searched the building and discovered that the weapons were props on loan from the Royal National Theatre - a fact made known to local police weeks earlier.

The Metroplitan police, which has not admitted liability, will also pay the legal costs, expected to exceed £45,000. A case brought by a 12th man is still in progress.

Scotland Yard declined to comment yesterday but a spokesman said at the time of the arrests that officers had acted "in good faith".

The New Life Theatre Group had been due to perform Mountain Language in front of Pinter, who wrote the play after witnessing Kurdish persecution in Turkey. The title is a reference to the Turkish-imposed ban on the Kurdish language, which is derided as the "mountain language".

The refugees' solicitor, Sadiq Khan, said: "If it wasn't so serious it would be funny."

Ça n'arrive qu'aux Austros

JÖRG HAIDER est ce type qui voit dans les camps de concentration des *« camps de correction »*, approuve *« la politique de plein-emploi du IIIe Reich »* et voit dans les Waffen SS *« des hommes de caractère qui sont restés jusqu'au bout fidèles à leurs convictions »*. Et voici que les conservateurs autrichiens ouvrent les bras à ce *« nasibua »* – nazillon en argot viennois – pour un gouvernement de coalition. Souvenirs, souvenirs...

En Allemagne naguère un autre Autrichien de souche, un certain Hitler, est arrivé au pouvoir dans les wagons de la droite. Du coup l'Europe menace de mettre l'Autriche au piquet en cas de programme commun droite-extrême droite. Le beau Danube bleu devrait rougir. Chirac exprime son inquiétude, la Belgique, le Portugal aussi. Haider réplique que Chirac *« a fait tout de travers »*, ce qui, venant d'une autre bouche, pourrait passer pour de la clairvoyance... Bref, l'Europe politique existe, la preuve, elle donne bruyamment son avis sur la composition d'un gouvernement national.

C'est là le hic. Comment empêcher les Autrichiens d'avoir le gouvernement détestable de leur choix ? Il est vrai que le traité de Rome fonde l'Europe sur les valeurs de liberté et de démocratie. Pour « Libération » (1/2) *« il est clair que les Quatorze ont fait ces derniers jours un bond conceptuel qui montre à quel point l'intégration européenne s'est accélérée au cours des dernières années »*. Faire pression pour barrer la route à Haider, on applaudit. Boycotter un gouvernement avant même de connaître son programme, on s'interroge. Deux poids, deux mesures ? Intraitable avec l'Autriche, la France est tout sourire avec la Turquie, qui envisage de nous acheter un millier de chars Leclerc après nous avoir commandé des canons de 20 mm pour rendre ses hélicos plus meurtriers. Les Kurdes apprécieront ce beau contrat...

La petite Autriche n'a rien compris : si seulement elle nous achetait des armes, Chirac et Jospin seraient tout prêts à venir valser sur les bords du Danube. F. P.

LE MONDE / MERCREDI 2 FÉVRIER 2000

L'accueil déplorable des demandeurs de visa par les consulats de France

Locaux inadaptés, personnels débordés et souvent sous-payés, corruption : face à une demande en forte augmentation, les services chargés des visas dans les pays étrangers recourent à des pratiques condamnées récemment dans un rapport au Parlement

EN PASSANT de 5,6 millions en 1987 à 1,9 million en 1999, le nombre de visas accordés par les consulats de France à l'étranger a baissé de manière draconienne en dix ans. Avec la suspension, en 1986, des accords bilatéraux dispensant de l'obligation de visa consulaire pour les courts séjours, les visas sont devenus un instrument essentiel de régulation des flux d'entrée sur le territoire national. Les différents gouvernements en ont fait un verrou efficace contre l'arrivée de nouveaux immigrés. Et provoqué ainsi des tensions importantes dans les différents postes consulaires.

Depuis son arrivée au ministère des affaires étrangères en juin 1997, Hubert Védrine a souhaité ouvrir plus largement les frontières françaises. *« Les trois gouvernements précédents ont pris tellement de mesures pour limiter le risque terroriste et l'immigration clandestine qu'on a fait tomber une herse. Mon souci numéro un est de rétablir une politique plus ouverte, plus humaine, conforme aux intérêts d'influence de la France »*, explique M. Védrine. Le ministre a ainsi fait parvenir à l'été 1997 des instructions aux consulats assouplissant les conditions d'obtention de visas pour certaines catégories d'étrangers : les démarches ont été facilitées aux milieux économiques, aux étudiants, ainsi qu'aux conjoints et parents de Français.

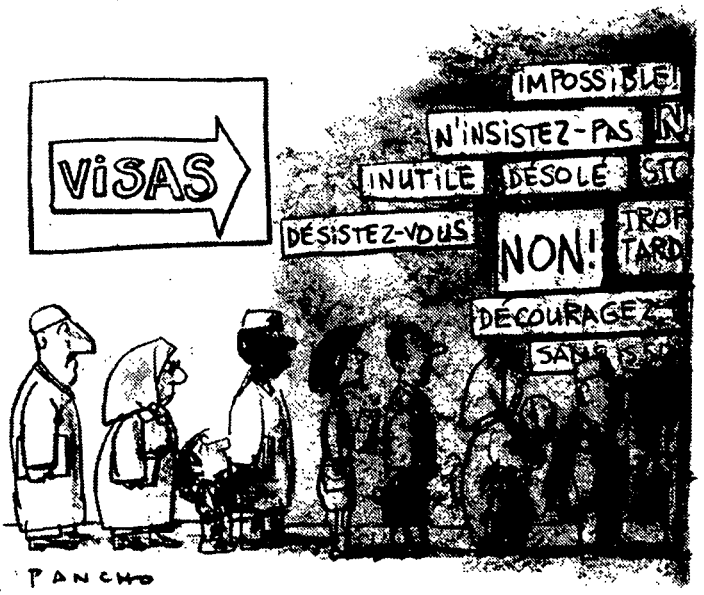
Mais ces efforts n'ont pas réussi encore à modifier les pratiques des agents consulaires. Certes, la grande majorité des 85 millions d'étrangers qui franchissent nos frontières sont dispensés de visa. En revanche, pour tous les ressortissants de pays du tiers-monde, pays *« à risque migratoire »* selon les services du ministère, le passage au consulat de France est la règle. Dans des conditions d'accueil trop souvent désastreuses et un traitement expéditif des demandes.

PARCOURS DU COMBATTANT

Dans nombre de capitales, la demande d'un visa est un vrai parcours du combattant : faire la queue dès l'aube, attendre pendant des heures avant de pénétrer dans des locaux exigus et bruyants, être renvoyé sans ménagement par un agent excédé... Les exemples de locaux vétustes sont légion. Au Caire, avant les opérations de rénovation, les services des visas avaient été installés sans aucun aménagement dans d'anciennes écuries recyclées en garage de l'ambassade ; à Tunis, la chancellerie avait construit à la va-vite un local en parpaings... Encore aujourd'hui, à Bamako, c'est dans les entresols de l'ambassade que les agents délivrent les visas. *« Des conditions d'accueil déplorables »*, témoigne Yves Tavernier, député PS de l'Essonne et rapporteur spécial du budget des affaires étrangères. Au retour d'une visite de l'ambassade au Mali, M. Tavernier a décidé de mener une enquête sur le sujet. Intitulé *Les services des visas, parents pauvres des affaires étrangères*, son rapport, publié le 8 septembre 1999, dresse un état des lieux sans concession.

Alors qu'ils étaient confrontés à une augmentation des demandes de 20 % chaque année, les services des visas ont vu le nombre d'agents titulaires diminuer de près de 7 %, constate le rapport. Dans le même temps, les ambassades embauchaient en masse des *« recrutés locaux »* contractuels, sans qualification ni formation spécifique. Résultat : les agents chargés de la délivrance des visas sont *« aux trois quarts »* des locaux, payés entre cinq à dix fois moins qu'un fonctionnaire de catégorie C en poste. Vingt consulats ne disposent d'aucun agent français pour encadrer cette activité sensible. *« Cette situation est préoccupante, dans la mesure où ces agents sont plus vulnérables, notamment face aux tentatives de corruption »*, souligne le rapporteur.

Corruption, le mot est lâché. Difficiles à prouver, mais néanmoins relevées dans quelques consulats, les pratiques frauduleuses sont l'objet de vifs ressentiments chez nombre de visiteurs étrangers. Les associations ont chacune leur lot de témoignages. *« Au Gisti, tous nos permanents ont rencontré des gens qui se sont plaints »*, explique Jean-Pierre Alaux. Même écho à la Cimade, qui estime le problème *« permanent »*. Astou Diop, épouse du leader des sans-papiers de Saint-Bernard, Ababacar Diop, a dû ainsi payer 3 000 francs en 1992 pour obtenir un visa après le rejet inexpliqué de sa demande par l'ambassade à Dakar : après une entrevue avec deux intermédiaires, contact a été pris avec un député sénégalais qui s'est chargé de son passeport. Ses amis maliens renvoyés à Bamako après l'évacuation de Saint-Bernard, ont payé beaucoup plus cher leur retour en 1998 : *« 18 000 francs à un intermédiaire qui connaît quelqu'un au consulat à Bamako »*, raconte la jeune femme.



Même scénario à Alger où, selon le récit d'une journaliste, les tarifs pratiqués s'élèvent à 6 000 francs. *« Beaucoup de problèmes de visas se règlent à l'extérieur du consulat d'Ankara par le biais d'intermédiaires qu'on paye »*, relate Umit Metin, de l'Association des travailleurs turcs. Le trafic passe souvent par des intermédiaires extérieurs au consulat, voire des officines spécialisées. C'est le cas de Fatiha, femme de ménage employée par plusieurs jeunes couples d'une même école, qui a dû payer 20 000 francs à un intermédiaire un visa pour revenir du Maroc après avoir rendu visite à ses enfants. Partie en juin 1997, elle n'a pu revenir, n'ayant jamais reçu son visa si chèrement payé.

Au ministère des affaires étrangères, on reconnaît que ces pratiques existent. *« On doit faire face à une corruption autour des ambassades, une industrie de recyclage de vignettes volées ou rénovées, et des cas internes aux services »*, admet Jean-Pierre Lafont, directeur des Français à l'étranger. Des vols de vignettes ont ainsi eu lieu à l'automne au consulat du Luxembourg ; les timbres ont été recyclés dans des pays asiatiques. A Alger, le trafic de vignettes et de faux certificats d'hébergement a été *« repéré »*. A Casablanca, les autorités admettent l'existence d'un trafic de formulaires de demande de visas. *« Nous avons une affaire de corruption au Maroc et de forts soupçons sur la Chine »*, reconnaît M. Lafont. Mais c'est à Bamako qu'on a connu le pire : un responsable du consulat monnayait ses visas contre les faveurs sexuelles des jeunes femmes qu'on lui adressait. Devant la rumeur insistante, le fonctionnaire a changé de service. Pour éviter les vagues, l'administration du Quai d'Orsay a sanctionné en interne. Aucune poursuite n'est jamais engagée.

LES TENTATIONS SONT GRANDES

Le ministère se défend cependant de minimiser le phénomène. *« On a trop délégué de tâches à des*

agents locaux et les tentations sont grandes. Ces problèmes de fraude et de corruption sont vraiment un de nos soucis majeurs », assure le directeur. Quinze postes de fonctionnaires ont été créés en 2000 pour les services des visas. Pourtant, pour nombre d'observateurs, ces phénomènes ne relèvent pas seulement d'une question d'effectifs. *« Les habitudes mentales ont été prises depuis 1986 où les visas ont été institués à des fins policières et se sont transformés en mesure antimigratoire,* assène Monique Cerisier-Ben Guiga, sénatrice PS des Français à l'étranger. *Tout demandeur est vu avec suspicion. C'est une révolution dans le milieu des visas qui est nécessaire. »*

Sylvia Zappi

Des demandes en augmentation

Cent trente pays sont encore concernés par la nécessité de produire un visa pour entrer sur le territoire.

● **Pression.** La demande de visas connaît une forte augmentation depuis le début de la libéralisation : depuis deux ans, la progression atteint 5 %. L'augmentation est particulièrement importante pour les pays du Maghreb (+ 43 %), l'Asie (+ 42 %) et l'Afrique francophone (+ 36 %). Les Marocains ont ainsi obtenu 7 650 visas (soit une augmentation de 45 % par rapport à 1998), les Algériens 145 000 contre 46 000 trois ans plus tôt, et les Chinois 2 505 (+ 120 % par rapport à 1998). Avec plus de 400 000 décisions de rejets, le taux de refus est évalué à 20 %.

● **Encadrement.** L'encadrement des services des visas est *« manifestement insuffisant »*, selon le rapport du député Yves Tavernier. Sont ainsi montrés du doigt les consulats d'Ankara, Istanbul, Alexandrie, Le Caire, Taïpeh, New Delhi, Johannesburg, Kiev, Bamako, Lagos et Tananarive.

● **Rénovation.** Le ministère des affaires étrangères a lancé depuis deux ans un programme de rénovation des consulats, et en particulier des services des visas. Les consulats d'Alger, Tunis, Cotonou et Beyrouth ont vu leurs locaux remis à neuf. Vingt autres postes consulaires devraient en bénéficier.

● **Contentieux.** La loi Chevènement sur l'immigration de juin 1998 a prévu que la décision de refus de visa doit être motivée pour certaines catégories (conjoints et parents de Français, bénéficiaires du regroupement familial, étrangers autorisés à travailler en France et étudiants inscrits dans un établissement supérieur). Ces nouvelles dispositions ont entraîné une forte augmentation des recours contre les refus de visa : on est passé, selon le ministère des affaires étrangères, de dix recours en 1997 à 1 000 en 1999.

Iraqi Has Rebuilt Arms Sites Struck In '98, U.S. Fears

By Steven Lee Myers
New York Times Service

WASHINGTON — Satellite photographs and intelligence reports have shown that, in the last year, Iraq has rebuilt military and industrial sites damaged by heavy U.S. and British air strikes in late 1998, officials say.

The intelligence findings have raised concern among Defense Department and other officials in the Clinton administration that, in the prolonged absence of international weapons inspectors, whose job would be to search those structures, President Saddam Hussein's government has continued its pursuit of biological and chemical weapons.

Despite those concerns, the administration's policy has been allowed to drift, leaving Washington unable to compel Baghdad to accept a resumption of inspections even after resolving an impasse at the United Nations Security Council.

Iraq's refusal has left the administration in a quandary over how to respond at a time when international support for its policy and for sanctions against the Saddam regime is waning.

There is concern in intelligence circles that Iraq has begun to rebuild structures that could enable it to produce chemical or biological weapons, a U.S. official said.

Although the intelligence reports have not provided explicit evidence that Iraq is producing chemical or biological weapons, officials said, the reports have raised a possibility of renewed military confrontation. The administration has repeatedly warned that any effort by Iraq to produce such weapons would provoke air strikes.

The concern has given urgency to the inspection program created last month by the Security Council. But for the administration, the latest Iraqi defiance has been met with frustration, uncertainty over how to proceed and even fatigue.

In his State of the Union address, President Bill Clinton devoted exactly six words to Iraq. The U.S. chief representative at the United Nations, Richard Holbrooke, barely involved himself in the Security Council's negotiations over inspections, leaving them to his deputy, James Cunningham, who arrived in New York just last month.

Despite a policy of "containment," punctuated by U.S.-led strikes in 1993, 1996 and 1998, Mr. Saddam remains as much a thorn as he was when Mr. Clinton took office seven years ago. And the latest defiance comes in a year when any action by the administration would have political ramifications during the presidential campaign.

Nearly a year and a half after Iraq blocked the last team of UN inspectors, administration officials said that getting inspectors back into the country remained the best way to determine if Baghdad's weapons programs were continuing.

Last week, after months of diplomatic wrangling, the Security Council agreed to nominate Hans Blix of Sweden to lead a new inspection team in Iraq, having rejected Rolf Ekeus, another Swede who was supported by the United States.

Russia and France vetoed Mr. Ekeus's nomination after consultations with the Iraqis, diplomatic officials said. But while Baghdad has been less hostile toward Mr. Blix, Iraqi officials have said they will not accept any resumption of international weapons inspections under the terms of the latest Security Council resolution.

The United States and Britain launched four nights of air and missile strikes in December 1998 to punish Mr. Saddam after he expelled the last team of weapons inspectors. Officials declined to discuss the recent intelligence findings in detail, but they said Iraq had rebuilt many of the 100 installations damaged or destroyed in the raids.

Of those targets, 12 were missile factories or industrial sites that commanders said were involved in Iraq's efforts to produce weapons of mass destruction. The officials said significant reconstruction had been seen at those sites.

■ U.S. Aircraft Strike at Iraq Again

U.S. jets struck an Iraqi air defense system after the Iraqis opened fire Monday as the planes patrolled over northern Iraq, The Associated Press reported Tuesday from Turkey.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, WEDNESDAY, FEBRUARY 2, 2000

Premières élections municipales depuis 1992 dans les régions kurdes

SOULEIMANIEH (Irak), 2 fév (AFP) - 19h37 - Des milliers de Kurdes d'Irak devaient se rendre aux urnes tôt jeudi matin pour leurs premières élections municipales depuis 1992, dans les zones contrôlés par l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), selon ce mouvement.

"Souleimanieh verra ses premières élections municipales (depuis 1992) avec la participation de 13 partis kurdes, toutes tendances confondues", a déclaré à l'AFP le "ministre de l'Intérieur de l'UPK" de Jalal Talabani, Moustapha Sayed Qader.

Le Parti Démocratique du Kurdistan (PDK), dirigé par Massoud Barzani, rival de l'UPK, "n'a pas été en mesure de prendre part aux élections, mais il est officiellement invité à se faire représenter par une délégation", a souligné M. Qader.

"Quels que soient les résultats du scrutin jeudi, il s'agira d'un succès pour l'UPK", a-t-il jugé.

Quelque 722.000 électeurs devront se rendre jeudi à 08H00 localesdans 119 bureaux de votes, installés dans toutes les villes et localités de la province de Souleimanieh, pour élire leurs représentants municipaux.

La ville de Souleimanieh est située à 460 km au nord de Bagdad.

Un responsable de l'UPK, Abdel Razzak Mirza, avait pour sa part indiqué mercredi à l'AFP, de Londres, que les régions sous contrôle de l'UPK comptaient quelque deux millions d'habitants, tout comme les zones tenues par le PDK, situées plus à l'ouest et proches de la Turquie.

Selon M. Mirza, outre l'UPK, dix partis politiques présents dans la région, dont le Parti communiste irakien du Kurdistan et le parti islamique du Kurdistan, doivent prendre part aux élections.

Le PDK et l'UPK se partagent le contrôle du nord de l'Irak depuis que cette région a échappé à l'autorité de Bagdad, après la guerre du Golfe (1991), et avaient formé un gouvernement non reconnu internationalement, à l'issue des élections législatives de 1992.

Des combats qui ont fait plus de 3.000 morts depuis 1994 ont opposé les deux partis, qui ont chacun proclamé son propre "gouvernement" en 1996.

Les deux mouvements rivaux s'étaient entendus fin octobre sur des mesures de normalisation, dont la libération des prisonniers, et aucun accrochage ne s'est produit depuis des mois.

M. Mirza a cependant affirmé que le PDK "ne semblait pas vouloir appliquer des mesures concrètes de normalisation".

Des délégations des deux partis avaient tenu une réunion en juin à Washington, sous le parrainage des Etats-Unis, afin de tenter de rapprocher leurs points de vue, sans grand succès.

Jalal Talabani opposé au renversement de Saddam Hussein

DUKAN (Irak), 5 fév (AFP) - 9h48 - Le chef kurde irakien Jalal Talabani s'est déclaré samedi opposé au renversement du président Saddam Hussein et a fait état d'un dialogue limité avec Bagdad, dont il était un farouche adversaire.

"Nous croyons en un changement démocratique global en Irak mais nous n'appelons pas à un renversement du régime", a déclaré à M. Talabani dans une interview à l'AFP à Dukan (430 km au nord-est de Bagdad).

"Nous refusons les complots étrangers contre le gouvernement irakien et nous n'y participons pas", a souligné le chef de l'Union Patriotique du Kurdistan (UPK).

M. Talabani avait appelé régulièrement par le passé à renverser M. Saddam Hussein, mais il avait critiqué l'an dernier les Etats-Unis en estimant qu'ils n'étaient "pas sérieux" dans leur volonté affichée de renverser le régime irakien.

Le chef kurde a souligné que le Kurdistan, qui échappe depuis 1991 au contrôle du pouvoir central et est protégé par une zone d'exclusion aérienne imposée par les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, "fait partie de l'Irak et son peuple fait partie du peuple irakien".

"Nous ne sommes pas en faveur d'une rupture entre notre région et Bagdad mais au contraire nous voulons renforcer les relations économiques, commerciales et culturelles", a-t-il dit.

M. Talabani a déclaré qu'il avait toujours été "en faveur du dialogue et nous continuons jusqu'à aujourd'hui à échanger les messages verbaux avec le gouvernement irakien".

"Nous discutons également de la question de l'eau, de l'électricité et des barrages par l'entremise de l'ONU ou par le biais de médiateurs, mais il n'y a pas de dialogue sérieux sur des bases claires avec le gouvernement irakien", a-t-il expliqué.

L'UPK a remporté une victoire écrasante aux premières élections municipales depuis 1992 qui se sont déroulées jeudi dans des zones kurdes du nord du pays.

L'UPK partage le contrôle du nord de l'Irak avec la formation kurde rivale, le Parti Démocratique du Kurdistan (PDK de Massoud Barzani) traditionnellement plus proche de Bagdad.

Les deux partis rivaux sont tiraillés entre le régime de Bagdad et l'administration américaine qui a promis une aide de 97 millions de dollars à l'opposition irakienne pour l'aider à renverser Saddam Hussein.

Herald INTERNATIONAL Tribune

THURSDAY, FEBRUARY 3, 2000

Sanctions' Flip Side/*A People Breathes Easy*

As Iraq Suffers, Its Kurds Thrive

By Howard Schneider
Washington Post Service

ARBIL, Iraq — Three hours by car from Baghdad, the portraits of President Saddam Hussein disappear, the Iraqi flag is replaced by the yellow banner of the local Kurdish leadership, and rooftops are filled with satellite dishes that anywhere else in Iraq could mean six-month jail sentences for their owners.

Under the protection of American warplanes patrolling a no-flight zone, benefiting from oil smuggling and UN programs that help them more than the rest of the country, the Kurds of Iraq's three northeastern provinces have drifted farther each year from the authority of Mr. Saddam's government.

They remain Iraqi citizens on Iraqi territory. However, since gaining an initial degree of U.S.-protected autonomy after the 1991 Gulf War, they have run their own affairs to a remarkable extent, creating a region sharply different from the rest of the country.

A different currency circulates here, for instance, and political and social rules are freer. The school curriculum has replaced Baghdad's view of history with a Kurdish version, thanks to a printing press recently renovated under UN supervision.

What is more, a U.S.-brokered cease-fire between the region's two main Kurdish factions has calmed their battle for political primacy and smuggling revenue, rekindling hopes for cooperation and allowing the United Nations and humanitarian groups to resume their work.

Perhaps most significantly, people and political leaders here say economic sanctions, which have beleaguered and angered the rest of Iraq, have meant for Kurds a windfall of cash, aid and security that has helped the economy, rebuilt schools, improved health care and created an increasingly independent political space.

Faced with a possible return to Baghdad's control — and the threat of military and political repression that has meant in the past — they would prefer that the sanctions stay in place.

The UN debate over policy toward Iraq often focuses on hardships that a decade of strict economic restrictions has imposed on the Iraqi people. That, in turn, is weighed against the need to maintain the sanctions to pressure the Iraqi government to comply with the agreement on chemical, biological and nuclear weapons it signed at the end of the Gulf War.

Finding the right balance between humanitarian needs and economic pressure has proved elusive, dividing the UN Security Council and producing a nearly decade-long standoff between Iraq and many other countries, led by the United States. In 1998, it prompted the United States to carry out four days of bombing against suspected weapons storage and research sites as retaliation for Iraq's lack of cooperation with weapons inspectors. The United Nations is currently debating ways to restart the inspection program.

After several years of autonomy, Kurdish leaders say that it will be impossible to return to old ways.

Not always explicit in the discussion is the fact that nearly 15 percent of Iraq's population, the 3.5 million residents of the Kurdish north, have used the past nine years of argument and deadlock over sanctions to create the trappings of an independent state.

They retain some ties to Baghdad, but the official Iraqi presence ends at the borders of the three Kurdish provinces, with security, schools, health care, taxing power and border control in local hands.

Predominantly Muslim, the Kurds are an important ethnic minority in southern Turkey and northern Iran and Iraq. Their struggle to maintain a cultural and political identity has often turned violent, particularly in Turkey, where followers of Abdullah Ocalan have battled the Turkish military in hopes of creating an independent state.

In Iraq, the United States and its allies have established no-flight zones to protect the Kurds in the north and anti-government Shiites in the south from attacks by Iraq's air force. Since early 1999, American and British jets have regularly bombed anti-aircraft and other installations after being fired on.

In the Kurdish region of Iraq, Kurdish military patrols, wearing red berets, cruise the streets and guard the checkpoints.

Having enjoyed several years of authority over their own affairs, Kurdish leaders say it will be impossible to go back to the old way, when Baghdad responded to any resistance with harsh military measures.

Although agreeing in theory to cooperate and create a unified, democratically elected government, the two competing Kurdish factions retain control over distinct areas: Massud Barzani's Democratic Party of Kurdistan over Arbil and D'hok provinces, Jalal Talabani's Patriotic Union of Kurdistan over As Sulaimaniya Province. The cease-fire agreement signed in Washington in September 1998 also included pledges to work for unification, but officials here admit that little is happening on that front.

Sorting out the lines of authority in preparation for the day when sanctions are lifted and Western overflights cease will not be easy. U.S. and international policy endorses the territorial integrity of Iraq. But Kurdish leaders insist their autonomy should be enshrined, perhaps in a federal system that would keep them within Iraq while granting them power over their own affairs.

le nouvel Observateur Nº1839 du 3 au 9 février 2000

De notre envoyé spécial Henri Guirchoun

TURQUIE : LA FIN SANGLAN

Les terroristes islamistes du Hezbollah étaient jusqu'à présent les alliés des forces de sécurité turques dans leur guerre contre le PKK kurde. Est-ce pour mieux préparer la candidature de la Turquie à l'Union européenne que le gouvernement d'Ankara a décidé d'en finir avec les intégristes, tout en amorçant un dialogue timide avec les Kurdes ?

Sa voix ne tremble pas mais Sukru a le regard lourd d'un homme qui n'a plus rien à perdre, sinon l'honneur. Au diable les menaces, les risques de vengeance, les éventuels procès, cet épicier de Diyarbakir n'en peut plus. Il veut parler. De la vaste opération menée depuis deux semaines contre le Hezbollah, sur tout le territoire de la Turquie, qui est à son avis une *« pure hypocrisie »*. De ses enfants qu'il a élevés dans le respect de la vie et d'Allah, *« des croyants, pas des terroristes »*. De ces infâmes traîtres à leur peuple, traîtres à leur religion, ces damnés Hezbollah *« et leurs copains barbouzes »*. De la police aussi : *« Ils étaient partout, ils savaient tout, on n'aurait même pas pu étrangler un poulet dans l'arrière-boutique sans qu'ils l'apprennent. Mais quand quelqu'un se faisait assassiner en plein jour devant chez lui, là, ils ne voyaient plus rien et l'enquête n'aboutissait jamais... »*

En 1998, Suat, son fils aîné, étudiant dans un séminaire religieux, est kidnappé devant l'échoppe familiale. Trois jours plus tard, on retrouve son corps poignardé dans un quartier périphérique. L'épicier se rend à plusieurs reprises au commissariat et au quartier général de la lutte antiterroriste pour exiger de la police qu'elle retrouve les assassins de son fils. Chaque fois, il est éconduit sans ménagement par des flics qui ne font même pas semblant de s'intéresser à l'affaire. *« Ils n'ont rien fait. Pas le plus petit début d'enquête. Pourquoi s'agitent-ils maintenant ? Parce qu'ils n'ont plus besoin d'eux ? Dire qu'à Istanbul ou à Ankara certains en sont encore à se demander si l'Etat a vraiment utilisé le Hezbollah. Quelle naïveté ! Vous ne trouverez personne dans cette ville pour en douter un seul instant. Nous avons tous payé pour le savoir. »*

Entre 1992 et 1996, plus de 2 000 enlèvements et exécutions sommaires sont généralement imputés aux commandos du Hezbollah : des avocats, des journalistes, des médecins, des étudiants, de nombreuses femmes non voilées, les membres des associations de défense des droits de l'homme, des politiciens locaux, à commencer par ceux du parti prokurde Hadep, des islamistes modérés. Les victimes sont attaquées par derrière, en pleine rue, et le plus souvent à partir de midi, qui devient « l'heure des exécutions » pour les habitants des grandes villes du Sud-Est anatolien.

Omniprésentes dans les huit départements de la région placés sous état d'urgence, les forces de sécurité multiplient les arrestations de sympathisants supposés de la rébellion kurde. La répression est féroce, la torture automatique. Tous ceux qui revendiquent peu ou prou leur identité de Kurdes de Turquie sont assimilés à la guérilla du PKK, à des terroristes. Mais pendant toutes ces années, les commandos du Hezbollah agissent, eux, dans une impunité parfaite. Si bien qu'ils sont considérés dans la région comme les supplétifs du régime d'Ankara, une force occulte manipulée par les services, et qu'on surnomme les « Hezbo-contra ».

En 1994, une commission d'enquête parlementaire sur les *« assassinats politiques non résolus »* avait déjà souligné la responsabilité du Hezbollah dans de nombreuses affaires. Elle avait aussi clairement dénoncé l'étrange mansuétude dont faisaient preuve certaines institutions officielles à l'égard du groupe islamiste. Mais bien entendu ses conclusions étaient restées lettre morte. Aujourd'hui, le vent aurait-il tourné ?

« Les jardins de la mort », *« Les barbares de l'islam »*, *« Meurtres en vidéo »*. A grand renfort de titres racoleurs, d'images à peine soutenables et de témoignages plus insupportables les uns que les autres, la presse turque, machine bien huilée contrôlée par une poignée de propriétaires incontournables, alimente le feuilleton macabre des crimes du Hezbollah turc. A Istanbul, Adana, Gaziantep, Konya et dans quinze autres villes du pays, la police a lancé une opération qui a déjà permis l'arrestation de plus de 300 suspects. Et surtout débouché sur la découverte des cadavres de plus de trente disparus, pour la plupart des hommes d'affaires d'origine kurde, proches des différents courants islamiques.

Depuis l'attaque de la villa où s'était retranché Huseyin Velioglu, le chef du Hezbollah abattu au cours d'une fusillade qui a duré quatre heures,

A Adana les fouilles de la police ont permis de retrouver le corps d'une victime du Hezbollah. Les partisans du Djihad, qui ont servi d'auxiliaires à la police turque, ont assassiné près de 2 000 personnes.

TE DES «FOUS D'ALLAH»

filmée par les télés, on sait tout sur une organisation forte d'environ 2 000 militants et de 10 000 à 20 000 sympathisants. Pris vivants, deux des lieutenants de Velioglu s'épanchent au cours des interrogatoires qu'on imagine serrés. Ils expliquent la minutieuse répartition des tâches entre les activistes chargés des enlèvements, des assassinats, des enterrements à la sauvette. Ils conduisent la police vers leurs caches : des jardins de villas cossues, des sous-sols, des terrains vagues.

Dans la villa du chef, on a aussi découvert des centaines de cassettes vidéo qui montrent les séances de tortures subies par les victimes, les mutilations, puis les exécutions, à l'issue d'une parodie de procès qui glace d'effroi. Ainsi le calvaire de Konra Kuris, une intellectuelle islamiste, mère de cinq enfants et célèbre pour son combat en faveur d'un islam féministe, a duré 38 jours. Complètement méconnaissables, son corps et son visage étaient tellement meurtris que seul l'examen de sa dentition a permis de l'identifier avec certitude...

Mais au-delà du traumatisme provoqué par toutes ces horreurs – certains policiers prédisent la découverte possible d'un millier de cadavres –, un étrange et subit mouvement de balancier a, semble-t-il, hissé tout à coup aux yeux de l'opinion le Hezbollah à la place occupée jusqu'ici par le PKK kurde d'Abdullah Öcalan : celle d'ennemi public numéro un de la Turquie. Pourtant, aussi musclée, rapide et efficace qu'elle soit, on peut se demander si l'intervention de la police est le résultat d'une longue enquête qui aboutirait seulement par hasard aujourd'hui. Ou bien s'il s'agit d'une opération décidée au plus haut niveau politique, avec l'approbation du puissant Conseil national de Sécurité, c'est-à-dire de l'armée, demeurée fort discrète dans cette affaire.

Le gouvernement de coalition de Bülent Ecevit est un attelage incertain qui réunit des nationalistes de gauche, des conservateurs et un parti d'extrême-droite, le MHP. L'été dernier, il avait pourtant survécu aux ravages du tremblement de terre qui avaient souligné l'incurie des services de secours de l'Etat, au contraire des nombreuses associations mobilisées par une société civile dynamique. A la fin de l'année dernière, la décision prise par les Quinze d'accepter la candidature de la Turquie à l'Union européenne l'avait aussi renforcé, dans la perspective de mettre en place les réformes économiques et politiques destinées à répondre aux critères européens.

Mais à la mi-janvier, la décision de surseoir à l'exécution d'Abdullah Öcalan et d'attendre le verdict de la Cour européenne des Droits de l'Homme a bien failli mettre fin à cette prometteuse stabilité. Le Premier ministre a dû déployer des trésors d'ingéniosité pour imposer sa décision. Le président Süleyman Demirel est venu à la rescousse pour sermonner les familles des soldats tués par le PKK, qui exigeaient en hurlant leur vengeance. Et le chef du parti d'extrême-droite s'est efforcé de faire comprendre à ses troupes les raisons de sa volte-face en faveur du sursis d'Öcalan. La tempête est passée. A peine une semaine plus tard, l'opération anti-Hezbollah démarrait...

« La capture d'Öcalan a constitué un triomphe en soi pour l'Etat turc. Mais la métamorphose du chef du PKK en militant pacifique des droits des Kurdes, et en apôtre d'une Turquie unitaire et démocratique, est aussi une donnée fondamentale. On peut en sourire, s'en offusquer, elle correspond néanmoins aux aspirations de la majorité des Kurdes, puisque le nouvel Apo, loin d'être considéré comme un traître, est au contraire largement suivi, affirme un intellectuel kurde d'Istanbul. *Candidature européenne oblige, l'Etat devra donner des gages. En attendant, il élimine les protagonistes de la sale guerre du Sud-Est, y compris ses alliés. Aujourd'hui, c'est le tour des fous d'Allah. Ce sera peut-être demain celui des gardiens de village. »*

Les sirènes européennes parviendront-elles à dissiper le cauchemar de quinze années d'affrontements, 35 000 morts, 3 millions de personnes déplacées, plus de 3 000 villages détruits, des dizaines de millions de dollars engloutis dans la guerre ? On n'en est pas encore là.

Les Kurdes de Turquie réclament toujours en vain des droits constitutionnels, leurs écoles et une chaîne de radio-télévision en langue kurde. Mais à Ankara, ces revendications provoquent toujours les mêmes cris d'orfraie. Après avoir claironné que *« le chemin de l'Europe passe par Diyarbakir »*, l'ancien Premier ministre Mesut Yilmaz, membre de la coalition, a fait machine arrière en déclarant un peu plus tard que ce n'était pas à l'ordre du jour. Moins prudent, le ministre des Affaires étrangères s'est fait tancer pour avoir soutenu le projet d'émissions télé en langue kurde. Une procédure judiciaire a même été ouverte contre lui. Comme contre tous ceux qui s'aventurent sur le sujet miné des droits des Kurdes ou des réalités de la guerre.

D'ailleurs, c'est bien simple : on ne peut pratiquement rien dire ou rien écrire. Paru au printemps dernier, « le Livre de Mehmet » a remporté un immédiat succès. Il recueille les témoignages bruts d'une quarantaine de soldats de tous grades et de toutes opinions, sur leur expérience dans le Sud-Est. Son auteur, la journaliste Nadire Mater, avait pourtant soigneusement évité d'y ajouter le moindre commentaire. Peine perdue : l'ouvrage est désormais interdit et Nadire Mater risque au moins six ans de prison pour *« insultes et tentative de discréditer l'institution militaire »*.

Malgré ces avatars, le climat a tout de même déjà changé. Au moins dans le Sud-Est. La guérilla du PKK obéit à son chef et ne descend plus des montagnes. L'armée turque envisage de lever progressivement l'état d'urgence. Les gouverneurs, hier encore des superflics champions du tout-répressif, cèdent la place à des fonctionnaires davantage soucieux d'attirer des investisseurs dans une région économiquement dévastée, où le chômage atteint parfois 60% de la population.

Sipa Press

D.R.

Le transfert de Mahmat Demir un leader du Hezbollah à Diyarbakir et, ci-contre, Nadire Mater, accusée d'avoir insulté l'armée pour avoir publié « le Livre de Mehmet ».

Les Kurdes, toutes obédiences confondues – c'est-à-dire y compris des militants proches du PKK –, se rencontrent en de multiples forums de réflexion baptisés « plate-forme démocratique » ou « mouvement pour la paix ». Et depuis les élections municipales du mois d'avril, les 37 élus du parti kurde Hadep, dont le sort habituel oscillait plutôt jusqu'à présent entre l'assassinat et l'emprisonnement, jouent, eux aussi, le jeu d'un dialogue amorcé avec les autorités. *« Tout le monde a compris que le recours aux armes ne mène à rien,* confirme Feridun Celik, le jeune maire Hadep de Diyarbakir, qui reçoit sous le traditionnel portrait d'Atatürk. *On ne peut pas rêver d'un bouleversement immédiat mais chacun doit retrouver ses esprits. J'ai bon espoir. »*

Comme chaque jour, Hanim, 36 ans, partage son déjeuner avec sa belle-mère, 45 ans, et sa belle-sœur, 37 ans. Elles viennent toutes les trois du même village, aujourd'hui abandonné. Une ribambelle d'enfants de tous âges sautillent dans l'appartement vétuste. C'est pour eux que les trois femmes s'efforcent de manger, de sourire, de survivre. Pour eux seulement, car leur vie à elles s'est interrompue brutalement le jour où des inconnus se sont approchés de leurs époux. Par derrière, dans la rue, peu après midi...

HENRI GUIRCHOUN

« L'Europe est trop tolérante avec Ankara... »

PAR KENDAL NEZAN

Tant que l'armée contrôlera le pouvoir à Ankara, les Kurdes auront du mal à faire admettre leurs droits, estime le président de l'Institut culturel kurde de Paris

Le Nouvel Observateur. – *Quelles peuvent être les conséquences pour les Kurdes du mouvement de démocratisation qui s'amorce en Turquie, avec la candidature à l'Union européenne ?*

Kendal Nezan. – Le fait même que le président Clinton ait évoqué le droit des Kurdes devant le Parlement turc réuni en session plénière montre clairement que les Américains souhaitent une solution acceptable de la question kurde en Turquie. Reste à convaincre les militaires turcs, toujours enfermés dans une logique ultranationaliste qui débouche sur la négation et l'étouffement de l'identité kurde. De ce point de vue, la candidature de la Turquie à l'Union européenne est plutôt une chance parce qu'elle permet de mobiliser l'opinion publique occidentale et d'exercer une pression sur la Turquie pour la faire évoluer, ses dynamiques internes étant elles-mêmes bloquées par l'omnipotence de l'armée.

Je note en passant que la communauté internationale pratique une politique de deux poids, deux mesures, selon qu'il s'agit des Kosovars ou des Kurdes : interrogé par des journalistes sur la situation en Turquie, le porte-parole de l'Otan a ainsi affirmé que son organisation n'avait pas vocation à intervenir dans un pays membre. L'Union européenne elle-même s'est montrée très tolérante avec Ankara : la Turquie a pu évacuer en toute impunité des milliers de villages kurdes, déporter des millions de personnes et faire assassiner environ 4 500 intellectuels kurdes par des escadrons de la mort sans qu'aucun pays européen n'entreprenne d'action sérieuse.

En cette matière, ce sont les Etats-Unis qui ont montré la voie. Certains pays européens se sont ralliés avec enthousiasme à la position américaine, comme la Grande-Bretagne, d'autres l'ont fait par raison comme l'Allemagne ou la France. C'est d'ailleurs à l'invitation du président Clinton que les pays européens ont accepté d'entériner la candidature de la Turquie, en lui donnant en quelque sorte « un certificat de bonne conduite ».

N. O. – *Quel intérêt les Etats-Unis ont-ils à ce que la Turquie entre au sein de l'UE ?*

K. Nezan. – La Turquie est un relais régional important de la stratégie mondiale des Etats-Unis. Elle constitue même la clé de la politique d'endiguement de l'Iran et de l'Irak décidée par Washington. Lorsqu'on sait que l'encerclement de la Russie reste l'une des priorités de la stratégie américaine, on constate que sur ce point aussi la Turquie joue un rôle capital : en tissant des liens avec les Républiques du Caucase et d'Asie centrale, elle contribue à détacher les ex-Républiques soviétiques de la zone d'influence russe. Le génie américain, c'est de se servir ainsi de la Turquie et de faire payer la facture économique et politique à l'UE, qui l'accepte, faute de volonté politique commune.

N. O. – *Si la Turquie adhère à l'Union européenne, est-ce la fin de l'utopie d'un Kurdistan autonome ?*

K. Nezan. – Non, mais l'échéance reste lointaine. La Turquie adhérera à l'Union européenne dans les dix à quinze années à venir, si tant est quelle soit vraiment admise. S'il y avait un réel débat démocratique en Turquie, les Kurdes pourraient avoir une représentation à l'Assemblée nationale et par le jeu démocratique des alliances obtenir davantage de droits. Mais aujourd'hui l'essentiel du pouvoir demeure entre les mains des militaires. La question reste donc entière...

Propos recueillis par Barbara Landrevie

The End Of Party Discipline : PKK Critics Seek Publicity

"Junge Welt" February 2, 2000 (Traslated by Arm The Spirit)

A peace offer or capitulation, forced statements or treason? What is wrong with Kurdistan Workers Party (PKK)? What role does chairman Abdullah Ocalan - imprisoned on the Turkish island of Imrali for almost exactly a year now - play in the present process? Can the totally-isolated prisoner still play a role as party leader?

Selahattin Celik, one of the most prominent PKK dissidents, discussed these issues at a recent public forum in Berlin. As a former Central Committee member of the PKK, Celik analyzed the mistakes and weaknesses of the party leadership, in particular PKK leader Ocalan. Such criticisms are blasphemy from the point of view of party discipline. For reasons of "national responsibility", the problems of the PKK have long not been discussed openly, Celik said. But since the arrest of Ocalan, this process could no longer be put off. Despite going public, Celik is by no means an opponent of the Kurdistan Workers Party. By pointing out mistakes, he seeks to save the Kurdish struggle, a struggle which Celik feels has been betrayed by the present party leadership.

Ocalan's Personality Cult

"How can a guerrilla organization as big as the PKK self-destruct in such a short time?" Many people have been asking themselves this question. But an answer won't be found without first doing a serious critique of the movement's own mistakes, the party theoretician said. Celik came to Germany in 1985, and he was held in total isolation in a German prison for two years as a defendant in the Dusseldorf PKK Trial in the early 1990s, one of the longest and most expensive trials which the German state ever opened against the organization.

Celik says the PKK is the largest movement ever in Kurdish history. For 15 years, from 1984 to 1999, the party struggled as a guerrilla movement for Kurdistan's independence - a Kurdistan comprised of the Kurdish regions in southeastern Turkey, northern Iraq, and parts of Iran and Syria. In recent years, the demand for autonomy for the Kurdish regions of Turkey became part of the PKK's agenda. At the same time, the PKK had become a very broad movement, as far as the social background of its followers was concerned. Millions of people were organized in and mobilized by the party. "Therefore," says Celik, "its decline cannot be placed solely on the person and phenomenon of Ocalan." Celik sees three developments as the cause of the problems: First, the problems and decisions within the PKK which led to a regression of the liberation struggle. In the 1990s, the PKK had developed into a mass movement "whose struggle had become almost institutionalized". But after 1994, the Turkish state was able to crush this rising tide. The PKK could not provide protection for the civilian population from the brutal actions by the contra-guerrilla forces. Because of the war, the social structures in the Kurdish regions had greatly changed. A primarily agrarian society had become forcibly urbanized due to migration from the conflict. This changed the base of the PKK as well. Increasing numbers of Kurds who were not interested in the proletarian line of the party, and therefore social questions, joined the party. And the PKK's leadership, of which Celik himself was a member for several years, "did undertake any ideological-political steps in response to this". Therefore, "dirty positions became widespread". The clique which arose during this period, and which is loyal to party leader, is now the leading force in Ocalan's party. "They control the Kurdish TV, the newspapers, they have taken over all Kurdish associations." Then came the mistaken political and military decisions by the PKK, Celik says. The armed struggle was expanded ever more to South Kurdistan (northern Iraq). "75% of the martyrs fell there, not in Turkey."

Another negative development was the alliance policies of the PKK, says Celik, the party's former number three ranking official. In contradiction to their own program, the PKK failed to develop ties with progressive and leftist organizations in the region, and instead, for tactical reasons, became increasingly dependent on Syria. "This resulted in Turkey's change of approach."

As for internal mistakes and problems within the party, there were other factors which have led to the decline of the PKK: The breakup of the Soviet Union, and the resulting increase of the U.S. presence in the region; the Gulf War against Iraq; and finally the new Turkey-Israel alliance and military cooperation. All of these led to an anti-emancipatory dominance in the Near East. Turkish chauvinism drove a deep wedge between the Turks and the Kurds, and an alliance with the Turkish left could not effectively overcome the PKK's weaknesses and marginalization in the society. In South Kurdistan, says Celik, intra-Kurdish feuding and even armed clashes became dominant.

Another major cause of the PKK's regression was the personality cult surrounding Abdullah Ocalan, Celik says. "From the beginning, the PKK was fixated on Ocalan." Of course, the PKK leader has a "charismatic personality", but this fixation became a problem as far as the party's fundamental principles are concerned. "No one could become a functionary if they had anything against Ocalan." That's why it's not possible for democracy to function within the party. But despite this fact, the PKK did become a broad popular movement.

Turkey's Demands

Since 1998, there has been no party ideology anymore, Celik says, "only analyses by Ocalan". The history of the PKK has been rewritten into the history of Ocalan. The party leader promoted and fired militants from the Central Committee according to his whim. A similar situation took place at the MED-TV Kurdish broadcasting station. "There was a climate in which people became afraid to open their mouths, lest they be thrown out." The PKK leader gathered "a group of intellectuals and false intellectuals" around him, not for constructive party work, but to maintain his power. "For these people, the PKK became a sort of Kurdish social security office, one which paid better than the German welfare state."

But Celik is certain that the PKK could have overcome these problems and gotten over this crisis. But Ocalan did not want this, and this ushered in the end of the PKK. "Now he has become a preacher for democracy." But it was the Kurdish people who struggled for democracy, not Ocalan alone. But those who struggled as part of the PKK and made great sacrifices, but now have critiques of the party leadership, these people are ostracized and threatened. Celik himself lost five family members - two siblings and three cousins - in the war. But on August 17 of last year, the author himself fell victim to a brutal attack. A gang of attackers tried to beat the PKK's leading critic into silence. But without success. Celik continues to speak out, not to denounce the PKK, but rather to seek perspectives to discuss the Kurdish struggle. Such a discussion is long overdue, especially since Ocalan was kidnapped in Kenya last February and sentenced to death after a show trial in Turkey. Celik says Ocalan should have analyzed the situation in 1997/98 better and taken steps to prevent his arrest. The CIA, the Mossad, and the MIT kept a close eye on the PKK leader after he was forced to leave Syria. Instead, the Kurdish people have been held hostage. "If something happens to me, then everything is finished," Ocalan said. There followed self-immolations by 60 Kurds - on the direct orders of the party chief. Ocalan ordered the suicide actions while he was in Italy. "He always denied this in public statements, and he distanced himself from these 'mentally disturbed' individuals," Celik says.

Celik says it's a catastrophe for the Kurdish people now that Ocalan is in Turkish hands. Ocalan could have stayed in Italy, "but he left of his own accord." Following his arrest, it was possible to force the politics of Turkey onto him. There have been no "negotiations" or "agreements", only demands made by Turkey, and Ocalan is fulfilling these demands. A "prisoner of war", if Ocalan were one, could force his enemy into negotiations. But the difficult situation of the imprisoned PKK leader is no justification for the complete sell-out of the Kurdish struggle. More than 300 Kurds have been tortured to death in Turkish prisons over the years, because they - unlike Ocalan - maintained their political identity. And at least 10,000 Kurdish political prisoners are in Turkish jails because they supported the former politics of the PKK.

Critics Live Dangerously

The mistake made by the non-imprisoned party leadership, namely the PKK Presidential Council, was to continue following the directives being issued from Imrali. For all they know, the orders could be coming from the Turkish General Staff, not from Ocalan. But by following these directives, they become orders to be enforced by the party. Celik thinks its unbelievable that such a situation exists. It can only be explained, perhaps, by saying that the PKK's leading council is afraid to take on the responsibilities itself. So the ball remains in Ocalan's hands. After his arrest, the PKK issued statements like: "Ocalan is our leader, but he is in prison, so his statements are no longer binding." But the party has since veered greatly from this correction position, an obvious one for a revolutionary organization. "But," Celik says, "in the interest of the Kurdish people, the orders from Imrali should be rejected." But Celik says he does not mean that the PKK should simply revert to its old politics. He is also sure that a continuation of the armed struggle by the Kurds is no longer possible. It should not be forgotten that the PKK has won the Kurdish people over to the struggle. So they party has a responsibility to these people and it must represent their interests. So clear content must again be formulated. If not, the party will split, or disappear altogether.

What's more, despite the arrest of Ocalan and the demobilization of the PKK, Turkey has not in any way changed its line. "The Kurdish problem still exists and needs an answer." Celik's hope is: "If we can develop democracy in our ranks, then we can win." But Celik knows that he is part of a dwindling minority among the Kurds, of people who criticize the present developments. This minority is close to becoming an opposition within the PKK. But this minority lives in danger.

PRE/RL IRAQ REPORT

Vol. 3, N° 5, 4 February 2000

Review of Developments in Iraq Prepared by RFE/RL's Newsline Team

BOMB INCIDENTS IN NORTHERN IRAQ CONTINUE.

During January, there were ever more bombing incidents in Iraq's Kurdish regions, both those under Baghdad's control and those in the Kurdistan Regional Government (KRG). At the beginning of the month, the Sorani Kurdish newspaper "Bopeshawa" reported on a bombing at a cosmetics salon in Irbil. On 15 January that paper reported a similar bombing at the headquarters of the Turkoman Eli party headquarters. And on 25 January, the Sorani newspaper "Gulan" reported an explosion in a house in the Pirzeen resettlement camp, injuring three people. Another bombing took place at the offices of the Islamic Unity Movement of Kurdistan (IUMK) in Irbil on 25 January (see "RFE/RL Iraq Report," 25 January 2000). (David Nissman)

MEDICINES REACHING KURDISH POPULATION. Medical services are improving in the Kurdistan Regional Government's Ministry of Health and Social Affairs, its medicine import director, Sherko Yunis, told the Kurdish newspaper "Gulan" on 17 January. His organization and the ministry that it belongs to imports medicines from Turkey and Europe, imports them via Iran and Turkey, and then sets prices and distributes them. Government-owned medical centers also receive their medicines from private stores. The medical centers are based at surgeries: there are five such centers in Irbil, five in Sulaymaniyah, and three in Dohuk. There are also 21 health insurance centers in administrative districts and towns in Dohuk Governate. (David Nissman)

FIRST WORLD CONGRESS OF YEZIDIS HELD IN GERMANY.

The University of Hannover in Germany, the Society for Endangered Peoples, and the Yezidi religious community in Germany and Northern Iraq convened the First Congress of Yezidis for three days at the end of January. Because there are upwards of 10,000 Yezidis in Germany, the community there

sought and received support as a religious minority. And that is why the meeting took place in Hannover.

The Yezidis, who live mainly in Northern Iraq, Turkey, and the Caucasus, are not a national or ethnic group, but believers in Yezidism, an offshoot of Zoroastrianism; in other ethno-cultural terms, it is a Kurdish movement, and they predominantly speak Kurdish, primarily the Kurmanci dialect. Since they are not an ethnic group per se, they have been victims of many of the campaigns directed against the Kurds, and sometimes they have been the victims of the Muslim Kurds themselves. In many of the countries in which they reside, they have been subject to discriminatory acts by ruling governments.

In Iraq, where the Yezidi press service estimates some 600,000 Yezidis live and which is the center of Yezidi culture and religion, Yezidi religious studies have been forbidden by Baghdad since 1963. Similarly, in the Iraqi censuses of 1977 and 1987 the Yezidis are classified and registered as "an Arabic people." The Yezidi publication, "Denge Ezidyan," notes that 10 percent of the Yezidi settlements in Iraq are on the territory of the Kurdistan Regional Government, including the holy city of Lalish, while Baghdad retains control of 90 percent of them.

The situation of the Yezidis in Iraqi Kurdistan was better than in the Baghdad-controlled areas until the outbreak of the war between the two major political parties in Kurdistan, the Kurdistan Democratic Party and the Patriotic Union of Kurdistan. As "Denge Ezidiyan" says, "this created a serious danger not only for those who were pro-democracy, but also the Yezidi and Christian minorities." Since then, the situation has worsened because of the development of extremist Muslim parties in Kurdistan.

Yezidi settlements in northern Iraq under Baghdad's control have also been subject to other forms of arbitrary action. In 1978, 126 Yezidi villages in the Sinjar region were "collectivized" into ten villages, and eight Yezidi villages near Duhak were destroyed and the villagers forcibly driven into another village. "Denge Ezidyan" reports several such instances. The process generally involves the redistribution of Yezidi lands to Arab tribes. The Iraqi "new villages" lack basic medical services, and any economic advantages. Animal husbandry, a traditional Yezidi occupation, is not permitted by the Arabs, and pastures for livestock is generally lacking nearby the new settlements.

In August 1997 two Yezidi teachers from the Elqush region were arrested by the Iraqi secret service and tortured until they promised not to give Yezidi religious instruction. In the same month, in Ayn Sufna, an overwhelmingly Yezidi area and the residence of the highest figure in the Yezidi religion, 1,500 properties of the Yezidis were appropriated by members of the Arab Hedidi tribe and the Kurdish tribe Zediki under the sponsorship of the Iraqi government.

The Yezidis face not only a major human rights problem, but also one of identity. Yezidism, as a belief, is passed down through the family. While there are a number of religious texts, they have never been published. Yezidism, thus, became a "folk religion." At the congress, Professor Ackermann of the Essen Cultural Institute made the point that The lack of availability of texts meant that it had become a "secret" religion rather than a public or open religion. This may be one of the factors leading to the current Yezidi campaign for recognition.

The Yezidis' greatest battle is still ahead: to make their religion and beliefs public and end the constant erosion of their communities through ignorance and secrecy. For this reason, they have turned to the Internet in hopes of making their cause better known to the world at large. It is hoped that the campaign against Yezidism is recognized as a human rights issue, not only as a question of religious belief. The Yezidi publication "Denge Ezdiyan" can be found at the Yezidi homepage, http://www.yezidi.org (David Nissman).

****

U.S. Diverts Russian Ship, Saying It Carries Iraqi Oil

By Brian Knowlton
International Herald Tribune

WASHINGTON — The U.S. Navy diverted a Russian merchant vessel to a holding area near the mouth of the Gulf on Thursday and reported finding evidence that its cargo of oil had been smuggled from Iraq and should be seized as a violation of the United Nations embargo.

U.S. spokesmen said that the Russian tanker, the Volgoneft-147, was boarded late Wednesday, without resistance, by American sailors brought by helicopter from the guided missile cruiser Monterey. The cruiser is part of the multinational interception force policing the Gulf to enforce UN sanctions imposed on Iraq after the Gulf War.

"This is not an insignificant action," said Admiral Craig Quigley, a Pentagon spokesman. By late Thursday, he said, naval inspectors had gathered "enough evidence to say we believe this vessel is carrying contraband."

Russian officials angrily denounced the seizure. They said that the ship was carrying fuel oil from Iran to the United Arab Emirates and had not entered an Iraqi port.

The inspection was continuing in international waters near the Strait of Hormuz, and the ship was likely to be turned over to a third country, Mr. Quigley said. Another spokesman said the ship might be moved to a United Arab Emirates port for downloading of its cargo.

The United States was continuing to test the Russian vessel's cargo, consult ship logs, and use "other techniques" to ascertain the ship's point of origin, said Joe Lockhart, the White House spokesman.

"The Russian side resolutely insists the tanker is immediately released," said Russia's deputy foreign minister, Vasily Sredin, according to the Interfax news agency. Russia's displeasure had been conveyed through diplomatic channels, he said.

The Russian transport minister, Sergei Frank, said the tanker was carrying fuel oil from Iran to the Emirates.

But Commander Jeff Gradeck, a U.S. spokesman for the multinational interception force, conducted primarily by the United States and Britain, told Reuters, "The ship carries gasoil and we have quite a lot of evidence it is of Iraqi origin."

Of hundreds of such boardings in the Gulf by a U.S.-led multinational interception force, this was the first, or one of very few to involve a Russian ship, officials said. But a State Department spokesman described repeated U.S. protests to Russia about suspected violations of the UN embargo, and a Pentagon official said an increasing number of Russian tankers appeared to be running the multinational-force blockade.

Smuggling of Iraqi oil, by land and water, has long been an open secret in the region.

While neither Washington nor Moscow portrayed the detainment as a major diplomatic incident, it came at a time of deep strains in U.S.-Russian relations.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, FRIDAY, FEBRUARY 4, 2000

Athènes-Ankara : le dégel s'amorce

L'EXPRESS
Semaine du 3 au 9 février 2000

De chaque côté de la mer Egée, les chefs de la diplomatie des deux pays, hier ennemis, se font des visites de courtoisie. A suivre

De notre correspondante

Il aura fallu trente-huit ans pour qu'un ministre grec des Affaires étrangères reprenne la route d'Ankara. C'est chose faite. Georges Papandréou vient de donner, il y a deux semaines, sur le terrain de l'adversaire le coup d'envoi d'une partie diplomatique qui s'annonce longue et serrée. Son homologue turc, Ismaïl Cem, s'apprête, ce jeudi 3 février, à lui renvoyer amicalement la balle à Athènes. Du jamais-vu. D'autant que les chefs des diplomaties grecque et turque ont eu encore le loisir, entre ces deux visites officielles, de refaire le point, dans un cadre international, cette fois, au forum de Davos. Y aurait-il vraiment quelque chose de changé de part et d'autre de la mer Egée ?

Tout a commencé avec les tremblements de terre de l'été dernier, qui ont fourni l'occasion d'une solidarité réciproque. Puis il y a eu, en décembre, le sommet d'Helsinki et la levée du veto grec sur la candidature turque à l'Union européenne. Une affaire habilement négociée par le Premier ministre grec, Kostas Simitis, qui obtenait en échange, de ses partenaires, l'assurance que Chypre verrait enfin sa demande d'adhésion ratifiée sans attendre le règlement de son imbroglio national. Etape déterminante : Grèce et Turquie sortaient enfin d'un blocage de leurs relations qui risquait de s'éterniser.

Dans la capitale grecque, où la méfiance pourtant est de rigueur lorsqu'il s'agit de l'« ennemi héréditaire », tout le monde, bon gré mal gré, en convient : un nouveau climat s'est instauré dans les rapports gréco-turcs. Une détente que les gouvernements semblent décidés à cultiver. Mais la piste est minée : la sagesse commande d'y avancer à pas de loup. C'est ce que font pour l'heure, avec une apparente bonne volonté, Ismaïl Cem et Georges Papandréou à coups de sourires et de franches poignées de main.

La recette est élémentaire : on évite d'aborder les grandes questions qui, il y a encore quelques mois, amenaient les deux pays au seuil de l'affrontement armé. Silence donc sur Chypre, où la création du pseudo-Etat chypriote turc du nord de l'île, reconnu par la seule Turquie, est un sujet majeur de conflit. Silence également sur les querelles de souveraineté en mer Egée, où la Turquie, par ses mises en cause répétées de frontières établies, risque de détruire l'actuel statu quo. Ces deux dossiers sont trop brûlants pour qu'on les ouvre d'emblée. De part et d'autre, on se contente donc d'accords de moindre envergure sur le tourisme, l'environnement, une certaine coopération économique ou même – plus audacieusement – sur la lutte contre le terrorisme et le crime organisé. Mais ni la mise en place d'un « comité des sages » proposé par les Grecs ni la création, sur initiative turque, d'une commission mixte militaire et stratégique n'auront lieu : irréalistes, affirment les chefs des deux gouvernements. Une dynamique de sortie de crise est bel et bien engagée, mais elle est encore bien fragile, menacée par les pesanteurs du passé et l'intransigeance des faucons des deux pays, dont le poids n'est pas négligeable en cette année d'élections dans les deux pays. ● **Françoise Arvanitis**

GRÈCE - TURQUIE

Après un dialogue de sourds, une coopération prudente

Pour la première fois depuis trente-huit ans, un ministre des Affaires étrangères grec s'est rendu en Turquie en janvier. Mais, à Istanbul comme à Athènes, la presse est réservée sur la portée de ce rapprochement.

■ Accords

Le rapprochement entre la Grèce et la Turquie se fait sous le signe de la "diplomatie des petits pas". Lors de sa visite en Turquie, en janvier dernier, le ministre des Affaires étrangères grec, Georges Papandréou, a signé quatre accords, portant sur le tourisme, les investissements, la lutte contre le crime organisé et la protection de l'environnement. Lorsqu'il se rendra à Athènes, en février, le chef de la diplomatie turque, Ismail Cem, doit apposer sa signature sur quatre autres textes concernant la coopération dans les domaines scientifique, douanier, culturel et maritime.

Le poids des arrière-pensées

MILLIYET (extraits)
Istanbul

Il serait naïf de croire que le climat psychologique créé par le tremblement de terre d'août 1999 est à l'origine du rapprochement entre la Turquie et la Grèce alors que, jusque-là, le gouvernement grec avait toujours fait la sourde oreille aux multiples tentatives de dialogue faites par Ankara. Avant de se réjouir de ce brusque revirement de l'attitude grecque, on se demande si elle comporte une volonté réelle d'aboutir à des pas concrets et quelles seraient les vraies raisons qui ont incité Athènes à abandonner sa politique de *"tension contrôlée"*.

Le doute est d'autant plus permis que le Premier ministre grec, Costas Simitis, n'a pas répondu favorablement à l'invitation de son homologue turc, Bülent Ecevit, pour une visite officielle en Turquie. Quant à Georges Papandréou, le ministre des Affaires étrangères grec, il a évité, lors de sa visite [en Turquie] du 19 au 22 janvier 2000, de donner une réponse claire et nette aux étudiants de l'Université technique d'Ankara qui voulaient savoir si la Grèce allait lever son veto aux aides de l'Union européenne (UE) à la Turquie.

L'un des facteurs du changement est le scandale lié à l'arrestation du leader du mouvement terroriste PKK, Abdullah Öcalan. Le fait que l'ambassade de Grèce au Kenya ait caché ce criminel a failli mettre la Grèce sur la liste des pays soutenant le terrorisme. Et Athènes s'est rendu compte que, pour regagner confiance et crédibilité sur le plan international, il était indispensable de réviser son attitude envers la Turquie.

Le deuxième facteur est lié à Chypre. [L'île est divisée depuis 1974 après l'intervention de l'armée turque dans le nord, à la suite d'une tentative de coup d'Etat des Chypriotes grecs pour rattacher l'île à la Grèce.] Athènes souhaite l'adhésion de la République de Chypre [grecque] à l'UE, mais elle ne peut pas le faire sans l'accord de la Turquie, d'autant plus que la France, l'Allemagne, l'Italie et les Pays-Bas étaient opposés à l'ouverture de discussions à ce sujet avant le règlement du conflit chypriote. Finalement, lors du sommet de l'UE à Helsinki, en décembre dernier, la Grèce a accepté de lever son veto à la candidature d'adhésion de la Turquie à l'UE. En contrepartie, la Turquie a levé son opposition aux discussions concernant l'adhésion de Chypre.

On n'est plus, certes, dans le climat de crise permanente qui a dominé les relations jusqu'à ces six derniers mois, mais aucun des problèmes graves qui existent entre les deux pays n'a encore été abordé. Quoi qu'il en soit, on ne peut pas nier qu'un climat de paix et de confiance est indispensable à tout début de discussion des questions essentielles.

Sükrü Elekdag

Ouvrons enfin les dossiers qui fâchent

TO VIMA (extraits)
Athènes

Après la visite de Georges Papandréou en Turquie, c'est maintenant au tour du ministre des Affaires étrangères turc, Ismail Cem, de se rendre à Athènes [du 11 au 13 février]. Ainsi se boucle le cycle du *"rapprochement hésitant"* et se termine aussi la période de *"réchauffement"* des relations gréco-turques. Ce nouveau climat positif est largement dû aux efforts mutuels déployés par les ministres des Affaires étrangères des deux pays, qui ont à cœur de résoudre les problèmes qui divisent la Grèce et la Turquie depuis plusieurs décennies.

Aussi positif soit-il, le déplacement de M. Cem à Athènes marque également la fin de la partie facile de cette politique de rapprochement. Il va maintenant falloir aborder de front les problèmes qui fâchent, sérieusement et sans détour. Et c'est visiblement la Grèce qui devra faire le premier pas dans cette direction, puisque les Turcs ont publiquement affirmé qu'ils n'entendaient pas modifier leurs revendications. Naturellement, les deux pays ne peuvent plus ressortir les vieilles stratégies, qui étaient de rigueur jusqu'aux progrès réalisés lors du sommet de l'UE à Helsinki, en décembre 1999 *[voir ci-contre]*. On ne peut donc plus évoquer la mise en place d'un *"comité de sages"* pour proposer des solutions aux problèmes. Ni se limiter à faire avancer la confiance dans le domaine militaire, dans la mesure où même une intervention du secrétaire général de l'OTAN en ce sens a échoué. Le gouvernement grec doit donc démontrer qu'il veut aller au-delà de la création d'un simple climat positif ou de la signature de nouveaux accords de coopération. Il devra faire des propositions concrètes avec une liste de priorités et un calendrier précis.

Stathis Efstathiades

Iraqi Kurdish leader opposes bid to overthrow Saddam

AFP, February 5, 2000

DUKAN, Iraq, Feb 5 (AFP) - Iraqi Kurdish leader Jalal Talabani, in a change of policy, said Saturday he opposed efforts to overthrow President Saddam Hussein and that he remained in contact with the government in Baghdad.

In an interview with AFP, Talabani said he backed stronger trading links with Baghdad despite the almost decade-old political split between Saddam and the Kurds of northern Iraq.

"We believe in an overall democratic change in Iraq but we do not call for an overthrow of the regime," said the Patriotic Union of Kurdistan leader, in a shift from his past calls for Saddam to be toppled.

"We reject foreign plots against the Iraqi government and we will not take part in them," he said from Dukan in Sulaymaniyah province, which the PUK controls under a US security umbrella in defiance of Baghdad.

In July, Talabani charged Washington was "not serious" in its support for the Iraqi opposition and said its anti-Saddam policy was "doomed to fail because it is not focused on the forces of change inside Iraq."

The veteran PUK leader told an AFP correspondent based in the Iraqi capital: "We are not in favour of a break between our region and Baghdad.

"On the contrary, we want to reinforce economic, commercial and cultural relations ... We can continue to have our political differences but we are unified economically."

Baghdad's official newspapers are on sale in PUK-held areas and Iraqi businessmen are welcome, he said.

The PUK leader said he was "always in favour of dialogue, and we continue up until today to exchange verbal messages with the Iraqi government," despite the absence of a formal dialogue.

"We also discuss issues concerning water, electricity and dams through the intermediary of the United Nations or through mediators," said Talabani, whose party organised municipal elections on Thursday.

Northern Iraq has been outside Baghdad's control since the Kurds revolted against Saddam in the aftermath of the 1991 Gulf War over Kuwait.

Saddam's forces crushed the rebellion, triggering a massive exodus into Turkey and Iran. But Iraqi forces withdrew after US-led allies set up a safe haven for the Kurds.

The north is itself split in two, with the rival Kurdistan Democratic Party (KDP) controlling the western regions closer to Turkey. Fighting between the KDP and PUK cost more than 3,000 lives between 1994 and 1999.

Acknowledging that US mediation had so far failed to resolve the dispute with Massud Barzani's KDP, Talabani called for "the formation of a unified government and the holding of free elections."

Iraq's Kurds last went to the polls in 1992 resulting in a power-sharing arrangement between the PUK and KDP that lasted two years.

Turning to the United Nations, Talabani complained that "50 percent of the funds allocated to Kurdistan by the United Nations are still deposited in banks instead of being spent on essential projects."

He blamed "UN bureaucracy" but added that UN officials had promised during a meeting on Friday to help with infrastructure projects rather than limit their assistance to humanitarian work.

The Kurds receive a separate portion of revenues from the UN-authorised oil exports of Iraq, which has been under sanctions since its August 1990 invasion of Kuwait.

LE MONDE / MARDI 8 FÉVRIER 2000

Un attentat au mortier fait un mort au cœur de Téhéran

TÉHÉRAN
de notre envoyée spéciale

Officiellement c'est l'Organisation des moudjahidines Khalq (OMK), ou Moudjahidines du peuple - principal mouvement d'opposition armée au pouvoir iranien - qui est l'auteur de l'attaque au mortier qui a fait un mort et cinq blessés au cœur de Téhéran, samedi 5 février. L'organisation a elle-même revendiqué l'attentat, que la télévision officielle s'était déjà empressée de lui attribuer, avant même que le gouvernement ne l'accuse à son tour. Ces réactions en chaîne furent si automatiques qu'elles ont suscité les interrogations de certains éditorialistes, qui se sont refusés à prendre la piste OMK pour argent comptant.

L'attentat a été commis en début de soirée. Les tirs, d'après les gardiens de la révolution (les pasdarans), ont été déclenchés à partir d'un terrain vague très proche du lieu de l'attentat. Le bâtiment du Conseil de discernement des intérêts du régime - que dirige l'ancien président de la République, Ali Akbar Hachémi Rafsandjani - a été touché par un obus tombé à proximité. Une imprimerie toute proche, sur la grande avenue Vali-Asr, a subi des dégâts. Les bureaux de la présidence de la République sont à quelque 300 mètres de là. Le quartier est à la fois commerçant et très densément peuplé. La gravité de l'affaire tient à la fois à sa singularité, c'est le premier attentat au mortier ; à la cible choisie, le siège de l'une des plus importantes institutions de l'Etat, situé qui plus est au centre de la capitale ; et au choix du moment, la proximité des élections législatives, prévues le 18 février.

UN TISSU D'AMBIGUÏTÉS

Ce n'est pas la première fois que des attentats sont imputés aux *« hypocrites »*, comme on appelle ici les Moudjahidines, ou qui sont revendiqués par ces derniers. Les plus spectaculaires, au cours des deux dernières années, furent le meurtre du chef d'état-major adjoint, le général Sayad Chirazi, en 1999, et celui de l'ex-directeur de la prison d'Evin, l'année précédente. Mais la revendication de l'attentat de samedi est un tissu d'ambiguïtés.

L'OMK a réclamé la paternité de l'attaque, qu'elle a baptisée *« soulèvement de Téhéran »* et qui visait, à croire l'organisation, les bureaux du Guide de la république islamique, Ali Khamenei. Les Moudjahidines ont ensuite affirmé quelques heures plus tard, dans un communiqué publié en Irak, où ils ont leurs bases militaires, qu'ils ont bénéficié de complicités au sein du gouvernement iranien et qu'aucun membre de leur organisation n'a directement participé à l'attaque. L'un de leurs porte-parole aux Etats-Unis a déclaré à la chaîne américaine CNN que *« l'Iran est dans une situation instable »* et qu'une cinquantaine de militants ont attaqué trois divisions de l'armée dans les régions d'Ilan et de Kermanshah, dans l'ouest du pays.

Pour les Iraniens de tous bords interrogés par *Le Monde* et qui prennent au sérieux la piste des Moudjahidines, l'attentat de samedi est la preuve, s'il en fallait, qu'il s'agit d'un mouvement terroriste. Ces mêmes Iraniens ne pardonnent pas non plus à l'OMK de s'être alliée à l'Irak, toujours tenu ici, douze ans après la fin de la guerre qui a opposé Bagdad à Téhéran, pour l'un des pires ennemis de l'Iran. Pour le gouvernement, cet acte de *« terrorisme aveugle »* démontre que la République islamique est victime et non agent du terrorisme, comme on l'en accuse dans les pays occidentaux, singulièrement aux Etats-Unis. Aussi le ministère des affaires étrangères a-t-il demandé à la communauté internationale de prendre ses responsabilités, ce qui signifie, en clair, de cesser d'accorder l'asile aux Moudjahidines, ou de faire preuve d'indulgence envers eux.

Ceux des journaux réformateurs qui, tels *Entekhab Bayane* ou *Akhbar Eqtesad*, ne veulent pas tenir la piste Moudjahidines pour vérité indiscutable, se sont bornés à faire part de leurs doutes. Mais Morteza Mardiha, chroniqueur du quotidien *Asr-e-Azagédan*, n'a pas hésité quant à lui, dans des déclarations au *Monde*, à récuser la thèse officielle et la revendication des Moudjahidines. Convaincu de leur incapacité à organiser quoi que ce soit en Iran, il s'est déclaré *« convaincu que ce sont les ultra-intégristes purs et durs qui sont à l'origine de cette affaire »*.

UNE ÉTRANGE COÏNCIDENCE

M. Mardiha juge troublante l'étrange coïncidence qui a voulu que, quelques heures avant l'attentat, les rédactions des journaux de Téhéran aient reçu un communiqué d'une organisation, appelée « Fedayine de l'islam pur de Mahomet », proclamant son hostilité à l'amorce de l'ouverture que connaît l'Iran dans le domaine culturel, et promettant d'instaurer un islam véritable.

Mouna Naïm

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, FEBRUARY 7, 2000

Showdown in Iran

For nearly three years, reform-minded political leaders allied with President Mohammed Khatami have been challenging the power of Iran's clerical conservative establishment. This month's parliamentary elections could prove pivotal in that struggle. A strong reform majority could push for structural changes that would shift power over leading institutions from the clerics to the elected political leadership. Such changes would start transforming Iran from a clerical dictatorship to an electoral democracy and improve chances for better relations between Washington and Tehran.

Recent nationwide elections have shown that Mr. Khatami and his allies enjoy overwhelming popular support. But the ruling mullahs are engaged in intense political maneuvering to blunt the impact of any reformist parliamentary victory. By trying to thwart the will of the electorate, clerical leaders risk future discontent, and terrorist outbursts like Saturday's mortar attack on the residential palace.

More than half of Iran's voters are now under 30. Younger Iranians, especially women, are drawn by the promise of greater individual freedom, more democracy and less religious policing of ordinary life. In May 1997, Mr. Khatami defeated the clerical establishment's candidate by more than 2 to 1. In last year's municipal elections, reformers won nearly 70 percent of the vote.

Under Iran's current political order, Mr. Khatami's power is subordinate to that of the conservative clergy, led by the supreme religious leader Ayatollah Sayed Ali Khamenei. One of the many areas controlled by the mullahs is the screening of candidates. The clerics have been using this power to try to shape the parliamentary results in advance, throwing some 90 out of 290 candidates allied with Mr. Khatami off the ballot on religious grounds.

The most significant exclusion was that of Abdullah Nouri, a top vote-getter in last year's municipal elections and the reformers' most likely choice to lead Parliament if they should win a majority. In a separate action, religious courts sentenced Mr. Nouri to five years in jail for heresy.

The mullahs, recognizing that they have no chance to win a majority on their own, have formed a tactical alliance with Mr. Khatami's predecessor, Hashemi Rafsanjani. Mr. Rafsanjani, still a powerful figure, favors some elements of the reform program but is opposed to weakening the power of religious officials. The clerics hope that with politically experienced reformers like Mr. Nouri excluded from Parliament, Mr. Rafsanjani could become the legislature's dominant figure.

It is encouraging that the clerics recognize the strength of reform sentiment. But their response to it so far is shortsighted and possibly dangerous.

—THE NEW YORK TIMES.

PKK Want to Become Political Group

The Associated Press, Feb 9, 2000

ANKARA, Turkey (AP) – Abdullah Ocalan's Kurdish rebels are pushing forward with their drive to transform themselves from a guerrilla group to a political organization, reportedly renaming the group's political and armed wings.

The word ``Kurdistan'' will be dropped from the names, the Anatolia news agency reported. The rebel group is scheduled to hold a news conference at Parliament in Rome today where the changes are expected to be announced.

The name Kurdistan is deeply emotional in Turkey and among Kurds. Guerrillas of Ocalan's Kurdistan Workers Party or PKK have fought for the past 15 years for an autonomous region or state in Turkey's overwhelmingly Kurdish southeast, which they call Kurdistan. It is illegal to use the term Kurdistan in Turkey, which has said that it will never accept any division of its territory.

The PKK has said that its political wing, the Kurdistan National Salvation Front, will now be called the Democratic People's Units and its armed wing, the Kurdistan People's Salvation Army, will be called the People's Legitimate Defense Force, the semi-official Anatolia news agency reported.

The report did not say whether the umbrella group PKK would change its name. The group's political wing and the Brussels-based Kurdish television, Medya-TV, would not comment on the report.

The decisions were reportedly taken at the PKK's December conference in Iran. PKK leaders were scheduled to announce the outcome of that meeting at the news conference in Rome and will later discuss the results on Medya-TV.

Turkish commandos seized Ocalan in February and he is now on death row in a Turkish prison. He has said his group is no longer fighting for autonomy but only seeks minority rights.

In a message from his prison cell to the PKK meeting in Iran, Ocalan said that the group's use of violence has not helped them reach their goals.

``The current peace process should be deepened,'' the pro-Kurdish Ozgur Bakis newspaper quoted Ocalan as saying.

``Announcing to the world an end to the armed struggle and your determination for peace would have an important affect on the (Turkish) state,'' Ocalan was quoted as saying.

The rebel leader has declared a unilateral cease-fire and in August ordered his fighters to withdraw from Turkey.

Turkey does not recognize its 12 million Kurds as a minority and it is illegal in Turkey for Kurds to broadcast or teach in Kurdish.

Some 37,000 people have been killed as a result of fighting in the southeast. Most of those killed were Kurds.

Turkey has refuses to negotiate with the PKK and has demanded that all of the estimated 4,500 PKK fighters surrender with no preconditions.

Copyright 2000 Associated Press. All rights reserved.
This material may not be published, broadcast, rewritten or redistributed.

Syrian Kurds deprived of their citizenships

Kurdish Media - Feb 9, 2000
ELIASSI Baban - Kurdish Media Writer

It is estimated that between one a half million to two million Kurds live in Syria. Since the Syrian government, like the other countries who have divided Kurdistan, does not give a relatively exact number of Kurds within Syria, so one can only estimates.

Syrian government pretends that it is a close friend of Kurds and support the Kurdish issue. This is far from the realities and the situation in which Kurds live in Syria confirms this argument.

It is not only the right of being Kurdish and the right of Kurdish national that the Syrian government do not recognize, but also deprives a great number of Kurds from their Syrian national rights.

The infamous statistics, in province of 'Hesseke' in 1962, deprived 150 thousand Kurds of their Syrian citizenship and were considered as strangers. These Kurds, now their numbers multiplied, have not the same rights as other Syrian citizens. For example, they cannot buy properties, shops, lands or even cars. They have not also work-permits in order to work in governmental administrations and institutions.

Because of these discriminations, this sector of Kurds cannot live normally and consequently live in very poor conditions with a low standard of live.

Iranian general warns Iraq over rebel attack

SUARA MERDEKA - Feb 9, 2000

TEHRAN (Agencies): The chief of Iran's Revolutionary Guards warned Baghdad on Monday to rein in Iraq-based Mujahideen rebels after their deadly mortar attack on the Iranian capital.

"The hypocrites with help from Iraq cross our borders for blind operations targeting defenseless people," state television quoted Gen.Yahya Rahim Safavi as saying.

"The Guards hope. ..Iraq will prevent the hypocrites from entering Iran's soil. If not, Islamic Iran will deliver a firm response."

The Mujahideen Khalq, which has military bases in neighboring Iraq, has claimed responsibility for the attack around the presidential palace late on Saturday, which killed one person and injured six.

Iraq's support for the rebel group has been a main obstacle to efforts by the two neighbors to normalize relations, 12 years after the end of their 1980-1988 war.

Safavi did not say whether Iranian forces planned to attack rebel bases in Iraq, as they have done in the past. "The (Mujahideen) are the military arm of the Iraqi regime and their mercenaries to suppress Iraqi people," he said.

The Mujahideen often claim responsibility for cross-border attacks and explosions in Iran.
They said the latest attack was directed at the office of Iran's supreme clerical leader, Ayatollah Ali Khamenei, and other nearby office buildings.

The Mujahedeen-claimed attack, apparently with mortars, damaged the offices of the Expediency Council, a powerful official arbitration body headed by former president Akbar Hashemi Rafsanjani.

But most of the injured were said to be passers-by.

Tehran denounced the attack as a criminal act designed to disrupt the 21st anniversary of the Islamic Revolution, to be formally commemorated later this week, and this month's parliamentary polls.

"If Iraq does not prevent the infiltration of the counter-revolutionaries on to Iranian soil Iran and its armed forces will riposte strongly,"Safavi warned, pinning responsibility for the rebels' activities firmly on Baghdad.

He noted that the Revolutionary Guards had "the task and duty of defending Iran's frontiers and ensuring security in the border zones."

Safavi expressed the hope however that the Iranian government would prevent further attacks by political means.

In Baghdad, Iran's main armed opposition said on Monday it foiled a missile attack on one of its camps inside Iraq, as Tehran threatened retaliation for a series of explosions in the Iranian capital.
The People's Mujahedeen said its fighters on Sunday found six 107-mm missiles equipped with electronic timers just minutes before they were primed to fire at its Anzali camp, 40 kilometers from the Iranian border.

"Thanks to the speed and vigilance of the Mujahedeen patrol guards, the missiles and a booby trap were disabled before they could act," the Iraq-based group said in a statement.

It said the camp, near the Iraqi town of Jalawla, had been the target of Iranian air raids in September 1997 and May 1993.

For promoting peace in Kurdistan, Turkey confiscated a periodical

LONDND (Kurdish Media) Feb 9, 2000 - Ahmet Zeki Okçuoglu, the editor-in-Chief of Serbestî, highlighted to 'Kurdish Media' that his organization has been subject to the Turkish police harassment and his periodical has been confiscated for promoting a democratic and peaceful solution to the Kurdish issue.

"Turkish government, however, on one hand claims that the "Kurds resort to the violence", while on the other hand the very government keeps oppressing those circles of Kurds who advocate a democratic solution for the Kurdish question." Mr Okçuoglu said in his statement.

Mr Okçuoglu to the Kurdish Media has been published below.

EU Candidate Member Turkish State Continues To Harass People Due To Their Thoughts

Ahmet Zeki Okçuoglu - Editor-in-Chief of Serbestî

Maintaining a liberal-democratic stand, pro-Kurdish review Serbesti has been published for over a year. As it was declared in its first issue, Serbesti aims to contribute to the solution of Kurdish question within an acceptable legitimate context. Turkish government, however, on one hand claims that the "Kurds resort to the violence", while on the other hand the very government keeps oppressing those circles of Kurds who advocate a democratic solution for the Kurdish question by trying to develop solutions on such a basis. As a result of such illegitimate practice of the state, of the totally six issues of Serbesti published so far, second issue and sixth issue which was published just a few days ago, have been confiscated. The trial at Istanbul State Security Court which was brought up against the second issue of Serbesti on the grounds of violating the Anti-Terror Law, was suspended in accordance with the amnesty declared for press crimes after Turkey's acceptance to EU candidateship, provided that it would be put on force if the same crime was committed again.

Assuring that if it was granted EU candidateship, it would soon stop describing freedom of thought as a crime, and cancel all the laws that ban the freedom of thought, the Turkish government, by confiscating Kurdish review Serbesti, has demonstrated that it has no intention to take any democratic steps.

We refuse this illegitimate practice enforced to Serbesti and call on all democratic circles and human rights activists who wish a solution to Kurdish question on the democratic basis, to oppose such unjust practices.

And on this occasion, we denounce western governments who oppose the unjust practices in Bosnia, Kosovo, Chechnya and Cyprus but who nonetheless not

only dismiss the screams of the Kurds but also contribute to the repression imposed on Kurds by arming Turkish militarism.

++++++++++++++++++++++

La rébellion kurde tente de muer pour devenir une organisation politique

ANKARA, 9 fév (AFP) - 18h06 - Les rebelles kurdes du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) ont annoncé mercredi les grandes lignes d'une "nouvelle stratégie" qui doit transformer la guérilla armée en organisation politique.

Dans un communiqué reçu par l'AFP à Ankara, le PKK a présenté les résultats de son 7-ème congrès, tenu en janvier en un lieu non précisé, qui a confirmé l'abandon de la lutte armée lancée en 1984 et précisé comment il compte se transformer en mouvement pacifique.

Le PKK y abandonne au passage son but de créer un Etat kurde indépendant, longtemps contenu dans son programme, et se dit désormais "un parti qui vise à la transformation démocratique et au développement d'un règlement de la question kurde en Turquie".

La base de la "nouvelle stratégie" du parti est "la lutte politique démocratique".

Dans ce cadre, son aile militaire, l'Armée populaire de libération du Kurdistan (ARGK) "doit être changée et réorganisée comme une force de défense du peuple". L'aile politique, le Front national pour la libération du Kurdistan (ERNK), doit être remplacée par une "Union démocratique du peuple" chargée de "développer les organisations légales et la lutte politique démocratique dans tous les domaines".

Le Comité central, un terme aux connotations marxiste-léninistes, est remplacé par une "Assemblée du parti". Une nouvelle direction a été désignée et le chef du PKK, Abdullah Ocalan, condamné à mort pour trahison et emprisonné sur l'île d'Imrali (ouest), a été élu "secrétaire général".

Pour réussir sa mue, le PKK appelle "tous les cadres du parti, notre peuple et nos amis à se renouveler".

Il indique avoir adopté un "projet de paix" et se dit prêt à travailler avec quiconque "dans le cadre de projets justes et raisonnables pour réaliser la solution pacifique et démocratique".

Il prône enfin une grande campagne pour obtenir "la liberté de travail politique pour le président Apo (NDLR: diminutif d'Ocalan) et la paix pour le Kurdistan".

Or, le Premier ministre turc Bulent Ecevit s'est récemment agacé des nombreux communiqués diffusés par le chef rebelle depuis sa prison via ses avocats, et lui a enjoint de se taire.

Avec cette nouvelle stratégie, le PKK entérine la ligne de conduite tracée par Ocalan depuis le début de son procès en mai.

Mais il y a peu de chance que l'Etat turc accepte un PKK même révisé, alors qu'il le tient pour un mouvement terroriste, responsable des 36.500 morts qu'ont fait les violences liées à la rébellion.

La Turquie a toujours refusé de considérer le PKK comme un interlocuteur et l'armée turque a rejeté les appels à la paix d'Ocalan comme de la propagande, s'affirmant déterminée à pourchasser jusqu'au bout les rebelles qui ne se rendraient pas, et multipliant pour ce faire les incursions dans le nord de l'Irak.

Privé de son chef charismatique, expulsé de Syrie en octobre 1998 avec ses militants, le PKK est aussi affaibli par des divisions. Des dissidents, réunis au sein d'une "Initiative kurde en Europe", ont récemment critiqué l'abandon de la lutte armée comme une "concession historique".

Et le comité central du PKK avait reconnu que ses appels à un retrait de Turquie des combattants à partir de septembre avaient été ignorés par au moins deux unités rebelles armées, qui avaient choisi de rester pour se battre.

La confirmation de l'abandon de la lutte armée est en tout cas rassurante pour Ocalan: le gouvernement turc a décidé mi-janvier de suspendre son exécution, en réponse à une demande de la Cour européenne des droits de l'Homme. Mais il y avait mis une condition: que le PKK et ses sympathisants se tiennent tranquilles.

PKK renames its political and armed wings

- Dropping the word 'Kurdistan' from the names the PKK is trying to shed its image as a bloody-handed terror organization
- The organization's actions conflict with its rhetoric. Noting that the PKK announced in the past it was abandoning the armed struggle, terrorism experts say it is interesting that the group has now decided to bolster its armed units, renaming these as the 'People's Legitimate Defense Force.' They believe that this decision attests to a PKK intention to resume armed struggle 'under more conducive conditions'
- Meanwhile, PKK representatives faxed messages to the press to announce that they were abandoning armed struggle and that from now on they will struggle for 'Kurdish rights' within a 'peace and democratization framework'

Ankara - Turkish Daily News

At its so-called "seventh congress," the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) made decision to rename its political and military wings in an attempt to shed its image as a bloody-handed terror organization, the Anatolia news agency reported on Wednesday. The word "Kurdistan" will be dropped from the names.

PKK representatives faxed messages to the press to announce that they were abandoning the armed struggle and that from now on they will struggle for "Kurdish rights" within a "peace and democratization framework."

The organization is renaming ERNK, its political-propaganda wing and ARGK, its armed wing, "without

10 February 2000, Copyright © Turkish Daily News

altering their functions." From now on it will call the ERNK the "Democratic People's Union" and the ARGK the "People's Legitimate Defense Force."

Terrorism experts point out that despite the declarations it made to the public in the past, the PKK in fact intends to bolster its armed units and aims to set up a separate state on part of the territory of the Republic of Turkey.
These experts say it is interesting that the group has now decided to bolster its armed units, renaming these as the "People's Legitimate Defense Force." They believe that this decision attests to a PKK intention to resume the armed struggle "under more conducive conditions."

Actions not in line with the rhetoric

In the wake of its "congress," the PKK announced to its sympathizers and to the general public, that the goal of setting up a state was "wrong" and that the goal was being abandoned. Yet it has continued to use the word, "Kurdistan" and some of its decisions conflict with the aforementioned announcement.

For example, at its "congress," the PKK decided to "intensify the political struggle" by launching a campaign with the slogan, "Freedom for Abdullah Ocalan, Peace for Kurdistan," and to prepare "an encyclopaedia of Kurdish history."

Furthermore, acting as if it were the "government" of Eastern and Southeastern Anatolia, the terrorist organization has reportedly taken decisions to encourage border trade, to create new commercial centers in suitable places, "to give priority to Kurdistan's interests in diplomatic relations with the Republic of Turkey," to set up schools -- including universities -- to educate "the people of Kurdistan", to keep the activities of the People's Democratic Party (HADEP)-held municipalities under control "in line with the interests of the people of Kurdistan" and that all press and broadcasting, cultural and artistic activities "in Kurdistan" should be carried out "under the PKK's responsibility and with the PKK's permission."

One of the decisions taken at the PKK "congress" envisages "education in the Kurdish language in a way that would disrupt Turkey's political and cultural integrity" and the securing of "minority status."

The PKK "congress" also decided to make preparations for its militants to lay down their arms in return for a potential amnesty for all terrorists, including PKK chieftain Abdullah Ocalan.

PKK announcement

Meanwhile, PKK representatives first canceled a press conference scheduled to take place in Rome on Wednesday, then sent fax messages to the press in what some observers saw as a "formal announcement" that the PKK is "halting its war" against Turkey. They announced that they will struggle for Kurdish rights within the framework of peace and democratization from now on.

The statement said, "The democratic political struggle has been adopted to be applied in all arenas as the basic form of struggle." The PKK said its "congress," which met in January in the mountains of Iran, "has confirmed the decision of our party leader to stop the armed struggle."

"The resolution of the Kurdish question within the framework of peace and democratization ... will mean see us pave the path of peaceful and democratic unity in the Middle East," the group said.

Tests Reveal Russian Ship Had Iraqi Oil, Violating Ban

By Roberto Suro
Washington Post Service

WASHINGTON — Chemical tests on the cargo of a Russian tanker seized by the U.S. Navy confirm that the vessel was smuggling oil products out of Iraq in violation of UN sanctions, according to William Cohen, U.S. defense secretary.

The tanker, the Volgoneft-147, was escorted to Oman, where it will be treated under local law, Mr. Cohen said. Under standard procedures, the cargo would be sold as contraband.

Russia has repeatedly protested the seizure, claiming that the privately owned tanker was carrying legal cargo from Iran. Moscow and Washington have long been at odds over treatment of Iraq, and the tanker incident has again highlighted their disagreement.

But Mr. Cohen said of the incident, "I don't think it will have any impact on relations" with Russia, according to the Pentagon spokesman Kenneth Bacon.

U.S. surveillance satellites and aircraft tracked the Russian ship as it took on cargo at an Iraqi port and then slipped down the Gulf, hugging the coast of Iran, American officials said. Two U.S. warships assigned to the international naval squadron enforcing the sanctions on Iraq intercepted the tanker as it left the Gulf through the Strait of Hormuz.

Any doubt as to the tanker's port of call were resolved almost as soon as the American boarding party jumped off its

helicopters, Mr. Cohen said. "There was also an Iraq naval officer aboard the ship, so it is pretty clear," he added.

The presence of an Iraqi officer aboard a smuggling ship is highly unusual, according to a U.S. official. No evidence points to a calculated Russian effort to break the embargo on Iraq, and there is no reason to believe that the Volgoneft-147 was operating with the knowledge or consent of the Russian government, U.S. officials said.

Last year, the multinational inspection force in the Gulf queried 2,400 ships, boarded 700 and diverted 19. The last time a Russian ship was boarded or diverted was in 1998.

The Volgoneft-147 carried a load of gasoil, a refined product often used as diesel fuel. Samples were flown to the U.S. Customs Service laboratory in San Francisco. The sample's chemical signature was then compared with those in a library of 3,000 reference samples collected worldwide. In this case, a positive match showed that the tanker's cargo came from an Iraqi well.

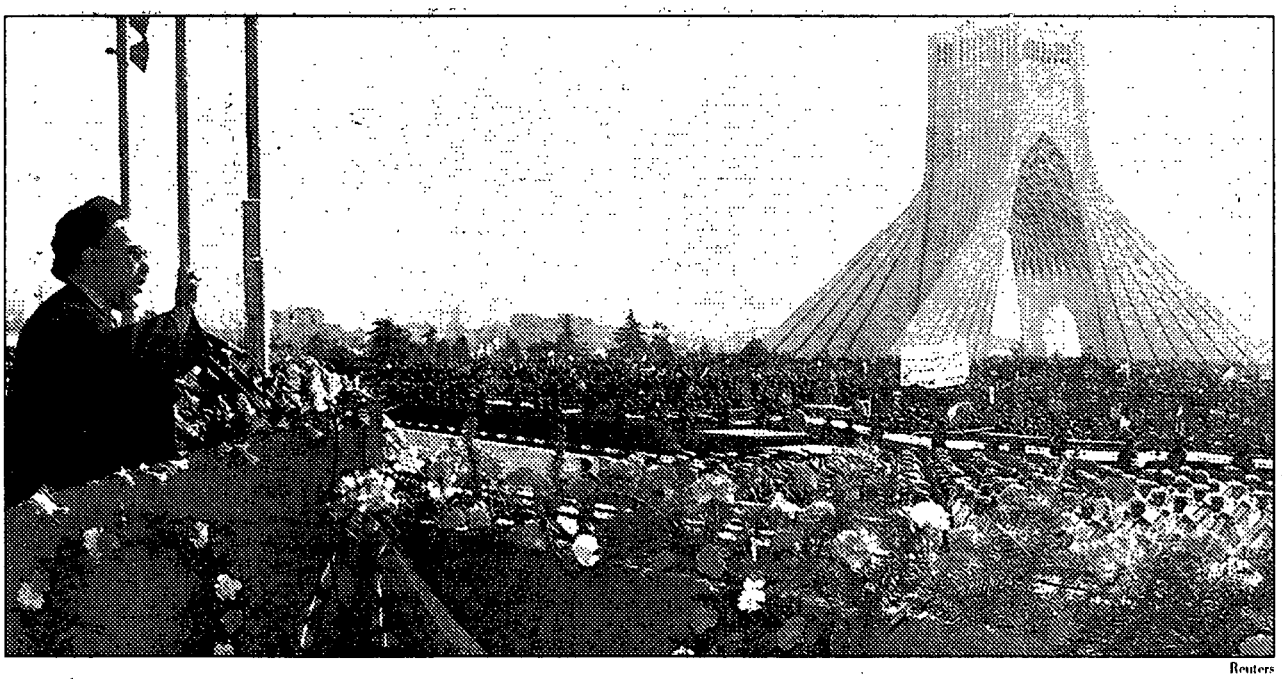
UN sanctions in the wake of the 1991 Gulf War ban Iraq from many forms of international commerce.

■ Russians Skeptical of Tests

Russian oil officials on Monday cast doubt on the results of the U.S. tests, news agencies reported from Moscow.

"Chemical analysis of the cargo was conducted without the presence of specialists from the Russian side, and naturally there is no confidence in the accuracy of the analysis results," said Stanislav Bulgakov, the shipping director of the Transpetro-Volga company, which owns the vessel.

The tanker, meanwhile, docked in Oman on Monday and will be free to leave once its cargo is discharged, a senior Omani official said. *(AP, Reuters)*



Reuters

President Khatami addressing a huge crowd in Tehran on Friday, the 21st anniversary of the Islamic revolution.

Iranian Throng Hears Khatami Appeal

Agence France-Presse

TEHRAN — As hundreds of thousands gathered Friday in central Tehran to celebrate the 21st anniversary of the Iranian revolution, President Mohammed Khatami made an impassioned plea for his reform agenda.

Amid the state-organized pomp and traditional anti-American sloganeering, Mr. Khatami appealed for a mass turnout for the elections next week for Parliament, which is now dominated by conservatives and which has stymied much of his agenda.

"If the government had a cooperative Parliament we could move forward with more confidence," he said, urging Iranians to turn the elections Friday into a vote of confidence for his presidency.

"Let us make Feb. 18 another May 23," he told the crowd in a reference to the date of his landslide election in 1997. "We are in the midst of a fundamental political, scientific, economic and technical evolution."

Mr. Khatami's speech capped the hours-long ceremony, an annual event staged by the clerical leadership to mark the fall of the shah and the 1979 victory of the Islamic revolution.

The square where the rally was held was the site of some of the most fervent anti-shah demonstrations before he fell, and the rally had all the trappings of Iran's great state demonstrations — a swelling military chorus, with dozens of paratroopers drifting down.

The rally concluded Iran's "10 Days of Dawn" — state celebrations held each year to commemorate Feb. 1, 1979, the date Ayatollah Ruhollah Khomeini returned from exile in France.

As the masses poured down Revolution Street into the square Friday, with religious songs blasting from loudspeakers, many acknowledged that they had come out of a sense of duty stirred up by the state media.

"We obey what they tell us to do," said Ahmad Pourmaleki, a 45-year-old restaurant cook wearing a bright-blue headband reading "Down With America." "We're here to smack the United States in the mouth."

Hassan Ismaili, a worker who enthusiastically waved the green flag of Iran's elite corps of Revolutionary Guards, said he had come in hopes that Mr. Khatami would pledge to improve the hobbling economy.

"We're hoping he will listen to the people more," he said. "He must make some economic changes."

Like Mr. Ismaili, the crowd was overwhelmingly from the large working class, a constituency that Mr. Khatami needs to help him win a majority in Parliament and push through his social and political reforms

FEBRUARY 10, 2000
INTERNATIONAL Herald Tribune

Kurd Rebels Affirm Call By Ocalan To End War

But Some Guerrillas Have Vowed to Press Battle Against Turkey

By Stephen Kinzer
New York Times Service

ISTANBUL — Kurdish rebels who have been fighting for self-rule in Turkey since 1984 announced Wednesday that they had given up their war and would press their cause "within the framework of peace and democracy."

Since the rebel leader Abdullah Ocalan was captured a year ago, he has repeatedly urged his fighters to lay down their weapons. Wednesday's announcement, by his Kurdistan Workers Party, was the first that officially declared the rebels' willingness to do so.

The statement said that the party held an "extraordinary congress" last month and that delegates "confirmed the decision of the party leader to stop the armed struggle."

"It is in everyone's interest," the statement said. "It means paving the way toward peaceful and democratic unity in the Middle East."

The rebels asserted, however, that their decision was "inseparable" from Mr. Ocalan's fate. He has been sentenced to death, but the government has said it will not carry out the sentence before it is reviewed by the European Court of Human Rights. The review is expected to take at least a year.

Mr. Ocalan's group is believed to have about 4,500 active fighters. And although most are considered loyal to him and therefore likely to accept the decision, a few have denounced him as a traitor and vowed to continue fighting.

Combat has already subsided in the mostly Kurdish provinces of southeastern Turkey. The statement suggested that the region might slowly return to a semblance of normality after a conflict that has taken more than 30,000 lives.

But there is no sign that the Turkish authorities are prepared to accept disarmed rebels into the political system.

Military commanders and their civilian supporters, including Prime Minister Bulent Ecevit, have indignantly rejected overtures from Kurdish nationalists in recent months. They not only consider the rebels to be terrorists whose movement is devoid of political content but also insist that the rebels must surrender unconditionally and face prosecution.

Still, there have been a few vague signs that the climate may be starting to change. In a recent case before the State Security Court, where suspected rebels and their sympathizers are tried, military judges allowed a Kurdish woman who spoke no Turkish to be accompanied by a translator. Lawyers said it was an extraordinary concession, since the use of Kurdish in courts and other public offices is normally forbidden.

Foreign Minister Ismail Cem recently amazed many people here when he told an interviewer that he believed Kurdish-language television broadcasts, which are now forbidden, should be allowed.

Several dozen Kurdish intellectuals and politicians announced last month that they planned to form a political party, so Kurds could have a new way to express their views within the political system.

The existing pro-Kurdish political party, People's Democracy, shocked the political establishment last April by winning mayoral races in nearly every important city in the southeast. Prosecutors are seeking to outlaw the party on the grounds that it supports separatism.

Kurds traditionally use the word Kurdistan to describe the region of Turkey where they live, along with mainly Kurdish adjoining regions of nearby countries. But that word is anathema in Turkey, where the authorities interpret it as an implicit call for separatism.

Evidently reacting to that concern, the rebels announced in their statement that they would drop the word from the names of their various wings. Its militarized wing, which was officially known as the Kurdistan People's Salvation Army, is now to be called the People's Salvation Army. One of its political arms, the Kurdistan National Salvation Front, has become the Democratic People's Union.

But political analysts said Turkey would have to recover from the war's trauma before former rebels could be welcomed into the political arena.

"It will happen, because it has to happen," said a retired Turkish diplomat who spent years defending the uncompromising position against Kurdish nationalism. "But it will take time. It took a long time for Israel to bring itself to sit down and talk with terrorists. It took a long time for Spain and also for England. Here in Turkey, I don't think it can happen with Ecevit and this group in power."

---

mercredi 9 février 2000,

Turquie: le PKK renonce à la lutte armée

ANKARA (AP) -- Le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) a annoncé mercredi qu'il renonçait à la lutte armée contre la Turquie et qu'il poursuivrait son combat pour les droits des Kurdes ``dans le cadre de la paix et de la démocratisation".

Cette décision entre dans la nouvelle stratégie du mouvement séparatiste kurde d'Abdullah Ocalan, condamné à mort, qui, ayant subi de graves revers contre l'armée, souhaite se transformer en formation politique à même de négocier avec le gouvernement. Une évolution saluée par l'Europe, mais Ankara considère toujours le PKK comme une organisation terroriste.

Selon le communiqué envoyé à la presse, le Congrès du PKK, qui s'est tenu en janvier dans les montagnes iraniennes ``a confirmé la décision du chef du parti d'abandonner la lutte armée".

Le PKK a décidé de réformer ses branches armée et politique et de supprimer dans leur nom la référence au Kurdistan, vocable illégal en Turquie.

L'aile politique du PKK s'appelera désormais l'Union démocratique du peuple et sa branche militaire la Force de défense du peuple.

Ankara estime qu'il y a environ 4.500 combattants du PKK principalement dans les montagnes, à la frontière iranienne et irakienne, et exige leur reddition. Depuis 15 ans, le conflit entre les séparatistes et l'armée turque a fait quelque 37.000 morts, principalement des Kurdes.

Le mouvement a réélu à sa tête son fondateur, Abdullah Ocalan, favorable à l'abandon des armes, et dont le sort reste pour ses partisans ``inséparable" de l'effort de pacification de la lutte. La Turquie a suspendu l'exécution en attendant l'avis de la Cour européenne des droits de l'Homme, ce qui pourrait prendre jusqu'à deux ans.

Le PKK abandonne la lutte armée

L'organisation séparatiste kurde de Turquie dont le chef, Abdullah Öcalan, est condamné à mort, se présente désormais en parti politique

Le Monde
VENDREDI 11 FÉVRIER 2000

ISTANBUL
de notre correspondante

A l'issue de son septième congrès, tenu secrètement dans les montagnes du Kurdistan iranien ou irakien, le conseil présidentiel du PKK, instance dirigeante du Parti des travailleurs du Kurdistan depuis la capture le 15 février 1999 de son leader historique Abdullah Öcalan, a annoncé que les rebelles kurdes ont officiellement décidé de mettre fin au conflit armé qui, depuis 1984, a fait plus de 37 000 morts (kurdes pour la plupart) et plus de deux millions de déplacés au Kurdistan turc.

« Notre congrès a confirmé la décision du chef du parti de cesser la lutte armée », a indiqué mercredi 9 février un communiqué du PKK, confirmant les multiples appels à la paix lancés par Abdullah Öcalan, condamné à mort pour trahison en juin 1999, depuis l'îlot-prison d'Imrali où il est détenu. Le PKK veux changer son image et se présente désormais comme une organisation politique luttant pour les droits des Kurdes dans le cadre du système démocratique. Il a ainsi modifié son logo, remplaçant le marteau et la faucille, résidus de ses origines marxistes-léninistes, par une torche encastrée dans une étoile.

En Turquie, la nouvelle a fait peu de bruit. Les *« manœuvres politiques »* du PKK y sont perçues comme purement « cosmétiques », visant à sauver la peau d'Öcalan. Les autorités ont refusé de commenter le communiqué du PKK : le gouvernement a plusieurs fois affirmé qu'il ne négocierait jamais avec l'organisation armée kurde et exige la reddition totale de ses combattants. L'armée admet que les affrontements sont désormais sporadiques. Mais les militants du PKK n'ont pas tous quitté le territoire turc ni déposé leurs armes, et un groupe de renégats du parti poursuit les combats. Reste que l'année écoulée a permis à l'opinion d'exorciser le spectre du PKK, longtemps perçu comme l'ennemi le plus dangereux de l'Etat turc. Son dirigeant, Abdullah Öcalan, faisait figure de démon. Son attitude durant son procès, où il est apparu amoindri et contrit, luttant pour sa survie, a contribué à calmer les esprits, après l'hystérie nationaliste qui avait suivi son arrestation. Le fait que le dirigeant ultra-nationaliste Devlet Bahçeli accepte désormais de surseoir à l'exécution d'Öcalan, malgré la pression des supporters de son parti et, en particulier, des familles des soldats tombés au combat, illustre l'évolution de la situation.

Car si le désir de revanche demeure, le PKK, à bout de souffle, n'est plus considéré comme une menace sérieuse. Le premier ministre, Bülent Ecevit, a néanmoins conseillé récemment à Öcalan de se taire, faute de quoi la procédure menant à son exécution serait remise en route. Les déclarations, fréquentes, du rebelle kurde, transmises par ses avocats, provoquent encore de fortes réactions. Le ministre de la justice a même menacé d'imposer de fortes amendes, voire des peines de prison jusqu'à cinq ans, aux membres de médias qui *« aident une organisation terroriste »* en relayant ses déclarations politiques.

ANKARA INTRAITABLE

Quinze ans de combat, une région dévastée, des centaines de villages détruits et des dizaines de milliers de victimes : le bilan de cette guerre qui n'a jamais dit son nom est lourd. En termes concrets, les Kurdes n'ont pas obtenu grand-chose. Le droit à l'éducation dans leur langue, la radio et la télévision leur sont officiellement toujours interdits, même si, dans les faits, le kurde est toléré sur certaines stations de radio locales. L'arrêt des combats permet d'espérer que le développement économique pourra reprendre dans le sud-est anatolien, mais il faudra des investissements importants pour sortir la région de sa pauvreté.

Avec l'annonce de son cessez-le-feu officiel, le PKK espère faire pression sur la Turquie, désormais candidate à l'Union européenne. Le gouvernement ne semble cependant pas prêt à faire des concessions aux Kurdes : les réformes, si et quand elles auront lieu, seront vraisemblablement introduites dans le cadre d'un processus de démocratisation général, plutôt que dans le cadre d'une résolution spécifique du conflit kurde.

Nicole Pope

Les habitants du Kurdistan irakien rêvent d'une paix oubliée par Kamal TAHA

AFP
10 février 2000

SOULEIMANIEH (Irak), 10 fév (AFP) - "Nous sommes fatigués d'entendre les bruits des fusils. Nous rêvons de paix, de sécurité pour le Kurdistan": Moustapha Hussein, un marchand de légumes de Souleimanieh, au nord de l'Irak, est lassé par 20 ans d'affrontements dans la région.

Ce commerçant de 45 ans, qui vend des légumes à Achti --paix, en kurde--, un quartier de la vieille ville de Souleimanieh, raconte la vie difficile dans le nord de l'Irak, épuisé par la guérilla kurde contre Bagdad dans les années 80, la guerre du Golfe en 1991 et les combats interkurdes depuis.

"Je sais qu'ailleurs dans le monde, les gens n'aspirent qu'au progrès, mais nous, on aimerait bien revenir dix ou vingt ans en arrière", dit-il.

Aïcha Ahmad, 60 ans et mère de dix enfants, assure que "les conditions de vie difficiles nous éreintent".

"La salaire de mon mari suffit à peine, par exemple, l'électricité est coupée 22 heures par jour et nous devons consacrer une partie de notre argent pour nous procurer du courant par d'autres moyens", explique-t-elle.

"Il n'y a plus de classe moyenne, seulement des riches et des pauvres", dit Aïcha Ahmad.

Le salaire moyen dans le Kurdistan est d'environ 350 dinars par mois, soit 18 dollars au taux courant du billet vert. Mais les emplois sont rares, tous les travaux de développement étant arrêtés, et les seules perspectives sont le commerce ou la contrebande avec l'Iran voisin.

Les marchés de Souleimanieh regorgent de marchandises iraniennes, dont les textiles, ainsi que turques, comme les pâtisseries et les boissons alcoolisées, mais elles sont hors de portée de la plupart des habitants.

Des files de camions turcs chargés de vivres, de savons et de textiles se suivent le long de la route menant à Souleimanieh, ainsi que des camions irakiens qui transportent notamment du tabac vers Bagdad et reviennent chargés de légumes.

"Nous tentons de bâtir une économie, de créer des fermes, de développer les usines de textiles, de ciment et de tabac dans notre province pour alléger un peu le chômage", affirme Jamal Fouad, "ministre" de la Coopération et de l'aide humanitaire du "gouvernement" de l'Union Patriotique du Kurdistan (UPK) qui contrôle la région.

"Mais nous manquons surtout de courant électrique en raison de la faiblesse des pluies cette année et de la difficulté d'obtenir des aides extérieures", ajoute-t-il.

Selon le dernier recensement effectué en 1986, le Kurdistan irakien abritait quelque trois millions de personnes. La région est divisée entre les zones tenues par l'UPK et celles sous contrôle du parti kurde rival, le Parti Démocratique du Kurdistan (PDK), que de sanglants affrontements ont opposés depuis 1994, faisant plus de 3.000 morts.

Les deux partis, réunis à Washington en juin dernier, s'étaient entendus sur des mesures de normalisation. Mais "ce qui a été accompli de l'accord de Washington avec le PDK est seulement l'échange de prisonniers", affirme Adel Murad, responsable de l'information du l'UPK.

"La question des revenus douaniers" prélevés par le PDK à la frontière avec la Turquie, "de l'ouverture de bureaux de chaque formation dans les zones du parti rival, de la liberté de commerce et du retour des réfugiés n'ont pas encore été réglées", a-t-il souligné.

Bien que Bagdad fournisse aux provinces kurdes, qui échappent à son contrôle depuis 1991, l'essence à prix subventionnés, les quantités ne suffisent pas à combler les besoins des habitants.

Récemment, l'UPK a construit une petite raffinerie près de Souleimanieh, en comptant sur le savoir-faire d'ingénieurs et de techniciens kurdes, a indiqué à l'AFP M. Jalal Talabani, le chef de l'UPK.

AFP

La Turquie restreint les contacts entre Ocalan et ses avocats

ANKARA, 12 fév (AFP) - 13h13 - Les autorités turques ont réduit la fréquence et la durée des visites que les défenseurs du chef rebelle kurde Abdullah Ocalan sont autorisés à rendre à leur client dans l'île-prison d'Imrali (ouest), a indiqué samedi l'un des avocats.

"Depuis le 24 janvier, nous ne sommes autorisés à le voir qu'une fois par semaine pendant une heure", a déclaré à l'AFP Me Dogan Erbas.

Jusqu'alors, les défenseurs du chef du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) avaient le droit de lui rendre des visites de deux heures deux fois par semaine.

Une lettre des avocats demandant à être reçus au ministère de la Justice est restée à ce jour sans réponse, selon Me Erbas. "Si cela continue, nous saisirons la Cour européenne des droits de l'Homme car, à notre avis, il s'agit d'une restriction des droits de la défense", a-t-il dit.

Me Erbas a indiqué que depuis la mi-janvier, les défenseurs s'abstenaient de diffuser des déclarations écrites d'Ocalan, les dirigeants turcs, dont le Premier ministre Bulent Ecevit, ayant averti que "Imrali n'est pas une tribune politique". "Nous ne voulons pas faire monter la tension", a expliqué l'avocat.

Abdullah Ocalan a été condamné à mort en juin dernier pour trahison et séparatisme. Ankara a suspendu le processus d'exécution en janvier, suivant une demande de la Cour européenne des droits de l'Homme, dont le siège est à Strasbourg, qui a réclamé un sursis en attendant d'avoir statué sur le fond.

AFP

20.000 personnes manifestent en faveur d'Ocalan

STRASBOURG (France), 12 fév (AFP) - 17h17 - Quelque 20.000 personnes, selon les organisateurs, plus de 15.000 selon la police, ont manifesté samedi à Strasbourg en faveur de la libération du leader kurde Abdullah Ocalan, à l'occasion du premier anniversaire de son arrestation au Kenya.

Plus de trois cents cars venus de France, de Belgique, d'Allemagne, de Suisse et des Pays-Bas avaient convergé depuis le début de la matinée vers la métropole alsacienne, dans l'est de la France, selon la police.

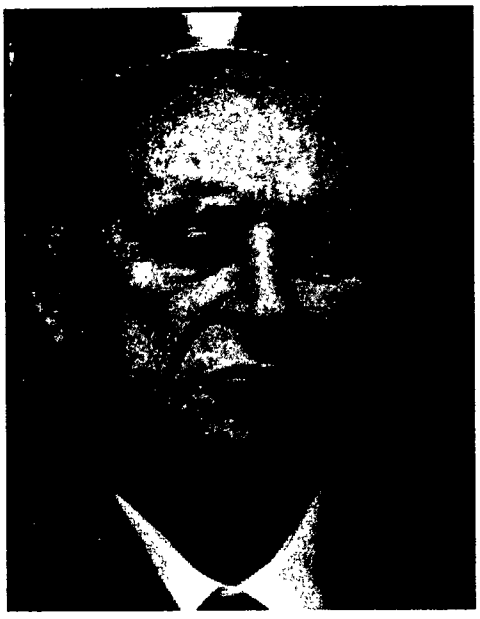
Selon les organisateurs, la Fédération des associations kurdes de France, cette manifestation est la plus importante organisée en France par les militants kurdes en faveur de leur chef "Apo".

En tête du défilé, encadré d'un service d'ordre des manifestants très important, se trouvaient des femmes en costumes traditionnels avec un immense portrait d'Ocalan et parmi les manifestants, de nombreux jeunes et enfants scandaient des slogans en kurde.

Les banderoles proclamaient "Non au complot" et "Liberté pour Ocalan".

Après trois heures de marche, le cortège a gagné en fin de journée une vaste esplanade pour un meeting avec chants et danses en l'honneur du Kurdistan et du leader de la rébellion kurde.

Le chef kurde avait été jugé et condamné à mort le 29 juin en Turquie. Son exécution a été suspendue à la mi-janvier par le gouvernement turc dans l'attente d'un arrêt de la Cour européenne des droits de l'Homme concernant une plainte déposée à Strasbourg par les avocats d'Ocalan.



Demirel intervenes in water issue

- The Foreign Ministry's gaffe on the water issue prompts Demirel to intervene
- Turkish President Suleyman Demirel, a hydraulic engineer by profession, intervened in Ankara's water policy when the Foreign Ministry made a faux pas on water from the Seyhan and Ceyhan rivers by publicly announcing the possibility of the sale of water from those rivers in southern Turkey
- Demirel's main objection stemmed from the fact that Turkey has been facing a water shortage for irrigating the Amik Plateau due to Syria's refusal to allow water to flow from the Orantes River into the region. This has prompted Ankara to build dams on the Seyhan and Ceyhan to irrigate the plateau
- As there is internal confusion in Turkey on the issue of water sales, Ankara has been extremely uneasy over ongoing US and Israeli policies that place water from Turkey's Euphrates River as a key issue in the Middle East peace process

Ankara - Turkish Daily News **Lale Sariibrahimoglu**

10 February 2000, Copyright © Turkish Daily News

As the waters of Turkey's Euphrates River have once again come on to the agenda of the now-stalled Israeli-Syrian peace negotiations, a Turkish Foreign Ministry gaffe concerning the sale of water from the Seyhan and Ceyhan rivers in southern Turkey has prompted President Suleyman Demirel to intervene.

Demirel, an expert on water issues since he is a hydraulic engineer by profession, has stressed that because Damascus refuses to allow water to flow from the Orantes River to Turkey's Amik Plateau, near Hatay on the Syrian border, other alternatives must be used in order to meet irrigation requirements. These alternatives include the launching of various projects by Turkey's State Waterworks Authority (DSI) involving the Seyhan and Ceyhan rivers to irrigate the plateau.

The second problem that Demirel has cited to his close aides on why the waters of the Seyhan and Ceyhan rivers could not be sold was that there has not been any technical study conducted on the availability of water from these rivers. "If we now say that we can sell water from the Seyhan and Ceyhan rivers to the Middle East, we may fail to fulfill that pledge in the future due to our own requirements from those rivers," the president has reportedly said.

In response to a question on the issue during a press conference on Jan. 5, acting Foreign Ministry spokesperson Sermet Atacanli ruled out any bargaining on Turkey's Euphrates River water as part of the Middle East peace process. However, he named the Seyhan, Ceyhan and Manavgat rivers as possessing water that Turkey can sell to other countries.

Similarly, the Turkish press gave wide coverage to the sale of Seyhan and Ceyhan water, indicating that Turkey has revitalized its peace pipeline project. The peace pipeline concept, involving the Seyhan and Ceyhan rivers, was raised in 1987 by then Prime Minister Turgut Ozal as a solution to the Middle East's water shortages. The aim was to sell water to all countries of the Middle East, including Israel, through pipelines.

But experts now say that despite the emergence of a relatively peaceful atmosphere in the Middle East, the nations in the region still regard water as a security issue and do not want to rely on supplies from other countries. For this reason a "mini peace pipeline" that involves selling water from Turkey's Manavgat River to Syria, Jordan, Israel and Palestine is apparently on the agenda. The sale of water from the Manavgat near Antalya is currently a pilot project that is offering to sell 180 million cubic meters of water per year.

Syria is creating a big obstacle for the realization of a "mini peace pipeline" since it rejects the Turkish idea of water sales and instead demands sharing the Euphrates River water with Turkey. In order to overcome Syria's barrier, it would appear possible to create a pipeline through the Mediterranean Sea which would bypass Syria, but this is also next to impossible because Damascus, contrary to international rules, has extended its territorial waters to 35 miles, making such a project difficult without Syrian consent.

Because Turkey's water policy is something of a shambles at present, the United States and Israel's ongoing

policy of bringing Euphrates River water into the equation of Middle East peace is another point of discontent in Ankara. Turkey is the upstream country of both the Euphrates and the Tigris rivers. The amount of water flowing to Syria and Iraq and a future solution to the water issue has been the cause of other serious problems.

The United States disclosed its policy on the Euphrates during a State Department briefing on Jan. 12 held by spokesman James Rubin. In reference to the water issue Rubin said, "Water, given its nature, is an issue that is not only between Israel and Syria but has a regional dimension as well, including Turkey, and any solutions must take on that same regional dimension."

This statement prompted Ankara to invite U.S. Ambassador to Turkey Mark Parris to the Foreign Ministry for an explanation of Turkish policy. According to a senior Turkish diplomat the United States and Israel understood Turkey's message that Turkish water could not be bargained over in the equation of the Middle East peace process. But it is a well-known fact that since attempts for Middle East peace began in the early 1990s all U.S. secretaries of state, such as James Baker, Warren Christopher and Madeleine Albright, included the Euphrates River in pre-negotiation bargaining between Israel and Syria.

Talks between Israeli Prime Minister Ehud Barak and Syrian Foreign Minister Farrouk Al Shara stalled in January after two rounds in the United States because of Syria's demand that Israel pledge a full withdrawal from the Golan Heights, which it captured in 1967. Israel refuses to give up the area of the Golan Heights from where it meets its water needs.

One of the key conditions for Israel to withdraw from the Golan Heights will depend on Turkey meeting Syria's so-called concerns about water. According to U.S.- and Israeli-backed policy, if Turkey allows more water to flow from the Euphrates River to Syria, then Israel will be relieved of paving the way for a solution to the Golan Heights problem. But the failing of both Iraq and Syria is their refusal to discuss the Tigris River, which flows directly into Iraq from Turkey. Meanwhile, water-rich Iraq as well as Syria continue to mislead world public opinion on the issue of water from the Tigris and Euphrates rivers. According to statistics the Tigris has the potential to supply around 52 billion cubic meters of water per year, of which 26 billion cubic meters stems from Turkish territory, while the same amount stems from Iraqi territory. Thus Iraq has 26 billion cubic meters of water per year at its disposal added to the waters flowing into its territory from the Euphrates.

The Euphrates water potential is much smaller than that of the Tigris, at around 35 billion cubic meters per year. Almost 80 percent of water in the Euphrates stems from Turkey, in other words, the largest portion of water in the Euphrates River belongs to Turkey. Iraq has refused a Turkish offer to set up a river basin to enable water from both the Tigris and Euphrates to be accumulated, thus increasing the amount of water flowing to Syria through Iraq. Iraq instead demands more water from the Euphrates River together with Syria while ruling out any discussion on its portion of the Tigris River water.

A Turkish government source says that if Iraq agrees to cooperate on the Tigris River, Turkey can feel more confident about reaching a solution with Syria on the water issue.

Iran's Flawed Elections

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, FEBRUARY 12-13, 2000

A few months ago, the reformist forces of President Mohammed Khatami seemed well positioned to prevail in Iran's parliamentary elections next Friday. Now they are much less so, though not because their popularity has waned. Mr. Khatami's conservative rivals have maneuvered to bar many reformist candidates from the ballot.

These clerical forces still control key segments of government—notably the judicial system, which has tried and jailed three leading reformers who were expected to be top vote-getters, and the Guardian Council, which throws out any candidates who do not meet its standards of Islamic piety. The council this week announced that of 6,856 candidates registered to compete for 290 seats, it had disqualified 576. Reasons included lack of proper Islamic credentials. The council has suggested that appearing at reformist gatherings or contributing to reformist newspapers also are adequate grounds for barring a candidate.

Council spokesmen left ample room for more meddling during the campaign, saying through the official Iranian news agency that candidates ought only to put forth their own credentials and that "defamation and slandering of candidates is subject to punishment." Coming on the heels of high-profile prosecutions such as that of the reformist cleric Abdullah Nouri, who was expected to top the reformist slate until a special clerical court sent him to prison for five years on charges of treason and blasphemy, such threats of capricious prosecution further reduce the chances that Iran's next Parliament will reflect the popular will.

—*THE WASHINGTON POST.*

Washington Times
Edtorial
February 8, 2000

Saddam and friends

Iraqi dictator Saddam Hussein is running rings around us again. The Russian tanker carrying Iraqi oil intercepted last week by the U.S. Navy provides physical proof of Saddam's determination to violate the U.N. embargo on Iraqi oil exports. According to U.S. intelligence, Saddam has been actively skirting the embargo and raised $62 million in illicit oil exports last month, as reported The New York Times. Saddam has also rebuilt military and industrial sites damaged in 1998 by U.S. and British air strikes, the article said.

And while Mr. Hussein has grown cagier and stronger, the U.N. Security Council's resolve to contain his power has progressively weakened. It has become increasingly clear the United States must move to aid the Iraqi opposition to depose the dictator and lay the groundwork for a peaceful post-Saddam government. Congress is ready for such action. The White House, despite its rhetoric, has repeatedly demonstrated it prefers complacency.

Administration officials say they remain determined to contain Saddam militarily, will maintain the embargo and will support the Iraqi opposition. There is little evidence to back up these assertions, though. In this election year, the United States has failed to respond to Iraq's rebuilding of previously bombed military and industrial installations.

The White House's support of the Iraqi opposition, meanwhile, is purely rhetorical. In October 1998, Congress passed the Iraq Liberation Act, which made Saddam's removal from power a U.S. priority and earmarked $97 million to help the Iraqi opposition depose him. Last year, the Clinton administration released only about $5 million of the $97 million. About $2 million was budgeted for office space and equipment and the remaining $3 million to provide communications and public relations training to the opposition. It is difficult to imagine how the opposition might mount a credible resistance to Saddam with PR training and fax machines. The White House's claim that it supports the Iraqi opposition is therefore laughable.

Efforts to reconvene weapons inspections, meanwhile, are off to an inauspicious start. France, China and Russia opposed the reappointment of original chief inspector Rolf Ekeus, who had the support of Britain, the United States and even U.N. Secretary General Kofi Annan. Instead, the five permanent members of the U.N. Security Council reached a compromise and appointed the diplomatic but guileless Hans Blix, formerly the leader of the International Atomic Energy Agency.

France, China and Russia have shown they won't endorse a credible inspection regime in Iraq. As reported by this paper's Bill Gertz, China and Russia are continuing to provide nuclear and missile technology and goods to rogue nations, such as Iran and North Korea. It is no wonder, therefore, that these countries also fail to back comprehensive inspections in Iraq.

The United States must forge an Iraq policy independent of this undistinguished company. Saddam is too brutal and devious to be contained through sanctions alone. His position in power undermines security in the region and is causing unspeakable suffering to the Iraqi people. The White House shouldn't wait. It must aid the Iraqi opposition in deposing the dictator, as Congress has proposed. In the meantime, Saddam will continue to rebuild his installations, skirt the embargo and torment his people.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, FEBRUARY 11, 2000

Turkey Can Strengthen Its Ties With Greece

By Charles A. Kupchan and Ian O. Lesser

WASHINGTON — The budding rapprochement between Greece and Turkey has reached a critical point. Awakened to the dangers of nationalist passions by the Kosovo conflict and drawn together by the good will of earthquake diplomacy, Greeks and Turks are trying hard to embark on a new course.

Foreign Minister George Papandreou of Greece went to Ankara last month and signed some modest but symbolically important agreements on investment, tourism and police cooperation. His Turkish counterpart, Ismail Cem, paid a return visit to Athens last week and concluded further agreements on noncontroversial subjects. So far, so good.

Although these historic antagonists are off to a solid start, the current round of shuttle diplomacy by no means ensures that Greek-Turkish détente is irreversible. Indeed, two developments that came out of Athens last week considerably raise the stakes and the risks of the next steps. First, Mr. Papandreou and Mr. Cem announced that Costas Simitis would visit Ankara in the near future, the first time a Greek prime minister has visited Turkey since the 1950s. Second, the Greek government has called elections for April 9.

The announcement of Mr. Simitis's visit to Turkey, coupled with looming elections in Greece, has put Athens out on a limb. Having approved Turkey as a candidate for EU membership at the Helsinki summit meeting in December, Greeks justifiably feel that the ball is now in

Turkey's court and that it is time for Ankara to reciprocate with a substantial gesture.

In addition, as election day approaches, Greek moderates will be vulnerable to the nationalist broadsides that will inevitably accompany the campaign. The Greek leadership and public are already becoming impatient as they wait for Turkey to respond in kind to Greece's move on Turkish membership in the EU.

Even though Mr. Simitis will likely put off his visit to Ankara until after April 9, he will certainly be looking for positive action from Ankara during the lead-up to the election.

Turkey has three principal carrots that it should consider offering the Greeks. First, Prime Minister Bulent Ecevit can pledge that he will start working with the Turkish Parliament to withdraw the existing casus belli resolution — a threat to go to war if Greece extends its territorial waters in the Aegean.

Second, Ankara could agree to reopen the Orthodox theological seminary in Halki, a matter of considerable symbolic importance to Greeks.

Third, and at a minimum, Mr. Ecevit can make clear, perhaps in a major public speech, that Turkey is committed to rapprochement and to resolving its disputes with Athens strictly through diplomatic means. The Turkish leadership may not appreciate the depth of Greek concerns on this score; a prominent statement rejecting the use of force would go a long way to reassure Greece.

Greece should be prepared to respond with its own steps. Athens could agree to full implementation of military confidence-building and risk-reduction measures that were agreed to by both sides in negotiations begun in the 1980s, but never put in place. Athens could also lift its veto on the millions of dollars of EU economic aid promised to Turkey.

Both countries have a longer-term, strategic interest in seeing Turkey's EU vocation succeed. The stakes of bringing to fruition this strategy of reciprocal accommodation are extremely high; lasting rapprochement would yield enormous benefits not just for Greece and Turkey, but for Europe as a whole.

Military cooperation would replace the aerial dogfights that occur almost daily over the Aegean. Lingering disputes over air and sea space would likely move toward resolution. And a solution to a divided Cyprus would become much more likely as the split between Ankara and Athens would no longer polarize Turkish and Greek Cypriots.

The repair of relations between Greece and Turkey would also speed the integration of struggling Balkan states into Europe's mainstream. Once the states of the former Yugoslavia are sandwiched between Western Europe and a flourishing Greece and Turkey, it would only be a matter of time before the flow of trade and capital pulls the wider region into Europe's core.

Greek and Turkish companies are already exploring the possibility of joint ventures in energy, construction and other sectors critical to Balkan reconstruction. The private sectors in both countries are ready, but await a more favorable political climate and reassurance that their efforts will not fall prey to renewed estrangement.

With such high stakes on the line, the United States and the EU should do what they can to help put Greek-Turkish rapprochement on more solid ground. Washington and Brussels can assist by fully supporting Turkey's integration into Europe and by mentoring future confidence-building measures in the region.

But as recent developments make clear, the impetus for better relations must come from Athens and Ankara. Lasting reconciliation between Greece and Turkey is within reach, but rapprochement remains nascent and fragile.

If a Turkish gesture of reconciliation is forthcoming in the weeks ahead, the region will be poised for a major breakthrough. If not, the region may find itself even more deeply polarized, with Greeks feeling that their positive stance at Helsinki is being exploited. For now, it is Turkey's move; Ankara should rise to the occasion.

Mr. Kupchan is a professor at Georgetown and a senior fellow at the Council on Foreign Relations. Mr. Lesser is a senior international policy analyst at Rand. They contributed this comment to the International Herald Tribune.

Turkey Detains 100 Rights Activists

AP - Feb 12, 2000

ISTANBUL, Turkey (AP) — Police on Saturday detained more than 100 activists preparing to march through central Istanbul to demand an end to human rights violations in Turkey.

Turkey's independent Human Rights Association, which organized the march, said at least 111 people were detained, including the head of the association's Istanbul branch, Eren Keskin.

Riot police lined one of Istanbul's main commercial streets and detained the activists before they reached the square where the march was to begin. Police had not given authorization for the march.

``No to torture! Pressure will not stop us!'' a group of activists chanted while police hauled them into buses. Human rights groups say torture is widespread in police stations.

Turkey has vowed to improve its human rights record. Ankara formally became a candidate for the European Union in December and EU leaders said human rights are key to its accession to the union.

++++++++++++++++++++++++++++

LE MONDE / SAMEDI 12 FÉVRIER 2000

Les réformateurs iraniens espèrent l'emporter sur les conservateurs aux législatives du 18 février

La campagne officielle pour les élections législatives du 18 février s'est officiellement ouverte en Iran jeudi 10 février. Les réformateurs, groupés autour du président Mohammad Khatami, espèrent s'emparer à cette occasion du Parlement, bastion des conservateurs. Mais leur camp part divisé à la bataille, suite à la candidature de l'ancien président Ali Akbar Hachémi Rafsandjani, alors que les conservateurs font bloc.

TÉHÉRAN
de notre envoyée spéciale

Il y a quelques semaines à peine, les partisans du changement en Iran étaient convaincus que, s'il devait leur arriver malheur, c'est à leurs adversaires conservateurs et à eux seuls qu'ils le devraient. Ils pensaient aussi que leur propre pluralisme, comme la diversité de leurs parcours respectifs, se résorberaient sous la bannière réformatrice du premier des leurs, le président de la République, Mohammad Khatami. Mais, à quelques jours des élections législatives du 18 février en République islamique, les amis de M. Khatami se sont eux-mêmes divisés, au point de ne même pas pouvoir présenter une liste unique de candidats à Téhéran, qui fait office de baromètre de l'équilibre des forces politiques dans le pays.

La campagne électorale s'est officiellement ouverte jeudi 10 février, et sera close à la veille du scrutin. Ce délai d'une semaine est jugé trop court pour permettre aux candidats les moins célèbres de se faire connaître. Cela pénalise surtout ceux d'entre eux qui appartiennent à la mouvance réformatrice, leurs adversaires bénéficiant d'une infrastructure bien rodée, même s'ils ont perdu du terrain sur le plan populaire. Et si les Iraniens savent à peu près à quoi s'en tenir lorsqu'il s'agit de personnalités connues telles que Mohammad Reza Khatami, le frère du président de la République et tête de liste du Front de la participation, ou Faezeh Hachémi, la fille de l'ancien président Ali Akbar Hachémi Rafsandjani, de la liste des *« reconstructeurs » (Kargozaran)*, les Iraniens auront beaucoup plus de mal à identifier la grande majorité des candidats.

Le Conseil de surveillance de la Constitution, l'une des quatre principales institutions de la République islamique, contrôlé par les conservateurs, et qui sélectionne les candidats à la candidature sur la base quasi arbitraire de leur engagement envers les fondements de la République islamique, a par ailleurs éliminé 576 candidats.

PAS DE VÉRITABLE LEADER

Les réformateurs s'attendaient à une hécatombe de leur côté, avec un rejet massif de leurs postulants. Ils ont, en conséquence, multiplié les candidatures mais, de leur propre aveu, les choses se sont mieux passées que prévu, même si un certain nombre de leurs figures relativement connues ont été écartées. En amont, pour autant, le pouvoir judiciaire s'était déjà chargé de jeter en prison, pour *« atteinte à l'islam »*, la principale personnalité qui aurait pu non seulement souder la mouvance réformatrice, mais, surtout, susciter un véritable élan de sympathie populaire. Il s'agit de l'ancien ministre de l'intérieur, Abdollah Nouri, dont l'absence prive les partisans des réformes d'un véritable leader.

Le camp des réformateurs est davantage un spectre disparate de forces différentes qu'une alliance solide fondée sur une vision commune des choses. Il inclut des libéraux, ceux que l'on a appelés la *« gauche islamique »*, et qui étaient influents jusqu'au début des années 90, avant d'être balayés par les conservateurs et des nationalistes, tel le Mouvement pour la libération de l'Iran de l'ancien premier ministre Mehdi Bazargan – dont tous les candidats ont été disqualifiés pour non-conformité aux principes de base de la République islamique.

A vrai dire, ce n'est pas cette pluralité qui est à l'origine des divisions du camp réformateur. Le détonateur en a été la candidature de l'ancien président de la République, Ali Akbar Hachémi Rafsandjani. Alors même que ses amis du groupe des *« reconstructeurs »* font partie du camp des partisans du changement, les proches de l'actuel président Khatami, le véritable champion des réformes, ont vu en lui un pêcheur en eau trouble, cherchant à se redonner un rôle et à jouer l'arbitre, en surfant sur la volonté de réformes, dont il n'a jamais été un ardent partisan. Le conflit, largement répercuté par la presse, a tourné au vinaigre.

En face, les conservateurs se régalent. De moins en moins populaires, ils n'en conservent pas moins leur unité, et un fond d'électorat fidèle leur permettra de ne pas perdre la face.

Mouna Naïm

6 083 candidats pour 290 sièges

● **Le prochain Majlis** (Parlement) comptera 290 sièges, au lieu de 270 dans l'Assemblée précédente, en raison de la croissance démographique du pays. Les députés sont élus pour quatre ans au suffrage universel direct. Quelque 38 millions d'Iraniens âgés de plus de seize ans peuvent participer aux élections législatives du 18 février.

● **6 083 candidats,** soit 84 % de ceux qui ont déposé leur candidature, ont été déclarés éligibles cette semaine dans les 207 circonscriptions du pays par le Conseil de surveillance de la Constitution, organe de contrôle électoral en Iran. *« Sur les 6 856 candidatures enregistrées et retenues, 193 ont été volontairement retirées et 576 rejetées »*, a-t-il été annoncé dans un communiqué cité par la radio.

● **Un amendement à la loi électorale,** adopté le 3 janvier, prévoit que, pour être élu dès le premier tour, le candidat doit obtenir au moins 25 % des suffrages, ce qui doit favoriser largement les candidats connus du grand public. Jusqu'à présent, la majorité d'un tiers des suffrages exprimés était requise pour être élu. – *(AFP).*

■ **Libération sous caution d'un caricaturiste.** Arrêté samedi, le caricaturiste Nik-Ahang Kosar, auteur d'un dessin présentant un religieux sous les traits d'un crocodile versant des larmes sur l'invasion de la culture occidentale, a été libéré jeudi 10 février après versement d'une caution de 100 millions de rials (12 300 euros). Le prévenu devra se présenter à la justice dans une dizaine de jours. Il a indiqué qu'il plaiderait non coupable d'offense à l'islam, n'ayant jamais eu l'intention, en représentant un crocodile (dont le nom en farsi rime avec Mesbah), de ridiculiser l'ayatollah Mohammad Taqi Mesbah-Yazdi, un religieux important doublé d'un détracteur acharné de la presse libérale. – *(Reuters.)*

Jetés en prison pour terrorisme alors qu'ils répétaient une pièce de Pinter

MARIANNE
Semaine du 14 au 20 février 2000

Imprudent

La police de Londres a accepté de payer 55 000 livres de dommages à 11 réfugiés kurdes, arrêtés alors qu'ils répétaient une pièce d'Harold Pinter avec des armes factices. L'affaire s'est passée en juin 1996, à Harringay, au nord de Londres. Voyant, dans une salle municipale, des gens au faciès basané brandir des fusils face au public, le voisinage, confondant le théâtre et la vie, avait alerté la police. Et c'est un véritable commando antiterroriste qui avait débarqué en force et en hélicoptère pour s'emparer des 11 acteurs. Menottés et embarqués dans une camionnette de la police, puis incarcérés, on leur avait interdit de communiquer en kurde. Or, c'est la défense de parler leur langue, faite aux Kurdes par les autorités turques, qui était le thème de la pièce de Pinter, *la Langue des montagnes* ! L'auteur, « horrifié » par ce développement inattendu, a soutenu l'action en justice des acteurs. « C'est un cauchemar devenu réalité, où la vie imite l'art, a commenté l'avocat des Kurdes, le traitement qu'ils ont subi est exactement ce qu'ils enduraient en Turquie, d'où ils ont fui. » ❐

L'EXPRESS
Semaine du 10 au 16 février 2000

Kurdistan : l'autorité d'Öcalan contestée

Trop conciliant avec Ankara depuis son arrestation et sa condamnation à mort, le chef du PKK s'est discrédité aux yeux de ses frères d'armes

PHOTOS C. KUTSCHERA (PHOTOS ÉCRAN)

Selahattin Celik (en haut) et Sukru Gulmus (à g.), anciens membres du comité central du PKK.

Les autorités turques risquent de comprendre très vite qu'Abdullah Öcalan, le chef du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), condamné à mort en juin dernier et détenu depuis sur l'île-prison d'Imrali, ne constitue pas à lui tout seul la question kurde. L'attitude très conciliante du chef rebelle envers le gouvernement d'Ankara – il a successivement ordonné à ses troupes de cesser le combat, puis de se retirer du Kurdistan, avant d'appeler les cadres du mouvement à se rendre, et parle de faire du PKK un parti social-démocrate – a provoqué un trouble profond dans les rangs de la rébellion.

Si le « conseil présidentiel » du parti reste entièrement entre les mains d'Öcalan, d'anciens membres du comité central du PKK commencent à faire connaître leur désaccord. C'est le cas de Selahattin Celik et de Sukru Gulmus, deux « historiques » qui résident aujourd'hui en Allemagne, de Mahir Walat, qui était, jusqu'à la capture d'Öcalan, le représentant du PKK à Moscou, de Selim Curukkaya, auteur d'un virulent pamphlet anti-Öcalan, et de Kesire Yilderin, l'ex-femme du chef kurde, aujourd'hui dans la clandestinité, probablement en Suède. Plusieurs cadres du mouvement relèvent également la tête. Cette opposition interne demeure cependant très fragmentée. Certains de ces dissidents veulent poursuivre la lutte armée, d'autres préfèrent mettre l'accent sur la démocratisation du parti ; les uns critiquent les concessions faites par Öcalan, sans remettre en cause ses méthodes, tandis que les autres dénoncent sa « trahison ».

Ce ne sont pourtant pas ces remous au sein de la communauté en exil qui menacent le plus l'autorité du chef kurde. Au Kurdistan même, ses directives commencent à être battues en brèche par certaines unités de la guérilla. Selon des informations diffusées par le PKK lui-même, les commandants de plusieurs régions militaires auraient en effet refusé de cesser la lutte. Le 9 janvier dernier, le commandant de la région militaire du Dersim, Hamili Yildirim, donnait l'ordre à ses hommes d'abattre un hélicoptère de l'armée turque. Bilan : six morts, dont deux officiers. ● **Chris Kutschera**

Des groupes kurdes rivaux prêts à travailler ensemble, selon Washington

AFP

WASHINGTON, 14 fév (AFP) - 22h24 - Deux groupes kurdes rivaux, que les Etats-Unis espèrent voir s'unir contre le président irakien Saddam Hussein, se sont engagés la semaine dernière à agir ensemble, a indiqué lundi le département d'Etat.

Le chef de l'Union Patriotique du Kurdistan (UPK) Jalal Talabani et le chef du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) Massoud Barzani, ont fait part de cet engagement lors d'une visite effectuée du 8 au 12 février dans le Kurdistan irakien par des responsables américains, a précisé le porte-parole James Rubin.

"Les deux parties se sont engagées à se réconcilier conformément à l'accord de Washington et ceux d'Ankara", a-t-il dit, se référant à des accords de coopération conclus auparavant.

M. Rubin a précisé que la délégation américaine qui comprenait des responsables de Washington ainsi que des membres de l'ambassade américaine à Ankara avait pour mission de "faire avancer le processus de réconciliation entre les deux partis kurdes et d'évaluer la situation humanitaire dans cette région".

"Ils sont convenus d'oeuvrer le plus vite possible, en vue d'appliquer l'accord de Washington, prévoyant notamment de mettre fin au terrorisme (...)" a poursuivi le porte-parole.

L'UPK et le PDK qui contrôle la partie nord de l'Irak qui échappe à l'autorité de Bagdad, sont engagés dans une lutte qui a fait plus de 3.000 morts entre 1994 et 1999.

Un an après sa capture, Abdullah Ocalan a changé

15 février 2000, 15h34

Par Selcan Hacaoglu

ANKARA (AP) -- Il y a un an mardi le leader indépendantiste kurde Abdullah Ocalan était arrêté par un commando turc. Condamné à mort en juin dernier, peine provisoirement suspendue, ``Apo" a changé durant sa détention, adoptant un ton plus conciliant avec Ankara et appelant son Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) à cesser la lutte armée.

En prison, Ocalan a troqué ses habits de leader d'une guérilla, dont la confrontation depuis 15 ans avec l'armée turque a fait 37.000 morts, pour ceux de personnage politique. Il n'a pas perdu au change. Sur le terrain son groupe n'était pas loin de la défaite. Aujourd'hui, certains estiment même qu'il est devenu plus influent que lorsqu'il était libre.

Depuis sa cellule dans l'île-prison d'Imrali, en mer de Marmara (nord-ouest), il envoie des messages à ses troupes via ses avocats, qui diffusent également ses déclarations au médias turcs et internationaux. Avant sa capture au Kenya, Apo, qui avait longtemps séjourné en Syrie, n'avait pas une telle visibilité médiatique.

Le sort d'Ocalan, condamné à mort pour trahison et séparatisme en juin, est devenu une question-clé dans les relations entre la Turquie et l'Union européenne. Ankara a accepté de suspendre provisoirement l'exécution en attendant que la Cour européenne des droits de l'homme se prononce sur un appel déposé par les avocats d'Ocalan contre la peine. Une procédure qui pourrait prendre deux ans.

En un an, Ocalan a donc changé. Il a rasé son épaisse moustache et perdu 17 kilos. Mais surtout il a ordonné au PKK de déclarer un cessez-le-feu unilatéral et de se retirer vers des bases arrières en Irak et en Iran. Il a également demandé à une poignée de rebelles de se rendre aux autorités turques, pour prouver son engagement en faveur de la paix.

Depuis lors, les affrontements impliquant le PKK ont fortement régressé. En août, les attaques indépendantistes étaient en baisse de 86% par rapport à l'année précédente. ``Ocalan a considérablement accru ses pouvoirs à l'intérieur du groupe, bien qu'il soit en prison", estime Nihat Ali Ozcan, du Centre de recherche géostratégique d'Eurasie, basé à Ankara.

Le PKK a réélu Ocalan à sa tête durant sa réunion en janvier dans les montagnes iraniennes. ``Une vie sans notre leader ne vaut pas la peine d'être vécue", a déclaré le mouvement séparatiste kurde dans un communiqué publié mardi.

Mais l'organisation est agitée par des dissensions. Certains dans le sud-est anatolien, à majorité kurde, estiment qu'"Apo" a trahi en renonçant à la revendication de l'autonomie pour se contenter de réclamer des droits culturels. Des commandants du PKK auraient fait défection après l'appel d'Ocalan à déposer les armes.

Officiellement, la Turquie refuse de négocier avec le PKK, qualifié de groupe terroriste. Mais elle autorise les avocats d'Ocalan à rendre publiques ses déclarations, ce qui fait dire à certains qu'Ankara est favorable à la nouvelle attitude conciliante du leader kurde.

Les autorités turques ont toutefois durci le ton récemment, avertissant les journalistes qu'ils risquaient des amendes et la prison s'ils continuaient à imprimer les propos du chef rebelle.

Ouverture du procès visant à fermer une fondation kurde à Istanbul

ANKARA, 16 fév (AFP) - 14h50 - Le procès, visant à fermer une fondation culturelle kurde accusée d'être devenue un foyer d'activités séparatistes, s'est ouvert mercredi à Istanbul, a indiqué l'agence de presse Anatolie.

Les poursuites contre la Fondation kurde pour la culture et la recherche (Kurt-kav) ont été lancées par la Direction générale des fondations de Turquie, qui veille au respect de la loi par les fondations.

"Les directeurs de Kurt-Kav ont transformé la fondation en foyer d'activités séparatistes et étaient impliqués dans des activités qui semblent soutenir une certaine race", a estimé la Direction des fondations dans sa requête à la cour, citée par Anatolie.

"Ils (les directeurs) ont continué à administrer la fondation avec de mauvaises intentions malgré tous les avertissements", a-t-elle ajouté.

Elle demande la fermeture de Kurt-Kav et l'interdiction pour ses 18 administrateurs de pouvoir être actifs dans une fondation.

Kurt-Kav, dont les statuts sont reconnus depuis 1995, n'a jamais pu donner de cours en kurde et ses deux classes ont été scellées par les autorités.

Le kurde est banni de l'enseignement et de la radio et télédiffusion en Turquie, où la seule langue officielle est le turc.

Kurt-Kav dispense toutefois des bourses à quelques étudiants pour les envoyer apprendre le kurde à l'université d'Uppsala en Suède, dans l'espoir qu'ils puissent un jour l'enseigner en Turquie.

Début février, 11 administrateurs de Kurt-Kav avaient été acquittés de l'accusation d'incitation à la haine raciale portée contre eux après la parution dans la presse des petites annonces offrant ces bourses d'étude.

What is Turkey's Hizbullah?

Human Rights Watch: Backgrounder February 16, 2000

In the early 1990s, when the Turkish government's conflict with Kurdish separatists was at its most fierce, a right-wing organization called "Hizbullah" began attacking suspected sympathizers of the Kurdish Workers' Party (PKK). Young assassins operated in broad daylight in the mainly Kurdish cities of southeast Turkey. People who opposed the government's policy were being killed at the rate of two a day; in all, more than a thousand people were killed in street shootings from 1992 to 1995.

The government remained deaf to allegations that its security forces were colluding with Hizbullah. In April 1995, a parliamentary commission of investigation - under-equipped and complaining of official obstruction - produced findings which seemed to confirm the links, but no public action was taken on its report.

Since then, little has been heard of Hizbullah until the operations which began on January 17 this year, when Huseyin Velioglu, recognized as leader of the bloodiest factions of Hizbullah called "Ilim," was killed in a police raid on a house in Istanbul. Since then, Turkish police have made hundreds of arrests during operations against Hizbullah "safe houses." They have found many mass graves inside the grounds of safe houses - the body count is currently 59 - and videos showing Hizbullah's victims being tortured and "executed". In recent months, Hizbullah appeared to be carrying out killings once again, but this time members of Kurdish religious charitable foundations were particularly targeted.

Are the current operations against Hizbullah and the killing of its leader merely the disposal of a puppet organization which has reached the end of its useful life? Or is the Turkish government prepared to initiate a full investigation of the links between security forces and the Hizbullah? Human Rights Watch wrote on February 16, 2000 to the Prime Minister Bulent Ecevit detailing the evidence for such links and calling for an independent inquiry.

The history:

Hizbullah was a mainly urban phenomenon (in rural areas, hundreds of extrajudicial executions were carried out by gendarmes, village guards paid by the government, and "special teams"). It was an Islamic organization, although not linked to Hizbullah organizations in Iran or Lebanon, and was supposedly founded to overthrow the secular Turkish state. In practice, it repeatedly targeted people with a history of being harassed, detained,ill-treated, and tortured by the police.

Hizbullah did not claim responsibility for any of the killings, but came to be associated with a particular style of assassination carried out in broad daylight, often by pairs of young assassins using pistols of Eastern European manufacture. It has emerged in the past few days that the governor's office of the city of Batman, where local officials claimed in 1993 that the military provided training for Hizbullah, was importing weapons from Eastern Europe in the early 1990's, and that many of the weapons imported cannot be accounted for.

Human Rights Watch first called for investigation of links between Hizbullah and the security forces in 1992. Fikri Saglar, who served as a government minister that year, expressed the view that "the founder, promoter and indeed user of Hizbullah in the southeast was the high command of the Armed Forces. Hizbullah was expanded and strengthened on the basis of a decision at the National Security Council in 1985, and some of them were even

trained at security force headquarters..." (Interview in Siyah-Beyaz (Black and White) newspaper, quoted in Kod Adi: Hizbullah (Codename: Hizbullah), Faik Bulut and Mehmet Faraç; Özan Publications, March 1999.)

The Turkish authorities never investigated these allegations, opting to deny the existence of

Hizbullah, and the current government remains impassive to allegations of collusion with Hizbullah. The Turkish military, however, has issued a sharp denial: "To link directly or indirectly the merciless murder network Hizbullah to the Turkish armed forces is a slander (without) sense or logic." (Written statement from office of Chief of General Staff. Reported in Reuter; January 24, 2000.)

The evidence of links:

On February 9, 2000, Cumhuriyet (Republic) reported that a high ranking Hizbullah member confessed in police custody to killing Ramazan Sat on behalf of the organization on July 2, 1992 "because he was PKK." Batman police, who also suspected Ramazan Sat of being a PKK member, had interrogated him under torture for twelve days the preceding March. Ramazan Sat used photographs of his injuries in order to bring a prosecution against a number of Batman police officers. Although torture was and still is widespread in Turkey, Ramazan Sat's case was unusual in that he had not only the courage to complain, but also the evidence to substantiate his complaint. A Hizbullah bullet ensured that he never lived to testify against his torturers.

Investigating a connection between Hizbullah and Turkish security forces was dangerous in the early 1990s. Several representatives of publications which attempted to probe these links were killed. Halit Güngen, a reporter for the left-wing weekly journal, 2000'e Dogru (Toward 2000), was killed in the magazine's Diyarbakir office on February 18, 1992. Two days before, the journal had featured a cover story on Hizbullah and the police. Namik Taranci, the Diyarbakir representative of the weekly journal Gerçek (Reality), was shot dead on November 20, 1992 on his way to work in Diyarbakir. Again, the previous edition of the magazine had examined relations between the state and Hizbullah.

Hafiz Akdemir, reporter for Özgür Gündem (Free Agenda), was shot dead in a Diyarbakir street on June 8, 1992, after reporting that a man who had given refuge to assassins fleeing a Hizbullah-style double killing in Silvan was released after only six weeks in custody, without even appearing in court. A gendarme officer was directly linked to political murder in Silvan, a known Hizbullah stronghold.

Witnesses of Hizbullah killings frequently reported that the assassins were very young. In some cases the killers were recognized as people from very poor families. In a telephone conversation taped by Ankara police in 1992, a gendarmerie officer in Silvan was heard to press a seventeen-year-old boy to kill Mehmet Menge, a local left-wing politician. The boy had earlier been detained for suspected PKK membership, but was released in return for his promise to commit the crime. Threat of prosecution as a PKK member was combined with promises of rich rewards: "Pull the fuse on the grenade and throw it at him. Shoot him in the head no more than three times. Do not worry, we have arranged everything. We'll say terrorists killed him. Your money is ready." (From a transcript which appeared in Yeni Ülke (New Land) of 22 March 1992]. No reports of formal investigations or prosecutions ensued, while the Gendarmerie General Command, in a response to a parliamentary question of May 7, 1992, blandly stated that the commander in question had been "transferred to other duties."

The official "investigations:"

Belated police operations against Hizbullah often appeared to be carried out for show, rather than as a determined move against a dangerous illegal armed group. Initially, police did not move against the more ruthless Hizbullah Ilim group, which was the target of last month's operations, but against their rival, the Menzil faction, which was reportedly opposed to

attacks on suspected PKK members. Several people reported to the press as "captured Hizbullah murderers" were later quietly released. The detainee announced in November 1992 by the State of Emergency Region Governor Ünal Erkan as "the Hizbollah militant ... who killed Halit Güngen" (reported in Turkish Human Rights Foundation bulletin, February 11, 2000), was remanded for a few months before being released. Similarly, three people initially said by authorities to have confessed to murdering the Kurdish parliamentary deputy

Mehmet Sincar in Batman on 4 September 1993 on behalf of Hizbullah, were later acquitted for "lack of evidence." The authorities were inexplicably coy about their successes in combating Hizbullah, and declined to respond to Amnesty International's repeated requests for detailed information on prosecutions of alleged Hizbullah members (Amnesty International, Turkey: Unfulfilled Promise of Reform, September 1995).

The Commission on Unsolved Murders of the Turkish Parliament revealed that a Hizbullah training camp had been operated with Turkish military assistance. This establishment of the Commission on Unsolved Murders of the Turkish Parliament was triggered in February 1993 by the killing of Ugur Mumcu, an Ankara reporter for Cumhuriyet and a key public figure, in January of that year. The Commission's authority was only later extended to cover the distinct pattern of political killings in the southeast. Its April 1995 report documents how the ill-equipped and understaffed commission was plagued by official obstruction, and by an awareness that potential witnesses were being intimidated. Its findings were emphatic that the security forces were indeed giving succor to Hizbullah: "On July 27, 1993 at Batman Police Headquarters, the Chief of Batman Police and the Deputy Governor of Batman told the Commission that they had received information that there was a camp belonging to Hizbullah in the region of Seku, Gönüllü and Çiçekli villages, in the Gercüs district of Batman, and that military units in the area were giving assistance to this camp; that they had spoken to gendarmerie officials and that authorized military persons had told them that the militants of this organization had abused the relations in various ways, and for this reason they became disgusted with the organization and severed their links." (Report of the Commission of the Turkish Grand National Assembly for the Investigation of Unsolved Political Murders, p. 5). The General Headquarters of the Gendarmerie denied the existence of the camp. The commission's report goes on to describe the subsequent removal of the Chief of Batman Police from his post in the region, apparently for having testified frankly before the commission, and the inhibiting effect this had on other officials called to provide testimony.

By March 1993 and the publication of its report Turkey: Killings Mount, Human Rights Watch had already repeatedly protested to the Turkish government about its failure to investigate the extraordinary number of political killings, including extrajudicial executions, that had been committed in southeast Turkey since 1991. On January 28, 2000, in connection with recent revelations of Hizbullah killings, the Turkish Daily News asked Mustafa Yilmaz, former parliamentary deputy and member of the above commission, what Turkey had lost because of its failure to respond to the warnings in the early 1990s about Hizbullah: "We can all see what has been lost: corpses are being dug out of mass graves, many lives have been lost."

By action or omission, the Turkish state bears some responsibility for the slaughter committed by Hizbullah. In accord with the criteria contained in the United Nations Principles on the Effective Prevention and Investigation of Extra-Legal Arbitrary and Summary Executions, the evidence currently at hand should trigger such an investigation. Those principles also provide an excellent model for the way in which a thorough such investigation can be conducted.

****

A US Delegation Visited Iraqi Kurdistan on 8-12 February 2000

KDP - Feb 12, 2000

Distributed by Kurdish Media

On 8-12 Feb a delegation from the US State Department visited Iraqi Kurdistan and met with Kurdish leadership and administration to advance the implementation of the Washington peace and reconciliation Agreement and to assess the humanitarian needs of the region. The delegation was headed by Faillo Dipple the Director of the North Gulf Affairs (NGA) and accompanied by official from the State Department, US Embassy in Ankara and Turkish Foreign Ministry.

On 7,8 and 11 Feb the delegation held several working meetings with KDP President Massoud Barzani and other KDP leaders. They also visited the PUK leadership in Sulaimanya and met with other parties and local administrators in the three provinces of Duhok, Erbil and Sulaimanya.

The visit aimed at acquainting the new director of the NGA with the overall situation of the region, and to follow up on the implementation of Washington Agreement and to oversee the positive effects of the UN Oil for Food program.

The delegation focussed on promoting confidence building measures between KDP and PUK to enhance the implementation of the peace agreement. It is agreed that all remaining POWs should be released and that 30 families of the internally displaced persons IDPs from each side should be voluntarily repatriated soon. That this symbolic measure should be a prelude to the repatriation of larger numbers.

The KDP leader Massoud Barzani promised the visiting delegation that the KDP would unilaterally release a group of PUK prisoners and also the KDP would again unilaterally repatriate 30 families from the PUK side in its areas. The KDP agreed to a proposal to settles these two issues by 21 Feb when the Higher Co-ordinating willingness and readiness to settle this issue.

The KDP reaffirmed its commitment to the full implementation of the Washington Agreement, which was signed to promote the overall interest of the Kurdish people.

The KDP leadership also underscored that the agreement is a package and should be implemented as a whole and neither side should be selective in the implementation process.

The delegation expressed its opposition to violence as a means to an end and its support to end terrorism, namely PKK terrorism in the region.

It is agreed that the HCC meetings, as the main mechanism of overseeing implementation of the Washington Agreement should be held on regular basis. The US delegation expressed its understanding to maintain the 13% percent share of the three Kurdish province in the UNSCR 986 Oil for Food program and to sustain the same share under the new UNSCR 1284 which calls for expanding the humanitarian program and the buy back program of local produce.

The delegation ended its visit satisfied with the progress achieved and the positive position of KDP and the new initiatives of Mr. Barzani.

Twelve articles from PKK Congress

Kurdish Observer - Feb 15, 2000

The delegates of the PKK's 7th Extraordinary Congress, made a decision about a text, composed of 12 articles, regarding the PKK leader Abdullah Öcalan, who was the major topic discussed in the Congress.

1. Continuing on the progressing investigation by deepening it to clarify the international conspiracy and its all dimensions directed at our National Leader, and establishing authorized working committees for this purpose.

2. Achieving better union and integration with the line and the struggle of the National Leader and on this base, providing the development of our struggle and continuity of its success.

3. It must be known that in the case of any physical attack against the National Leader, the national dignity and honor would be protected at a Party and National level; in such a situation, every party militant and the every patriotic member of nation will be the protector of the national dignity and honor. On the basis of responsibility, every party militant and every patriotic member of nation must continue on their political sensitivity on the issue at the highest level.

4. Declaration of February 15 as the day of the National Leadership.

5. Carrying out the organization of an effective and continuos campaign everywhere under the name of "Freedom for President Apo and Peace for Kurdistan".

6. Establishing a Leadership Foundation to ascribe the positive qualities of the National Leader, a synthesis of historic and present values, to all of whole.

7. Utilization of efforts in order to neutralize respond to the attacks directed at National Leader. Clarifying the reasons of these attacks scientifically and condemning them before the national and international public. On the other hand, presenting our Leader's reality properly.

8. Starting a campaign to ascribe the peaceful personality and efforts of the National Leader to the international public opinion.

9. Arranging the analysis of the National Leader according to various subjects and preparing a book. Translating some of his evaluations into different languages, especially ones that have a universal quality and special importance.

10. Preserving the all properties belong to the National Leader.

11. Organizing different activities in the name of the National Leader in order to present him. Encouraging the cultural, literary and artistic work and rewarding the ones in high quality. Establishing a commission to coordinate and manage this work.

12. Forming a special budget in order to make the work that will be done regarding the National Leader effective and adequate.

Turkish court begins hearing closure case against Kurdish foundation

16 Feb 2000
by Agence France-Presse

ANKARA, Feb 16 (AFP) - An Istanbul court Wednesday began hearing a closure case against a Kurdish foundation on the grounds that it had become a centre of separatist activities, the Anatolia news agency reported.

The lawsuit was opened by Turkey's General Directorate of Foundations -- which is responsible for monitoring organizations' compliance with law -- on the grounds that the Kurdish Foundation for Culture and Research (Kurt-Kav) was not being administered in line with current legislation.

"The managers of Kurt-Kav have turned the foundation into a focal point for separatist activities" the directorate claimed in its petition to the court, Anatolia said.

"They (the managers) have continued to administer the foundation with ill intentions despite all warnings," it claimed.

The directorate demanded that the Istanbul-based Kurt-Kav be banned and 18 of its administrators be barred from ever serving in a foundation again.

Kurt-Kav has been recognized since 1995, but has never been able to give lectures in Kurdish and its two classrooms have been sealed

by the authorities.

Turkey forbids education and broadcasts in Kurdish although authorities acknowledge there are organisations illegally broadcasting in languages other than the official language, Turkish.

The foundation nonetheless subsidizes a small number of students through the Turkish university system and sends them to learn Kurdish at Uppsala University in Sweden, hoping that one day they will qualify as teachers.

The foundation has previously run into trouble with Turkish authorities when 11 of its administrators went on trial on charges of "inciting religious hatred" over a newspaper advertisement offering scholarships for Kurdish-speaking university students.

But all the defendants were acquitted in early February when the judge ruled that it did not act against the law and did not breach the objectives of the institution.

Baghdad condemns visit by US Delegation to northern Kurdish regions

AFP - Feb 17, 2000

BAGHDAD, Feb 17 (AFP) -
Baghdad Thursday condemned a visit by a US State Department delegation to the Kurdish regions of northern Iraq, which are outside the regime's control, describing it as "interference" in the country's affairs.

"The Iraqi government strongly condemns this stupid and irresponsible American behaviour," a foreign ministry spokesman said, quoted by the official INA news agency.

The visit "is an instance of aggression against Iraq and of flagrant interference in its internal affairs," he said.
State Department spokesman James Rubin said Monday that the delegation visited northern Iraq on February 8 to 12, and had met officials of the two main Kurdish factions, which run rival areas of Iraqi Kurdistan.

Rubin said the working-level visit by officials from Washington and the US embassy in Ankara had been intended to "advance the reconciliation process between the two Kurdish parties there and to assess the humanitarian situation."

The Iraqi spokesman said the trip was part of the plots being woven against Iraq, aiming to "prolong the abnormal situation in the north of the country imposed by the American and British governments."

He deplored the fact that Turkish officials had apparently accompanied the US delegation, saying this "contradicted official Turkish declarations about the sovereignty of Iraq and the unity of its territory."

"The plot of the American administration against Iraq and its leadership is doomed to be a resounding failure," he said.

Northern Iraq has been out of Baghdad's control since the end of the 1991 Gulf War. One sector is controlled by the Patriotic Union of Kurdistan, and the other by the Kurdistan Democratic Party, which have been at each other's throats since a power-sharing agreement broke down in 1994.

Fighting between them is estimated to have cost more than 3,000 lives between then and 1999.

Washington wants to see the two rivals unite against Iraqi President Saddam Hussein, and Rubin said they had pledged to work together during the State Department visit.

However, in a February 5 interview with AFP, PUK leader Jamal Talabani charged that the United States was "not serious" in its support for the Iraqi opposition and said Washington's anti-Saddam policy was "doomed to fail because it is not focused on the forces of change inside Iraq."

"We believe in an overall democratic change in Iraq but we do not call for an overthrow of the regime," he said.

Bagdad dénonce la visite d'une délégation américaine dans le nord de l'Irak

BAGDAD, 17 fév (AFP) - 13h04 - L'Irak a dénoncé jeudi une visite effectuée la semaine dernière par une délégation américaine dans les régions kurdes du nord du pays, y voyant "une ingérence" dans ses affaires.

"Le gouvernement irakien dénonce vigoureusement ce comportement américain stupide et irresponsable", a déclaré un porte-parole du ministère des Affaires étrangères cité par l'agence officielle INA.

Selon lui, la visite de la délégation du département d'Etat du 8 au 12 février dans le nord irakien, qui échappe au pouvoir de Bagdad depuis 1991, "fait partie des agressions contre l'Irak et des ingérences flagrantes dans ses affaires intérieures".

Des responsables de Washington et de membres de l'ambassade américaine à Ankara avaient rencontré des responsables des partis kurdes rivaux --l'Union Patriotique du Kurdistan de Jalal Talabani et le Parti démocratique du Kurdistan de Massoud Barzani--, qui contrôlent la région et que les Etats-Unis espèrent voir s'unir contre le président Saddam Hussein.

Selon le porte-parole du département d'Etat, James Rubin, ils avaient pour mission de "faire avancer le processus de réconciliation entre les deux partis kurdes et d'évaluer la situation humanitaire dans cette région".

"Cette visite sert les complots suspects tramés contre l'Irak et vise a perpétuer la situation anormale dans le nord du pays, imposée par les gouvernements américain et britannique", a indiqué le porte-parole irakien, en regrettant que la délégation américaine ait été accompagnée selon lui de responsables turcs.

"Le complot de l'administration américaine contre l'Irak et sa direction est voué à un échec retentissant", a-t-il conclu.

Tensions en Turquie après l'arrestation de trois maires kurdes

dimanche 20 février 2000, 19h43

Par Selcan Hacaoglu

ANKARA (AP) -- Les autorités turques ont arrêté ce week-end trois maires kurdes qui avaient tenté d'obtenir des soutiens étrangers dans le cadre d'une campagne pour les droits culturels des Kurdes.

Ces interpellations, qui ravivent les tensions, mettent en lumière un renforcement de la répression contre les dirigeants politiques kurdes, la lutte armée des rebelles ayant déjà été largement réduite au silence par Ankara.

Dans un communiqué diffusé samedi, le gouvernement a déclaré que les maires avaient notamment été accusés d'activités de propagande, d'extorsions de fonds et d'avoir établi un réseau de communication entre les rebelles et des combattants emprisonnés.

Feridun Celik, maire de Diyarbakir, plus grande-ville du Sud-Est anatolien, a été arrêté samedi par la police alors qu'il rentrait en voiture d'une réunion avec des diplomades canadiens. Jeudi, M. Celik avait rencontré le ministre suédois des Affaires étrangères Anna Lingh à Ankara, plusieurs jours après avoir diffusé un communiqué sur les problèmes des communautés kurdes dans le sud-est de la Turquie lors d'une réunion à Hanovre en Allemagne.

Deux autres maires kurdes, Selim Ozalp de Siirt et Feyzullah Karaaslan de Bingol, avaient assisté à la réunion d'Hanovre. Le premier a été interpellé samedi et le second dimanche. La police a fouillé les bureaux et domiciles des trois maires mais n'a fourni aucune précision sur le résultat de ses recherches.

Ces arrestations ``ont causé une agitation considérable parmi nos partisans et ont jeté une ombre sur la tendance en faveur de la paix dans le sud-est", a déclaré Mahmoud Sakar, secrétaire général du Parti de la démocratie du peuple (Hadep, pro-kurde). Certains partisans ont protesté devant le bureau du maire à Diyarbakir avant de se disperser sans incidents, selon la télévision privée NTV.

Jeudi, le Premier ministre Bulent Ecevit avait mis en garde la formation contre l'existence de liens avec les combattants kurdes.

``C'est un fait que l'Hadep a contribué à la politisation du mouvement séparatiste", avait déclaré le chef du gouvernement dans un entretien accordé au quotidien ``Aksam". Et ``il est très mauvais d'utiliser (les maires) comme des moyens politiques qui mettraient l'unité politique en danger".

Selon Ahmet Touran Demir, dirigeant de l'Hadep, ``nos maire sont pris pour cibles d'accusations fictives". Attribuant au Premier ministre la responsabilité de cette répression, il a réclamé la libération immédiate des trois hommes.

LE MONDE / MERCREDI 16 FÉVRIER 2000

Ankara affronte les islamistes du Hezbollah, son allié d'hier contre les Kurdes du PKK

Cinq policiers et deux militants tués en Anatolie

De nouveaux affrontements ont opposé en Turquie les policiers à des militants du mouvement islamiste Hezbollah. Depuis le début de l'année, le pouvoir s'attaque à cette organisation aux méthodes brutales dont il s'était servi dans la lutte contre les Kurdes, selon plusieurs enquêtes. Alors que le conflit kurde semble s'apaiser, le régime d'Ankara en subit encore les conséquences.

ISTANBUL
de notre correspondante

Cinq policiers et deux militants islamistes ont trouvé la mort au cours d'affrontements, dimanche 13 février, dans la ville de Van : dans ce Sud-Est anatolien longtemps déchiré par le conflit kurde, ce bilan meurtrier apparaîtrait tristement familier, si ce n'est que les circonstances ont changé radicalement. La cible des autorités, ces jours-ci, n'est plus le PKK, qui a récemment annoncé qu'il mettait fin à la lutte armée, mais le Hezbollah, une organisation fondamentaliste islamiste, responsable de la mort de centaines de personnes.

Il y a à peine un mois, l'opinion publique turque ne savait presque rien du Hezbollah. Le 17 janvier, des affrontements armés ont eu lieu dans une banlieue prospère d'Istanbul, au cours desquels le chef de l'organisation, Huseyin Velioglu, a trouvé la mort. Depuis, cinquante-six corps de victimes du Hezbollah, torturées avant d'être exécutées ou même enterrées vivantes, ont été découverts dans plusieurs villes de Turquie.

Les autorités turques sont désormais déterminées à venir à bout de cette organisation, qui compte apparemment 20 000 militants et semble être un sous-produit du conflit kurde. Organisé en petites cellules, le groupe est difficile à infiltrer, d'autant plus que le secret total est exigé de ses membres. Une indiscrétion peut mener à la mort.

Inconnu du grand public, le Hezbollah est néanmoins un groupe familier aux autorités. Au début des années 90, entre 1 500 et 3 000 personnes, sympathisants du PKK pour la plupart, avaient été victimes de « meurtres mystérieux », dont certains sont aujourd'hui attribués au Hezbollah. A l'époque, le Hezbollah était en guerre contre le PKK, qu'il considérait comme une organisation rivale, marxiste-léniniste donc athéiste. Le conflit entre le PKK et les fondamentalistes était particulièrement virulent à Batman, où des meurtres étaient fréquemment commis en plein jour, au centre-ville, sans que les auteurs soient jamais arrêtés.

Le rapport soumis à l'Assemblée nationale en 1995 par la commission parlementaire qui avait enquêté sur ces crimes avait souligné que le Hezbollah, qui trouvait un terrain favorable au sein d'une population très religieuse, était potentiellement plus dangereux que le PKK. Les politiciens de l'époque avaient préféré ignorer ces conclusions, qui n'avaient pas été débattues au Parlement. La vigueur des opérations policières actuelles et les démentis véhéments des autorités qui, chiffres à l'appui, démontrent qu'elles luttent activement contre le Hezbollah depuis des années, n'ont pas mis fin aux rumeurs de collusion entre cette organisation radicale et certains membres des cercles étatiques.

ARSENAL MYSTÉRIEUX

La récente découverte d'un arsenal impressionnant, comprenant des lance-roquettes, des dizaines d'armes et de grenades ainsi que des explosifs, n'a fait que relancer le débat. La presse turque a en effet révélé que le préfet de Batman avait importé des armes dans des conditions pour le moins inhabituelles. En Turquie, les préfets ne sont pas habilités à acquérir des armes, sauf s'ils obtiennent une autorisation spéciale. Dans ce cas précis, le préfet semble avoir agi avec l'assentiment du premier ministre de l'époque, Tansu Ciller, qui affirme que le gouvernement est toujours resté dans les limites de la loi. Cependant, les détails de cette opération demeurent brumeux. Ces armes pourraient avoir été utilisées par une brigade très « spéciale » composée en partie de miliciens kurdes travaillant pour le gouvernement. Mais la presse turque affirme qu'une partie de l'armement livré à Batman, qui n'apparaît sur aucun inventaire et semble avoir été « perdu », ressemble fort à l'équipement saisi récemment au cours des descentes policières contre le Hezbollah. Le premier ministre Bülent Ecevit a ordonné une enquête et admis que les autorités avaient perdu la trace d'armes qui pouvaient être tombées dans les mains d'organisations illégales.

Alors que le conflit kurde s'apaise, la Turquie se débat encore avec ses conséquences. L'enquête officielle sur le scandale de Susurluk, qui avait explosé en novembre 1996, avait déjà suggéré que des « escadrons de la mort » d'extrême droite avaient été utilisés dans la lutte contre le PKK. Aujourd'hui, des allégations similaires circulent, alors que les autorités mènent la lutte contre une organisation fondamentaliste aux méthodes particulièrement brutales. La population turque demande des explications, mais les autorités n'ont pour l'instant pas fourni de réponses convaincantes.

Nicole Pope

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, FEBRUARY 17, 2000

Voice of Reform Rises From Devout Iran City

Ayatollah Seeks Office to Free Up Society

By Susan Sachs
New York Times Service

QUM, Iran — In this most devout of Iranian cities, a battle to emancipate the nation's rigidly controlled political life is being waged by a stern black-turbaned cleric with impeccable Islamic credentials.

Operating from a dingy converted photography studio in the center of town, Ayatollah Sayed Mohsen Musavi-Tabrizi heads a list of reform candidates for Parliament. Many of his competitors are his fellow Qum clerics, who are campaigning for the Feb. 18 elections on a platform of calling for purging the country of "deviant thoughts" and Western influence.

In Qum, the historic training ground for religious reformers and reactionaries alike, all the extremes of modern Iran are on display. But the country's politics can not be explained in simple terms of conservative versus liberal, or even religious versus secular.

Nothing expresses the subtleties involved better than the presence of a religious leader of Ayatollah Tabrizi's prestige in the loose national coalition of political neophytes who, in the name of progress, want to loosen the clergy's stranglehold on society.

"All of the debate about political and cultural openness that has emerged in the last two and half years around the country rages even stronger here," Ayatollah Tabrizi said. "At the same time," he added, "the opposition to those ideas is stronger in Qum than in many places."

Ayatollah Tabrizi's own daughter, Nafiseh Musavi, for instance, is firmly in favor of the laws requiring women to cover themselves with the chador, a full-length cloak and veil, which were put in place by the clergy after their revolution deposed the shah and brought them to power 21 years ago. But she is an avid supporter of reform of the clergy's powers. "For me, reform would mean that not just one small group of people will dominate society and tell us what to think," Mrs. Musavi said. "It's just better if more people can speak out. It wouldn't be against Islam if we could have the

opportunity to express ourselves."

Outside Ayatollah Tabrizi's headquarters, a steady stream of turbaned Muslim clerics hurried along the potholed streets, their tan cloaks billowing in the breeze. Every few meters, several stopped to examine the campaign posters pasted to store windows and walls for many of the 71 candidates who are competing for Qum's three parliamentary seats.

Across Iran, more than 5,000 people are running for 290 seats. Many proclaim themselves to be independents, but the best-known candidates are loosely organized into parties and factions that define themselves by their opposition or support for the policies of the reformist president, Mohammed Khatami.

The race has been particularly strained in Qum, as the candidates compete to speak in the city's many mosques and theological schools. This week, a group of about 30 religious teachers issued an appeal here to voters to elect only those who believe religion should dictate all cultural, economic and social policy.

"There has been just too much disrespect," said Ali Akbar Garibazad, a young mullah. "In the area of culture and openness, we've gone too far."

A few blocks away, though, another cleric, Hassan Ansari, argued in favor of open debate on Iran's future, including the role of the religious establishment that Iran's constitution puts in charge of most security forces, the judiciary and the news media.

"The Khatami forces say they are trying to create a civil society, but what does that entail?" said Mr. Ansari, who described himself as a supporter of Mr. Khatami. "That's what we need to discuss. The roots of what they are talking about are in Western values and this is an Islamic society. But we don't want to dismiss out of hand everything that comes from the West."

Qum occupies a hallowed place in Iranian history as a theological center for Shiite Islam for 10 centuries. The architect of the 1979 revolution, Ayatollah Ruhollah Khomeini, lived here, too, and it was in Qum that he developed and taught his concept of a 20th century theocracy that ultimately brought down the monarchy and became the law of the land.

Mr. Khatami, also a cleric of the ayatollah rank, began his own religious and political education in Qum, as did nearly every one of the country's powerful religious figures in the government.

Ayatollah Tabrizi, the reform candidate and a product of the city's network of religious schools and complicated system of loyalties to prominent ayatollahs, is the ultimate insider. Jailed as a subversive by Shah Mohammed Reza Pahlavi, he served at 27 as one of the youngest members of the first post-revolution Parliament. Now 47, he directs his own theological school and, more important, is a member of the Assembly of Experts, a body of 70 religious scholars chosen by their peers to make the most important political decisions.

Ayatollah Tabrizi said he made his decision to run for Parliament only a few days before the deadline for filing. Colleagues and friends, he said, urged him to run when it became clear that the pro-Khatami forces did not have a prominent figure to lead the way.

L'ex-maire de Téhéran règle ses comptes avec les conservateurs

Après neuf mois de prison, Gholamhossein Karbastchi a été libéré à la veille des législatives en Iran

TÉHÉRAN
de notre envoyée spéciale

L'ancien maire de Téhéran, Gholamhossein Karbastchi, avait posé comme condition à un entretien avec *Le Monde* de ne pas parler des élections législatives, dont le premier tour est prévu le 18 février en Iran. Mais la bête politique qu'il est pouvait difficilement s'empêcher de régler leur compte à ses adversaires conservateurs, de ramener à sa juste dimension la bataille électorale en cours et de critiquer certains de ses amis politiques du camp des réformateurs.

Condamné en mai 1999 à deux ans prison pour corruption, M. Karbastchi n'a purgé que neuf mois de sa peine. Alors que le tout-Téhéran affirme qu'il doit son élargissement à l'intercession de ses amis politiques – dont certains sont par ailleurs ses proches par alliance – auprès du Guide de la République, l'ayatollah Ali Khamenei, il affirme, pour part, ne le devoir qu'à la législation qui veut que, par une décision du Guide, tout prisonnier soit libérable après avoir purgé le tiers de sa peine, pour peu qu'il se soit bien comporté en prison. Ce sont chaque année, dit-il, des milliers de prisonniers qui bénéficient de ce genre de libération. Et bien que, d'après une source judiciaire, il demeure privé de tout mandat électif pendant dix ans, M. Karbastchi assure qu'il aurait pu se porter candidat aux élections législatives. « *Mais cela ne m'intéresse pas,* affirme-t-il. *Au Parlement, ils ne font que parler* »... Puis rectifiant le tir, il concède que « *la prochaine assemblée devrait être un tout petit peu meilleure que la précédente* ». Il juge que les réformateurs « *devraient y détenir une petite majorité, quelque 60 %* » des 290 sièges, que « *c'est mieux qu'il en soit ainsi parce que le Parlement sera plus actif* », et que, si « *la gauche* » décrochait une « *majorité écrasante, ce ne serait ni sain, ni bon pour le pays* ». Quant aux réformes, « *il y en aura sans doute, mais seulement dans une certaine mesure (...). Nous sommes dans une démocratie contrôlée* », remarque-t-il, mi-figue mi-raisin.

« C'EST UNE GUERRE »

M. Karbastchi, qui est à l'origine de la création en 1996, autour de l'ancien président de la République Ali Akbar Hachémi Rafsandjani, du groupe des Reconstructeurs *(Kargozaran),* est l'une des personnalités les plus connues de l'aile libérale (économiquement) de la mouvance réformatrice. Devenu une vedette – « *bien malchanceuse* », ironise-t-il – grâce à son efficacité à la tête de la municipalité et à cause de son procès – le premier d'une personnalité de ce rang en République islamique –, il ne doute pas un instant que sa condamnation était « *totalement* » politique.

« *Dix mois avant l'élection présidentielle de 1997,* raconte-t-il, *j'avais prévenu Mohammad Khatami que, s'il faisait acte de candidature, certains d'entre nous iraient en prison. Et c'est bien ce qui s'est passé. Si* [Ali Akbar] *Nategh-Nouri* [alors candidat conservateur au poste de président] *l'avait emporté, j'aurais sans doute également été condamné. Ils* [les conservateurs] *l'auraient fait pour me punir. Mais après l'élection de M. Khatami ils l'ont fait pour se venger.* » « *Oui, je suis un de ceux qui ont payé le prix de l'élection de M. Khatami. D'autres aussi l'ont payé* », ajoute-t-il, faisant sans doute particulièrement allusion à deux autres amis de l'actuel président de la République, le penseur et beau-frère du ministre de la culture, Mohsen Kadivar, et l'ancien ministre de l'intérieur, Abdollah Nouri, tous deux pensionnaires de la prison d'Evine, pour pensées politiquement non correctes. M. Karbastchi a pu voir le premier en prison pendant un certain temps, mais leurs rencontres ont été interdites dès l'arrivée à la prison d'Abdollah Nouri. D'abord difficiles, puisque même les visites familiales étaient autorisées au compte-gouttes, les conditions de détention de l'ancien maire de Téhéran se sont par la suite améliorées, assure-t-il. Il a, en particulier, pu recevoir des livres et des journaux, entrer en contact téléphonique fréquemment avec les siens et recevoir leur visite.

Amaigri, mais détendu et souriant, M. Karbastchi, qui a passé quarante mois en prison pour activisme politique sous le régime du Shah, estime qu'une prison est une prison, quels que soient les gouvernements. Mais pour lui, c'est un peu la règle du jeu. « *Après tout,* remarque-t-il, *c'est une guerre. Nous donnons un coup, et nous en prenons un autre. En fait, c'est une guerre de journaux, de discours, de procès, de condamnations, et de course aux postes ministériels.* »

A ses amis de la « *gauche* » qui, comme lui, font partie du camp des réformateurs, il reproche d'avoir « *malheureusement une lecture trop politique des choses* », alors que la priorité doit, à son avis, être donnée « *à l'économie, au bien-être des gens, aux emplois* ». Même le président Khatami, dont il est un ami personnel, « *a tort* » de trop valoriser la politique. « *Améliorer le niveau de vie de la population* » est à ses yeux une condition de la démocratie, car c'est la pauvreté qui engendre oppression et répression.

La presse, sans distinction de tendance, en prend elle aussi pour son grade. « *Certains partis,* dit-il, *utilisent les journaux comme une arme alors qu'un journal est fait pour informer.* » Lui qui avait déjà parrainé *Hamshahri (Citoyen),* le journal à plus grand tirage du pays, va en tout cas en lancer un autre, *Ham-Mihan (Compatriote).* Le premier numéro devait paraître la veille du premier tour des élections.

Mouna Naïm

LE MONDE / JEUDI 17 FÉVRIER 2000

De notre envoyé spécial à Téhéran, Gilles Anquetil

IRAN : « VENDREDI, C'ES

Dans un pays où 50% des électeurs ont moins de 30 ans, le président Khatami et sur une presse écrite insolente et pugnace pour faire basculer la majorité en sa

Deux éclats de rire. Le 10 février, la campagne électorale officielle pour les élections législatives du 18 février a commencé à Téhéran, capitale d'un pays pourtant rigoriste, dans l'hilarité générale. Le premier a été déclenché par la découverte dans la presse d'une photographie électorale d'Ali Akbar Hachemi Rafsandjani, ancien chef de l'Etat, actuel président du Conseil du Discernement et tête de liste de quatre différents partis aux législatives. Il pose assis au pied d'un arbre en compagnie de son petit-fils et – c'est une première – sans turban, cheveux au vent... Trois jours plus tard, conscient de l'effet involontairement comique de cette photo « à l'américaine », Rafsandjani s'est empressé de réapparaître dans les journaux coiffé de son noble attribut religieux.

L'autre éclat de rire collectif est né d'une attaque du député du camp conservateur – aujourd'hui, on dit sans fausse pudeur : la droite – Movahedi Savegi. Ce dernier s'en était violemment pris, devant des journalistes, au caricaturiste du journal « Azad », Nick-Ahang Kossar, emprisonné pour avoir offensé un puissant ayatollah de Qom. *« Nous savons,* a-t-il dénoncé, *qu'avant la révolution son comportement était mauvais. » « Mais, à l'époque du chah, il était un enfant »,* ont rétorqué les journalistes. *« S'il vous plaît, ne vous perdez pas dans les détails »,* a répondu l'accusateur. Le lendemain de cette bourde, les journaux réformateurs – pardon : de gauche – publiaient des dessins très drôles fustigeant les agissements « anti-islamiques » d'un bébé nommé Kossar. Les rieurs avaient gagné la partie.

Haley-Sipa Press

C'est le casse-tête enturbanné de la droite conservatrice : quoi qu'elle fasse pour discréditer ou harceler le camp du président Khatami, elle reçoit aussitôt en retour une salve de moqueries et une volée de bois vert. La riposte de la presse face à toute manifestation d'un certain crétinisme islamique est immédiate. Fini les réponses prudentes *« en zigzag »,* comme on dit ici. Tout est direct, clair, sans manières. Et les lecteurs applaudissent. La liberté de ton des dix quotidiens réformateurs autorisés fait merveille. Cette insolence collective est d'ailleurs parvenue à neutraliser la violence verbale ou écrite d'une droite qui n'ose plus proférer n'importe quoi sous peine de s'attirer un contre-feu redoutable. *« Les conservateurs ont enfin compris qu'ils ne parviendront plus à verrouiller la société civile,* explique le sociologue Amin Nickpey. *Nous sommes dans un régime inédit et original où le président et les ministres sont les premiers opposants. »* Grâce à la pugnacité d'une presse qui a multiplié en un an sa diffusion par trois, le débat politique est aujourd'hui permanent.

Jour après jour, elle marque des points dans la « bataille culturelle » qui l'oppose à la droite. Le général Rahim Safadi, commandant en chef des gardiens de la révolution, ne s'y est pas trompé. Dans un récent discours, il a été fort clair : *« Il faut lancer un vigoureux assaut contre nos ennemis culturels, qui ont compris que la deuxième génération de la révolution* (50% de la population est née après 1979) *est la plus perméable à leur influence. Sa vulnérabilité est une menace pour la foi islamique. »* Rien d'étonnant à ce que pétitions de mollahs de Qom, harangues et déclarations solennelles réclament d'une manière bruyante et répétitive la tête du ministre de la Culture, Mohadjareni, désigné comme

T LE JOUR DU PEUPLE!»

chef de file des « réformateurs », compte sur une jeunesse avide de changement faveur lors des élections législatives

Partisanes du parti réformiste pendant la campagne électorale. « Vendredi prochain, c'est le tour du peuple. Ne le laissez pas passer. Cette révolution et cette république sont celles de la jeunesse », exhorte Khatami.

le chef d'orchestre de ce complot « anti-islamique ».

A la veille d'un scrutin aussi important qui peut faire basculer la majorité – la droite tenait jusque-là le Parlement – tout est calme à Téhéran où la campagne, à quelques exceptions près, s'est déroulée dans un climat étrangement paisible. Les restrictions imposées en matière d'affichage électoral, la rareté des meetings et la discrétion délibérée de la télévision officielle, hostile à Khatami mais qui, instruite par les élections antérieures, sait que toute propagande ostensiblement anti-khatamiste se révélerait une nouvelle fois antiproductive, font que la campagne paraît presque timide. En fait, le vrai débat se passe dans les journaux que les Téhéranais s'arrachent – beaucoup d'entre eux en lisent trois ou quatre par jour.

Vendredi 11 février, le président Khatami célébrait, place Azadi, le 21e anniversaire de la révolution islamique. Devant une foule immense, il a exhorté les Iraniens à aller voter en masse. « *Vendredi prochain, c'est le tour du peuple. Ne le laissez pas passer. Pas un seul Iranien ne doit, ce jour-là, rester chez lui. Cette révolution et cette république sont celles de la jeunesse.* » Khatami sait que plus de 50% des 38 millions d'électeurs inscrits ont moins de 30 ans. La droite, télévision comprise, a vu le danger. Elle ne fait aucun effort pour mobiliser les électeurs. Au contraire : elle vient de faire adopter une loi qui porte la majorité électorale de 16 à 17 ans, privant ainsi du droit de vote 1,5 million de jeunes. Quant au Conseil des Gardiens, acquis à la cause des conservateurs, il a disqualifié, au terme d'une longue bataille qui a passionné l'opinion publique, 576 candidats sur plus de 6 000. Au motif, fort arbitraire, qu'ils ne respectaient pas « *les valeurs fondamentales de la république islamique* ». La grande majorité étaient, bien sûr, des khatamistes. De sa résidence surveillée de Qom, l'ayatollah Montazeri, très respecté à gauche, a jugé ces disqualifications inconstitutionnelles. Et puis il y a eu cette déclaration inouïe, inimaginable dans un autre pays : « *S'il y a des hommes et des femmes qui estiment que leurs droits ont été violés de quelque manière, je leur présente, en tant qu'humble citoyen, mes excuses.* » Déclaration signée Mohamad Khatami. Un président s'excusant publiquement d'une décision prise par une institution de son pays, c'est du jamais vu. C'est aussi ça, l'Iran.

Samedi 12 février. Dans le centre sportif Shiroud, en face de l'ancienne ambassade des Etats-Unis, le Front de la Participation tient meeting en faveur des éliminés des élections. 3 000 jeunes déchaînés brandissent des drapeaux jaunes, la couleur de Khatami, et lancent des slogans à la mode iranienne très inédits : « *Vive Mossadegh* », « *Kadivar, Nouri doivent être libérés* », « *Nous sommes tous des éliminés* »... L'atmosphère est très chaude. Tous les orateurs promettent de rendre au Majlis – l'Assemblée nationale – sa vraie place, car il appartient, disent-ils, au peuple, pas au clergé.

Un autre slogan fait mouche : « *Rafsandjani, tu es l'ennemi de la liberté.* » Il est vrai qu'avec sa candidature Rafsandjani a lancé un véritable Exocet contre le camp réformateur. L'ancien président de la République, en se présentant, joue gros et prend le risque de tomber de son piédestal d'arbitre de la nation. Celui qui prétend devenir le futur président de l'Assemblée nationale doit faire face à un feu nourri de critiques tant on lui reproche de diviser intentionnellement la gauche. Le journaliste vedette Akbar Ganji, son plus célèbre accusateur, dresse jour après jour un bilan dévastateur de ses huit années à la tête de l'Etat. Il le traite sans vergogne de menteur, de voleur, de complice d'une répression féroce contre l'opposition et de continuateur irresponsable de la guerre Iran-Irak. Ganji prend tous les risques. « *Je sais*, dit-il, *qu'on peut me tuer aujourd'hui ou demain, mais il faut que toute la vérité apparaisse. On reproche à la gauche de ne parler que de développement politique et de passer sous silence les questions économiques et sociales. Nous y sommes obligés. Seule la politique permettra d'ouvrir grand les portes de la société.* »

« *La situation est précaire*, dit Morad Saghafi, directeur de la revue "Goft-o-Gu". *L'Iran est déjà une république, mais pas encore une démocratie. Les réformateurs savent ce qu'ils ne veulent pas mais n'ont pas les moyens de ce qu'ils souhaitent. Aujourd'hui, seul Khatami est capable de rendre possible un "vivre-ensemble" dans un pays où la représentativité de chaque parti politique ne dépasse pas 1,7%.* »

Pour la gauche, la marche vers la démocratie est irréversible. Est-ce, en république islamique, un vœu pieux ? « *Faisons du 29 bahman* [le 18 février] *un nouveau 2 khordad* [date de la victoire de Khatami à la présidentielle] » est le slogan des réformateurs. Inch'Allah !

G. A.

LE FIGARO
18 FÉVRIER 2000

Le printemps des Kurdes

Sanandaj :
de notre envoyé spécial
Serge Michel

Aux paysans, il faut parler franc. « *Khatami est un bon musulman. Je suis son ami. Votez pour moi* », assène Jalal Jalalizadeh, perché sur le muret d'un carrefour boueux qui semble être le centre du village. Une hache ou un poulet à la main, les habitants de Gilani ont stoppé net leurs activités pour approuver gravement l'orateur. Ils n'en reviennent pas : après des décennies de loi martiale, c'est un politicien qui vient les voir au lieu d'un régiment armé jusqu'aux dents.

Pour cette tournée dans les villages proches de Sanandaj, la capitale de la province iranienne du Kurdistan, Jalal Jalalizadeh a revêtu ses plus beaux habits kurdes : pantalon large, large écharpe nouée à la taille, foulard noir et blanc sur la tête. Tenue interdite jusqu'à l'élection de Khatami en mai 1997 et considérée comme un affront direct au gouvernement central.

« *Spiritualité, justice, liberté* », lance le candidat. Slogan que les villageois décryptent immédiatement : Jalalizadeh, qui figure sur la liste de gauche du Front de la participation, principale formation réformatrice de Reza Khatami, le frère du président, fait campagne pour la minorité kurde opprimée, sunnite en grande majorité, dans l'Iran où le chiisme est religion d'État.

L'an dernier, la gauche a déjà remporté les élections locales en épousant la cause kurde avec un vieillard flamboyant : Abdol Monim Mardoukh, descendant d'une famille de khans (seigneurs féodaux) qui a régné 400 ans sur la région. Cette année, pourtant, Mardoukh a été rayé des listes par le très conservateur Conseil des Gardiens, officiellement pour « *éducation insuffisante* ».

Dans sa belle maison de Sanandaj, Abdol Monim Mardoukh ne décolère pas : « *J'ai étudié la théologie durant des années,* dit-il. *Téhéran a refusé de reconnaître que c'est l'équivalent des études chiites. C'est un crime contre la démocratie.* »

A qui profite ce crime ? Au candidat de droite, qui garde ainsi une chance d'être élu. Député sortant, Bahuldin Adab a commis en 1997 l'énorme erreur de soutenir Nateq Nouri, l'homme de l'establishment balayé par Khatami. Trois ans plus tard, Adab se dit indépendant et affiche l'image du président sur sa brochure électorale. « *Je n'ai aucun problème avec les réformes* », dit-il avec un sourire angélique.

> *Depuis deux ans, la langue kurde est autorisée dans les journaux, les livres et les mosquées*

Ce n'est pas tout : Adab s'est aussi réveillé sur la question ethnique : « *Ils ne vont pas nous offrir nos droits de Kurdes sur un plateau. Il faut les prendre !* »

Les adversaires, à couteaux tirés, se réclament tous deux du président et de la cause kurde. Au point que Reza Khatami a dû venir à Sanandaj pour fustiger « *ceux qui se prétendent les amis du président après avoir voulu l'étouffer* ». Mais cela ne suffit pas et le gauchiste Jalalizadeh est obligé de faire de la surenchère. « *Je veux la vérité sur les assassinats d'opposants kurdes* », chuchote-t-il à cause des « *espions* » dont serait truffé son quartier général. « *Aucun représentant du Guide dans le pays n'est sunnite. Aucun ministre n'est kurde. Aucune mosquée à Téhéran n'accueille les sunnites alors que les Juifs ont leur synagogue et les Arméniens leurs églises.* »

Le plus déroutant, c'est que ces propos régalent l'homme du gouvernement central. « *La société civile se met en place* », constate le gouverneur Abdullah Ramazanzadeh. De fait, pour la première fois dans l'histoire, le gouverneur est lui-même un Kurde. « *Le pouvoir central iranien a toujours regardé le Kurdistan avec les yeux du nationalisme chauvin et de la répression militaire,* dit-il. *Il était logique que les Kurdes se rebellent.* »

Ce politicien de 41 ans, auteur d'une thèse sur les minorités ethniques, est un proche de Mohammad Khatami. Durant la campagne de 1997, il lui a soufflé quelques idées sur les minorités ethniques qui ont valu au président des scores allant jusqu'à 80 % dans la région.

Alors, il a fallu tenir promesse. Depuis deux ans, la langue kurde est autorisée dans les journaux, les livres et les mosquées. Un premier film kurde est en production. Des troupes de musique traditionnelle obtiennent des subventions.

On ne compte plus les séminaires sur l'histoire et la culture kurde. Et dans les cercles soufis de la ville (les Kurdes adorent cette version mystique de l'islam), les derviches se mutilent sans souffrir, sous l'égide d'un cheikh revenu d'exil après vingt ans.

« *Bientôt, on enseignera même le kurde à l'école* », lance le gouverneur. Cette idée qui ferait s'évanouir n'importe quel politicien turc figure depuis vingt ans dans la Constitution iranienne (art. 15), mais n'a jamais été mise en application.

Tant de bienveillance épouvante les conservateurs. L'an dernier, ils ont exploité à fond des incidents intervenus lors d'une manifestation en faveur d'Abdullah Ocalan. C'est au Kurdistan que la « société civile » prônée par Khatami va subir l'une de ses épreuves les plus sérieuses.

Si les libertés nouvelles devaient déraper en revendication séparatiste, le chapitre réformateur en Iran pourrait se refermer très vite.

Du coup, indépendance et autonomie sont des mots tabous à Sanandaj. « *Ce sont aussi des concepts démodés,* estime le journaliste Ehsan Houshmand, éminence grise de la gauche. *On préfère se battre pour nos droits civiques. Cela fait partie du programme de Khatami et nous attirera moins d'ennuis que la lutte armée.* »

Alors, où est passée la grande cause de l'unité kurde ? Et la solidarité avec Ocalan ? Tous les Kurdes d'Iran vous le diront : Ocalan s'est battu pour une juste cause. S'il se balance un jour au bout d'une corde, sa place au paradis est réservée non loin du Prophète. Mais c'est tout : les Kurdes iraniens semblent désormais préférer les urnes aux mitraillettes.

Young Iranians Clamor for Change

Their Strength at Ballot Box Could Hand Parliament to Reformers

By Howard Schneider
Washington Post Service

TEHRAN — The music started and the crowd was on its feet, dancing and shouting, boys and chador-draped girls mingling freely in the small auditorium. They cheered their candidate in a raucous campaign rally that was a hallmark of the new political season in Iran — a time when many young Iranians have become convinced that parliamentary elections Friday could help mold this Islamic country into a place where they have more freedom to think, do and say what they want.

With interlocking layers of authority, the conservative clerical establishment is still strong enough to slow the reform movement that for the past three years has tilted away from Iran's strict theocratic foundations. But even before the first vote is cast, the two-fingered whistles that girls give their favorite candidates — and the defensive words and actions of conservative opponents — have made one thing clear: For the old guard that came to power in Iran in 1979 with Ayatollah Ruhollah Khomeini, the rules of the game have changed.

A reformist coalition, inspired by the 1997 election of President Mohammed Khatami on a platform of civil reform and openness, is widely expected to break conservative control of the Parliament, gaining enough seats in the 290-member assembly to enact legislative and social changes blocked during Mr. Khatami's first years in office.

"With their massive presence, the people will not only show their will but also help the president and the government to fulfill their promises," Mr. Khatami said in a speech on state television Wednesday, the last day of campaigning. This "unique epic," he said, will occur if all the young men and women "take part in the elections."

The head of the country's main conservative faction contended in a speech that his camp would retain a majority in the assembly no matter what Mr. Khatami says. But other conservatives acknowledge that Iran's political environment is shifting and have positioned themselves less as opponents of change than as advocates of a slower reform.

"Change is good," said Mohammed Javad Larijani, a conservative who is running for re-election and is among those who say Iran's new atmosphere and overwhelmingly youthful demographics must be accommodated. "All Iranians are moving toward pragmatism," he said.

Institutions such as the Guardian Council — answerable only to the unelected supreme clerical leader, Ayatollah Sayed Ali Khamenei — retain power to block any changes they consider un-Islamic, including laws passed by Parliament. But a strong reform vote Friday could make the council's authority difficult to assert. And such institutions could themselves become targets if momentum builds in the new Parliament to revise the constitution.

The elections will test the reform movement's ability to sustain itself in the face of establishment efforts to dilute it.

"Five years ago, people were afraid to expose their own views," said Ali Rashidi, a former central bank president who was barred from running because of his reformist views. "Now there is going to be a very strong force that will move to the right side of issues," including constitutional reform that could shift more power toward elected officials and away from clerical authorities.

The United States has considered Iran a hostile state since Ayatollah Khomeini's followers toppled Shah Mohammed Reza Pahlavi in 1979, seized the U.S. Embassy and 66 hostages and preached the export of Islamic revolution. But Iran in recent years has moved toward democracy, becoming a place where basic principles are debated in a way not seen in American-allied countries in the Middle East such as Saudi Arabia and Egypt.

If the young Iranians clamoring for change get their way, a new political atmosphere could enhance regional stability, improving the sense of security among the Gulf's oil monarchies, lessening long-standing Arab-Iranian tensions and even, according to some analysts, encouraging democratic trends in other Islamic countries.

Some officials in Iran and the United States have supported an evolution toward normal relations. But there has been little substantive progress, a fact that Secretary of State Madeleine Albright hinted could change if the election confirms the strength of Iran's pragmatic forces.

The elections, in which about 38 million Iranians age 16 and older are eligible to take part, will test the reform movement's ability to sustain itself in the face of establishment efforts to dilute it.

Several key figures, including Abdullah Nouri, a popular liberal cleric previously considered a strong candidate for assembly speaker, were jailed for their views before the campaign. Others were among more than 570 hopefuls banned from running under a system in which a conservative-dominated body reviews each potential contender.

Electoral changes passed before the campaign, moreover, give conservatives a further edge in a race that will force voters to sort through nearly 6,000 names in two rounds of balloting.

The reform camp seems to have met the test without missing a stride. For every derailed contender, a substitute surfaced, including Mr. Nouri's brother and the sister of another popular imprisoned cleric, Mohsen Khadivar.

Once sensitive topics — the need for broad constitutional change, social freedoms and limits on the power of unelected clerical figures such as Mr. Khamenei — are being discussed.

Establishment figures are booed. Catch phrases involving freedom, prosperity and "Iran for all Iranians" have replaced religious militancy in slogans from the left, center and right. Readings from the Koran still start the typical gathering, but they are followed by once-banned nationalist anthems and ancient Persian poetry. A record number of women are running; a record low number of clerics.

> "We accept an interpretation of Islam that supports justice, freedom and morality for everyone," said Zahra Mujaradi, a theology student and mother of three. "Without freedom we will not have morality."

"Don't lose sight of how significant this is," a Western diplomat said. "A free and fair election. No holds barred. An open debate. This is supposed to be a clerical theocracy and it is transformed, before our eyes, into a pretty lively democracy."

The first round of voting Friday is likely to produce few clear winners, although the turnout and trends should be enough to anticipate final results, which may not be known for several weeks.

■ Reform Paper Debuts

A daily newspaper established by Tehran's former mayor, Gholamhossein Karbaschi, went on sale Thursday, Agence France-Presse reported. Mr. Karbaschi, 44, whose tenure as the capital's mayor ended with a prison sentence that reformers say was a political frame-up, was freed last month by Ayatollah Khamenei.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE,

FEBRUARY 18, 2000

LE MONDE / SAMEDI 19 FÉVRIER 2000

Le mélange du religieux et du politique est contesté par de nombreux Iraniens

Pour le grand ayatollah Makarem Chirazi, les deux sont « jumeaux »

Les Iraniens se sont rendus aux urnes, vendredi 18 février, pour élire les 290 députés qui formeront le sixième Parlement de la République islamique. Les médias officiels ont exhorté la population à voter en rediffusant des déclarations de l'ayatollah Rouhollah Khomeini, fondateur de la république, et d'autres dignitaires religieux au sujet de l'importance des élections. Les résultats seront connus au mieux samedi.

QOM
de notre envoyée spéciale

Les Iraniens sont de plus en plus irrévérencieux envers les mollahs, qu'ils raillent avec délectation. Non qu'ils récusent la religion. Ce serait même le contraire. La grande majorité d'entre eux sont fiers de leur appartenance à l'islam et de leurs villes saintes – dont Qom – et respectueux de la haute hiérarchie religieuse. Leurs sarcasmes traduisent la lassitude de voir le clergé s'obstiner à gérer le pays au nom de la religion, ou plutôt de la version la plus conservatrice de cette dernière, alors qu'à leurs yeux c'est de *« gestionnaires »*, d'*« experts »* de *« personnels rationnels »* et *« compétents »* que le pays a besoin.

La bataille qui, dès janvier, et dans la perspective des législatives du 18 février, a opposé réformateurs et conservateurs à coups de déclarations, d'échanges d'accusations et d'éditoriaux, n'a pas épargné le clergé. Ainsi, le dessinateur du quotidien *Azad*, diffusé sur l'île de Quish, a-t-il publié deux dessins dont les allusions n'ont échappé à personne. Un chef religieux, l'ayatollah Mesbah Saneï, ayant accusé les partisans du changement d'avoir été infiltrés par la CIA, et la presse réformatrice d'avoir été payée par la centrale de renseignements américaine, *Azad* lui a renvoyé l'accusation sous les traits d'un crocodile (en iranien : *temsah*, phonétiquement proche de *Mesbah*) pleurant sur son sort, sous la menace d'écrivains *« mercenaires »*. Le lendemain, le caricaturiste enfonçait le clou, en mettant en scène un intégriste à la panse remplie de billets verts, sommant un homme de plume au ventre creu d'avouer ce qu'il a fait des dollars.

Il n'en a pas fallu plus pour que des centaines d'étudiants des écoles religieuses de Qom se mettent en grève pour dénoncer l'offense et réclamer la démission du ministre de la culture, Ataollah Mohadjarani, qui est à la pointe du combat pour les libertés, et que ces étudiants tiennent pour responsable de ce qu'ils considèrent être une dissolution des mœurs. C'est à la demande du Guide de la République, l'ayatollah Ali Khâmeneï, qu'ils ont cessé leur mouvement. Le caricaturiste a été conduit en prison et le directeur responsable du journal, Mohamad Reza Yazdanpanah, traduit en justice, bien qu'il ait présenté de plates excuses à quiconque a été *« involontairement »* offensé.

CANDIDATS RÉFORMATEURS

Contrairement à ce qu'on pourrait croire, la ville de Qom, qui abrite le tombeau de Fatima, la sœur de l'imam Ali Reza, une grande université et une multitude d'écoles religieuses, n'est pas entièrement acquise au camp conservateur. C'est là, du reste, qu'est maintenu en résidence surveillée l'un des plus éminents ayatollahs dissidents, Hossein Ali Montazeri. Et la liste des candidats réformateurs aux législatives y est conduite par un autre ayatollah, Sayed Mohsen Mousavi-Tabrizi. Ici peut-être plus qu'ailleurs, des clercs se sont portés candidats sur toutes les listes électorales. Le plus célèbre d'entre eux à l'échelle nationale est candidat à Téhéran. Il s'agit de l'ancien président de la République, Ali Akbar Hachémi Rafsandjani, qui, malgré son rang religieux et ses états de service politiques – ou plutôt à cause de ces derniers –, en a pris pour son grade de la part de certains éditorialistes réformateurs.

« DES RÉFORMES S'IMPOSENT »

Cette mixtion du temporel avec toutes ses vicissitudes et du spirituel est au cœur d'un débat au sein de la hiérarchie religieuse, tous niveaux confondus, et entre penseurs. Pour Makarem Chirazi, l'un des rares « grands ayatollahs » (*marjaa taqlid*, c'est-à-dire source d'imitation pour les musulmans chiites), le mélange des genres ne risque pas de nuire à la religion. *« Si la politique est guidée par les valeurs humaines et religieuses, alors elle ne concurrence ni ne contredit la religion »*, a-t-il déclaré au *Monde*, dans sa *hozeh* (école religieuse) de Qom. Et *« si les politiques suivent la voie des valeurs humaines et morales, ils ne nuisent pas* [à la religion]. *Au contraire, ils la purifient »*, assure-t-il. *« La politique en islam n'est pas assimilable à celle* [qui se pratique en] *Occident.* (...) *Celle-ci est fondée sur les* [valeurs] *matérielles et nuit à la religion. »*

En tant que république, dit-il encore, l'Etat iranien doit *« se fonder sur l'avis des gens et les élections »*, et c'est la raison pour laquelle il incite les Iraniens à exercer leur droit de vote. Mais, *« en tant qu'islamique »*, l'Etat iranien *« doit être guidé par un expert connaisseur de l'islam »*. D'où le principe du *vali-faqih*, c'est-à-dire de la suprématie du Guide, premier personnage de l'Etat. Ce principe est à la base de la Constitution de la république, mais il ne fait pas l'unanimité au sein de la hiérarchie religieuse, encore moins parmi les laïcs. Mais, explique le grand ayatollah Makarem Chirazi, *« la culture musulmane, la religion et le gouvernement sont jumeaux »*. *« Les gens doivent être consultés, mais à la lumière des valeurs islamiques. En Occident, la démocratie est un concept politique laïc. En République islamique,* (...) *elle est conforme »* aux principes de base de la religion.

Pour toutes ces raisons, *« rien,* dit-il, *n'interdit aux hommes de religion d'occuper des fonctions politiques »*. Mais aucun gouvernement au monde n'étant parfait, *« des réformes s'imposent constamment »*. Pour ce qui est de l'Iran, *« la priorité doit être accordée aux réformes économiques, parce que les gens souffrent du chômage, de la cherté de la vie, etc. »*. Il n'en faut pas moins *« des réformes dans le domaine des libertés,* (...) *toujours dans le respect des valeurs religieuses et islamiques »*.

Mouna Naïm

Ecevit : le PKK continue l'entraînement en Iran et dans le nord de l'Irak

ANKARA, 19 fév (AFP) - 11h13 - Le Premier ministre turc Bulent Ecevit a estimé nécessaire de rester vigilant à l'égard des rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qu'il a accusés de continuer à s'entraîner dans des camps installés en Iran et dans le nord de l'Irak.

Dans des déclarations à la chaîne d'information en continu CNN-Turquie, M. Ecevit a indiqué vendredi soir à propos des membres du PKK: "Ils veulent maintenir la menace d'actes terroristes comme une épée de Damoclès sur la Turquie car ils ne sont pas d'accord pour déposer les armes".

"Ils continuent leur entraînement militaire en Iran, dans le nord de l'Irak et dans certains autres pays car ils veulent maintenir la pression sur l'opinion et la politique turques", a-t-il ajouté.

Depuis l'arrestation de son chef, Abdullah Ocalan, condamné à mort pour trahison, le PKK prône une solution pacifique du problème kurde et a proclamé l'abandon de la lutte armée lancée en 1984.

Herald INTERNATIONAL Tribune
WEDNESDAY, FEBRUARY 9, 2000

A Saddam Surprise? Evidence Points to Biological Weapons Project

By Barbara Crossette
New York Times Service

UNITED NATIONS — With a new arms inspection system now being devised for Iraq, some arms control experts are looking anew at Iraqi biological weapons programs and finding evidence of at least one more secret project still to be uncovered.

In recent months, Milton Leitenberg, an expert on biological weapons, has been looking at this murkiest and most dangerous corner of Saddam Hussein's armory.

He says a series of reports add up to indications that Iraq may be trying to develop a new viral agent, possibly in underground laboratories at a military complex near Baghdad where Iraqis first chased away inspectors six years ago.

Mr. Leitenberg, a senior fellow at the University of Maryland's Center for International and Security Studies, has collected reports on Iraqi sites and activities from a variety of people, including two Iraqi defectors.

In Britain, research and intelligence experts, also persuaded that there are more germ warfare agents left in Iraq than previously known, have suggested that Iraq may have produced the organism that causes bubonic plague.

No evidence has been published in support of this theory, American experts say, and UN inspectors found no trace of the plague in Iraq.

Mr. Leitenberg does not know what the new virus is — if indeed it is a virus and not a bacterial agent. But he said in an interview that accumulating evidence of this previously unknown component of the Iraqi germ warfare program suggests that Hans Blix, the new chief inspector for Iraq, may want to give priority to biological weapons.

Mr. Leitenberg and other experts also say inspectors will have to be aggressive in demanding access in Iraq. Dozens of major questions remain unanswered.

Mr. Blix is the chairman of the new UN Monitoring, Verification and Inspection Commission and thus chief inspector for Iraq. From 1981 to 1997, he was director-general of the International Atomic Energy Agency, which was responsible for dismantling Iraq's nuclear programs.

In March, he will take over inspections of biological, chemical and missile programs, and he has been asked by the Security Council to give Iraq a list of tasks it must accomplish to have international sanctions suspended.

Iraq has not said it will admit inspection teams, though; it says it has already fully disarmed.

At a news conference on Friday, Mr. Blix said there were very few unanswered questions on Iraq's nuclear arms. In the missile area, Iraq may also be able legitimately to meet demands for closure.

For chemical programs, there are outstanding questions on quantities of poison produced, especially the nerve agent VX, and whether those substances were loaded into warheads.

Biological programs, however, have been the most difficult to uncover. Richard Butler, the former executive chairman of the UN Special Commission, said that was because they were the most important to Mr. Saddam.

"Over nine years now," he said in an interview, "Iraq has consistently made extraordinarily strenuous efforts to hide the biological program — well beyond those they made on missiles or chemicals. Why? Why? No effort was too much to prevent us from getting to the truth. That says to me it was big and nasty."

The Iraqis may be trying to develop a new viral agent.

Iraq is required to be certified free of weapons of mass destruction before the United Nations lifts sanctions that were imposed because of the invasion of Kuwait in 1990.

Arms control experts contend that the list of conditions for suspending sanctions must be left open-ended so inspectors can add to it if necessary.

Otherwise, they say, Iraq will probably conceal all the activities it can while providing minimum information to meet requirements.

Former UN inspectors list a host of biological agents found in Iraq, including botulinum toxin, anthrax, camel pox and infectious hemorrhagic conjunctivitis virus.

The commission was never able to account for all the stocks of biological agents — which Iraq denied having until 1995 — or for large amounts of growth material used to produce germ warfare agents.

In interviews this week, Mr. Leitenberg said new evidence from Iraqi exiles, one an engineer, and from other pieces of information leads to a renewed focus on an Iraqi site known as Salman Pak, an area of about 10 square miles in a bend in the Tigris River southeast of Baghdad.

The area once housed a large military research institute and animal testing centers and was always of great interest to inspectors.

Although Iraq said it had relocated its research laboratories to Al Hakam, a complex later destroyed by the UN Special Commission, Salman Pak was bombed in 1991 during the Gulf War, an indication that Western intelligence still considered it an active installation.

Mr. Leitenberg said an underground laboratory might still be functioning there, detectable by ground-level air ducts camouflaged by a small shed. He said a UN inspector had missed an above-ground laboratory there in 1992.

A team that toured the same building in 1994 found a decontamination shower and airlock doors, hallmarks of a high-risk environment.

About the same time, the UN inspectors tried to excavate a recently dug and refilled trench at Salman Pak, looking for something that may have been hastily buried. The digging met what inspectors call a nearly hysterical Iraqi reaction. Iraqi officials called in mullahs to declare the land sacred and off limits.

The inspectors never pushed hard to do more excavations there or in nearby locations.

In the following months, the inspectors finally cornered Iraq into confessing to the biological weapons program it had said it never had, and Salman Pak became less a site for detective work than for verification of documentation turned over by the Iraqis.

Arms experts want the detectives to go back.

■ U.S. Bombs Northern Iraq

U.S. warplanes bombed northern Iraq on Tuesday after Iraqi forces fired anti-aircraft artillery during a routine patrol flight in the no-flight zone in the region, the U.S. military said, Agence France-Presse reported from Ankara.

19 February 2000, Copyright © Turkish Daily News

Human Rights Watch accuses Turkish authorities over Hizbullah case

- Jonathan Sugden, Turkey researcher at Human Rights Watch: By action or omission, the Turkish state bears some responsibility for the slaughter committed by Hizbullah

Washington - Turkish Daily News February 19 , 2000

A Human Rights Watch article entitled "What is Turkey's Hizbullah?" and released on Wednesday accused the Turkish state of complicity in the bloody Hizbullah case that started to unravel after a Jan. 17 police raid in Istanbul. Jonathan Sugden, Turkey researcher at Human Rights Watch, wrote: "By action or omission, the Turkish state bears some responsibility for the slaughter committed by Hizbullah. In accord with the criteria contained in the U.N. Principles on the Effective Prevention and Investigation of Extralegal Arbitrary and Summary Executions, the evidence currently at hand should trigger such an investigation. Those principles also provide an excellent model for the way a thorough investigation be conducted."

The article went on to suggest: "The government remained deaf to allegations that its security forces were colluding with Hizbullah. In April 1995, a parliamentary commission for investigation -- under-equipped and complaining of official obstruction -- produced findings which seemed to confirm the links, but no public action was taken on its report."

The Human Rights Watch article, challenging Turkish authorities, said: "Are the current operations against Hizbullah and the killing of its leader merely the disposal of a puppet organization which has reached the end of its useful life? Or is the Turkish government prepared to initiate a full investigation of the links between security forces and Hizbullah?" And the report claimed that while commenting on this issue on Feb. 16, Prime Minister Bulent Ecevit "detailed evidence for such links" and called for an independent inquiry into the allegations.

The report also stated, "It has emerged in the past few days that the Batman governor's office, where local officials claimed in 1993 that the military provided training for Hizbullah, was importing weapons from eastern Europe in the early 1990's, and that many of the weapons imported cannot be accounted for."

Human Rights Watch first called for an investigation of links between Hizbullah and the security forces in 1992. The report said: "Fikri Saglar, who served as a government minister that year, expressed the view that 'the founder, promoter and indeed user of Hizbullah in the Southeast was the high command of the Armed Forces. Hizbullah was expanded and strengthened on the basis of a decision at the National Security Council in 1985, and some of them were even trained at security force headquarters'."

Attacking the Turkish government, the report said, "The Turkish authorities never investigated these allegations, opting to deny the existence of Hizbullah, and the current government remains impassive to allegations of collusion with Hizbullah."

19 February 2000, Copyright © Turkish Daily News

Lindh: PKK does not represent the majority of Kurds

- From the point of view of Sweden and the European Union, it is very important to have full human rights and the right to broadcasting and education in different languages

Ankara - Turkish Daily News

Swedish Foreign Minister Anna Lindh said that human rights were a prerequisite for Turkey's European Union membership, adding that Sweden supported Turkey's EU membership bid. She also stressed that Turkey should grant education, broadcasting and cultural rights to Kurds to advance its case for EU membership.

On the last day of her visit to Ankara, Anna Lindh met with her counterpart, Ismail Cem, Kamran Inan, chairman of Parliament's Foreign Relation Committee and Sema Piskinsut, chairwoman of Parliament's Human Rights Committee before holding a press conference at the Swedish embassy.

Speaking about her meetings with Turkish officials Lindh said that she had had a very fruitful visit to Turkey and was happy to see progress on human rights issues, but she added that a lot of work remained to be done, particularly in the fields of human rights, association rights and freedom of expression.

Reaffirming that Sweden was closely following human right issues in Turkey she said, "we both criticize and support Turkey over human rights."

In response a question about the Kurdistan Workers' Party (PKK) she stated: "we have clearly condemned terrorist attacks, and the PKK has committed terrorist attacks, but now it has declared that it has abandoned the armed struggle. We also believe that the PKK does not represent the majority of Kurds."

Asked what she discussed with Feridun Celik, the mayor of Diyarbakir, the largest city in the overwhelmingly Kurdish Southeast, she indicated that she had discussed Kurds' political demands of Kurds and the economic problems of the region.

Yesterday Lindh called on Human Rights Foundation (IHV) Chairman Yavuz Onen and Human Right Association (IHD) Chairman Husnu Ondul.

"Turkey must not only enact more democratic laws but must enforce such legislation once it is approved. Turkish laws must be reformed not only in theory, but in practice. This is a crucial point in cooperation with the EU," Lindh said.

Sweden has been an outspoken critic of Ankara's shaky human rights record and was for long opposed to Turkey being named a candidate for EU membership for just that reason.

The EU has accepted Turkey as a candidate for membership, but Lindh said that the country must improve its poor human rights record and press forward with democratic reforms. "Torture is already forbidden," she said, but continued that it was important that such laws be enforced.

Retour sur une révolution confisquée

Pourquoi la révolution islamique a-t-elle triomphé ? Et quelles furent les dérives du nouveau régime ? Un bilan sans concession signé du journal iranien *Sobh-e Emruz*.

SOBH-E EMRUZ
Téhéran

Vingt et un ans se sont écoulés depuis la victoire de la révolution islamique en Iran. Plus que jamais, notre peuple se demande pourquoi il a fait la révolution. Que voulait-il rejeter, vers quoi se dirigeait-il ? Comment imaginait-il l'Iran postrévolutionnaire ? Avant tout, il faut faire une distinction entre les militants qui, depuis plus d'un quart de siècle, luttaient contre le chah et ceux de la dernière heure : le clergé rallié à l'imam Khomeyni et le peuple. Les motivations de la population dans le mouvement révolutionnaire étaient plutôt d'ordre culturel. Le peuple était mécontent des aspects modernistes de l'ancien régime et de l'infiltration d'une culture occidentale vulgaire qu'il avait encouragée. La dépendance politique et économique du régime et sa corruption ne le préoccupaient guère. Pour les intellectuels et les militants, au contraire, c'était la dépendance quasi totale du régime à l'Occident, et surtout aux Etats Unis, qui constituait la base de leur opposition au chah. A leurs yeux, le système était impossible à réformer. Suivant cette logique, ils prêchaient la révolution et l'indépendance du pays. A l'époque, les slogans révolutionnaires allant dans ce sens venaient d'eux et non du peuple.

La société ne supportait pas une grande pression économique. Les recettes pétrolières augmentaient et le niveau de vie et le marché de l'emploi en profitaient. Le mécontentement populaire à l'égard des conditions économiques était limité. La question de la lutte de classes ne se posait pas. D'autant plus que bon nombre de grands commerçants nationalistes, pour s'opposer à l'influence étrangère, soutenaient financièrement la révolution. Cette dernière était marquée par un certain consensus national, d'autant qu'il existait aussi une certaine convergence entre le clergé et les intellectuels.

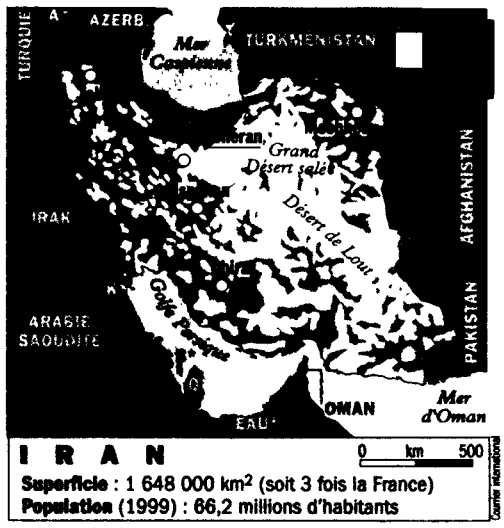
Quelle alternative au régime royaliste proposait-on alors au peuple iranien ? Jeune et populaire, la base du mouvement révolutionnaire privilégiait une vision gauchisante des affaires du pays. La "cité idéale" des divers groupes et partis politiques était une *"société musulmane sans classes"*, terme créé à l'époque par les Moudjahidin du peuple. On a rapidement nationalisé toutes les banques et la nouvelle loi sur la protection des industries a étatisé toutes les industries technologiques et stratégiques du pays, qui pour la plupart appartenaient aux proches du chah.

Dans le domaine politique, l'orientation adoptée faisait écho à celle prise par l'économie. Durant les premières années de la révolution, il n'y avait pas de restrictions, au moins de la part du pouvoir, sur les activités des groupes politiques. Les relations extérieures du pays favorisaient une étroite collaboration avec les mouvements de libération, notamment le mouvement palestinien. Ces relations sont devenues une pièce centrale de la vie politique du pouvoir.

En ce qui concerne le domaine culturel, la société réclamait l'établissement d'un climat religieux et moral et un assainissement des relations entre les deux sexes. Bon nombre d'intellectuels de gauche et de laïcs souhaitaient aussi le retour à une société plus juste. J'étais en prison à la veille de la révolution et ne pouvais pas mesurer l'influence des idées de Shariati à cette époque [intellectuel musulman réformateur dont une partie de la jeunesse s'inspirait]. On nous rapportait que 50 % des étudiantes de l'université se couvraient la tête avec un foulard. Ce phénomène était tout à fait nouveau et n'existait pas avant. Il était même connu que par le passé certains professeurs interdisaient la présence des filles "couvertes" dans leurs cours.

En somme, la révolution de 1979 était une sorte de retour à une culture religieuse et à une vie simple et morale. Cette conception était partagée par l'ensemble de la population, par les couches modernes, traditionnelles, religieuses ou laïques. Ajoutons à cela le rôle du leader de la révolution et sa personnalité remarquable, que personne ne contestait. Khomeyni était soutenu à la fois par les nationalistes traditionnels, les nationalistes religieux, les groupes de gauche comme les Moudjahidin et les partisans de Shariati. L'autorité de Khomeyni faisait l'unanimité. C'est pour cette raison que le clergé a pu devenir le principal acteur de la "tribune" révolutionnaire. Et c'est ainsi que progressivement tout lui fut délégué après la victoire de la révolution.

Certains ont voulu institutionnaliser cet état des choses par le biais de la nouvelle Constitution. Un droit de veto du clergé a même été proposé dans tous les domaines. Selon eux, le peuple s'était soulevé uniquement pour instaurer un pouvoir religieux. Une partie du corps religieux, qui n'avait jamais pris part aux mouvements contestataires et qui s'y était même ouvertement opposé, a lancé des campagnes pour qu'on accorde un statut privilégié au clergé. Ils ont réussi. Tragique évolution, à l'encontre des buts annoncés de la révolution. **Ezzatollah Sahabi**



CHRONOLOGIE

Avril 1979 Proclamation de la République islamique d'Iran.

Novembre 1979 Occupation de l'ambassade des Etats-Unis à Téhéran.

1980 Election d'Abol Hassan Bani Sadr à la présidence. Révolution culturelle, fermeture des universités. Hachemi Rafsandjani est élu président du Parlement.

Septembre 1980 Invasion militaire de l'Iran par l'Irak.

1981 Destitution de Bani Sadr, confirmée par Khomeyni. Ali Khamenei devient président de la République.

1985 Khamenei est réélu président.

Juillet 1988 Khomeyni accepte un cessez-le-feu avec l'Irak (qui sera effectif le 20 août).

Février 1989 Fatwa contre Salman Rushdie, auteur des *Versets sataniques*.

Juin 1989 Mort de l'ayatollah Khomeyni.

Juillet 1989 Hachemi Rafsandjani est élu président de la République.

1991 Victoire des conservateurs aux élections législatives.

1993 Rafsandjani est réélu président.

1994 Pétition de 134 intellectuels pour la liberté d'expression.

1997 Mohamad Khatami est élu président.

Février 1999 Premières élections municipales et régionales depuis la révolution ; elles se traduisent par une percée des réformateurs.

Etre musulman sans être intégriste

Paradoxe : le régime iranien, théocratique et inflexible, a provoqué la naissance de mouvements qui pourraient conduire à la démocratie.

FOREIGN AFFAIRS (extraits)
New York

Après une génération passée au pouvoir, le régime révolutionnaire iranien est en plein désarroi : il est traversé de profonds désaccords politiques, menacé par le chaos économique, discrédité par une corruption généralisée et empêtré dans des restrictions sociales considérées comme inacceptables par une société en pleine mutation. Et pourtant, l'Iran, bien souvent en dépit des théocrates, a commencé à atteindre l'un des buts originaux de la révolution : donner le pouvoir au peuple. Des mouvements politiques et sociaux apparus récemment ne cessent de s'enhardir, propulsant l'Iran à la pointe du monde islamique pour ce qui est de la réflexion sur des questions allant de la réforme religieuse à l'expression culturelle, en passant par les droits des femmes. Ainsi, même s'il est probable que le régime théocratique qui s'est emparé du pouvoir, en 1979, ne survivra pas dans son actuelle forme austère en raison de graves problèmes internes, la force motrice qui a porté la révolution s'est révélée durable et suffisamment capable d'adaptation pour permettre aux Iraniens d'obtenir par eux-mêmes ce que les théocrates ont été incapables de leur procurer.

La révolution iranienne n'entendait pas se limiter à chasser un roi impopulaire et à mettre fin à vingt-cinq siècles de règne dynastique. Dans la lente conquête du pouvoir par le peuple, le soulèvement de 1979 fut en réalité l'aboutissement de défis antérieurs lancés au pouvoir central de l'Etat : la révolution constitutionnelle des années 1905-1911, qui amoindrit l'autorité de la monarchie, et le régime nationaliste [de Mossadegh], en vigueur de 1951 à 1953, qui contraignit brièvement le chah à s'exiler. Ces deux tentatives de changement progressif finirent toutefois par avorter. Aussi, la coalition de partis qui entendaient jouer un plus grand rôle dans les affaires publiques a fini par recourir à la révolution.

Mais les Iraniens n'étaient pas les seuls à vouloir mettre fin à leur régime autocratique. La révolution iranienne participait d'un changement global qui a vu la chute du communisme en Europe, celle du pouvoir blanc en Afrique et la fin des régimes dictatoriaux en Amérique latine. Pourtant, après la chute du chah, la coterie qui s'était rassemblée autour de l'ayatollah Khomeyni a éliminé peu à peu ses partenaires et installé une théocratie en lieu et place de la démocratie espérée.

Cet automne, Téhéran bruissait de l'agitation causée par le procès du religieux Abdollah Nouri, ancien conseiller de Khomeyni, accusé d'avoir *"insulté"* l'islam, le prophète Mahomet et Khomeyni. En réalité, son seul tort avait été de signer des articles qui posaient différents problèmes depuis le concept islamique de la loi du talion en matière de justice jusqu'au droit automatique du clergé à exercer le pouvoir. Six mois auparavant, un autre procès avait fait grand bruit à Téhéran : celui de Mohsen Kadivar, un jeune religieux et professeur de séminaire très populaire. Le Tribunal spécial pour le clergé l'avait accusé de *"propager des mensonges et [de] troubler l'opinion publique"* en ayant écrit des articles prônant la séparation des institutions politiques et religieuses. Ces deux procès concernaient en réalité un problème plus fondamental que la simple défense de la liberté d'expression : la séparation de la religion et du gouvernement. Dans une société islamique, qui, en dernière analyse, détient le pouvoir ? Les élus ou les membres du clergé ? Du fait que l'islam est une religion monothéiste qui propose non seulement des valeurs spirituelles, mais aussi un ensemble de règles pour gouverner la société, savoir comment sera réparti le pouvoir est une condition préalable essentielle à toute réforme authentique.

Au cours des cinq dernières années, le grand philosophe iranien Abdol-Karim Sorouch a alimenté le débat public en proposant un cadre général – fondé sur la foi – susceptible de faire cohabiter islam et démocratie. Il affirme que, pour être un véritable croyant, on doit embrasser la foi sans pression ni coercition – en d'autres termes, librement. Ce principe est à l'origine de toutes les autres libertés. Il estime que la charia peut devenir la base d'une législation moderne. Mais il se distingue des théocrates iraniens en affirmant que la loi islamique n'est pas rigide, qu'elle est souple et adaptable. L'objectif de Sorouch, de Kadivar, de Nouri et des autres réformateurs est de montrer que l'on peut être musulman sans être intégriste. **Robin Wright**

■ Montazeri, le retour ?

Assigné à résidence dans la ville de Qom depuis deux ans, l'homme clé du changement, l'ayatollah Montazeri, brise aujourd'hui le silence. Dans une interview exclusive donnée au *Guardian*, il réitère son opinion selon laquelle : *"Le guide spirituel ne peut pas être au-dessus de la loi, ni s'ingérer dans toutes les affaires, que ce soit l'économie ou les relations internationales."*

DESAFFECTION

Les taxis ne s'arrêtent plus pour les mollahs

Lorsqu'il se présenta dans cette boutique de Téhéran spécialisée dans les vieux manuscrits islamiques, le mollah, âgé d'une quarantaine d'années, avait la barbe soigneusement taillée des religieux chiites ayant bénéficié d'une éducation universitaire. Mais il était vêtu d'un costume de ville, et non de sa tenue de religieux, et manifestait une certaine agitation. En retard à son rendez-vous, il expliqua qu'il avait attendu dans la rue, coiffé de son turban blanc, vêtu de sa longue robe noire et de sa chemise blanche sans col, et qu'une douzaine de taxis libres étaient passés devant lui sans s'arrêter. Il était donc repassé chez lui pour se changer, et le premier taxi qui l'avait alors aperçu l'avait chargé. Le chauffeur, toutefois, remarqua dans le rétroviseur la barbe poivre et sel de son client. *"Vous êtes un mollah, n'est-ce pas ?* s'enquit-il. — *Oui, oui, j'avoue que j'en suis un,* fit le mollah. — *Si je l'avais remarqué avant, je ne vous aurais pas pris"*, conclut le chauffeur. Lorsque, il y a deux mois, le religieux me conta avec tristesse cette anecdote, elle me parut fort bien illustrer les jours difficiles auxquels sont confrontés les 180 000 religieux musulmans que compte l'Iran.

Après avoir chassé le chah Mohammad Reza Pahlavi du pouvoir, en 1979, et mis sur pied un Etat théocratique intolérant et souvent revanchard qui ruina l'économie iranienne, après avoir aidé des groupes terroristes à l'étranger et provoqué un isolement presque total du pays, les religieux sont désormais extrêmement impopulaires aux yeux de leurs 65 millions de concitoyens. Aujourd'hui, il n'est pas rare d'entendre des Iraniens chuchoter le nom du chah avec une pointe de nostalgie, voire de révérence. *"Dieu bénisse le chah..."*, glisseront-ils au visiteur étranger. Ce qui ne veut pas dire que les Iraniens ont oublié – et encore moins pardonné – la brutalité de la police secrète du chah, ni la corruption qu'il avait tolérée.

John F. Burns, *The New York Times* (extraits)

Vers un printemps de Téhéran ?

La situation en Iran est comparable à bien des égards à celle de la Tchécoslovaquie en 1968, avant l'invasion soviétique.

RUZEGAR-E NO
Londres

Stendhal, dans *La Chartreuse de Parme*, relate comment Fabrice Del Dongo ne s'est rendu compte de la signification historique de la bataille de Waterloo, à laquelle il avait participé, qu'une fois celle-ci terminée. Il en va peut-être de même pour deux événements de l'histoire contemporaine de l'Iran. Le premier eut lieu en 1953 (le coup d'Etat commandité par la CIA contre le Premier ministre nationaliste Mossadegh) et le deuxième en 1979, lors de la révolution qui a renversé le chah. Depuis plus d'un demi-siècle, les protagonistes continuent à polémiquer sur l'interprétation des deux événements. Pourtant, nous étions tous à Waterloo.

Cette fois-ci, je crains de voir mon pays s'exposer pour la troisième fois à une expérience semblable. La guerre actuelle des clans nous empêche de comprendre la signification profonde de la situation que l'Iran est en train de traverser depuis l'élection à la présidence de M. Khatami. Moi, je discerne une ressemblance entre le "printemps de Prague" et la situation actuelle en l'Iran.

Je ne fais pas partie de ceux pour qui l'élection de Khatami a été le déclencheur des changements ; elle m'apparaît plutôt comme la manifestation explosive d'une situation devenue intenable dans une société en ébullition. Force est de constater que les électeurs avaient voté pour un programme qui revendiquait la reconnaissance de la société civile et la souveraineté de la loi. Deux autres éléments permettaient d'expliquer l'effervescence populaire et la mobilisation de l'électorat. D'une part, le sentiment que le vote serait, cette fois-ci, pris en compte, et, d'autre part, l'espoir d'un changement venant d'en haut. La situation n'était pas différente en Tchécoslovaquie, où les intellectuels et les démocrates avaient lutté pendant des années pour favoriser l'émergence d'un mouvement populaire. Dubcek, comme Khatami, a eu la chance d'incarner cette volonté de changement. Dubcek était un membre fidèle du Parti communiste, et de surcroît son premier secrétaire depuis 1963. Les changements introduits par Dubcek n'étaient pas très visibles au départ. Ses premières allocutions ne comportaient aucun élément nouveau, mis à part une référence à la démocratie qui irritait ses adversaires. L'un de ses collaborateurs le décrit comme *"un homme extrêmement intelligent mais globalement simple, sincère, humaniste, fidèle aux principes du marxisme-léninisme et désintéressé vis-à-vis du pouvoir"*.

Dubcek avait aussi aboli la censure et encouragé la liberté de la presse. Ce qui avait permis aux réformateurs d'entrer sur la scène publique. Cette nouvelle donne n'échappa pas au regard du grand frère soviétique. Ainsi Leonid Brejnev rappela-t-il aux dirigeants tchèques la possibilité d'une intervention éventuelle de l'Union soviétique afin de repousser *"le danger qui mena [çait] le pays*"*. La situation actuelle en Iran est comparable à bien des égards à celle dans laquelle se trouvait la Tchécoslovaquie entre le rappel à l'ordre de Brejnev et l'invasion du pays par les troupes soviétiques. **Ahmad Ahrar**

* En août 1968, les troupes du Pacte de Varsovie envahirent la Tchécoslovaquie, mettant fin au "printemps de Prague".

PORTRAIT

Khatami en noir, blanc et gris

ASSR-E AZADEGAN
Téhéran

Voici le portrait de Khatami vu sous trois angles différents :

1. La vision "noire"

Celle-ci est l'apanage de ceux qui n'ont aucune sympathie pour le système. Ils considèrent dès lors que Khatami renforce le régime et qu'il va lui permettre de survivre encore un quart de siècle. Lorsque vous écoutez leurs arguments, vous pouvez déduire de leurs propos incohérents que Khatami, en tant que religieux jouant un rôle important au sein du système, *"ne se distingue pas des autres"*. En outre, son peu d'empressement à dénoncer les vrais responsables de la série d'assassinats d'intellectuels confirme son imbrication au sein du système. Au-delà des mots, cette argumentation repose sur une vision simpliste de la réalité, où tout est bien ou mal, noir ou blanc. Selon eux, le simulacre d'élection démocratique cache mal la réalité d'un pays totalement contrôlé par les religieux.

2. Les intellectuels réformistes, la vision "blanche"

Dans ce cas de figure, Khatami est comparé à Gorbatchev. Si ce dernier, pur produit du système soviétique, est arrivé au pouvoir par des chemins longs et tortueux, sa politique a vite rencontré une opposition de la part de ceux qui y voyaient une remise en cause du système. L'erreur de Gorbatchev est d'avoir cru que la survie de l'URSS passait par des réformes, alors qu'à l'époque celles-ci ne s'appliquaient pas au système. Khatami va-t-il pour autant comprendre qu'il a été élu non pas pour sauver le régime, mais bien pour le transformer ? Dans ce contexte, les révélations du ministère des Renseignements [concernant l'implication de certains de ses éléments dans l'assassinat d'intellectuels] illustrent le réalisme d'un régime qui a compris que son maintien avait un prix. Il semble toutefois que le régime ignore encore le montant exact du prix à payer.

3. Les réalistes révolutionnaires, la vision "grise"

Pour ces derniers, la mission de Khatami consiste à faire entrer la révolution dans sa troisième décennie en l'adaptant à la conjoncture. En effet, par une simple équation, Khatami a pris la mesure d'une réalité économique qui, en vingt ans, a vu la population doubler et les revenus diminuer de moitié. Dès lors, en qualité de révolutionnaire réaliste, Khatami doit sauvegarder le régime par le biais d'une solidarité accrue et d'une entente nationale. **Sayyed Mortaza Naghavi**

SCEPTICISME

Les exilés ne comptent pas rentrer au pays

Le gouvernement iranien veut encourager le retour des gens riches au pays. Mais les conditions de travail offertes aux entrepreneurs ne les y incitent guère.

AKHBAR-E EQTESSADI
Téhéran

Nous avons fait adopter récemment une loi accordant la grâce aux Iraniens vivant à l'étranger. S'attend-on vraiment que ceux qui n'ont commis aucun péché implorent le pardon des autorités iraniennes pour pouvoir revenir ? Quant à ceux qui ont commis des fautes, ils ne voudront pas revenir de toute façon. Je ne crois pas qu'une telle loi, avec ses conditions, puisse encourager le retour de nos compatriotes, surtout les investisseurs.

Est-ce que vous vous êtes déjà demandé où vous passerez vos prochaines vacances ? Votre choix ne dépend-il pas de l'offre et de la qualité ? Les investisseurs iraniens potentiels suivent une même logique. La situation actuelle en Iran n'est guère encourageante pour eux. Ils regardent de près les tendances économiques, étudient les raisons de l'échec des producteurs locaux, évaluent l'ensemble des lois concernant la vie financière du pays. Ils se demandent pourquoi le marchand de fruits veut devenir couturier, le couturier devenir coiffeur, le coiffeur devenir chauffeur de taxi et le chauffeur de taxi rechercher un poste fixe... Ils s'interrogent aussi sur la fermeture, une à une, des usines du pays. Ils s'étonnent de voir que, malgré les prix dérisoires du carburant et de la main-d'œuvre, le prix final des produits est plus élevé que ce qu'on trouve sur le marché international !

Il est difficile de donner une réponse claire et précise à toutes ces questions, mais la Constitution iranienne et le rôle de l'Etat sont déterminants. Sans oublier le caractère arbitraire de nos lois, qui peuvent changer du jour au lendemain... Il serait naïf de penser que les riches iraniens se trouvant à l'étranger risquent leurs capitaux dans un pays où il n'y a aucune garantie pour les investisseurs. Il faudrait peut-être chercher une autre solution que lancer un appel au retour des Iraniens exilés. **Rahim Torkamani Azar**

Le Monde SAMEDI 19 FÉVRIER 2000

Les liaisons dangereuses de l'Etat turc

DEPUIS deux mois, la Turquie est sous le choc de la découverte des charniers du Hezbollah, une organisation extrémiste islamiste active au Kurdistan turc et spécialisée dans les enlèvements crapuleux ou les assassinats d'opposants ou de personnalités gênantes. Les restes de 59 victimes ont, à ce jour, été exhumés : il s'agit, pour la plupart, d'hommes d'affaires d'origine kurde ou d'islamistes modérés.

Les arrestations de militants du Hezbollah se succèdent et, récemment, une opération de la police contre cette organisation au Kurdistan (dans la ville de Van) a fait 7 morts. La population est sous le choc et l'armée crie à la *« montée de l'intégrisme »*. Mais la presse ainsi qu'une partie de la classe politique accusent l'Etat d'avoir favorisé, voire créé, le Hezbollah pour mieux lutter contre les séparatistes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) en lutte armée contre Ankara entre 1984 et 1999.

Les *hezbollahci* n'ont-ils pas été, dans les années 1990, les meilleurs pourfendeurs de la cause kurde ? Et comment ce parti extrémiste a-t-il pu voir le jour en 1980 dans la préfecture kurde de Diyarbakir à une époque – juste après le coup d'Etat militaire du 12 septembre 1980 – où *« pas un oiseau ne pouvait voler »* dans la région sans que les autorités en soient averties ? *« Est-ce l'Etat qui a infiltré le Hezbollah ou le contraire ? »*, ironisait dernièrement un homme politique turc. L'interrogation n'est pas nouvelle. En 1992, le député social-démocrate Fikri Saglar, alors ministre de la culture, alertait : *« Qui, sinon le haut commandement militaire, a fondé, alimenté et utilisé ce Hezbollah dans le Sud-Est anatolien ? »*

Dans leur livre *Nom de code : Hezbollah*, Faik Bulut et Mehmet Farac racontent : *« Ce nom commença à apparaître en 1990 lors du premier affrontement de cette organisation avec le PKK, à Idil* [région kurde du sud-est de la Turquie]. *C'est alors que les responsables de cette région, qui se rendaient parfaitement compte de l'inefficacité du système des gardiens de villages* [une milice kurde levée, armée et nourrie par Ankara pour lutter contre le PKK], *commencèrent à utiliser les gens du Hezbollah contre le PKK. »* Qui étaient ces islamistes radicaux, estimés à 20 000 en 1990 ? *« De très jeunes gens, pour la plupart ignares et sans travail, qui se regroupaient autour des mosquées. C'étaient de braves types mais aussi des meurtriers en puissance. »*

LES MENACES DE TANSU CILLER

Les auteurs du livre rappellent comment les journalistes Halit Gungen (de l'hebdomadaire *2 000 Dogru*), Hafiz Ozdemir (du quotidien pro-kurde *Ozgür Gündem*), entre autres, furent assassinés après avoir publié des enquêtes sur l'entraînement de militants du Hezbollah dans des camps des forces spéciales turques au Kurdistan. Ces assassinats de journalistes vinrent tout au plus grossir la liste des *« assassinats non élucidés »* – soit 1 964 personnes éliminées entre 1989 et 1999 (à 80 % dans le *« Sud-Est anatolien »*, les zones de peuplement kurde) selon l'Association des droits de l'homme (IDH). 1 333 assassinats sur ces 1 964 cas se sont produits à l'époque où Tansu Ciller était à la tête du gouvernement.

La *« Dame de fer »* turque, il est vrai, n'a jamais fait mystère de ses intentions : *« Nous avons les listes de ceux qui financent le PKK et nous allons leur régler leur compte »*, avait-elle menacé à son arrivée à la tête du gouvernement en 1993. Avec l'affaire du Hezbollah, la voici sur la sellette. La presse soupçonne fortement que les armes saisies dans les caches du Hezbollah (443 fusils automatiques, 115 roquettes et 1 450 grenades) proviennent des stocks de l'Etat. L'ancien préfet de Batman (un des bastions du Hezbollah), Salih Sarman, vient de reconnaître, dans les colonnes du quotidien *Hurriyet* du 11 février, avoir reçu des armes, avec le plein accord de Mme Ciller, pour lutter contre le terrorisme. Mais il relève : *« Sur 1 800 pièces d'armement reçues, 600 ont disparu. »*

SOUTIEN LOGISTIQUE

Le président Demirel concède à son tour que des failles ont pu avoir lieu dans le dispositif antiterroriste. Et de se justifier : *« La haute hiérarchie turque ne s'occupe pas des affaires de routine. »* Reçue par lui le 11 février, Mme Ciller a expliqué : *« Tout est légal, mais il peut y avoir quelques noix pourries dans le sac »*, tout en promettant de *« rendre des comptes »*.

Il est permis d'en douter. En 1993, déjà, une commission a enquêté sur le Hezbollah dans la région de Batman. Un juge, Akman Akyurek, a recueilli les confessions du chef de la police de l'époque, Ozturk Yildiz, sur le soutien logistique fourni par les forces régulières à cette organisation. Mais l'enquête a tourné court, le juge a disparu dans un accident de la route et l'enregistrement est resté introuvable...

Deux ans plus tard, en 1995, une commission est créée, cette fois autour des disparitions (3 000 personnes). Sans résultat. Et que dire de la commission chargée d'enquêter sur le mystérieux *« accident de la route »* de Susurluk, lequel, en novembre 1996, révéla les liens de l'entourage de Mme Ciller – l'ancien ministre de l'intérieur, Mehmet Agar, et le député kurde Sedat Bucak - avec la mafia et les ultranationalistes ? Ses travaux furent vite enterrés. Seul le chauffeur de camion accusé d'être à l'origine de l'accident fut emprisonné et dut payer une amende...

Si plus d'un millier de *hezbollahci* ont été aujourd'hui mis sous les verrous, il y a peu de chances pour que la lumière soit faite prochainement sur les liens de cette organisation avec l'Etat turc. Devenue moins indispensable depuis la capture du chef rebelle kurde, Abdullah Öcalan, et la reddition du PKK, l'organisation extrémiste islamiste vient de voir ses secrets emportés dans la tombe par son fondateur, Huseyin Velioglu. Celui-ci, décrit comme la *« boîte noire »* des liaisons dangereuses de l'*« Etat profond »* avec le Hezbollah, est mort le jour de l'opération de police lancée contre lui à Istanbul, le corps criblé de trente impacts de balles.

Marie Jégo

Mobilisation favorable aux réformateurs

Même dans le sud de la métropole que l'on dit conservateur, l'immense majorité des personnes présentes affirme avoir voté pour la liste du Front de la participation, principal mouvement réformiste. (Photo AP.)

La gauche réformatrice semblait réaliser une percée à Téhéran aux élections législatives d'hier. En effet, le frère du président Khatami, Mohammad-Reza Khatami, chef de file des réformateurs, arrivait en tête de dix candidats ayant obtenu les 25 % de voix nécessaires pour être élu dès le premier tour, selon les premières estimations officielles.

Téhéran : Serge Michel

Il y a les fervents et les débonnaires, les plein d'espoir et les résignés. Mais surtout il y a foule dans les bureaux de vote de la capitale, au point que certains viennent à manquer de bulletins. Dans cette école de Mounirieh, au sud de Téhéran, un vieil homme chenu résume sans le savoir l'humeur générale : « *Je n'ai jamais voté depuis la Révolution,* dit-il. *Mais, cette fois, j'ai senti que Khatami avait besoin de nous pour couper la queue du dragon conservateur* ».

Eclats joyeux autour du vieillard. Même dans ce sud de la métropole que l'on dit conservateur, l'immense majorité des personnes présentes affirme avoir voté pour la liste du Front de la participation, principal mouvement réformiste mené par Mohammad-Reza Khatami, le frère du président. A la mosquée Hosseiny Ershad, un haut lieu de la Révolution plus au nord de Téhéran, les foulards sont plus colorés et les manteaux plus raffinés, mais les sondages informels à la sortie des urnes donnent le même résultat.

Et Rafsandjani, alors, l'ancien président qui se présente à la fois en tête des conservateurs et des centristes ? « *Ah non, pas lui,* lance une femme en tchador noir. *Il a fait son temps. Place aux jeunes.* » Drôle de politique persane : personne n'a voté pour lui, mais tout le monde se dit persuadé qu'il passera quand même ! Son état-major commence pourtant d'émettre quelques doutes : « *En somme, les forces réformatrices, comme elles s'appellent, sont en nette avance* », a reconnu, amer, l'ancien maire de Téhéran, Golam Hossein Karbastchi, qui a mis toute sa popularité au service de Rafsandjani.

C'est donc avec la désinvolture des vainqueurs que l'ensemble des candidats du Front de la participation est allé voter en début d'après-midi au centre ville, non loin de l'ancienne ambassade américaine. Yeux clairs et barbe soignée, aussi élégant que son frère mais le turban en moins, Mohammad-Reza Khatami l'a répété : « *Nous obtiendrons 60 % des 290 sièges du nouveau Parlement.* » Mais les résultats définitifs pour les trente sièges de la capitale ne devraient pas être connus avant trois ou quatre jours, un organe conservateur ayant interdit l'usage de l'ordinateur pour le décompte des bulletins. En province, cela pourrait aller plus vite.

LE FIGARO SAMEDI 19 - DIMANCHE 20 FÉVRIER 2000

Herald Tribune INTERNATIONAL FEBRUARY 21, 2000

Iranians Stun Conservatives With Landslide for Reform

By Howard Schneider
Washington Post Service

TEHRAN — Reformers running on a platform of political and social liberalization have taken clear command elections for the Iranian Parliament, results showed Sunday, reversing 20 years of hard-line control in an outcome so convincing that even the losers acknowledged it as a major step in the democratic development of this Islamic state.

With more than two-thirds of the ballots cast in the Friday elections having been counted, reformers were winning anywhere from 60 percent to 70 percent of the seats in the 290-member legislative assembly, a result in which incumbents and establishment figures lost to a corps of younger professionals, activists and academics who support President Mohammed Khatami.

Together with Mr. Khatami's own election in 1997, in which Iranians rejected a conservative candidate in favor of his call for moderation, the vote offers the chance for a new generation of Iranians to replace the country's strict interpretation of Islamic government with one that grants more individual freedom and that is already repairing relations with both its Arab Muslim neighbors and Western societies.

No one here is predicting the speedy return of the discotheques and bars that flourished under the reign of Shah Mohammed Reza Pahlavi, who was toppled by the Islamic revolution in 1979, or an easing of the public dress code that mandates formless head and body coverings for women and frowns on the display of too much male skin as well.

But it will almost assuredly speed the reforms that Mr. Khatami has with only mixed success tried to push through a conservative Parliament for the last three years — fundamental changes that include liberal press laws, reform of the country's opaque and arbitrary judiciary, and a more open foreign policy that could pave the way for renewal of ties with the United States, broken after the 1979 seizure of the embassy here.

If the battle cry two decades ago under the revolution's patriarch, Ayatollah Ruhollah Khomeini, was to export Islamic radicalism worldwide and keep the country morally pure, priorities have shifted to improving the economy, keeping the state out of people's homes, and easing the official paranoia over satellite dishes, rock music and other modern paraphernalia — goals repeatedly enunciated by the politically active youth and young adults who form the majority of Iran's 70 million people.

In a country that contains a volatile mix of religious fervor and secular sensibilities — Shiite supplicants who flagellate themselves at religious festivals, and a poetry-reading coffeehouse crowd that calls religious rule "nonsense" — a compromise may finally be possible.

"People are sick and tired of someone standing over their head and acting like a big, giant father," said Mahmood Ilkhan, a former correspondent for the official Iranian news agency who took time from his current export business to volunteer with the Islamic Iran Participation Front, a slate of candidates supporting Mr. Khatami.

"The real winners are the great people of Iran," the hard-line daily Kayhan proclaimed in its lead headline, quoting the country's clerical leader, Ayatollah Ali Khamenei, and reflecting what has become a widely accepted part of Iran's conventional wisdom: that democracy works here, and its results will be respected.

Though the outcome for Tehran's 30 parliamentary seats have not yet been announced, even Kayhan printed on its front page a preliminary tally showing reformers holding the top 15 spots, while a conservative favorite, former President Hashemi Rafsanjani — touted as a possible speaker and brake on the reform movement before the election — was running an embarrassing 23d.

"The results are not as we thought in Tehran," said Mohammed Reza Bahonar, a candidate and spokesman for the conservative Coalition of Followers of the Line of the Imam. Mr. Bahonar claimed that the conservatives would win more than 70 seats, mainly in the provinces, even as its followers were being swept from office in such cities as Esfahan and Masshad.

Races in which no candidate receives more then 25 percent of the vote will go to a runoff; there are perhaps as many as 90 of these, though backers of reform said that in some of those races their candidates would be the only ones left to compete against each other.

Approximately 80 percent of Iran's 38 million eligible voters participated in the election.

[The otherwise trouble-free election was marred by the deaths of eight people after the police fired at crowds protesting Saturday against alleged ballot rigging in two towns in southwestern Iran, Reuters reported. The daily Kayhan said that five people were killed in the town of Shush and three in Dasht-e Azadegan, both in Khuzistan Province.]

Evidence of the importance of Iran's moderation to regional politics is easy to see, from the positive words filtering in from diehard opponents like the United States and Israel, to the announcement Sunday that Saudi Arabia, nervous for years about Iran's potential to rouse Shiite minorities against the Gulf monarchies that practice Sunni Islam, had invited Ayatollah Khamanei to participate in the annual pilgrimage to Mecca.

Split U.S. Policy on Iraq: Bombing While Trading

Amid Air Raids, Firms Help Rebuild Oil Industry

By Colum Lynch
Washington Post Service

UNITED NATIONS, New York — Four years ago, when John Deutch was director of central intelligence, he headed U.S. efforts to overthrow President Saddam Hussein.

Today, Mr. Deutch is on the board of Schlumberger Ltd., a multinational company that is helping Iraq service its oil rigs.

As secretary of defense during the Gulf War, Dick Cheney played a key role in the U.S.-led military coalition that forced Iraq to retreat from Kuwait.

But as chief executive officer of Halliburton Co., a Dallas-based maker of oil equipment, Mr. Cheney recently held a major stake in Dresser-Rand Co. and Ingersoll-Dresser Pump Co., two American players in the reconstruction of Iraq's oil industry.

While the United States and Britain carry out almost daily air strikes against military installations in northern and southern Iraq, U.S. companies, executives and even some architects of American policy toward Baghdad are doing business with Mr. Saddam's government and helping to rebuild its battered oil industry.

Though perfectly legal, the growing

U.S.-Iraqi commerce has been kept quiet by both sides because it seems to fly in the face of Washington's commitment to "regime change" in Baghdad and Mr. Saddam's claim to be defying the world's lone superpower.

The United Nations also helps both countries avoid embarrassment by treating the business arrangements as confidential.

The trade is permitted under the "oil for food" deal, a humanitarian exemption from the UN trade embargo imposed on Iraq after the 1990 invasion of Kuwait. It allows Iraq to sell oil and use the proceeds, under UN supervision, to purchase food, medicine and other humanitarian goods, as well as spare parts for machinery to keep the oil flowing.

Placing bids through overseas subsidiaries and affiliates, more than a dozen U.S. companies have signed millions of dollars in contracts with Baghdad for oil-related equipment since summer 1998, according to diplomats, industry officials and UN documents.

"The United States is the cradle of the international oil industry," said James Placke, who tracks Gulf oil production for Cambridge Energy Research Associates, a consulting firm.

"A lot of the equipment in Iraq's oil industry was originally made in America, and if you want spare parts, you go back to the original supplier."

Most U.S. oil companies have been prohibited by Baghdad from directly purchasing Iraqi crude since the United States bombed Iraq during Operation Desert Fox in December 1998.

But Iraq, nevertheless, has emerged in the past year as the fastest-growing source of U.S. oil imports, according to Larry Goldstein, president of the Petroleum Industry Research Foundation.

American companies, he said, purchase about 700,000 of the 2 million barrels of oil exported daily by Iraq, mainly through foreign middlemen who load the Iraqi crude and transport it directly to U.S. ports, primarily in the Gulf of Mexico.

"The Chevrons and the Exxons of this world have to buy from the Russians, the French and the Chinese traders," Mr. Goldstein said. But, he added, "the U.S. spare-parts industry is too dominant to ignore."

After approving the oil-for-food exemption in 1996, the Security Council gradually raised the amount of oil that Iraq was allowed to sell, and on Dec. 17 it removed the ceiling.

In June 1998, the 15-nation council voted to allow Iraq to buy up to $300 million worth of spare parts every six months. The council is considering a proposal to double that limit.

According to U.S. government figures, American firms account for only a tiny share of the nearly $10 billion in trade that has been conducted under the oil-for-food exemption.

U.S. citizens have received licenses to export about $15 million worth of oil-related spare parts and $400 million worth of food, medicine and water treatment equipment to Iraq, according to the State Department.

But those figures do not count most products purchased by Iraq from American subsidiaries abroad. This indirect U.S.-Iraqi trade is tracked by the United Nations, which must approve all the contracts. But little information about it has been made public.

The UN humanitarian program for Iraq maintains a Web site that lists contracts by number, with a brief description of the goods involved and the country — but not the company — selling them to Iraq. According to this, the United States has been responsible for only two of the 2,080 contracts for oil-equipment spare parts submitted to the United Nations for approval. But its real share of this trade, while unclear, is far greater.

France, China and Russia, by contrast, submitted a total of 746 contracts.

Les Iraniens ont massivement participé aux sixièmes élections législatives

Conforté par les premiers résultats, le président Khatami parle d'une « magnifique victoire pour la nation »

DÉCIDÉMENT, les Iraniens n'arrêteront pas de surprendre. Malgré une campagne électorale plutôt terne, malgré le scepticisme, ou pour le moins la prudence de nombre d'entre eux, malgré le caractère fastidieux du procédé de vote, ils se sont très massivement rendus aux urnes vendredi 18 février pour choisir les 290 députés du sixième Parlement de la République islamique. Selon les estimations fournies à l'agence Associated Press samedi matin par une source au ministère de l'intérieur, ce sont 83 % des 38,7 millions d'électeurs qui ont participé aux élections : un record en 21 années d'existence de ce régime.

Les résultats définitifs du premier tour seront longs à établir, le comptage se faisant à la main, mais cette participation massive traduit de la part des électeurs une foi renouvelée dans la république. Et cette foi, en toute logique, est à mettre à l'actif de ceux qui promettent des changements et se réclament du président de la République, Mohamad Khatami.

Ce dernier ne s'y est d'ailleurs pas trompé, qui, tout en affichant la neutralité exigée par sa fonction et sa fidélité à la révolution islamique, a rendu hommage aux Iraniens : *« Quels que soient les résultats, ce scrutin constitue d'ores et déjà une magnifique victoire pour la nation iranienne... Peuple cultivé, tu as montré que tu restes partisan d'une consolidation du système dont les piliers demeurent l'islam et la spiritualité, l'indépendance, la liberté et le progrès »*, leur a-t-il dit dans un message.

M. RAFSANDJANI DEVANCÉ

En principe, cette participation massive, supérieure à celle qui l'a lui-même porté au pouvoir il y a près de trois ans, et pour laquelle la durée des opérations de vote a été prolongée de plus de deux heures, doit assurer à ses amis réformateurs une confortable majorité au Parlement.

Dès les premières heures de la journée, samedi, le ministère de l'intérieur indiquait que Mohamad-Reza Khatami, le frère du président et tête de liste du Front de la participation islamique (la formation la plus proche du président) était non seulement assuré d'être élu au premier tour à Téhéran, mais qu'il était en tête du scrutin parmi tous ceux qui auront rassemblé les 25 % de voix nécessaires pour éviter un ballotage. Cela signifie qu'il dépasse l'ancien président de la République, Ali Akbar Hachémi Rafsandjani. Ce dernier, soutenu par les conservateurs, aspire pourtant à devenir le président du futur Parlement. L'avance de Mohamad-Reza Khatami indique aussi, au moins à Téhéran, que les jeunes, dont la majorité soutiennent sa liste, ont voté en grand nombre. Ils constituent 60 % de la population iranienne.

Téhéran est le baromètre du pays, mais elle est aussi le lieu où, à cause précisément de la candidature de M. Rafsandjani, les partisans du changement se sont divisés. Si leur camp y décroche les meilleurs scores, cela signifie sans doute qu'en province, aussi, il devrait être en hausse, même si, loin de la capitale, la population est plus traditionnelle. Les Iraniens avaient donné un avant-goût de leur volonté de changements à l'occasion des élections municipales qui, en 1999, avaient été emportées par les réformateurs.

Dès samedi, le ministère de l'intérieur annonçait qu'à Ardakan, dans le centre du pays, le neveu du président de la République, Mohamad Reza Tabesh, a été élu avec 66 % des suffrages exprimés.

Si donc la tendance enregistrée quelques heures après la fin des opérations de vote se confirmait, le président Khatami devrait être assuré d'une majorité au Parlement, qui ne devrait ainsi plus « contrer » quasi systématiquement la politique de son gouvernement, ni soumettra régulièrement certains de ses ministres à un examen de confiance, comme c'était le cas depuis sa propre élection-surprise en mai 1997.

Mais c'est également à ce moment-là que, pour lui et ses amis, sonnera l'heure de vérité vis-à-vis des Iraniens, qui leur ont fait confiance.

Mouna Naïm

LE MONDE / DIMANCHE 20 - LUNDI 21 FÉVRIER 2000

IRAN *Le président Khatami assuré d'une très large majorité au Parlement*

Raz de marée réformateur

Le président Mohammad Khatami peut sourire. Les Iraniens ont massivement voté pour les réformes. (Photo Atta Kenare/AFP.)

LE FIGARO LUNDI 21 FÉVRIER 2000

Le président iranien Mohammad Khatami apparaissait hier assuré d'une très large majorité au Majlis (Parlement) favorable à ses réformes, dès le premier tour des élections législatives. Des violences, qui ont fait huit morts, dont un enfant, dans le Khouzistan (sud-ouest), ont endeuillé le scrutin. Les policiers ont dû tirer des gaz lacrymogènes sur des manifestants mécontents des résultats.

Téhéran : Serge Michel

Pauvre Abbas Abbassi : il vient de se faire dévorer par les moustiques. Ce mollah ultraconservateur, originaire de Bandar Abbas, sur le détroit d'Hormuz, adorait comparer les réformateurs iraniens à des insectes parasites. Il était l'incarnation parfaite de cette caste de religieux ayant vécu de la charité publique au temps du Shah et devenu, à force de ferveur et de faveurs révolutionnaires, un dignitaire arrogant paré de tous les privilèges. Aujourd'hui, ses électeurs l'ont sèchement renvoyé à sa mosquée et plusieurs caricatures dans les journaux se paient sa tête.

L'hodjatoleslam Abbassi se consolera peut-être en apprenant qu'il n'est pas le seul : tous les ténors de la droite conservatrice semblent avoir été balayés par le raz-de-marée réformateur du Front du 23 mai (date de l'élection de Khatami en 1997), qui revendique 75 % des sièges en province, sur la base de résultats partiels. Les réformateurs ont en tout cas raflé les cinq sièges de Tabriz (ouest) et même les cinq sièges de Machad, ville sainte réputée très traditionaliste.

Ali Fallahian, ancien ministre des services secrets, est recherché par l'Allemagne pour l'assassinat de dissidents. Les électeurs d'Ispahan où il se présentait n'en ont pas voulu. Ils ont relégué l'espion au douzième rang et offert les cinq sièges disponibles aux réformateurs, qui s'emparent aussi de trois sièges sur quatre à Chiraz.

Ces résultats sont encore à prendre avec précaution. En province, où 190 sièges ont été attribués au premier tour, chaque camp semble annexer à son profit les candidats indépendants. Si l'on s'en tient aux candidats qui faisaient partie des listes du Front du 23 mai, leur score ne se monte qu'à 54 %, contre 22 % pour les conservateurs, 20 % pour les indépendants et 4 % pour les candidats d'affiliation inconnue. Le décompte est rendu très difficile à cause du refus des conservateurs de publier la liste de leurs candidats.

Les résultats de Téhéran prennent plus de temps, mais chaque heure qui passe ajoute à l'effarement des conservateurs devant les difficultés rencontrées par leur tête de liste, Akbar Hachemi Rafsandjani. Selon un communiqué réformateur, l'ancien président obtiendrait la 35e place et ne serait donc pas élu. Les conservateurs le situent pour leur part à la 20e place sur 30 disponibles. S'il entre au Parlement, Rafsandjani peut théoriquement toujours espérer accéder au perchoir à la faveur du vote des indépendants. Mais, pour le prestige de celui qui tentait son grand retour politique, le scrutin de vendredi ressemble fort à un désastre.

D'autant que la course est menée par son grand rival, Mohammad Reza Khatami, frère du président et patron du Front de participation, suivi par Jamileh Kadivar, la sœur d'un mollah embastillé pour avoir critiqué le régime, et Ali-Reza Nouri, le frère de l'ancien ministre de l'Intérieur également emprisonné pour idées politiquement incorrectes. Hier, un proche a d'ailleurs annoncé qu'Abdullah Nouri était en

congé de la prison d'Evine pour quelques jours et qu'il avait reçu à la maison, où il « *se repose* », la visite de Moustafa Tadjzadeh, responsable des élections au ministère de l'Intérieur, et de Mohammad Abtaï, premier conseiller du président Khatami.

Interrogé par *Le Figaro*, le philosophe et théologien Abdel-Karim Soroush se dit enchanté du scrutin de vendredi. « *Les gens ont répété l'élection de Khatami avec la difficulté supplémentaire d'avoir à choisir parmi une foule de candidats inconnus* », estime-t-il. Soroush refuse de voir dans l'énorme taux de participation (plus de 80 %) une confirmation de la légitimité du système. « *Les Iraniens ont voté pour les réformes*, dit-il, *pas pour le système.* » A son avis, la réforme la plus urgente concerne la sécurité : « *dans les années Rafsandjani, les services secrets ont acquis d'énormes pouvoirs. Cela doit changer* ».

A en croire le professeur interdit de cours depuis cinq ans, les conservateurs ne sont pas au bout de leurs peines. « *L'Iran a besoin de la vérité pour avancer* », dit-il en faisant allusion aux meurtres d'intellectuels et de dissidents attribués aux services secrets. Beaucoup de réformateurs élus vendredi ont l'intention de faire toute la lumière sur cette affaire. « *Cela fera mal, mais obligera enfin les conservateurs à changer en profondeur* », conclut Soroush.

Trop ambitieux Rafsandjani

Trois fois président – du Parlement, de l'Etat, puis du Conseil de discernement – Hachémi Rafsandjani a dominé l'histoire de la République islamique. Ambitieux et retors, ce fils de paysans aisé a accompagné, avec plus de pragmatisme que de rigueur, les transformations du régime. Quatre fois emprisonné sous le chah, cet ancien élève de l'ayatollah Khomeyni sera son représentant personnel au « Conseil de défense ». A ce titre, il « gère » la guerre contre l'Irak et négocie en sous-main des achats d'armes aux Etats-Unis (l'Irangate). En 1988, du moins l'a-t-il toujours affirmé, il convainc le « Vieux » d'accepter le cessez-le-feu. L'ouverture espérée lors de son élection à la présidence fera long feu. Sa famille, en revanche, s'installera dans la politique, la presse et les affaires. Son image en souffrira, ses scores électoraux également.

C. L.

« L'Islam est au seuil d'une renaissance »

Qom :
de notre envoyé spécial
Claude Lorieux

Le vent du changement qui chamboule l'Iran, hâtant les conversions aux réformes et semant le doute chez certains khomeynistes n'épargne pas la ville sainte de Qom.

Les rohani, les clercs enturbannés qui pérorent aux coins des rues, et les talébé, théologiens laïcs et réfractaires au port de la robe de mollah, commencent timidement, vingt ans après la Révolution, à se poser les premières questions fondamentales.

Pas tous bien sûr. Les « séminaires » chiites inculquent davantage la soumission que l'esprit critique. Mais certains s'interrogent témérairement, non pas tant sur l'islam, qui charpente solidement leur existence, que sur l'interprétation, résolument politique et révolutionnaire, qu'en donna l'ayatollah Ruhollah Khomeyni et qui choqua, dès l'origine, nombre de « grands ayatollahs ».

Mehdi – dont ce n'est pas le vrai nom – est un jeune théologien en colère. Diplômé du « Rozé », l'« université » qui chapeaute la centaine d'écoles théologiques de Qom, cet amateur de bons films n'a pourtant rien d'un dissident. Il croit à l'islam et à sa renaissance.

Enseignant à l'université, il occupe même des fonctions de responsabilité dans la Ville sainte, ce qui n'a pas empêché d'inquiétants correspondants – membres des services ? – de téléphoner plusieurs fois agressivement à son bureau pendant les trois heures et demie que dura notre entretien. Mehdi en fut suffisamment inquiet pour requérir l'anonymat et couper court à un déjeuner projeté.

Dans l'ensemble, il n'est pas très à l'aise aujourd'hui dans le « Rozé », où l'ayatollah Mesbah Yazdi, un ultra, impose « *la pensée dominante* ». « *Les jeunes intellectuels respectent les idées du président Khatami. Il remporta d'ailleurs plus de 70 % des voix à Qom, lors de la présidentielle de 1997. Mais le système du « Rozé » est si verrouillé qu'ils ne peuvent y faire entendre leur voix* », déplore-t-il.

« *Ces divergences dépassent largement le conflit de génération. Elles portent sur la conception de Dieu, du monde, de la politique, de l'Europe* », poursuit Mehdi en rappelant que les orientalistes français Louis Massignon et Henri Corbin sont traduits et lus à Qom.

« *Nombre d'intellectuels religieux conseillent au clergé de retrouver ses fonctions d'avant la Révolution. Les clercs devraient s'occuper moins de la politique et davantage de la morale et de leur mosquée. La politique et la religion sont des univers différents. Un homme politique admettra que son adversaire dessine sa caricature. Un religieux, non. Il ne faut donc pas mêler les deux genres. Sinon ni le gouvernement ni l'Islam ne peuvent remplir correctement leur mission* », explique Mehdi.

Notre « intellectuel en colère » ne pose-t-il pas ainsi, de front, le problème de la démocratie en Islam ? « *C'est exactement cela*, répond-il. *Qu'est-ce que le Coran ? Qu'est-ce que l'Islam ? Plusieurs lectures sont possibles. Selon les uns, l'Islam a un programme pour chaque domaine d'activité : la politique, l'économie, la société. Selon d'autres, son domaine de compétence est d'ordre spirituel. Mais l'idéologie dominante n'accepte qu'une lecture du Coran. Ce qui se passe aujourd'hui en Iran ressemble à ce que vous avez connu en Europe à la veille de la Réforme protestante. L'islam, qui est la dernière religion révélée, peut sauver l'humanité, mais à condition que ceux qui l'administrent n'imposent pas leur conception personnelle. Pour moi, l'Islam est au seuil d'une renaissance.* »

Il faudra d'abord abattre des bastilles ! Medhi, qui a brûlé sa jeunesse dans la guerre contre l'Irak, mène, avec d'autres intellectuels religieux, « *une guerre intérieure, qui est plus pénible que la guerre étrangère* ». « *En Iran*, explique-t-il, *nous ne combattons pas de simples hommes, mais des hommes qui se croient les représentants de Dieu sur terre.* » « *Contre nous, ils utilisent le Coran, l'islam et les imams comme s'il s'agissait de tranchées ou de fortifications. Mal informé, le peuple ne comprend pas toujours l'enjeu de la bataille.* »

Le clergé, grand bénéficiaire de la Révolution de 1979 contre le chah, aura-t-il la clairvoyance et la volonté d'évoluer comme l'y invite le président Khatami ? Pour Mehdi, « *l'évolution du régime a démarré lors de l'élection présidentielle du 2 Khordad* (le 23 mai 1997). *Si un changement n'avait pas eu lieu alors, la République islamique aurait dû en accepter un beaucoup plus fondamental. Elle doit donc une fière chandelle au « président des jeunes » et à son équipe de réformateurs* ».

Mehdi, qui recevait l'envoyé spécial du *Figaro* quelques jours avant les législatives de samedi et la nouvelle percée des pro-Khatami, explique pourquoi une partie des religieux s'accrochent au passé : « *Le clergé voit le monde en noir et blanc. Comme il se voit lui-même en blanc, tout le reste est noir. Dans ces conditions, le choix est limité. C'est ou bien*

l'Islam des origines ou bien l'Etat imaginé par Mustapha Kémal en Turquie et Réza Chah, le père du dernier empereur, en Iran. Le clergé ne veut évidemment pas y revenir. »

Dans l'esprit de Mehdi, la présidentielle de 1997 et les législatives de la semaine dernière ne sont évidemment que des étapes dans l'évolution du système conçu par l'ayatollah Khomeyni. *« Khatami n'est pas bien différent des autres réformateurs. Ils sont nombreux à penser qu'il faut maintenant changer la Constitution. Mais Khatami ne peut y consentir. En tant que président de la République, il doit rester en bons termes avec le Guide de la Révolution, l'ayatollah Khamenei »*, considéré généralement comme le chef de file des conservateurs.

Mehdi n'avait pas vingt ans quand la révolution éclata. Ensuite, ce fut la guerre. *« Nous n'avons pas eu de jeunesse. Nous sommes devenus subitement vieux. Il ne nous reste plus que l'espoir, pas tant pour nous que pour notre pays. Une génération devait être sacrifiée, c'était la nôtre. Nous espérons que la future génération ne verra pas non plus son destin sacrifié. »*

Iran Reformist Trend Stays on Track

International Herald Tribune FEBRUARY 22, 2000
PUBLISHED WITH THE NEW YORK TIMES AND THE WASHINGTON POST

Khatami Backers Head for Majority In Parliament

By Howard Schneider
Washington Post Service

TEHRAN — Reformist parliamentary candidates were leading Monday in 26 of the capital's 30 legislative seats, which would complete their convincing national mandate if the trend holds.

Before partial results for Tehran were announced, reformists had won 137 seats in the 290-seat Parliament. The conservatives had only 44 seats and independents took 10. Sixty-nine other seats will be decided in runoffs in April.

If the Tehran result is confirmed, the reformists will have well over the 146 seats needed for a majority.

The election has turned into a rout in which a corps of young professionals, activists and academics who support the reform-minded president, Mohammed Khatami, has soundly defeated incumbents and establishment figures.

With about 15 percent of the Tehran vote counted, the top vote-getters included Mohammed Reza Khatami, brother of the president; Jamileh Khadivar, a winner in municipal elections last year and sister of an influential, imprisoned cleric, and Hadi Khamenei, a reformist cleric and brother of the country's conservative supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei.

Also in the top five, according to early results, was Ali Reza Nouri, brother of a liberal cleric and publisher, Abdullah Nouri, whose trial on charges of insulting Islam last fall earned him a five-year prison term.

Most surprising was the apparently dismal showing of former President Hashemi Rafsanjani, who was running 27th in the preliminary tallies.

The final composition of the Parliament will not be known until the runoff elections. In addition, party affiliations can be fluid and overlapping, and candidates running as "independents" may be claimed by both the conservative and reformist factions.

Enric Marti/The Associated Press

President Mohammed Khatami, right, had reason to be happy after the elections as he and Interior Minister Abdul-Vahed Mussavi-Lari attended the inauguration of the first subway line in Tehran on Monday.

But whatever the final size of their majority, it is clear that supporters of Mr. Khatami's plan to increase personal freedom and strengthen civil institutions at the expense of strict control by Islamic clerics has won a broad endorsement.

"People voted to pave the way for Mr. Khatami to fulfill his promises and slogans," Assadollah Badamchian, a leader of a rightist group, was quoted as saying in the Resalat daily here, according to Reuters.

After three years in which his programs were opposed by the conservative faction that dominated Parliament, Mr. Khatami will not only have to deliver on reforms, but also determine how to do so in a way that keeps supporters happy without upsetting the delicate balance between change and upheaval.

Conservative forces remain in control of key parts of the government and security forces, and in the past have offered little space for dissent.

Behzad Nabavi, an engineer and member of the reform ticket, said his colleagues, now in power, had to tread carefully. "We should not be after outlandish programs and must not create expectations among the people," he said.

■ Washington Welcomes Result

Jane Perlez of The New York Times reported from Washington:

In unusually bold language, the Clinton administration has welcomed the election results in Iran and said it interpreted them as an unequivocal demand for greater freedom within the country and for improved relations abroad.

"By all indications, this is an event of historic proportions," said the State Department spokesman, James Rubin.

The vote showed, he said in a statement, that the Iranian people want "engagement with the rest of the world" and "made clear their preference for greater freedoms within Iran."

The election, the most open since the fall of the shah, has been long awaited by the Clinton administration as a test of whether it could turn around the hostile relations of the last 20 years before President Bill Clinton leaves office.

A series of U.S. inducements for opening a dialogue over the last several years, including a secret message from Mr. Clinton last August, have all been spurned by the Iranian leadership.

In its statement Sunday night, the State Department cautioned that it remained to be seen whether the "clear hopes of the Iranian people can be translated to reality."

"Obviously, we hope that the trends of the elections will be reflected by a different approach to the outside world," Mr. Rubin said.

In that regard, he said, the United States was most concerned to see whether Iran would change its opposition to the Middle East peace negotiations and whether it would cease its support of terrorist groups.

Satisfaction dans le monde après la victoire des réformateurs aux législatives en Iran

BIEN QUE les résultats officiels du premier tour des élections législatives en Iran ne soient pas encore définitivement connus, la victoire désormais assurée des réformateurs a suscité des encouragements de plusieurs capitales étrangères.

Passant d'un excès à l'autre, de la démonisation, il y a quelques années, à un enthousiasme exubérant aujourd'hui, les Etats-Unis ont estimé que le vote des Iraniens était un *« événement aux dimensions historiques »*, le peuple iranien ayant démontré *« sans l'ombre d'un doute »*, selon le porte-parole du département d'Etat, James Rubin, *« qu'il veut une politique d'ouverture et de rapprochement avec le reste du monde »*.

Les pays voisins de la République islamique, avec laquelle les relations ont parfois été tendues, voire conflictuelles, créditent les réformateurs iraniens d'une volonté de normalisation. C'est le cas par exemple des Emirats arabes unis, dont la presse s'attend à une amélioration des liens entre Téhéran et ses voisins. Les Emirats souhaitent, plus précisément, que soit réglé de manière satisfaisante le contentieux territorial qui les oppose à l'Iran à propos des îles de la grande et de la petite Tomb.

ÉCHANGES ÉCONOMIQUES

La Turquie, dont les échanges économiques avec l'Iran sont florissants, mais avec lequel les relations ont toujours été empreintes de méfiance réciproque, a souhaité que l'Iran cesse de vouloir exporter sa révolution. Ankara soupçonne en particulier la République islamique de soutenir le Hezbollah turc et l'accuse de continuer à soutenir les rebelles du PKK, le Parti des travailleurs kurdes de Turquie. La Russie a exprimé l'espoir que *« la démocratisation »* de l'Iran irait de l'avant.

L'Union européenne, dont les relations avec l'Iran sont bonnes, s'est réjouie de ce que Jaime Gamaa, le chef de la diplomatie portugaise et président du Conseil des ministres des Quinze a qualifié de *« pas positifs sur la voie des réformes »* en République islamique. Plusieurs Etats membres de l'UE y sont eux aussi allés de leur couplet.

L'Italie prévoit une *« amélioration du dialogue »* entre Téhéran et la communauté internationale. La France a pudiquement fait remarquer que le vote massif des Iraniens en faveur des réformateurs confirmait leur *« volonté de changement et d'ouverture »*.

Londres, dont la normalisation des relations avec Téhéran remonte à quelques mois seulement, s'est félicité de la volonté *« claire de modernisation »* que les électeurs ont exprimée dans les urnes. Et Berlin a saisi l'occasion de la victoire des réformateurs pour relancer l'invitation adressée, il y a plus d'un an, au président Mohamad Khatami à se rendre en Allemagne.

Trois maires kurdes accusés de liens avec le PKK ont été arrêtés en Turquie

ISTANBUL
de notre correspondante

La Turquie n'avait pas réagi officiellement, le 9 février, lorsque le conseil présidentiel du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) avait annoncé qu'il mettait fin à la lutte armée. Les efforts du PKK, qui tente désormais de se présenter comme une organisation politique, n'impressionnent pas les Turcs, qui y voient une tentative de sauver la peau d'Abdullah Öcalan, condamné à mort. Une réponse indirecte des autorités est venue dix jours plus tard avec l'arrestation de trois maires kurdes, élus du Parti démocratique du peuple (Hadep, prokurde), qui avait dominé les élections municipales dans le Sud-Est anatolien. Alors que la Turquie entame le processus d'accession à l'Union européenne, l'Etat turc indique clairement sa réticence à accepter des compromis politiques sur la question kurde.

Deux jours avant son arrestation, Feridun Celik, le maire de la capitale régionale du sud-est, Diyarbakir, s'était entretenu avec la ministre des affaires étrangères suédoise, Anna Lindh, qui avait rappelé durant sa visite en Turquie que l'Union européenne faisait une distinction claire entre le PKK et les revendications de la population kurde, mais que la Turquie devrait adopter les critères démocratiques de Copenhague avant d'accéder à l'Europe.

Les trois élus qui ont été arrêtés – le maire de Diyarbakir, celui de Siirt et celui de Bingöl – sont accusés d'avoir des liens avec le PKK, d'avoir récolté des fonds pour l'organisation et d'avoir établi des communications avec les supporters européens du mouvement. *« Une telle pression politique, au nom de la loi, a pour but d'affaiblir la fragile paix sociale »*, a protesté le dirigeant du Hadep, Ahmet Turan Demir.

DROITS CULTURELS

Depuis leur élection en avril 1999, les maires du Hadep avaient exercé leurs fonctions dans de bonnes conditions, ce qui avait souvent été perçu comme un signe positif démontrant la volonté des autorités turques de normaliser la situation dans la région. Les élus avaient même été reçus par le chef de l'Etat, Süleyman Demirel, au palais présidentiel de Cankaya.

Tout récemment, l'atmosphère a cependant changé. Une récente demande de rendez-vous adressée au premier ministre pour discuter des problèmes de la région avait été rejetée. Il y a quelques jours, Bülent Ecevit avait également averti les maires de limiter leurs fonctions à l'administration des villes, sans les politiser. La semaine dernière, la Haute Commission de la radio et de la télévision avait ordonné la fermeture pour un jour de la chaîne de télévision CNN-Turk, une joint-venture entre la compagnie américaine CNN et le groupe turc Dogan, à la suite d'une émission au cours de laquelle un présentateur avait demandé s'il était possible de comparer le dirigeant du PKK, Abdullah Öcalan à Mandela.

Ce nouveau développement suggère que la volonté de réforme ne fait pas l'unanimité en Turquie. Alors que le conflit armé s'apaise et que la paix revient lentement dans le Sud-Est, la détention des maires semble indiquer que la question kurde continuera de diviser Ankara et Bruxelles : la Turquie voit la défaite militaire du PKK comme une fin en soi, alors que pour les Européens le moment est venu d'introduire des réformes démocratiques qui donneraient des droits culturels aux Kurdes.

Nicole Pope

LE MONDE / MERCREDI 23 FÉVRIER 2000

22 February 2000, Copyright © Turkish Daily News

Ecevit disowns responsibility in arrest of mayors

- The prime minister says there was no connection between his "out of kindness" warning to HADEP aimed at advising that party against the drawbacks of mixing municipal responsibilities with politics and the arrest of the Diyarbakir, Siirt and Bingol mayors

Ankara - Turkish Daily News

Prime Minister Bulent Ecevit said that his recent warning to the People's Democracy Party (HADEP) to disassociate itself from separatist activities had not triggered the arrest of the Diyarbakir, Siirt and Bingol mayors.

Talking to reporters at the Prime Ministry, Ecevit said his warning to HADEP was "out of kindness" and aimed at advising that party against the drawbacks of mixing municipal responsibilities with politics.

He said there was no connection between his warning and the arrest of three mayors by the police on charges of aiding the separatist Kurdistan Workers' Party (PKK).

"In one of my recent interviews, I issued a warning out of kindness to HADEP mayors, emphasizing the drawbacks of mixing municipal responsibilities with politics. I also emphasized that this attitude would make it difficult for us to take steps forward. There is no relation between my announcements and the HADEP mayors being taken into custody. I have never tried to influence the legal system," Ecevit said.

The prime minister, responding to a question whether he had received any reaction from Western governments over the arrest of three mayors, said "The judicial system in Turkey is completely independent. The rules of the democratic judicial state work perfectly well in the country, particularly in the sphere of the legal system."

Ecevit also said that this was an internal affair, reiterating that, "This issue falls within the jurisdiction of the legal system."

On Saturday and Sunday, the security forces raided the offices and homes of Diyarbakir Mayor Feridun Celik, Siirt Mayor

Selim Ozalp and Feyzullah Karaaslan of Bingol who had sought the support of foreigners in a campaign for cultural rights for the ethnic Kurdish population of the country.

The authorities are uneasy with the fact that both the legal, pro-Kurdish HADEP and the illegal PKK demand the same cultural rights for the country's ethnic Kurdish people.

PKK chieftain Abdullah Ocalan was captured a year ago and sentenced to death for leading the 15-year separatist insurgency.

The detentions came shortly after Prime Minister Ecevit warned the party against ties with the separatist PKK. The party is already facing court-ordered closure on charges of being a front for the separatist group.

"It is a fact that HADEP had a contribution to the politicization of the separatist movement," Ecevit had told Aksam newspaper on Thursday.

"It is very wrong to use (mayoral seats) as a political means that would endanger the national unity."

A government statement on Saturday said the mayors have been accused of carrying out propaganda activities, extorting money from citizens, gathering conscripts in Europe for the mountain ranks of the group and establishing a network of communication between separatists and imprisoned terrorists.

The party's three predecessors have been closed on charges of links to the separatist PKK and several pro-Kurdish deputies remain in prison on charges of separatism.

22 February 2000, Copyright © Turkish Daily News

Turkish-Israeli military cooperation extends to land and sea

- Military cooperation between Turkey and Israel, which has always concentrated more on the air forces, has now extended to the two countries' land and navy forces. Visits between high-ranking generals of the Turkish and Israeli land and naval forces have intensified. Both countries are involved in mutual training programs as well as equipment transfer to Turkey for land and navy forces
- As it was in the case of the PKK, Israel has been cautious in giving the Turkish public the impression that Tel Aviv has been working closely alongside Turkey in operations against Turkish Hizbullah. Israel has maintained its policy of not making public its support for Turkey in its fight against terrorism. This is mainly because Tel Aviv does not want to lengthen the already long list of terrorist organizations targeting Israel

---

Lale Sariibrahimoglu

Ankara - Turkish Daily News

The Turkish-Israeli strategic alignment, which has been sealed since 1996 when two agreements were signed on military and defence industry cooperation, has lately been strengthened to take in the land and naval forces in addition to the air forces, where cooperation between the two countries has always been strong.

This extended cooperation has thus far taken the form of close consultation between high-ranking Turkish navy and land forces officials, as well as the training of officers of the two countries and the transfer of equipment to Ankara. The navy exercises conducted by Turkey, Israel and the United States, code named Reliant Mermaid, have also paved the way for Ankara and Tel Aviv to cooperate more closely in naval activities. Turkish and Israeli jets are benefiting from the exercises that they have been holding regularly in each of the countries' airspace. Both countries have refrained, however, from holding such exercises jointly, so as not to give the impression that the Turkish-Israeli military alignment is targeting third parties.

Turkey's attempts to cooperate closely on military matters with Egypt have also been continuing, and General Atilla Ates of the Turkish Land Forces was in Cairo late last month to explore the possibilities of establishing military ties with Egypt, similar to those that Turkey has with Israel. As a reflection of these close ties between Turkey and Israel Tel Aviv has made a commitment to consult Ankara on any future negotiations with Syria on matters related to Turkey such as water, terrorism and the Syrian redeployment of troops in the event of a peace deal. Turkey harbours fears that, in the event of a peace deal between Israel and Syria, Syrian troops deployed in the Golan Heights might be moved north, near the Turkish border.

Israel has assured Turkey that Syrian troops would be redeployed to the east after any withdrawal from Golan. Syria wants the United States to drop it from the list of countries sponsoring terrorism once a peace deal has been reached. The administrations in Tel Aviv and Washington have assured Turkey that if the United States does decide to cross Syria from the terrorist list, Damascus will have to make a pledge to fight against the Kurdistan Workers' Party (PKK) terrorist organization.

The third issue on which Israel has alleviated Turkish concerns is that of water from the Euphrates River. During negotiations with Israel late last year, before the peace negotiations were stalled, Syria wanted the United States and Israel to convince Turkey to make concessions on water from the Euphrates. Both countries, however, have made a pledge to Turkey that they would consult Ankara whenever the water issue comes up. Both the United States and Israel expect to Turkey to cooperate in multilateral discussions on water in the Middle East if a peace deal is reached with Syria.

On the sensitive issue of Hizbullah terrorism in Turkey Israel is uneasy about the fact that the Turkish press has made public Tel Aviv's close cooperation with Ankara in these anti-terrorism operations. Israel has signed several agreements with Turkey in the field of military as well as trade relations. It has always been cautious, however, not to sign any agreement concerning the fight against Turkish terrorist organizations, including the PKK. Covertly Turkey, Israel and Jordan have all been engaged in a close dialogue in the fight against terror, as well as in an exchange of information on terrorist activities. Israel, already a state targeted by a long list of terrorist organizations in the Middle East, does not want to make Turkish Hizbullah or the PKK Israel's enemies.

Ankara demande l'extradition d'un commandant du PKK réfugié aux Pays-Bas

LA HAYE, 22 fév (AFP) - 14h42 - La Turquie a demandé l'extradition de Murat Karayilan, un des principaux chefs militaires du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) réfugié depuis novembre dernier aux Pays-Bas, a-t-on appris mardi auprès du ministère néerlandais de la Justice.

"Nous avons reçu la requête officielle turque il y a une ou deux semaines. La procédure va suivre son cours mais cela pourrait prendre cinq à sept mois avant une décision finale", a indiqué à l'AFP un porte-parole du ministère, Victor Holtus.

La demande d'Ankara a été transmise depuis au parquet de La Haye et le tribunal de la ville aura à trancher la question, a-t-il précisé.

En cas de feu vert à son extradition, Murat Karayilan pourra cependant déposer un recours devant le Conseil d'Etat. Quelle que soit la décision de ce dernier, le dossier atterrira ensuite sur le bureau du ministre de la Justice mais pourra encore faire l'objet d'un appel, a-t-il ajouté.

Murat Karayilan, 46 ans, alias "Cuma", originaire du village de Suruc, dans la province de Sanliurfa (sud-est de la Turquie), a demandé l'asile politique aux Pays-Bas le 18 novembre 1999.

Il était l'un des principaux chefs militaires du PKK, avec Cemil Bayik et Osman Ocalan, frère du chef rebelle kurde Abdullah Ocalan. Depuis la condamnation à mort en Turquie en juin dernier d'Abdullah Ocalan, le PKK prône une solution pacifique du problème kurde et a proclamé l'abandon de la lutte armée lancée en 1984.

Maires interpellés: Amnesty demande l'intervention du ministre suisse des AE

LAUSANNE (Suisse), 22 fév (AFP) - 18h03 - Amnesty International a demandé mardi la libération immédiate des trois maires membres d'un parti pro-kurde, interpellés en fin de semaine dernière en Turquie et a appelé le ministre suisse des Affaires étrangères à intervenir en leur faveur.

Le chef de la diplomatie suisse Joseph Deiss a achevé ce mardi une visite de trois jours en Turquie.

"Les trois maires se trouvent actuellement dans un centre de détention spécial de Diyarbakir (sud-est de la Turquie) où les risques de tortures et de mauvais traitements sont très importants", a indiqué la section suisse d'Amnesty dans un communiqué.

Feridun Celik, maire de Diyarbakir, Selim Ozalp, maire de Siirt, et Feyzullah Karaaslan, maire de Bingol (est), avaient été interpellés samedi et dimanche par la police turque pour leurs liens présumés avec le mouvement rebelle kurde du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK).

Amnesty International Suisse a demandé à M. Deiss d'intervenir auprès des autorités turques pour que les trois hommes soient libérés "tant qu'un tribunal impartial et indépendant n'aura pas prononcé une inculpation conforme aux standards internationaux".

Amnesty souhaite que "l'intégrité physique et psychique des trois hommes soient garanties" et que "la Turquie, candidate à l'adhésion à l'Union européenne, mette fin à la répression contre le Parti démocratique populaire (HADEP)" auquel ils appartiennent.

Des centaines de personnes ont été interpellées mardi lors de manifestations à Diyarbakir et Siirt, organisées pour protester contre l'interpellation des maires et qui ont été sévèrement réprimées par la police.

M. Deiss, au cours de sa visite en Turquie, la première d'un chef de la diplomatie helvétique depuis 1991, a déclaré avoir évoqué la question des droits de l'Homme.

Maires interpellés: entretien téléphonique Fischer-Cem

ANKARA, 22 fév (AFP) - 16h06 - Le chef de la diplomatie allemande Joschka Fischer a évoqué mardi au téléphone avec son homologue turc Ismail Cem l'interpellation le week-end dernier de trois maires membres d'un parti pro-kurde, a-t-on appris de source diplomatique turque.

"M. Fischer a demandé des informations sur les circonstances de l'interpellation des maires", a-t-on précisé de même source.

M. Cem a répondu que l'affaire était devant la "justice turque indépendante" et qu'une procédure judiciaire était en cours, a-t-on ajouté.

Le chargé d'affaires allemand à Ankara devait se rendre mardi après-midi au ministère turc des Affaires étrangères pour une "démarche relative à l'affaire des maires", a-t-on indiqué de source diplomatique allemande à Ankara.

Peu avant, le ministère allemand des Affaires étrangères avait annoncé qu'à l'initiative de Berlin, la présidence de l'Union européenne (UE) assurée par le Portugal allait demander à Ankara la libération immédiate des trois maires et que l'ambassade d'Allemagne en Turquie agirait aussi dans ce sens.

Les maires de Diyarbakir (sud-est), Siirt (sud-est) et Bingol (est), membres du parti de la Démocratie du peuple (HADEP), ont été interpellés samedi et dimanche par la police pour liens présumés avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, rebelles kurdes de Turquie).

Le HADEP est menacé de fermeture par la justice turque qui le considère comme une émanation du PKK.

Herald INTERNATIONAL Tribune
PUBLISHED WITH THE NEW YORK TIMES AND THE WASHINGTON POST
MONDAY, FEBRUARY 21, 2000

EU-Turkey Relations Hit a New Snag Over Visit to Kurdish Prisoner

By Stephen Kinzer
New York Times Service

ISTANBUL — Remarkable progress toward building a new relationship between Turkey and the European Union over the past two months is being threatened by a dispute over whether Turkey will allow European politicians to visit an imprisoned Kurdish leader.

The dispute suggests that Turkey's approach to its citizens of Kurdish descent, which has been strongly criticized by many European countries in the past decade, may be a major obstacle in its bid to join the EU. At a meeting in December, European leaders made Turkey an official candidate for membership. A visit by members of the European Parliament this week was expected to be a crucial step in bringing the two sides closer.

But the Europeans canceled the trip after being told they would not be permitted to meet Leyla Zana, a former member of the Turkish Parliament who has been convicted of supporting separatism. Ms. Zana has received the European Parliament's peace prize. Other foreigners, including Harold Koh, the U.S. assistant secretary of state for human rights, have been allowed to visit her in jail.

A Turkish television report quoted government officials as saying they feared that if they allowed the visit with Ms. Zana, European dignitaries would then ask to visit Abdullah Ocalan, an imprisoned leader of a Kurdish rebel army. "Ankara is still in the habit of reacting to criticism from outsiders as interference in its internal affairs," said Yusuf Alatas, one of Ms. Zana's lawyers.

Bulent Akarcali, a prominent member of Parliament, said, "They want to treat Turkey as one of their colonies," adding, "It is totally unacceptable. This is clearly political blackmail."

Many Kurds in southeastern Turkey say the government discriminates against them by denying them cultural rights. But Turkish authorities fear that granting such rights would encourage separatist sentiment.

This difference of perception was on vivid display last week when Foreign Minister Anna Lindh of Sweden visited Turkey. She met with a prominent Kurdish politician, Mayor Feridun Celik of Diyarbakir, and later said she supported his calls for opening schools and television stations in the Kurdish language.

A senior Turkish military commander rejected her suggestion. In an interview with the Financial Times, the commander, General Cumhur Asparuk, said, "If we allow Kurdish-language broadcasting and schools, this could tear apart the mosaic of Turkish society."

A court last month ordered the confiscation of all copies of a newly translated book, "A History of Kurdish Nationalism: Its Roots and Development," by Wadie Jwaideh, an American scholar of Iraqi descent.

"The problem seems to be that the word 'Kurdistan' comes up several times in the book," said Nihat Tuna, a manager of the publishing house that brought out the book. "I told the prosecutors that this is an academic work by a university professor and that it has no political orientation. They are now deciding whether to bring a case against us and the translators."

■ Authorities Arrest 3 Kurdish Mayors

The Turkish police arrested another Kurdish mayor Sunday and accused him of links with Mr. Ocalan's separatist guerrillas, a day after two other mayors were similarly detained, Reuters reported from Diyarbakir.

The governor's office of emergency rule, which has wide powers in the mainly Kurdish southeast, said Feyzullah Karaaslan, the mayor of Bingol, had been arrested by the police in connection with the investigation into the other mayors.

Mr. Celik, the mayor of Diyarbakir, and Selim Ozalp, the mayor of Siirt, which is also in southeastern Turkey, were accused of "aiding the work of the terrorist organization the PKK at home and abroad," referring to the Kurdistan Workers Party.

The mayors are all members of the People's Democracy Party, which was swept into power in city councils across the southeast last April. The party campaigns for Kurdish rights and a peaceful end to the conflict with Mr. Ocalan's Kurdistan Workers Party.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, TUESDAY, FEBRUARY 22, 2000

Reform Tide in Iran

The peaceful revolt against clerical repression in Iran that began three years ago with the election of Mohammed Khatami as president is gaining strength. Partial returns from Friday's parliamentary elections suggest that the reform coalition that brought Mr. Khatami his landslide upset in 1997 and then won a broad victory in last year's municipal elections is likely to gain control of the legislature. Reform candidates attracted support not just among women and young people but among more traditional voters in provincial towns and religious centers as well.

The message of these elections is that an overwhelming majority of Iranians are weary of fundamentalist rule, an ailing economy and an abrasive foreign policy that has left Iran lagging behind at a time of expanding prosperity and freedom around the world. Despite rising oil prices, unemployment and poverty are pressing problems. Many foreign investors remain skittish, while much domestic industry is controlled by profligate and sometimes corrupt religious foundations. In these circumstances, job growth has not been able to keep up with a rapidly expanding population.

The supreme religious leader, Ayatollah Sayed Ali Khameini, outranks the elected president and Parliament. He and the conservative clerics allied with him retain considerable power to thwart the reform agenda through their control of the security forces, the courts and special panels that review legislation. But an alliance between a reform majority in Parliament and Mr. Khatami could loosen the clergy's tight grip over Iran's political institutions and allow the president to fulfill his promises to build a society based on tolerance and the rule of law.

Mr. Khatami's parliamentary slate has promised to enact a new and more liberal press law, let multiple political parties compete and challenge the clergy's power over the courts, security police and election rules. The new Parliament will also need to come up with an effective economic program that privatizes clerical and government-run companies and attracts increased foreign investment and trade. Some bolder reformers also talk of promoting changes in foreign policy, including improved relations with the United States. On Sunday, Washington welcomed the Iranian election results.

Iran's clerical leaders have shown themselves to be sophisticated politicians. In recent years they have permitted relatively free elections and have acknowledged their political defeats. Undoubtedly they will try to use the institutions still under their control to slow the pace of change. But they should have the wisdom to recognize that the Iranian people now expect to see their country governed in a more enlightened way that respects their personal and civil liberties, promotes economic growth and moderates Iran's militant hostility toward the West.

—*THE NEW YORK TIMES.*

23 February 2000, Copyright © Turkish Daily News

Turkish military concerned over spill over effect of Kurdish issue on Middle East

- Difference of opinion between the Turkish military and the Foreign Ministry on Kurdish language becomes apparent
- The Turkish military is said to be approaching the Kurdish issue in Turkey's Southeast in a broader manner that takes into consideration the implications of any solution for the local Kurdish problem on the Kurds in the Middle East. The military is said to be cautious on the modalities of addressing the Kurdish problem in Turkey since it may have a spill over effect on the Kurds of the region. 'The Kurdish issue is trans-national, and the military is inclined to see a peace in the Middle East that may ease solution of the local Kurdish problem,' said a source close to the army
- The divergence of opinion between the Turkish military and the Foreign Ministry over the recognition of Kurdish language rights has, meanwhile, become more apparent as the military has recently expressed its opposition to allowing Kurdish language. Foreign Minister Ismail Cem, however, had earlier given the green light to the recognition of the Kurdish language. But as part of Demirel's policy of advocating constitutional citizenship, Syriacs in Turkey are being allowed to run a travel agency with the aim of promoting the cultural riches of Turkey

Ankara - Turkish Daily News **Lale Sariibrahimoglu**

As a divergence of opinion between the Turkish military and the Foreign Ministry has become apparent over recognition of Kurdish language rights to Turkish people of Kurdish origin, the Turkish Armed Forces (TSK) is said to be concerned over the possibility of a spill over effect of the local Kurdish issue into the Middle East. "The Kurdish issue is trans-national, and the military is inclined to see a peace in the Middle East that may ease a solution to the local Kurdish problem," said a source close to the army.

Approaching the Kurdish issue in Turkey in a broader manner, the Turkish military is said to be cautious on the modalities of addressing the local Kurdish problem since it may have a spill over effect on the Kurds of the region. Kurds are dispersed in a vast area in the Middle East as well as in Russia and in Armenia. In northern Iraq, which borders Turkey, Kurds have attempted to take steps towards separation from Baghdad, the policy of northern Iraqi Kurds that has been prevented by Turkey's yearlong efforts. Syria and Iran are other countries having Kurdish populations. Russia and Armenia also continue to use their Kurdish populations as trump cards against Turkey. In the meantime, although stalled now, peace negotiations between Israel and Syria have been revitalized in recent months.

On the other hand, Israel's traditional alliance with the Kurdistan Democratic Party (KDP) headed by Massoud Barzani is known and dates back to the time when Tel Aviv aided Barzani's father during a 1960s Kurdish uprising against Baghdad. It is hoped that the turmoil and distrust in the Middle East will be replaced in the long term with a climate of confidence between the countries of the region. Although the above prospect may be achieved in the long run, the Turkish military is closely watching the developments in the region before agreeing to concessions concerning the Kurdish language in the terror-stricken and economically deprived Southeast.

Remarks made by a senior Turkish military officer stemmed from the TSK's broader approach to the local Kurdish issue and its possible implications in the Middle East. According to a story run by the Financial Times on Feb. 17, Cumhur Asparuk, secretary-general of the National Security Council (MGK), indicated that Turkey was unlikely to allow Kurdish-language broadcasting in the near future.

"If we allow Kurdish-language broadcasting in schools, this could tear apart the mosaic of Turkish society," said Asparuk. According to the Times Asparuk also signalled that there was little chance of permitting education in Kurdish. This statement contradicted one made by Foreign Minister Ismail Cem on Dec. 13 during an interview with CNN-Turk. He said that people in Turkey should have the freedom to run TV stations in their own language. Former ambassador and senior columnist at daily Milliyet Sukru Elekdag is one of the influential figures in Turkey promoting Kurdish language rights and enjoying support from the Foreign Ministry. His ideas, however, are said to not be liked by the Turkish military.

President Suleyman Demirel joined in the Kurdish language argument when he made a statement indicating his support for the military. Daily Hurriyet quoted Demirel as saying on Feb. 22: "If in your country there are people who consider themselves to be of different races, and if you cannot assimilate them, there is no way you can alienate them. The common ground is the concept of [constitutional] citizenship. If they say, for example, they are of Circassian or Abkhazian origin, one has to tell them, 'Okay, you stay as you are, but you are nationals of the Turkish Republic'." Demirel, however, warned the Kurdistan Workers' Party (PKK) terrorist organization about their inclination towards minority nationalism by saying, "Those who tend to engage in minority nationalism, in particular, will suffer."

Interestingly enough, the military itself tested the waters on the Kurdish language issue last year when Chief of General Staff Gen. Huseyin Kivrikoglu made remarks on the issue. During a meeting with a group of Turkish journalists in early September Kivrikoglu said that there has already been a de facto recognition of some cultural rights for Kurds. Kurdish newspapers and Kurdish music cassettes enjoy free circulation, said Kivrikoglu, adding that although banned by law, Kurdish TV and radio broadcasts are aired in eastern and southeastern Anatolia.

However, Kivrikoglu's remarks concerning Kurdish rights led to a controversy that prompted the Office of the General Staff to later issue a statement clarifying Kivrikoglu's views on the subject. The statement released on Sept. 11 stated that the local and foreign media had mistakenly understood Kivrikoglu's statement as if it signalled a policy shift on the Kurdish issue. Kivrikoglu was in fact referring to the current situation on the issue, added the statement. But had observers described Kivrikoglu's statement on the Kurdish issue and the statement released later as an orchestrated one.

At the moment Turkey's MGK is preparing a master plan to address the economic and educational problems of the region. Just like the Turkish military, Demirel emphasized in his interview with Hurriyet the importance of preserving the mosaic of Turkish society.

Soon after Turkey's acceptance as a candidate for European Union membership at the Helsinki summit in December, some minor steps were taken towards Demirel's concept of citizenship. For the first time Demirel released a statement honoring the celebration of Christmas by Turkey's Christian minority. Syriacs in Turkey, for the first time, have recently been allowed to start up a travel agency named Aspect with the aim of promoting the cultural riches of Turkey. Aspect brochures contain slogans such as, "See Turkey from Our Aspect."

EP Turkey Rapporteur Morillon speaks to TDN

'Europe should alleviate Turkish fears on separatism'

- General-turned-European Parliament deputy Philippe Morillon says the detention of the HADEP mayors will give the impression to some of his European colleagues that Turkey is not ready for EU membership. Despite saying that European fears about the Turkish military are exaggerated, Morillon stressed, 'We military people should be in the service of civilians, and we have to share and defend the common values of Europe'
- Morillon is of the opinion that both Turkey and Europe should try to alleviate each other's fears on separatism. 'We Europeans should make it clear to Turkey that we aren't encouraging the PKK towards separation. But we have to respect roots and cultural identity. We rule out micro nationalism, because it is very costly.'

Lale Sariibrahimoglu

Ankara - Turkish Daily News

Gen. Philippe Morillon, European Parliament (EP) rapporteur for Turkey, indicated his displeasure over the recent detention of three People's Democracy Party (HADEP) mayors when he said that this may give the impression to some of his EP colleagues that Turkey is not ready for full membership in the European Union. In an interview with the Turkish Daily News the general-turned-deputy to the EP has tossed the ball into Turkey's court for it to become a full member while emphasizing that the military should be in the service of civilians.

Morillon's visit to Turkey came at a time when three HADEP mayors in the Southeast have been detained on charges of

24 February 2000, Copyright © Turkish Daily News

links with the Kurdistan Workers' Party (PKK) terrorist organization. The EP rapporteur's earlier plan had been to come to Turkey with a delegation to meet with Turkish-EP Joint Parliamentary Committee Co-Chairman Kursat Eser. But the delegation canceled its trip to protest Turkey's refusal to allow it a visit to imprisoned Kurdish former deputy Leyla Zana.

Morillon was given a briefing at the Foreign Ministry on various issues, including the Turkish position on full integration with the European Security and Defense Identity (ESDI) as well as Turkish views on foreign security and attempts at democratization. He later met with Eser, a Nationalist Movement Party (MHP) deputy from Aksaray. Morillon, who is a member of the EP's European People's Party, which also includes the German Christian Democrats (CDU), asked Eser about the detention of the HADEP mayors as well as about Turkey's refusal to allow the EP delegation to visit Zana in prison. Eser brought to mind the separation of powers in Turkey, adding that neither incident had anything to do with the Turkish Parliament.

The selection of a retired general as rapporteur for Turkey is seen as meaningful since one of the criteria stipulated by the EU for Turkey's full membership in that organization is that the Turkish Army's role in politics should be diminished. Morillon, who also served as deputy commander in chief of U.N. forces in Bosnia and Herzegovina, was in charge of Turkish-French talks on defense cooperation in the 1980s as a high-ranking general in the French Army. A friend of former Turkish Deputy Chief of General Staff Gen. Cevik Bir, Morillon's grandson was born in Turkey. Thus his close connections the country have enhanced his suitability to report on Turkey.

Stressing that Turkey should be closely associated with the process of building European defense, Morillon says, "It would be a shame if Turkey were not integrated into the decision-shaping process of the ESDI." Turkey, however, wants to take part in decision-making process of the ESDI. A chapter on security and defense is included in the Turkey-EU partnership for accession talks, recalled Morillon, voicing his hope that members of the military in Turkey will continue to serve their nation either in the EU or in Turkey. "As Europeans, we have to share common values and defend them," he stressed.

On the Turkish military's role in Turkish politics Morillon noted that he himself had been a soldier, noting that he is of the opinion that soldiers take up arms upon the instructions of political authorities and do not make political decisions themselves. "We are in the service of the state. That is our mission. European politicians are afraid of the military power in Turkey. I consider it an exaggeration. Considering Turkish history, the Turkish military's role in politics is not a bad thing, because the Turkish Army is the guardian of secularism. But we together have to show the Europeans that the Turkish government is not a prisoner of the Turkish military," Morillon said.

Stressing that he was not in Turkey to lecture but rather to share his experience, Morillon added that both Europe and Turkey should do away with fears about each other concerning separatism and fragmentation through addressing those very fears. He said: "Turkey is at the point where the PKK has confirmed that it has laid down its arms. If there is a confirmation that terrorism has ceased, Turkey will be in a position for political negotiations under which identity can be recognized. We are fighting in Bosnia against micro nationalism and fragmentation. But the natural reaction of human beings against trends such as globalization is the need for identity. We have to respect roots and culture. While recognizing identity, we have to rule out micro nationalism because it will be very costly."

Bringing to mind a current debate in the EU on maintaining sovereignty and arguments on transferring sovereign rights to the EU, Morillon stressed that Europe's role at this juncture should be to tell the Kurds that it would not encourage them in separation, thus allaying Turkish fears and suspicion towards Europe. On the divergence of opinion between the Turkish military and the Foreign Ministry over the recognition of Kurdish language rights, Morillon underlined that the fact that this issue was being discussed in Turkey was a positive step. Saying that the EU had opened the way for Turkey in Helsinki when it accepted Ankara's candidate status, Morillon said: "I don't know where this road will go, but it would be

hypocritical if the EU were to give Turkey the image that its membership prospect is virtual rather than real. The door has been opened to Turkey, and it depends only on Turkey whether it will become full member or not. The ball is in Turkey's court."

The EP rapporteur, who has been tasked with writing a report on Turkey expected to be released in October, stressed his desire to meet with Chief of General Staff Gen. Huseyin Kivrikoglu on future visits to Ankara.

L'arrestation de maires kurdes "surprend" le Conseil de l'Europe

23 février 2000, 11h36

STRASBOURG (Reuters) - Le Conseil de l'Europe s'est dit "surpris" par l'arrestation, en fin de semaine dernière, de trois maires de communes du sud-est de la Turquie, accusés d'avoir des liens avec le parti séparatiste PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan).

"Il paraît surprenant que, dans le contexte politique actuel, les autorités turques, au lieu de rechercher un dialogue, emprisonnent des représentants élus, ayant reçu une large confiance des citoyens de leurs villes", déclarent, dans un communiqué commun, le secrétaire général du Conseil de l'Europe, Walter Schwimmer, le président de l'assemblée parlementaire Lord Russell-Johnston et le président du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux Alain Chénard.

"Le processus de dédramatisation de la situation au sud-est de la Turquie devrait être accompagné par le gouvernement turc", ajoutent les signataires, qui estiment que la libération des trois maires serait "conforme aux droits de l'homme et à la démocratie".

Les trois élus placés en détention sont membres du Hadep (Parti démocratique du peuple, pro-kurde), grand vainqueur des dernières élections municipales dans la région du Kurdistan turc. Il s'agit des maires de Diyarbakir, de Siirt et de Bingöl.

Le PKK a quant à lui annoncé qu'il abandonnait la lutte armée après l'arrestation et la condamnation à mort, l'an dernier, de son leader, Abdullah Öcalan. Ce changement de stratégie n'a jusqu'à présent suscité aucune réaction de la part du gouvernement turc.

L'Etat turc resserre l'étau autour du parti pro-kurde HADEP

AFP

ANKARA, 24 fév (AFP) - 17h45 - L'Etat turc a resserré jeudi l'étau autour d'un parti pro-kurde qu'il accuse de soutenir les rebelles du PKK, avec la condamnation en justice de ses principaux dirigeants et l'arrestation de trois de ses maires, au risque de tendre ses relations avec l'Union européenne.

Le président du parti de la démocratie du Peuple (HADEP), Ahmet Turan Demir, son prédécesseur, Murat Bozlak, et 16 autres membres du parti ont été condamnés à trois ans et neuf mois de prison chacun par une Cour de sûreté de l'Etat (DGM) d'Ankara pour "soutien et recel" en faveur du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK).

Ils étaient jugés avec 29 autres accusés --acquittés-- pour leur implication dans les grèves de la faim et manifestations de soutien organisées par le HADEP en faveur du chef du PKK, Abdullah Ocalan, lors de son séjour en Italie de novembre 1998 à janvier 1999.

Ocalan a été capturé en février 1999 au Kenya et condamné à mort en juin par la justice turque pour trahison et séparatisme. A la mi-janvier, le gouvernement turc a décidé de surseoir à son exécution jusqu'à ce que la Cour Européenne des droits de l'homme se soit prononcée sur le fond.

Le PKK a entre-temps annoncé qu'il abandonnait sa lutte armée lancée en 1984 pour la création d'un Etat kurde indépendant dans le Sud-Est de la Turquie à majorité kurde.
Quelques heures avant la décision de la DGM d'Ankara, une Cour de sûreté de l'Etat à Diyarbakir (sud-est) inculpait et écrouait pour les mêmes chefs d'accusation les maires de Diyarbakir, Siirt et Bingol, tous membres du HADEP, en dépit d'appels de pays et institutions européens pour leur remise en liberté.
Une troïka européenne s'est rendue jeudi au ministère turc des Affaires étrangères pour exprimer son "étonnement" aux autorités turques après ces arrestations et "demander des informations dans le contexte des ambitions européennes de la Turquie", qui a décroché le statut de candidat à l'UE en décembre, selon un diplomate européen.

Un porte-parole de la Commission européenne à Bruxelles a estimé ces décisions "extrêmement regrettables", tout en affirmant que l'UE poursuivra le dialogue avec la Turquie, selon Jean-Christophe Filori, porte-parole du commissaire à l'élargissement Guenter Verheugen.

Le PKK a aussitôt condamné les décisions de la justice turque, indiquant qu'elles "tendent" l'atmosphère en Turquie.

"Ces décisions ne sont pas une coïncidence et tendent l'atmosphère en Turquie", a dit Faruk Doru, membre de l'aile politique du PKK, interrogé à Bruxelles par téléphone par l'AFP.

Il a ajouté que ces décisions n'allaient cependant pas "dévier" le PKK de son objectif pour une "solution démocratique et pacifique" à la question kurde en Turquie.
Le HADEP fait l'objet depuis fin janvier 1999 d'une procédure d'interdiction par la justice pour "liens organiques" avec le PKK.

"Ces mesures portent atteinte a la crédibilité de l'Etat dans le Sud-Est. L'atmosphère de paix qui régnait dans la région depuis des mois va en souffrir", a déclaré à l'AFP Husnu Ondul, président de l'influente Association de défense des droits de l'homme (IHD) de Turquie.

Il a ajouté que les récentes décisions juridiques étaient en "condradiction" avec les aspirations turques d'adhérer à l'UE et "peuvent augmenter la tension" dans le Sud-Est.
Le HADEP a remporté en avril 1999 la majorité des mairies dans l'Est et le Sud-Est, dont celle de la plus grande ville de la région, Diyarbakir.

Un autre diplomate européen à Ankara a estimé que les "pressions" à l'encontre du HADEP allaient "assombrir" les relations entre l'UE et Ankara, censée améliorer son bilan en matière des droits de l'homme et régler la question kurde pour pouvoir devenir membre de l UE.

Un chef présumé du PKK en France jugé à Paris nie appartenir au mouvement

PARIS, 24 fév (AFP) - 20h55 - Un des responsables présumés du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) pour la France, Irfan Balsak, 35 ans, a nié jeudi toute appartenance à ce mouvement séparatiste kurde de Turquie au deuxième jour de son procès à Paris.

M. Balsak, qui comparaît depuis mercredi devant le tribunal correctionnel avec cinq autres membres présumés du PKK, avait été interpellé le 14 janvier 1998, dans le cadre d'une affaire d'extorsion de fonds.

Elle visait un artisan maçon kurde qui refusait de payer "l'impôt révolutionnaire", à proximité des locaux d'une association considérée par la police comme la vitrine à Paris du PKK.

M. Balsak avait en sa possession divers documents explicites: un texte en turc évoquant manifestement des préoccupations militantes, de nombreux numéros de téléphone de membres du PKK, et des notes incontestablement de sa main, mentionnant des sommes et leur équivalent en marks, pour plus de 8 millions de francs (1,2 MEUR) : ces notes étaient visiblement le compte de "l'impôt" perçu pendant la saison 97-98 chez les Kurdes de France.

Le prévenu a indiqué qu'il avait trouvé le texte en turc dans un sac plastique renfermant un pull-over qu'une personne lui avait prêté.

Il a affirmé qu'il avait recueilli les numéros de téléphone car, "en tant qu'intellectuel kurde", il voulait "étudier le comportement des personnes d'origine kurde", une défense similaire à celle de son présumé supérieur, Halit Yildirim dit "Filo", arrêté le 27 avril 1998 en Allemagne.

Ne pouvant nier que les comptes étaient de sa main, il a d'abord indiqué qu'ils étaient le produit de "différentes recherches et analyses", et qu'ils étaient précis car "c'est ainsi quand on veut écrire un ouvrage économique".

Poussé dans ses retranchements par le tribunal, M. Balsak a d'abord convenu que ces comptes étaient relatifs "au devoir patriotique du peuple kurde", puis "à la campagne de dons volontaires organisée pour permettre au peuple kurde de résister". Mais il s'est défendu d'y être pour quelque chose, disant seulement connaître "les structures" du PKK.

Concernant les dénonciations de l'artisan pour extorsion de fonds, M. Balsak a indiqué qu'il s'agissait d'un "complot".

La répression contre le parti pro-kurde "extrêmement regrettable" (Commission)

BRUXELLES, 24 fev (AFP) - 17h46 - La répression en Turquie contre le parti pro-kurde HADEP est "extrêmement regrettable" mais l'UE "poursuivra son dialogue" avec Ankara, a indiqué jeudi un porte-parole de la Commission européenne.

"C'est extrêmement regrettable, mais nous poursuivrons le dialogue avec la Turquie car c'est comme cela que nous pourrons avoir des avancées sur la situations des droits de l'Homme et de la démocratie. C'est d'ailleurs la stratégie qui a été décidée par le sommet européen d'Helsinki en décembre", a déclaré Jean-Christophe Filori, porte-parole du commissaire à l'élargissement Guenter Verheugen.

Ce dernier avait lui-même déclaré la veille au cours d'une audition devant une commission du Parlement européen que ces événements en Turquie étaient "regrettables" mais qu'il fallait être "patient" vis-à-vis d'Ankara. Ce serait une "erreur de changer la stratégie (de dialogue avec la Turquie) décidée à Helsinki", a-t-il ajouté, selon des sources parlementaires.

Le président de la commission parlementaire mixte UE-Turquie Daniel Cohn-Bendit (Verts) a déclaré de son côté que les derniers événements en Turquie montraient que la démocratisation y était "dans l'impasse".

La "troïka" européenne de son côté a effectué jeudi au nom de l'UE une démarche d'information auprès du ministère turc des Affaires étrangères et a exprimé son "étonnement". Mais, selon des sources européennes les Quinze n'ont pas encore pu se mettre d'accord sur une déclaration commune à ce sujet.

Le président du conseil des ministres italien Massimo d'Alema a déclaré à Bruxelles qu'il "était trop tôt pour changer son fusil d'épaule" vis-à-vis de la Turquie après avoir décidé une stratégie de dialogue avec elle.

A l'issue d'un entretien avec le président de la Commission européenne Romano Prodi, M. D'Alema a ajouté que l'ouverture de négociations d'adhésion entre l'UE et la Turquie était soumise à des critères précis concernant les droits de l'Homme et la démocratie.

"L'UE dispose d'intruments de surveillance pour garantir qu'ils seront appliqués de façon rigoureuse à Ankara comme vis-à-vis de tous les candidats", a-t-il ajouté.

Le président du HADEP, Ahmet Turan Demir et son prédécesseur Murat Bozlak ont été condamnés jeudi à trois ans et neuf mois de prison chacun pour "soutien et recel" en faveur du Parti des Travailleurs du Kurdistanrebelles kurdes de Turquie), après l'arrestation samedi et dimanche de trois maires de ce parti (à Diyarbakir, Siirt et Bingol).

Vers un réchauffement Iran-Etats-Unis

Les réformateurs n'excluent pas un rapprochement avec Washington.

Au lendemain de leur triomphe électoral aux élections législatives, les réformateurs ont abordé d'emblée la question d'un changement d'attitude de l'Iran dans ses relations avec les Etats-Unis, rompues depuis vingt ans. Mohammed-Reza Khatami, frère du Président et chef de file du Front de la participation, grand vainqueur du scrutin, a assuré que le nouveau Parlement, même s'il ne peut avoir un rôle direct sur cette question, pouvait *«créer une nouvelle atmosphère, susceptible peut-être d'éliminer les tensions»* avec Washington. Bien sûr, le leader réformiste n'a pas évoqué directement la question d'un rétablissement des relations, qui fait toujours l'objet d'un tabou en Iran et demeure un enjeu de politique intérieure, mais ses déclarations peuvent être considérées comme une avancée par rapport à la position traditionnelle de l'Iran.

La possibilité d'un dialogue avec les Etats-Unis avait déjà été évoquée par certains dirigeants iraniens. En janvier, Kamal Kharazi, le ministre des Affaires étrangères, l'avait déjà admis s'il se déroulait *«sur la base de l'intérêt mutuel et de l'égalité»*. Cette fois, Mohammed-Reza Khatami va un peu plus loin en reconnaissant que la nouvelle donne électorale va rendre ce dialogue plus facile. Il a néanmoins renvoyé la balle dans le camp américain en lui demandant un *«geste concret»*. *«Nous considérons nos intérêts nationaux et nous voulons des relations d'égalité. Or, le gouvernement américain a défendu le régime atroce du chah. Depuis, nous ne voyons aucun changement concret dans sa politique. Il continue d'appliquer des sanctions économiques contre nous, il ne fait pas de gestes concrets»*, a-t-il développé.

«Les Etats-Unis sont hostiles à l'existence d'un Etat islamique fort et c'est pourquoi il est impossible de s'entendre avec eux.» Ali Khamenei, Guide de la Révolution

On sait aussi que le président Khatami, qui entend mener à l'extérieur la même politique qu'à l'intérieur de son pays, est favorable à une amélioration sensible des relations bilatérales. Il n'y a *«pas de problème»* pour établir des relations économiques et politiques avec Washington, avait-il déclaré lors de sa visite à Paris en octobre. Ce n'est pas le cas du Guide de la Révolution, Ali Khamenei. Les Etats-Unis sont hostiles à l'existence d'un Etat islamique fort et *«c'est pourquoi il est impossible de s'entendre avec eux»*, avait-il déclaré en août.

Washington avance aussi avec une prudence de chat, les relations avec Téhéran étant, là encore, un enjeu de politique intérieure. Considérant l'Iran comme l'un des parrains du terrorisme, les Etats-Unis avaient néanmoins évoqué, l'an dernier, la possibilité d'établir un dialogue *«sans condition»*, sans pour autant prendre de mesure concrète. Ainsi, la loi qui pénalise tout investissement supérieur à 20 millions de dollars (140 millions de francs) de sociétés étrangères dans l'industrie pétrolière iranienne est toujours en vigueur depuis 1996. Une menace sans grand effet puisque des firmes françaises et italiennes ont investi dans le secteur pétrolier. Si Washington a fini par autoriser l'exportation de nourriture et de médicaments, c'est le pétrole qui pourrait être la clé d'un rétablissement des relations. L'économie iranienne, dans un état de délabrement complet, a un besoin urgent d'investissements et les compagnies américaines, inquiètes de la percée de leurs rivales européennes, exercent des pressions pour lever les sanctions et venir travailler en Iran. *«La reprise des relations avec les Etats-Unis est vitale pour le régime. De celle-ci dépend le rétablissement de la confiance internationale et le retour des investissements. La riche communauté iranienne des Etats-Unis n'investira en Iran que si ces relations "sont rétablies"»*, analyse un expert iranien ●

JEAN-PIERRE PERRIN

Libération

23 FÉVRIER 2000

AFP

L'UE exprime son "étonnement" à la suite des décisions contre le HADEP

ANKARA, 24 fév (AFP) - 17h20 - Une troïka européenne a exprimé jeudi son "étonnement" aux autorités turques après les arrestations et condamnations visant les membres du parti pro-kurde de la démocratie du Peuple (HADEP), a-t-on indiqué de source diplomatique à Ankara.

La troïka s'est rendue au ministère des Affaires étrangères pour "demander des informations dans le contexte des ambitions européennes de la Turquie", qui a décroché le statut de candidat à l'Union européenne (UE) en décembre, a-t-on précisé de même source.

La troïka était composée du Portugal et de la France --respectivement, actuel et prochain présidents en exercice de l'UE-- ainsi que du représentant en Turquie de la Commission européenne.

Le président du HADEP, Ahmet Turan Demir, et son prédécesseur Murat Bozlak ont été condamnés jeudi à trois ans et neuf mois de prison chacun pour "soutien et recel" en faveur du Parti des Travailleurs du Kurdistanrebelles kurdes de Turquie).

Ces condamnations sont intervenues quelques heures après l'arrestation de trois maires de ce parti --ceux de Diyarbakir (sud-est), Siirt (sud-est) et Bingol (est)-- pour les mêmes chefs d'accusation, en dépit des appels européens en faveur de leur libération.

Le HADEP est menacé de fermeture par la justice turque pour "liens organiques" avec le PKK.

Le Conseil de l'Europe et l'organisation de défense des droits de l'homme, Amnesty International, ont appelé à la libération des maires et la présidence de l'UE, assurée par le Portugal, avait entamé mardi des consultations avec ses partenaires européens sur cette affaire.

Retour de la vague antikurde en Turquie

Trois maires ont été arrêtés et accusés d'entretenir des liens avec le PKK.

Libération
25 FÉVRIER 2000

Istanbul *intérim*

Malgré les protestations européennes, les autorités turques durcissent la répression contre les responsables du Hadep, le Parti de la démocratie du peuple (pro-kurde). Dans la nuit de mercredi à jeudi, la Cour de sûreté de l'Etat de Diyarbakir, la capitale du Sud-Est anatolien, a inculpé, après quatre jours de garde à vue, les trois maires Hadep des villes de Diyarbakir, Siirt et Bingol. Le gouverneur des provinces du Sud-Est, placées sous le régime de l'état d'urgence, avait justifié l'interpellation des trois élus en affirmant détenir des preuves irréfutables de leurs contacts, en Turquie et à l'étranger, avec des responsables du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), l'organisation rebelle kurde qui a déposé les armes depuis six mois à l'appel de son chef Abdullah Öcalan condamné à mort en juillet.

Hier matin, la Cour de sûreté de l'Etat d'Ankara a condamné le président du Hadep, Ahmet Turan Demir, et son prédécesseur à la tête du parti, Murat Bozlak, à trois ans et neuf mois de prison chacun pour leur supposé soutien au PKK. L'ouverture d'une instruction contre les responsables du Hadep remontait à janvier 1999, après les grèves et manifestations de soutien à Abdullah Öcalan, arrêté en Italie à l'automne 1998.

Depuis l'intervention de la gendarmerie dans les bureaux des trois mairies, avec saisie de documents et de matériel informatique, la mobilisation des sympathisants du Hadep pour la libération des trois maires ne faiblit pas. Mardi, des sit-in pacifiques devant les mairies de Siirt et Diyarbakir ont été durement dispersés par les forces de sécurité, qui ont procédé à près de deux cents arrestations. Tous les manifestants ont par la suite été relâchés. Réagissant à l'interpellation des trois maires, avant sa propre condamnation, Ahmet Turan Demir a accusé le Premier ministre Bülent Ecevit d'avoir lancé une campagne politique contre le Hadep.

Ce durcissement de la justice turque à l'égard des milieux politiques kurdes légaux a en tout cas suscité de nombreuses réactions en Europe, deux mois et demi après l'acceptation de la candidature d'Ankara à l'élargissement de l'Union. Le ministre allemand des Affaires étrangères, Joschka Fischer, a demandé la relaxe des maires. Une troïka de diplomates européens (Portugal, France et le représentant à Ankara de la Commission) a entrepris hier une mission d'information sur les raisons de ces arrestations. Le raidissement d'Ankara fait en tout cas l'effet d'une douche froide dans le Sud-Est, où la pression sur les milieux kurdes s'était considérablement allégée depuis la fin des opérations armées du PKK. A la faveur du rapprochement avec l'Europe, certains rêvaient déjà de gestes concrets, comme la reconnaissance de droits culturels ●

JEAN-CLAUDE BOB

REUTERS

Manifestation de soutien aux maires arrêtés lundi à Diyarbakir.

AFP

Le HADEP craint d'être "poussé hors de l'arène politique" en Turquie

ANKARA, 25 fév (AFP) - 11h38 - Le parti pro-kurde de la Démocratie du Peuple (HADEP) a exprimé vendredi son inquiétude d'être "poussé hors de l'arène politique" en Turquie, après la condamnation en justice de ses principaux dirigeants et l'arrestation de trois de ses maires.

"Les pressions contre notre parti légal suscitent chez nous l'inquiétude: est-ce qu'on tente de nous pousser hors de l'arène politique?", a demandé le président du parti Ahmet Turan Demir, lors d'une conférence de presse au siège du HADEP à Ankara.

M. Demir, son prédécesseur Murat Bozlak et 16 autres membres du parti ont été condamnés jeudi à trois ans et neuf mois de prison chacun pour soutien au Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, rebelles kurdes de Turquie).

Les maires de Diyarbakir (sud-est), Siirt (sud-est) et Bingol (est), tous membres du HADEP, ont été inculpés le même jour par une Cour de sûreté de l'Etat de Diyarbakir (sud-est) pour les mêmes chefs d'accusation, en dépit d'appels de pays et institutions européens pour leur remise en liberté.

M. Demir a qualifié d'"inacceptable" et d'"intervention contraire à la volonté du peuple" l'arrestation des maires, qui avaient obtenu une victoire "écrasante" aux municipales d'avril 1999.

Le HADEP, menacé de fermeture par la justice turque, a remporté lors de ces municipales à une large majorité toute une série de mairies dans l'Est et le Sud-Est, dont celle de la plus grande ville de la région, Diyarbakir.

"Les pressions et attaques contre nos maires créent chez les habitants de la région la crainte que rien n'ait changé malgré l'atmosphère actuelle de répit", a-t-il estimé.

Une paix relative règne dans le sud-est à majorité kurde depuis que le PKK a annoncé l'an dernier sa décision d'arrêter la lutte armée qu'il avait lancée en 1984 pour la création d'un Etat kurde indépendant dans cette région.

Par ailleurs, les avocats des trois maires ont saisi vendredi une Cour supérieure à Diyarbakir pour demander la libération de leurs clients, arrêtés "contrairement aux lois et à leur application en vigueur", selon un correspondant de l'AFP sur place.

Ils font valoir l'absence de preuves convaincantes démontrant leur culpabilité.

EU protests to Turkey at Kurd mayors' arrest

FINANCIAL TIMES FRIDAY FEBRUARY 25 2000

By Leyla Boulton in Ankara

The European Union lodged a diplomatic protest with Turkey yesterday after the formal arrest of three Kurdish mayors in the south-east of the country.

The confidential proceeding is a break from the EU's previous practice of publicly lecturing Turkey on human rights. It followed a warning from Bülent Ecevit, the prime minister, that undue foreign interference would only hinder his coalition's ability to pursue political reforms required by the EU.

The mayors, whose People's Democracy party (Hadep) swept local elections in the Kurdish-dominated south-east last year, were formally charged with aiding and abetting the Kurdistan Workers party (PKK), the banned guerrilla group.

Authorities said the evidence on which they were charged would not be made available before the trial, for which a date has not yet been set. But the EU, which has made respect for minority rights a precondition for starting talks with countries that have been accepted as candidates for membership, is understood to have expressed concern about the timing and manner of the detentions that took place at the weekend. Even Hikmet Sami Turk, the justice minister, conceded that irregularities had been committed during the trio's detention.

The EU made Turkey a full candidate for membership in December, persuaded in part by Turkish arguments that this would give Ankara a powerful incentive to complete the democratic reforms mandated by the EU's criteria.

"Countries which supported giving Turkey the status of candidate for membership have been somewhat perplexed," said one official. "What kind of signal does this give?" He noted that Feridun Çelik, the mayor of Diyarbakir, the biggest city in south-eastern Turkey, was pulled out of his car in broad daylight by military gendarmes – only two days after meeting Anna Lindh, the Swedish foreign minister. Ms Lindh had initially opposed giving Turkey EU candidate status until it had made further improvements to its patchy human rights record.

Few observers deny that Hadep, which is calling for a negotiated settlement to end the PKK's 15-year-old struggle for an independent state, enjoys some kind of relationship with the group. But even local politicians unaffiliated to either organisation said the arrests had spoiled the climate of hope that had developed over the past year.

"We want peace in Diyarbakir but now the place is boiling over," said Mesut Deger, chief of the local branch of the Republican People's party.

Şahin Alpay, a liberal columnist for Milliyet newspaper, was less pessimistic, saying the arrests had spawned a healthy internal debate. "The Turkish establishment is still divided over how to comply with the EU criteria," he said last night. "This incident shows that progress will involve two steps forward and one step back."

Paris déplore la condamnation du président du parti pro-kurde en Turquie

AFP

PARIS, 25 fév (AFP) - 17h51 - La France a déploré vendredi la condamnation à des peines de prison du président du parti turque pro-kurde HADEP, et averti Ankara que ses gestes positifs en faveur des droits de l'homme restaient encore insuffisants.

"La France déplore la condamnation prononcée contre le président du Parti de la Démocratie du Peuple (HADEP), Ahmet Turan Demir, et son prédécesseur, Murat Bozlak", a déclaré le porte-parole adjoint du ministère français des Affaires étrangères François Rivasseau.

Le porte-parole a également exprimé la "préoccupation" de la France pour les inculpations des maires de Diyarbakir, Siirt et Bingol (sud-est de la Turquie), tous membres du HADEP.

"Des gestes positifs ont été faits par Ankara ces derniers mois en faveur des droits de l'homme", a remarqué M. Rivasseau. "Ces dispositions vont dans le bon sens, mais doivent encore être suivies d'effet et complétées par d'autres mesures en matière des droits de l'homme", a-t-il ajouté.

De telles mesures sont "nécessaires de la part d'un pays candidat à l'Union européenne au régard des critères politiques auxquels, à ce titre, la Turquie doit se conformer", a-t-il dit.

Le président du parti de la démocratie du Peuple (HADEP), Ahmet Turan Demir, son prédécesseur, Murat Bozlak, et 16 autres membres du parti ont été condamnés jeudi à trois ans et neuf mois de prison chacun par une Cour de sûreté de l'Etat (DGM) d'Ankara pour "soutien et recel" en faveur du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK).

Une Cour de sûreté de l'Etat à Diyarbakir (sud-est) a, d'autre part, inculpé et écroué pour les mêmes chefs d'accusation les maires de Diyarbakir, Siirt et Bingol, tous membres du HADEP, en dépit d'appels de pays et institutions européens pour leur remise en liberté.

Près de 500.000 Kurdes vivent en Allemagne

AFP

BERLIN, 25 fév (AFP) - 16h33 - Près de 500.000 Kurdes, dont une grande majorité sont originaires de Turquie, vivent en Allemagne, a indiqué vendredi le gouvernement allemand.

Le gouvernement a toutefois précisé qu'il ne disposait pas de statistiques précises, dans une réponse à une question parlementaire publiée vendredi dans le bulletin du Bundestag (chambre basse du parlement).

La communauté turque, la plus important communauté étrangère en Allemagne, compte quelque 2,1 millions de personnes dont nombre de Kurdes, selon l'Office fédérale des statistiques.

International Herald Tribune FRIDAY, FEBRUARY 25, 2000

These 'Rogue' States, Too, Are Societies in Flux

By William Pfaff

PARIS — The election results in Iran are not a demonstration that history eventually gives victory to democracy. Iranians were even more enthusiastic about theocracy 20 years ago, and they were once even enthusiastic about the shah. Now the majority wants political reform and loosened clerical grip over the country's daily life.

What the elections really show is that political life seeks an equilibrium, and finds it by way of a dialectic of power, a competition among the forces and ideas in any society.

Absolute submission to religious revelation has been an enormously powerful idea in much of the Islamic world. After secularizing and Westernizing reform collapsed in Iran and the shah was overthrown in 1979, it seemed a plausible solution to the country's political and moral crises.

The same religious idea inspired the Muslim Brotherhood, founded in Egypt in 1928 to resist the secularizing forces at work then. The Arab socialism of Gamal Abdel Nasser in Egypt in the 1950s, the revolutionary socialism of the Ba'ath regimes in Syria and Iraq, and of liberated Algeria, failed to deliver on their promises, and again religion seemed to many a solution.

In Iran, theocracy was audaciously combined with democratic institutions, including elections, over which the clergy exercised ultimate authority. Elections now have produced a national mandate for change, led by reforming clerics and by a modernizing elite of young professionals and academics, supported by a popular majority.

The Clinton administration is said to want to redeem its unfortunate foreign policy record by ending 20 years of hostile U.S. relations with Iran. That can scarcely happen unless Iran renounces support for Islamic militants abroad. This is unlikely to happen soon enough to gratify Mr. Clinton's ambitions.

However, the evolution in Iran's political life should teach a lesson about the futility of foreign policies based on the "rogue nation" paradigm, which claims that the American-led international democratic community, possessing "strategic partners" in Russia and China, is resisted only by a handful of outlaw states.

Confrontation with Iran produced Washington's decision to give tacit support to Saddam Hussein when Iraq invaded Iran in 1980. That was followed by the disastrous American intervention in Lebanon in 1983, producing 241 American casualties. Still more terrorism and hostage-taking ensued, accompanied by the fiasco of Irangate and the horror of the U.S. Navy's downing of an Iranian airliner in 1988, killing 290.

The unpublicized U.S. help to Iraq in the war with Iran emboldened Saddam Hussein to think that he had a freer hand in the region than Washington was actually willing to concede him. His Kuwait invasion was the result, provoking the Gulf War. Iraq, America's erstwhile ally, was now turned into still another rogue state — successfully defying the United States. In turn, Washington has vainly made Saddam's overthrow a formal U.S. policy objective.

The attack on Kuwait also led to the permanent installation of U.S. troops in Saudi Arabia, inspiring further terrorism directed not only against the United States but also against a Saudi leadership tainted by its compromises with the infidel Americans. The history of the Iranian revolution of 1979 suggests that a "new Iran" may be in preparation in Saudi Arabia.

The actual significance of the rogue states in the international system derives chiefly from the importance Washington attributes to them. This is true even when they are oil producers, since oil, like drugs, goes to any market that will pay for it. They are marginal states.

The rogue-states policy paradigm has given the United States sterile and useless conflicts with Cuba, Iraq, Libya, Afghanistan, Sudan and postwar Vietnam, among others. Its oppressive influence is such that in the presidential primary campaign all the major candidates list the rogues as major threats to the United States and its interests.

In the campaign debate, the supposed rogue-nation threat ranks with international terrorism (linked to the rogues), nuclear proliferation, nationalism, ethnic violence, the drug trade and international crime.

There is not a lot that a new president can do about nationalist and ethnic violence. A perverse effect of the Kosovo intervention was to promote nuclear proliferation, by dramatizing why a rogue state needs nuclear deterrence. Crime thrives in the current disorder of the former Warsaw Pact, and the drug trade exists because the market for drugs exists.

There is not much that a president can do about rogue states, either.

The real lesson is that change eventually comes about, and not always bad change. The activist impulse to manipulate history by fitting other peoples' revolutions and ambitions into gross categories is wasteful. With Iran, it has for 20 years made things worse than they needed to be, for Americans as well as Iranians and their neighbors.

International Herald Tribune.
Los Angeles Times Syndicate.

Khatami May Find the Fractious New Parliament Hard to Lead

By K. L. Afrasiabi

BERKELEY, California — Yes, the reformers in Iran won big in the parliamentary elections last week, garnering about 70 percent of the seats. The elections may accelerate economic reform, loosen political and civil repression and soften Iran's hostility toward the West. But it would be a mistake to put too much stock in the ability of these reformers to transform Iran.

Conservatives still hold a third of the parliamentary seats and control other branches of the government, and the reformers may be unable to agree on a common agenda.

Under the umbrella of the May 23 Movement, reformers were able to engineer President Mohammed Khatami's landslide upset in 1997 and to win a broad victory in last year's municipal elections because they were driven by a single common passion: enmity toward the hard-line fundamentalist clergy. But they have little else in common.

They are a loose coalition of 18 or so organizations. To get an idea of the bumpy road ahead, consider two groups that Mr. Khatami must mollify to get his agenda passed.

The Islamic Iran Participation Front won about 60 of the 290 parliamentary seats. Some of its factions have expressed clear antipathy toward Mr. Khatami's recently unveiled economic policy. They are against his call to privatize state-owned industries including oil, power, telecommunications and tobacco. They oppose his proposal to give tax breaks to corporations.

These leftists want Iran to normalize relations with the West, but they do not like all the economic ramifications. They support laws that would allow workers to form unions and to strike. They want to raise the minimum wage, and they want a stronger safety net.

Then there are the Executives of Construction, mostly government bureaucrats, who won about 55 seats. This centrist group, closely aligned with Hashemi Rafsanjani, the former president, joined President Khatami's coalition mainly to defeat the religious fundamentalists.

Together with a host of new conservative parliamentary groups, these moderates will probably support Mr. Khatami's economic agenda. But they are unlikely to support legislation that expands civil liberties for women.

Many members of this party supported a law enacted last year which forbids male doctors to treat female patients — making it almost impossible for many women to receive medical care.

The party will try to slow

down normalization with the West, putting it at odds with the Participation Front and Mr. Khatami. Before dialogue with the Western democracies can begin, the party is likely to demand that the United States unfreeze Iran's assets and apologize for past "misdeeds."

These competing groups are not likely to come to a meeting of the minds any time soon. Mr. Khatami may find that a reform-led Parliament is more troublesome than the conservative-led one, which largely supported his economic reforms.

The writer, a research scholar at the University of California at Berkeley and author of the forthcoming "Dialogue of Civilizations," contributed this comment to The New York Times.

For Iran Supreme Leader, Time to Follow Reforms?

His Reply to Calls for Change Is Seen as Critical

By Howard Schneider
Washington Post Service

TEHRAN — To the strictest followers of Iran's Islamic system, the supreme spiritual leader, Ayatollah Ali Khamenei, is a man beyond criticism, appointed to safeguard religious rules and given power over institutions such as the country's defense forces and broadcasting system.

However, to his younger brother, Hadi Khamenei, a reformer just elected to Parliament, the leader is a man who grew up with no special claim to piety or insight. Hadi Khamenei said that as children in the 1950s, he, his brother and six other siblings enjoyed raising birds and playing sports and were not pushed by their father into religious studies.

Eventually, three of the four brothers would join Iran's clerical class and take part in the political movement that toppled Shah Mohammed Reza Pahlavi in 1979. One would succeed the late Ayatollah Ruhollah Khomeini and acquire what for many conservative Iranians is a mantle of infallibility.

Now, though, 20 years after the revolution, a large majority of Iranians are pushing for more freedoms. In elections Feb. 18, voters handed control of Parliament to reformers after 20 years of conservative domination.

How Iran's conservatives — and particularly the supreme spiritual leader — react to the growing demands for freedom will be critical to determining the pace and extent of the changes.

Hadi Khamenei says his brother might have to set aside his personal political preferences in deference to the will of the people.

"He as an individual has his own thoughts and ideas toward different things, which he can express," Mr. Khamenei said. But "as a leader, he is going to follow the majority."

The strength of that majority was on display Saturday as final results from the parliamentary vote were released. According to the tally, reformers allied with President Mohammed Khatami won 170 of the 290 seats, while hard-liners took 45 and independents 10.

The remaining 65 seats will be decided in runoff elections in April.

In the three years since Mr. Khatami's surprise landslide election in 1997, hard-line forces have blocked many of the changes he has tried to institute. Control of the Parliament gave them the ability to impose a conservative legislative agenda and even impeach Khatami cabinet members.

Control of the courts allowed them to jail journalists and liberal clerics. Control of the security services and influence in the Intelligence Ministry always kept the threat of physical intimidation alive.

With the reformers taking control of Parliament, the job of reshaping Iran's political system will become easier. But even before the election, there were signs that the balance of power was tipping in favor of President Khatami and the tens of millions of young Iranians who support his program of openness and more civil liberties.

Riots last summer by students opposing the closure of a liberal newspaper prompted not just the arrest of those involved but also an unprecedented decision to prosecute the police who ordered the violent crackdown that caused the initially small protest to grow.

The hard-line head of Iran's court system, meanwhile, was replaced by someone with more moderate leanings, whom reformers believe will make judges apply Iran's written legal code instead of using their personal interpretations of Islamic law.

Such developments, local diplomats and analysts say, show that the supreme leader and others influential in conservative circles realize that unlike Ayatollah Khomeini, who was granted widespread deference, Ayatollah Khamenei "is a politician," said one diplomat.

"He is not the guy the office was created for," the diplomat said. "Khamenei and his friends remember exactly how the shah was overthrown. If you start to shed blood, you lose."

In the days after the election, two jailed clerics popular among reformers were temporarily freed to visit their families, and Ayatollah Khamenei reportedly pardoned two students serving prison terms for writing a satirical play thought to have insulted Shiite Islam's 12th imam, the religion's central figure. Some conservatives had argued that the students should be put to death.

If Ayatollah Khamenei is influenced by the size of Mr. Khatami's presidential victory in 1997, and by the reformers' parliamentary victory, it is not just matters of policy and government that motivate him, some of Iran's new Parliament members contend.

The supreme leader is not directly elected by the people but is chosen by a body of clerics called the Assembly of Experts, which is elected. Though ostensibly appointed for life, the leader can be removed by the assembly.

Reformers say that now that the presidency and Parliament are under their control, they may begin to focus on contests for the Assembly of Experts to enhance their power.

■ No Seat Yet for Rafsanjani

Former President Hashemi Rafsanjani, who narrowly won a parliamentary seat after a controversial vote recount, may still not have secured his place in the assembly, the Interior Ministry said Sunday, Agence France-Presse reported from Tehran.

Mohammed Ali Rahmani, who lost the 30th and last seat from Tehran to Rafsanjani, has asked for a recount because of what he called "irregularities" at 35 polling stations.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, MONDAY, FEBRUARY 28, 2000

The Guardian Friday February 25 2000

Turkey jails Kurds and charges mayors

Chris Morris in Ankara

Turkey's judiciary launched a fresh offensive against Kurdish political activism yesterday, sending 18 people to prison for supporting the rebel Kurdistan Workers' Party (PKK), and charging three prominent Kurdish mayors with similar offences.

The leader of Turkey's main pro-Kurdish party, Ahmet Turan Demir, and his predecessor, Murat Bozlak, were among the group of Kurds who received sentences of at least three years each.

They were found guilty of organising demonstrations and hunger strikes early last year in support of the imprisoned Kurdish rebel leader Abdullah Ocalan. Their party, the People's Democracy party (Hadep), was already facing a legal challenge that could close it down.

The new campaign against Hadep has dashed hopes that the Turkish establishment may relax restrictions on peaceful forms of Kurdish politics following the capture and sentencing of Ocalan.

European institutions have been quick to express concern about the detention of the three Kurdish mayors from the towns of Siirt, Bingol and Diyarbakir, who were also members of Hadep.

Under emergency regulations, they were detained at the weekend and questioned for four days without legal representation before being formally arrested yesterday.

Diplomats in Ankara were particularly concerned about the way in which the three men were detained; the mayor of Diyarbakir, Feridun Celik, was taken from his car in the middle of the street shortly after he attended several days of meetings with western officials to discuss Kurdish political issues.

The Council of Europe has already criticised Turkey for "imprisoning elected leaders", whom it believes were campaigning for peaceful reform.

Meanwhile, a delegation from the European Union visited the Turkish foreign ministry yesterday to request further details of the charges against Hadep's members. Turkish prosecutors, however, say that they have evidence that the mayors were taking their instructions from the PKK, and supplying the rebel group with money.

Ankara has criticised European politicians for siding with Hadep, and for meeting human rights groups during official visits to Turkey. "[EU countries] have a plan to put us under greater pressure than before," the prime minister, Bulent Ecevit, said this week. "But we will not play that game."

The fear now is that the crackdown on Hadep could mark the end — at least temporarily — of the most peaceful period the south-east has experienced for a long time. After 15 years of conflict between the security forces and the PKK, a rebel ceasefire has been holding.

"It's very tense at the moment," said one Diyarbakir resident yesterday. "People are worried about what might happen next."

Hadep won significant popular support in the south-east in the last elections, but officials in Ankara have consistently refused to treat its party leaders as representatives of wider Kurdish political issues. The government believes that Hadep is a front for the PKK, and that time will prove its caution justified.

"Do we want to treat the PKK like the IRA, and Hadep like Sinn Fein in Northern Ireland?" wrote a columnist, Mehmet Ali Kislali, in the Radikal newspaper. "If that's what anyone expects, they are living in a fantasy world."

Turkey's relations with the EU are bound to be negatively affected by the events of the last few days.

Before Ankara can enter into formal negotiations with the EU, it has to satisfy what are known as the "Copenhagen criteria", which, among other things require the candidates to "achieve stability of institutions guaranteeing democracy, the rule of law, human rights and respect for and protection of minorities".

No one ever believed that Turkey's progress towards membership would be easy, but the first big bump in the road seems to have come much sooner than expected.

Turks jail Kurdish leader and charge rebellious mayors

BY JUSTIN HUGGLER in Istanbul

TENSION BETWEEN Turkey and the European Union increased yesterday when the leader of the legally recognised Kurdish party was given three years' jail and three Kurdish mayors arrested at the weekend were charged despite EU calls for their release.

A week ago Ahmet Turan Demir, head of the People's Democracy Party (Hadep), said Kurds were "more optimistic than ever"; yesterday he was one of 18 members sentenced to three years and nine months for aiding the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK). The Hadep mayors have been charged with the same offence.

The crackdown stunned a country enjoying domestic peace for the first time in 15 years and jeopardised its hopes of joining the EU. Nicole Fontaine, the European Parliament president, urged

Nicole Fontaine has urged the release of the mayors

Turkey to free the mayors but her request was rejected.

It is unclear whether they have committed crimes by European standards. It appears Mr Demir's crime was to allow pro-PKK hunger strikes in Hadep buildings. The timing of the arrests is suspect: there were cases against Feridun Celik, Mayor of Diyarbakir, for PKK links as long ago as April. He was arrested two days after meeting the Swedish Foreign Minister to discuss the Kurdish situation, when EU members were looking to Hadep as a legitimate representative of Turkey's Kurds.

Some see the moves as a warning to the EU not to meddle in the Kurdish question. The PKK stole a march on Turkey by renouncing violence and many in Ankara want to avert what they are calling politicisation of the Kurdish question.

THE INDEPENDENT
Friday 25 February 2000 ★★★

Amid Tension, Kurdish Politician Urges a Political Role for Rebels

By Stephen Kinzer
New York Times Service

ISTANBUL — A prominent Kurdish politician said Friday that Kurdish rebels should be allowed to transform their guerrilla army into a political party.

The suggestion seemed certain to enrage Turkish leaders, who have insisted that there can be no place in politics for the rebel Kurdistan Workers Party, or PKK. They consider Workers Party fighters to be brutal terrorists.

In recent days, tension between the government and supporters of Kurdish nationalism has suddenly increased. The statement Friday by Ahmet Turan Demir, chairman of the Kurdish-oriented People's Democracy Party, could increase it even further.

"If the PKK wants to participate in politics within the framework of Turkish laws and the Turkish legal system, devoting itself to preventing violence, it should be allowed to do so," Mr. Demir said at a news conference in Ankara. "This is an opportunity for Turkey to move toward social peace."

Turkish prosecutors normally interpret such statements as support for terrorism, and Mr. Demir is likely to face a prison term for what he said.

He is apparently already on his way to jail. This week a court sentenced him and 17 other members of People's Democracy to terms of three years and seven months after finding them guilty of supporting terrorism. Their crime was organizing protests last year against Turkey's efforts to extradite the leader of the Workers Party, Abdullah Ocalan, from Italy.

Mr. Ocalan later left Italy and fled to Kenya, where he was captured by Turkish agents. He was tried for treason, found guilty and sentenced to death.

For 14 years before he was captured, Mr. Ocalan directed an ethnic-based uprising in southeastern Turkey. The war, which was characterized by many acts of savagery against civilians, is estimated to have cost Turkey more than $100 billion. More than 30,000 civilians, Kurdish fighters and Turkish soldiers lost their lives.

From his jail cell, Mr. Ocalan has called on his guerrillas to stop fighting, and most have obeyed him. But the government has refused to respond to his calls for Kurdish cultural rights, saying it would not dignify such a figure by dealing with him as a political interlocutor.

"The image of the PKK in Turkey is quite tarnished because for years it has been killing people indiscriminately," said Nuzhet Kandemir, a retired diplomat who until last year was Turkey's ambassador to the United States. "Any effort to legitimize it as a political force will not be well taken by any Turk in this country."

Rather than ease its opposition to Kurdish nationalism, as some European leaders have urged, the government appears newly determined to crush it. Last weekend, three mayors who are members of People's Democracy were arrested, setting off a new round of recriminations.

'Here it is impossible to breathe, much less be Kurdish.'

According to published reports, the mayors are accused of having met a senior Workers Party figure during a recent trip to Europe. Such contacts are considered illegal in Turkey.

Attorneys for the mayors filed a brief asking for their release on the grounds that their imprisonment "violates law, international agreements and legal procedures."

Turkish leaders consider People's Democracy to be a political front for the Workers Party, and the statement by Mr. Demir will probably strengthen that view. A senior prosecutor is seeking a court order to close the People's Democracy Party.

In particular, the arrest of the popular mayor of Diyarbakir has enraged the mainly Kurdish population in that city and left the streets there crackling with tension.

Scores of Kurds in Diyarbakir have been beaten and arrested for protesting the arrest of Mayor Feridun Celik and the mayors of two other mainly Kurdish cities. Police officers in plainclothes, supported by armored personnel carriers, have surrounded the city hall and other buildings where protesters might gather.

But in a visit this week to cafés, restaurants, billiard halls and other places where the mostly unemployed population gathers in Diyarbakir, no one could be found who considered Mr. Celik anything other than a hero. "We really thought the bad times were ending, but arresting our mayors drives us crazy," said a man in a business suit who asked not to be identified by name. "It could make some people think that the only way left to protest is violence."

The Turkish political establishment was shocked by the election last year of more than 35 mayors from the People's Democracy.

Some foreign leaders hailed the results, saying it gave Kurds a legal outlet for their grievances. But military commanders and their civilian supporters consider the mayors apologists for terror and angrily reject suggestions that they should make concessions to such figures and the ideology they represent.

The arrests of Mr. Celik and the mayors of nearby Bingol and Siirt suggested that prosecutors shared that view.

Some people in Diyarbakir said they believed that those steps reflected a high-level decision to crack down on Kurdish politicians and, by extension, the entire Kurdish population.

"Before the arrests, people in Diyarbakir had become very relaxed," said Naci Sapan, chairman of the local journalists' association. "Now this feeling of well-being has all but disappeared. People are afraid that we may be going back to the days of tension, bullets and bombs."

Herald INTERNATIONAL Tribune
SATURDAY-SUNDAY, FEBRUARY 26-27, 2000

Another period of crisis with Europe

- Disturbed by western European delegations' meetings with HADEP mayors and representatives of human rights organizations, Ankara has made it clear that it is not pleased with the visits. Turks think that the visits have turned into inspections of Turkish state records on the Kurdish issue and human rights

Ankara - Turkish Daily News **27 February, 2000**

Everything seemed to be going to plan since the announcement that Turkey was a full candidate for European Union membership, and with no conditions attached. Ankara has been a hub of diplomacy, hosting numerous foreign delegations, ministers and presidents. The terrorist organization Kurdistan Workers' Party (PKK) declared an end to its armed struggle during which around 37,000 people were killed in 15 years. Its leader, Abdullah Ocalan, was captured and put to trial.

The economy has been another sphere that Turkish bureaucrats have worked relentlessly to put on track. After the signing of an agreement with the International Monetary Fund (IMF) the economy showed signs of recovery from long-lasting inflation and low production.

It looked like Turkey was finally recovering from a serious illness, one which had cost it dear. Distinguished scholars and world leaders alike stated that Turkey had the potential of being a regional power, both politically and economically. In his historic address to Turkish Parliament U.S. President Bill Clinton, who paid an unusually long visit to Turkey in November, said that the 20th century had been shaped by the collapse of the Ottoman Empire and the way its territories were shared by the imperial powers. Clinton said that Turkey could play a pivotal role on the international arena, and said that the 21st century would be shaped by the way Turkey defines itself, for better or for worse.

People in the Southeast suffered the most from PKK activities and could feel hope for the first time in 15 years that they would also have the chance for better education, health care and a higher standard of living.

But events then took an unexpected turn. The European wing of the Turkish-European parliamentary joint-commission was not allowed to visit former Democracy Party (DEP) Deputy Leyla Zana, who was being held in prison, and the commission, chaired by Daniel Cohn Bendit, postponed its visit. European deputies argued that American and European officials had visited Zana earlier and that not granting permission on this occasion, therefore, was entirely arbitrary.

Then came visits from the Swedish and Swiss foreign ministers. Swedish Foreign Minister Anna Lindh, whose country had cited human rights failings as a reason for objecting to Turkey's candidacy to the EU, but then dropped its objections at the last minute, started her visit by meeting with representatives from human rights organizations and then held talks with People's Democracy Party (HADEP) mayors from cities in the Southeast. Jokes circulating in Ankara said that with its interest in the Kurdish issue the only person that Lindh was not asking to meet was Ocalan.

The Swiss foreign minister followed the same path and met with human rights organizations before having talks with Turkish officials. The two foreign ministers were followed by the deputy prime minister and foreign minister of Luxembourg who also started her visit with a meeting with human rights organizations. On the one hand Turkey was pleased that it was hosting so many foreign delegations and accelerating its accession to the EU, but on the other it was becoming increasingly wary about Western delegations' demands for talks with pro-Kurdish southeastern mayors and human rights organizations. While another western European country, namely Germany, was making special efforts not to provoke Turkey's sensitivities, others seemed indifferent to Turkey's hot potatoes. People joked that nothing short of a prison visit to see Ocalan would make the Swedish foreign minister' visit complete.

Turkey made its sensitivities known, but no one seemed to be paying attention. In the wake of Lindh's visit, the mayors of Diyarbakir, Siirt and Bingol were taken into custody and then formerly charged on Thursday. Turkish Foreign Ministry spokesman Sermet Atacanli implied that Turkey was not happy that visiting delegation from Western countries were paying visits to HADEP mayors and were starting each and every visit by meeting representatives from human rights groups. Turkey, he said, was taking note of these developments.

The arrest of the HADEP mayors was, as expected, harshly criticized by almost every west European institution. The European Parliament and European Council were quick to issue statements demanding the release of the mayors. Portugal, which currently holds the EU term presidency gave its ambassador in Ankara, Jose Stichini Vilela, the task of finding out Ankara's view on the situation, which led to a meeting between himself and Foreign Minister Ismail Cem on Thursday, at which the latest incidents were discussed. The EU is expected to make an announcement within days. And it is not only Europeans that have shown concern about the latest events -- diplomatic sources say that Washington is not happy with the latest arrest of the HADEP mayors.

With events unfolding and the optimistic atmosphere once again being replaced with pessimism, the question in everyone's mind is a simple one: What happened?

Sources close to the government say Ankara had the impression that some EU countries had been trying to turn HADEP into a sort of political wing of the PKK and push Turkey to negotiate with it. Though Turkey has said that it is willing to solve its Kurdish problem, Ankara has always reacted quickly when put under pressure. Ankara has not totally misjudged the situation.

As each European delegation visiting Turkey had met with pro-Kurdish circles and representatives of human rights organizations, Ankara has developed the impression that Europe has plans to bypass Ankara and then push it to find a solution to the problem. Sources say that it is this chain of events that may have prompted the arrest of the mayors, thus showing the West that it is not the mayors but Ankara that needs to be spoken to if a solution is to be found. Besides, if the reports leaked to the press are correct, the mayors have committed serious crimes by channelling money to the PKK and have also met with PKK representatives in Europe.

It has also become apparent that there are differences within the state on how the issue should be handled. Justice Minister

Hikmet Sami Turk has stated that the methods used in taking the mayors into custody were excessive. Whatever the discussions are within the state, the crisis will deepen in the coming days as European institutions seem adamant in their demand that the mayors be released.

Mise en liberté provisoire de trois maires d'un parti pro-kurde inculpés

DIYARBAKIR (Turquie), 28 fév (AFP) - 13h35 - Trois maires du parti pro-kurde de la Démocratie du Peuple (HADEP) inculpés pour soutien à la rébellion kurde ont été libérés de prison lundi à Diyarbakir (sud-est) sur décision d'une Cour de sûreté de l'Etat (DGM), a constaté l'AFP.

Les trois maires -- Feridun Celik, de Diyarbakir, Selim Ozalp, de Siirt (sud-est), et Feyzullah Karaaslan, de Bingol (est), avaient été interpellés le 19 février puis inculpés jeudi pour soutien au Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), malgré des appels européens à leur libération.

Ils ont ensuite été démis de leur fonction sur décision du ministre de l'Intérieur Saadettin Tantan, avec un quatrième maire du HADEP, Huseyin Yilmaz, de Agri.

La DGM a ainsi accepté une demande des avocats, qui avaient réclamé vendredi la mise en liberté provisoire de leurs clients, faisant valoir qu'il n'existait pas de danger de fuite, ni de danger de destruction ou falsification de preuves, ont précisé les avocats à la presse.

Les maires n'ont fait aucune déclaration à leur sortie de la prison de haute sécurité de la ville, capitale régionale du sud-est à majorité kurde.

Leurs avocats et des responsables du HADEP à Diyarbakir s'étaient rendus immédiatement après la décision de la Cour à la prison pour accomplir les formalités nécessaires à leur remise en liberté.

"La décision de la cour est positive. Nous avons toujours dit qu'il n'y avait pas de raison qu'ils soient arrêtés", a déclaré à l'AFP devant la prison Ali Urkut, chef de la branche du HADEP à Diyarbakir.

"Nous voulons qu'ils retrouvent immédiatement leur fonction", a-t-il dit, affirmant qu'il n'y avait "pas de preuve substantielle" contre eux.

La décision de la DGM a été jugée "positive" par des diplomates européens à Ankara, qui ont toutefois souligné que la question principale était le résultat du procès contre les maires, dont la date n'a pas encore été fixée.

"C'est un développement positif mais la procédure judiciaire va suivre son cours. Donc, en fait, il y a peu de changement", a indiqué à l'AFP un diplomate sous couvert de l'anonymat.

Un autre a souligné qu'il n'y avait "pas de raison évidente pour les garder en prison". "Certaines des accusations porté'es contre eux ne constituent pas un crime", a-t-il ajouté. "Nous devons attendre le procès. Tout sera alors clarifié".

L'arrestation et l'inculpation des trois maires s'était doublée de la condamnation, vendredi, à 3 ans et 9 mois de prison du président du HADEP Ahmet Turan Demir, de son prédécesseur Murat Bozlak, et de 16 autres responsables du parti dont le maire de Agri, pour soutien au PKK et à son chef Abdullah Ocalan.

Ces mesures ont provoqué émotion et critiques en Europe, alors que la Turquie, candidate à l'UE, est censée améliorer son bilan en matière de respect des droits de l'Homme et régler la question kurde.

Les Etats-Unis, un allié clef d'Ankara, ont également jugé "très perturbantes" ces décisions.

Le HADEP, qui est menacé de fermeture par la justice pour liens avec le PKK, rejette les accusations contre les maires et estime que leur arrestation est "une atteinte à la volonté du peuple".

Menant campagne pour plus de droits culturels en faveur des Kurdes, le parti avait remporté à une large majorité toute une série de municipalités aux élections d'avril 1999 dans le sud-est, mais sans atteindre les 10% des voix requis pour siéger au parlement.

L'Etat turc estime que le HADEP est directement lié au PKK, qui a annoncé en septembre dernier l'abandon de la lutte armée lancée en 1984 en vue de créer un Etat kurde indépendant dans le sud-est.

Scandal in North Iraq

Sabah
28 Feb 00
by Bulent Uzun

[FBIS Translated Text] The Turkish-Iraqi Mixed Economic Council has held a meting under Turkish State Minister Edip Safter Gaydali and Iraqi Minister of Oil Ameer Rasheed in Baghdad after a lapse of four years. The meeting has begun with a scandal.

The IKDP [Kurdish Democratic Party of Kurdistan] peshmergas in northern Iraq have turned back the diplomats, bureaucrats, and journalists included in the Turkish
delegation. The peshmergas have requested visas from the diplomats with red passports. Iraqi customs officials, for their part, have tried to search the travel bags of all the delegation members.

The 140-member Turkish delegation has embarked on its journey to Baghdad by land. After crossing the Habur border gate, a road sign saying "welcome to Kurdistan" has drawn everyone's attention. The Turkish diplomats have become furious when IKDP peshmergas in northern Iraq have asked for their passports. The
peshmergas have stressed that they will not allow the diplomats to proceed before
seeing their passports. After waiting for half an hour, the delegation has been
allowed to proceed following the intervention of the Turkish security forces stationed at the Habur border gate.

Problems at the Customs

Gaydali and the accompanying delegation, which was trailing him by bus, have entered into Iraq through the Khalil customs. Meanwhile, the delegation members
traveling by bus have encountered difficulties. The customs officers have requested
visas from holders of red passports. Ambassador Selim Karaosmanoglu, the Turkish
Charge d'Affaires, has solved this problem. Thereafter, the Iraqi customs officers
have requested visas from holders of diplomatic and green passports.

Meanwhile, Tevfik Mengu, Foreign Trade Undersecretariat Agreements Deputy Director, has objected when the customs officers have tried to check the delegation
members' travel bags. Despite Mengu's efforts, the customs officers have checked
all the bags except those belonging to holders of red passports. The delegation has
waited at the customs for 3.5 hours before being allowed to travel to Baghdad.

The meeting in Baghdad has turned into a verbal duel between the two ministers.
"If we succeed, it will be thanks to our efforts. However, you will be held responsible if we fail in this meeting," Minister Rasheed has told Gaidali. In reply, Gaidali has said: "If we come out successful from this meeting, this will be a success for both of us. We do not even want to talk about failure."

Iraqi Minister of Oil Ameer Rasheed has begun his meeting by saying: "Welcome to Iraq, your second homeland." Noting that Turkey has serious energy needs, Rasheed has said: "Iraq is capable of meeting this need. Iraq, for its part, needs
consumer goods and services. We want to buy these from Turkey. There are historic ties and common interests between the two countries. There is no difficulty
that cannot be overcome. We can overcome these difficulties without being affected
by foreign reactions.
****

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, TUESDAY, FEBRUARY 29, 2000

Turkey Releases Kurdish Mayors

After Outcry at Home and Abroad, 3 Are Freed Pending Trial

By Stephen Kinzer
New York Times Service

ISTANBUL — Mayors of three mostly Kurdish cities in southeastern Turkey were released on bail on Monday after more than a week of imprisonment.

Thousands of jubilant Kurds turned out to welcome the mayors as they left a high-security prison in Diyarbakir, the largest city in the southeast. Police officers restrained them with riot sticks and rifle butts as they cheered and threw flowers.

Mayor Feridun Celik of Diyarbakir, the most prominent of the released mayors, waved to the crowd and shouted "Justice has been served!"

The government evidently plans to prosecute the mayors, but has not enumerated their alleged crimes. According to press reports, they are accused of "assisting and sheltering the terrorist organization" by meeting with a Kurdish rebel leader, Murat Karayilan, during a visit to the Netherlands last year.

In an interview published by an Istanbul newspaper that sympathizes with Kurdish causes, Mr. Karayilan denied having any contact with the mayors. He warned that arresting Kurdish politicians could lead to a resumption of the now-dormant civil war.

"They should not point us back to the mountains," Mr. Karayilan said. "We say, 'Let's solve this by democratic means.'"

The mayors belong to the pro-Kurdish People's Democracy Party. Their arrest provoked widespread anger among Kurds in southeastern Turkey, and especially in Diyarbakir, Siirt and Bingol, the three cities where they had been elected with large majorities.

Scores of people were arrested and beaten in those cities when they tried to protest the arrests.

Several governments protested the move against the mayors. The State Department's chief human rights officer, Harold Koh, called them "deeply puzzling and deeply disturbing," and the European Union delivered an official letter of concern.

Many Turkish commentators said the arrests had seriously damaged the country's image and its prospects for moving toward membership in the European Union.

On Friday, Foreign Minister Ismail Cem told a parliamentary committee: "The issue will become serious if things go on this way."

Greece, which has traditionally supported Kurdish causes, was among the first countries to welcome the mayors' release. "It is a positive step," said Dimitris Reppas, a spokesman for the Greek government, "even though it has resulted from international pressure on Turkey."

Lawyers for the mayors and politicians who support Kurdish nationalism said they knew of no substantial evidence against their clients, and urged that the charges against them be dropped.

"Our friends were arrested, charged and oppressed without good reason," said Ahmet Turan Demir, chairman of People's Democracy. "Their release overcomes part of their suffering, but of course more needs to be done."

Last week Mr. Demir outraged the political establishment by suggesting that Kurdish rebels, most of whom have stopped fighting, should be allowed to form a political party.

IRAN

Les lendemains incertains d'une victoire

Un ras-le-bol s'est exprimé dans les urnes mais pas (encore) dans la rue.

ASSR-E AZADEGAN
Téhéran

Les réformateurs viennent de gagner haut la main les élections du sixième Majlis (parlement) iranien. Ali Akbar Hachemi Rafsandjani (ancien Président et tête de liste des conservateurs à Téhéran) a été désavoué par une grande partie des électeurs, à tel point que même les journaux proches des conservateurs le situent à la 23e place.

Lors d'une conférence de presse, Behzad Nabavi, porte-parole du Front du 2 Khordad (réunissant les réformateurs), a estimé que le Parlement comprendrait, sur un total de 290 sièges, un groupe de 197 députés réformateurs, dont 95 représentant le Front et 42 indépendants. Les 44 députés conservateurs entreront d'emblée au parlement sans avoir à passer le deuxième tour des élections, prévu au mois d'avril. Pour Nabavi, l'échec de Rafsandjani est moins important que la participation massive des citoyens à ces élections, et cela en dépit des manipulations de dernière minute [Les conservateurs ont relevé l'âge légal du vote à 16 ans au lieu de 15, réduisant de 1,5 million le nombre d'électeurs potentiels, généralement acquis aux réformateurs].

■ Guerre civile ?
La victoire des réformateurs est un double message adressé par les électeurs au président Khatami et aux conservateurs, note *Al Hayat*. A Khatami le peuple iranien demande de cesser d'hésiter et de s'engager fermement dans la voie des réformes ; aux conservateurs il signifie que leur politique a perdu toute légitimité. Ces derniers sauront-ils tirer les leçons de leur échec et abandonner leur mainmise sur les institutions du pays ou l'Iran se prépare-t-il à une guerre civile ? *"Ce n'est pas dans la tradition des khomeynistes de s'éclipser sans violence"*, redoute *Al Hayat*.

"L'échec de Rafsandjani est dû à plusieurs raisons", note Ebrahim Yazdi, du Mouvement de la liberté [laïc toléré par le régime islamique], *"le peuple iranien a manifesté son mécontentement face à l'action du régime ces deux dernières décennies. Le vote proréformateur est un message clair adressé aux dirigeants en général et plus spécifiquement à Rafsandjani"*. Néanmoins, Yazdi pense qu'il est *"injuste"* que Rafsandjani soit la seule personne visée, car *"il n'a pas régné seul mais paie le prix politique pour l'ensemble de ses partenaires au pouvoir."*

Pour l'écrivain Mahmoud Salavatti, Rafsandjani a échoué à cause des assassinats en série qui ont eu lieu sous son mandat, perpétrés par des groupes incontrôlés qu'il n'a pas réussi à maîtriser, de même qu'il n'a pas pu contrôler les activités du ministère des Renseignements. Le célèbre journaliste Abbass Abdi, éditorialiste de *Mosharekat* [journal réformateur, voir CI n° 485 du 17 février], estime que les perdants devraient être contents des résultats de ces élections, car *"ces mécontentements auraient pu se manifester autrement et d'une manière plus violente"*.

Quant aux projets futurs des réformateurs dans ce nouveau parlement, Nabavi avoue que *"les groupes du 2 Khordad n'ont pas encore eu le temps de se réunir pour coordonner leurs projets"*. Il conclut qu'il ne faut pas avoir *"trop d'ambitions"* et que les programmes du Front devront être *"très simples et se limiter à quelques principes"*, comme ceux que le Premier ministre Mohammad Mossadegh [renversé par un coup d'Etat de la CIA en 1953] voulait instaurer en Iran : *"Consolidation des libertés politiques, respect des droits des citoyens et application de la loi."* ■

A WORLD APART

Chris Kutschera examines the powerful but little known ranks of the Turkish military hierarchy.

Turkish officers are instilled with the idea that they form an elite

Huseyin Kivrikoglu is not a name any but the keenest observers of Turkish politics will be familiar with. Yet according to protocol, Kivrikoglu ranks only fifth in the Turkish state's hierarchy, behind the President of the Republic, the president of the constitutional council, the president of the national assembly and the Prime Minister. In fact, this general, because he is a general, is the "J-1", the chief of general staff, arguably the most powerful man in Turkey, in charge of an armed force of 800,000 men and 35,000 officers.

His predecessors have orchestrated three coups in the last 40 years (in 1960, 1971 and 1980); and also staged a 'blank coup' in February 1997 when they called for the resignation of Necmettin Erbakan, the prime minister, an Islamist but also an official nominated by the president of the Republic and a man who had gained a vote of confidence from the Assembly.

Paradoxically, there are few studies on the army which has played such a vital role in Turkey's political history.

Last June, during the monthly meeting of the "National Security Council", the chief of staff and his colleagues shook the power of Bulent Ecevit, the new prime minister, by requesting that he bring to an end the activities of Fethullah Gulen, the head of an Islamic network with many powerful financial connections.

At NATO's supreme council meetings, the Turkish chief of staff does not sit behind his defence minister, but at his side - clearly illustrating that he is not his subordinate but at least his equal. Unlike the other NATO armed forces the Turkish army does not give the impression of being in the nation's service; in a strange way it seems to govern it, almost dictating its will.

How can this Turkish exception be explained? Paradoxically, there are few studies on the army which has played such a vital role in Turkey's political history. Turkish generals, even when retired, avoid meeting journalists. The few Turkish academics who do research on this subject are satisfied with generalities. The only exception is Mehmet Ali Birand, a Turkish writer who published *Shirts of Steel*, a book full of revealing details on the working of the Turkish armed force.

From the beginning of their career, when they enter a military school at the age of 14-15, for a period of four years, or a military academy, at age 18-19, also for four years,

the future Turkish officers are instilled with the idea that they form an elite, living in a world apart, with a special mission.

To be admitted to these military schools and academies an applicant must fulfil all the conditions required from a student who applies to an elite school anywhere in the world: good marks, especially in sciences, good looks, good general attitude — and something a little more unusual — a rigorous investigation not only of the candidate's personality but also that of his family, including his parents' profession their political activities. Their entire history is extensively researched, and the existence of even a distant relative suspected of being a militant, a member of a leftist or Islamist party, or any organisation sympathetic to the Kurds, is enough to disqualify the candidate.

Vehbi Koca

There is a rigorous investigation before students are admitted to a military school

Personal investigation of the candidate's personality, background and personal circumstances continue throughout his career with rigorous examinations conducted at regular intervals and particularly before any promotion is considered.

Destined to play an exceptional role, the cadet lives in a special world: the quality of life in Turkey's military schools and academies has nothing to do with the often lamentable conditions prevailing in most of the country's high schools and universities: clean and comfortable classrooms, good food, good libraries, modern laboratories, computers, exceptional sports facilities, and especially well trained professors.

Throughout his academic career each student has a file, stored in a computerised system which records every mark, examination result, good conduct mark or disciplinary action. This allows Turkish military chiefs to assess the career and progress of any given recruit in seconds.

The programme of the military schools follows the basic study programme of Turkish high schools but with additions: intensive physical training, a basic military training, and a course of political education, including special attention to the study of Mustafa Kemal Ataturk, the founder of the Turkish Republic. Ataturkism fills about 20 per cent of the teaching given in Turkish military academies: exactly 160 hours out of a total of 960 hours in a year.

It is studied in several programmes — covering Ataturk's role in Turkish history, an analysis of his political doctrines, and the laws of the armed forces — which are based on his writings.

After eight years of such indoctrination, the new Turkish officer considers himself an exceptional human being and one responsible for preventing any new decline of Turkey. He is now a state appointed guardian of the Republic, assigned with the task of protecting it against all internal (Islamist or communist, subversion, or Kurdish separatism) and external (formerly Soviet, more recently Greek, Syrian or Iranian,) threats. And he also has the deepest contempt for the Turkish politicians, who he considers manipulate ignorant masses for their own ends.

He displays for his uniform and his flag an endless admiration: regularly, cadets, seized by an uncontrollable emotion, faint while saluting the flag, as they must do every morning.

Slowly ascending the hierarchy according to scheduled promotions — determined by his behaviour, his ideas, his marks — the Turkish officer is already deeply entrenched in a world apart, isolated from ordinary civilians, both physically and socially. While his pay differs little from the salary of a civil servant of a comparable rank, the Turkish officer enjoys many material privileges — he lives in superior housing, clean and well maintained, with gardens, guarded day and night by sentinels, for which he pays a subsidised rent (six to eight times less than normal market rates). All his life unfolds in a special setting, from the American-inspired PX supermarket offering a wide range of goods at cheap prices, to the military hospital, where officers and their families are treated totally free of charge. But the more ostensible symbol of the officer's unique status is the "officers house", be it in Istanbul or in Diyarbekir, in Izmir or Van. Where he meets his colleagues and their families in a pleasant place, surrounded by greenery, and again at a price defying competition. Civilians are not admitted, except for the direct members of the officers' families, and the generals' guests. It is not unusual for members of the military — in a variety of countries — to enjoy special privileges but the treatment of officers in Turkey is exceptional.

Separated physically and socially from the wider population, the officers are also separated morally from the civilian society at large. This separation exacerbates the lack of understanding of a world the military hierarchy considers largely undisciplined, ignorant, ruled by money and without ideals, values and patriotism.

There are about 300 generals — the 'pashas' — and admirals in the Turkish armed forces. Promotion to this lofty rank finally arrives after some 30 postings in different places, of which several will have been "East of the Euphrates" (in Kurdistan).

Successful candidates are nominated by the Supreme Military Council, a body of 18 members set up after the 1971 coup which usually meets in August. The prime minister and the minister of defence are members of the council, but they are not allowed to speak during its meetings. It is the chief of general staff who selects, with the chiefs of the different services (land, air, navy and gendarmerie), the names of the 30 to 50 colonels who are promoted each year, after long investigations more meticulous than all the previous ones. This decision, eminently political — some generals in Turkey exert a power comparable to the power of many heads of small states — is totally outside the control of any civilian power.

President Suleiman Demirel, who was overthrown twice while he was prime minister by the Turkish army (in 1971 and 1980), is well aware of the exceptional power of this army-and it is clear that, whatever directives might come out of Europe, if a man by the name of Huseyin Kivrikoglu decides in favour of carrying out Abdulla Ocalan's death sentence, he is going to yield. ■

ABDULLAH OCALAN: THE END OF A MY

PKK leader Abdullah Ocalan languishes in prison awaiting a decision on whether or not the death sentence handed down by a Turkish court will be carried out. Chris Kutschera, the last foreign journalist to interview Ocalan before his capture in Kenya a year ago (see TME April 1999) reviews the fall of this once mighty Kurdish warlord.

Chris Kutschera

Ocalan embodied the hopes of a large section of the Kurdish people

Hated by his enemies, who variously describe him as 'a bloody terrorist' or a 'baby killer', adored by his partisans who propagated a personality cult calling him a 'sun' and a 'prophet'. The truth lies somewhere in between. Abdullah Ocalan is not in any way an ordinary personality. This man, who embodied the hopes of a large section of the Kurdish people, was undeniably an exceptional guerilla leader: he will be recorded in history as the man who knew how to muster and, more importantly, organise, a formidable fighting force of several thousand Kurdish fighters.

While he could never really establish fully 'liberated areas' for his people, he dangerously weakened the power of the Turkish state in several regions of Turkish Kurdistan in the early 1990s; and it was only through the mobilisation of some 300,000 soldiers equipped with the most modern anti-guerilla weapons that the Turkish army was able to restore order by resorting to tactics including the destruction of villages, the deportation of sections of the population, as well as widespread brutality and torture, which will forever leave a scar in the hearts of the Kurds.

Ocalan repudiated the cause for which thousands of young Kurds had been sent to prison or to their deaths; he repudiated the armed struggle and repudiated the independence of Kurdistan.

But the myth of Ocalan the folklore hero was suddenly blown to pieces following his capture in Kenya, where he was hunted down by Turkish intelligence after the refusal by various European states to offer him political asylum. Ocalan did not behave heroically. On the contrary, he immediately gave up the political defence he had planned to adopt in Rome, if he had been tried by an Italian court.

Abandoning the idea of transforming his trial into a trial of the Turkish state, giving up on pleading the cause of the Kurdish people for whom he had fought for 20 years, Ocalan repudiated the cause for which thousands of young Kurds had been sent to prison or to their deaths; he repudiated the armed struggle and repudiated the independence of Kurdistan.

Destabilising the arguments of his lawyers, who withdrew one after another, Ocalan issued the most surprising orders: he

first instructed his troops to lay down their weapons, then to withdraw from Kurdistan; finally he ordered one of his former lieutenants to give himself up to the Turkish troops. He followed up this instruction by sending a second detachment of his partisans from Vienna to give themselves up to the Turkish authorities on the anniversary of the proclamation of the Turkish Republic (29th October). And there are rumours that he will send further massive numbers of partisans — perhaps as many as 2,000 — to surrender.

However charismatic the leader, it can never be wise to invest all one's hopes in a single individual.

How did he reach this point? The subject is taboo among the Kurds, but one must yield to the facts: Ocalan is afraid, he is afraid of dying and he is ready to do anything to save his neck. "We were arrested and tortured, we were afraid but we resisted," says one of his former lawyers who gave up on the task of defending him. "Ocalan was not tortured, but he is not a brave man; he is scared to death... and he does everything dictated to him, the Turkish state is using him to destroy the PKK."

A few Kurdish personalities have publicly denounced Ocalan's behaviour, PKK dissidents like Selahettin Celik who recalled that during the "golden time" of the PKK the party denounced as traitors all the Kurdish prisoners in Turkish jails who agreed to wear prison uniform or sing the Turkish national anthem.

Celebrating the 25th anniversary of his party near Köln, in Germany recently, Kemal Burkay, secretary-general of the Socialist Party of Kurdistan called Ocalan's behaviour "disastrous" and stated that one "should never sacrifice a people for the life of a person", although, he added, he wished Ocalan could be set free.

However, within the PKK, the presidential council which ran the party during Ocalan's imprisonment has approved his statements and begun implementing them. The PKK fighters have begun withdrawing from Kurdistan, some of his partisans have given themselves up, and the PKK's media liason officials follow Ocalan's pronouncements to the letter.

How can one explain such events? However charismatic the leader, it can never be wise to invest all one's hopes in a single individual.

In 1975, after the Algiers agreement (6 March 1975) the Shah of Iran stopped all the military aid to Kurdish leader General Barzani at a stroke. For a few days the Iraqi Kurds believed there would be 'something for them' in the agreement which would become apparent at a later date, just as today the Kurds of Turkey hope there is "something for them" in what is going on at Imrali, the island where Ocalan is being detained. They are convinced that secret negotiations between Ocalan and the Turkish generals will lead to a solution of the Kurdish drama.

In 1975, when General Barzani decided to stop the armed struggle, none of his lieutenants dared take the decision to continue to fight. And yet Barzani was never the object of a personality cult comparable to Ocalan's.

Already the first murmurs can be heard amongst the PKK cadres of the diaspora.

It was several months before some of Barzani's former lieutenants resumed the struggle: amongst them a certain Jelal Talabani, later to be followed by General Barzani's sons.

This blindness of the Turkish Kurds to the potential weakness of their leaders reflects both their hopes and their despair. Is it possible to look objectively at one's destiny, when one has sacrificed everything for the cause; when one has lost one's village, one's house, one's job, when one has given the life of two or three children for the freedom of Kurdistan? There is more than a hint of a tragi-comedy to all this, when the leader who has repeatedly called for dedication to the cause and stressed the need for all to be prepared to make the supreme sacrifice says: "The armed struggle was a mistake... We are going to find a peaceful solution through dialogue within the framework of a democratic republic"!

Already the first murmurs can be heard amongst the PKK cadres of the diaspora. Inside Kurdistan, two military leaders, including the military leader of Dersim, one of the PKK's strongholds, are reported to have taken a position against this amendment to the manifesto. But what makes it all the more difficult for PKK fighters to stand up publicly against Ocalan is knowledge of the declared final phase of the plan of the Turkish generals, which involves bringing them into violent confrontation with each other — the partisans of a surrender, faithful to the end to Ocalan, and the partisans of a continued struggle. The tragedy would then be complete and the decision of the Turkish authorities to defer a decision on Ocalan's fate only serves to further the Turkish intention to allow sufficient time for the Kurdish leader detained in Imrali to finish destroying his life's work. ■

The PKK fighters have begun withdrawing from Kurdistan

Chris Kutschera

EXCLUSIF

ENTRETIEN AVEC LE LEADER L'UNK IRAKIEN

TALBANI : SADDAM EST LE MEILLEUR AMI D'ISRAEL

No 89 JANVIER 2000

Propos recueillis par Dr Ali BABAKHAN
Chercheur kurde irakien résidant à Paris

Le secrétaire général de l'Union national du Kurdistan (UNK), M. Jalal Talbani, est l'une des grandes figures de l'opposition irakienne. Politicien habile, son sens de la diplomatie lui a permis de nouer des relations non seulement avec les diverses formations de l'opposition au régime de Saddam Hussein, mais également avec des grandes personnalités politiques arabes et internationales. Son parti, l'UNK, partage avec celui de M. Massoud Barazani, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK), la gestion de la région kurde irakienne qui jouit d'une protection internationale aux termes de la résolution 688 des Nations Unies. Dans l'entretien suivant, M. Talbani explique au « Dossier euro-arabe », les enjeux du congrès de New York qui a réuni, du 29 octobre au premier novembre derniers, la majeure partie des formations de l'opposition irakienne.

Que pouvez-vous nous dire du congrès de New York ?

De nombreuses formations politiques ont pris part à ce congrès. Il y avait près de 350 personnes de toutes les tendances. Le simple rassemblement d'un tel nombre est en soi une bonne chose. Les débats ont été intenses et constructifs et des décisions ont été prises à l'unanimité. Le discours politique à propos de l'Irak et de son avenir a été fort intéressant d'autant plus qu'il dénonce la persécution et la discrimination religieuse et ethnique.

Bien sûr, ce congrès n'était pas idéal, puisqu'il a réuni une partie seulement de l'opposition. Il nous faut aller vers les autres et nous mettre d'accord avec eux. Certains d'entre eux, comme le président du Conseil supérieur de la révolution (CSR), cheikh al-Hakim, avaient répondu positivement à l'invitation mais ils ne sont pas venus. Le discours américain au cours du congrès était nouveau. Il mettait l'accent sur le fait que le changement en Irak doit venir de l'intérieur, donc du peuple irakien. Les Américains ont promis d'aider à arrêter les agissements du régime de Saddam au Sud. Cela représente l'une des revendications du CSR.

De plus, le congrès a instauré le commandement collectif qui est constitué maintenant de 7 personnes plus un siège, qui demeure inoccupé, consacré au CSR. La porte reste ouverte aux formations qui désirent se joindre aux membres du congrès. Tout cela, ajouté à la présence de membres du Congrès américain dans la séance inaugurale, fait que le congrès de New York était positif.

Les Américains désirent-ils, à votre avis, un changement politique en Irak ?

Nous avons eu un entretien dans le Congrès américain en présence de tous les responsables : les chefs de la majorité et de la minorité, les présidents des commissions des affaires étrangères, de l'armement, des services secrets, des finances... Ils m'ont dit clairement : il faut se débarrasser de Saddam même s'il faut utiliser la force. Pour eux, l'opposition irakienne n'a pas un projet pour éliminer Saddam et si elle en avait un, le Congrès le soutiendra par tous les moyens, y compris un vote laissant supposer l'envoi de forces dans la région. Je crois que le Congrès américain est sérieux sur ce point.

L'Administration américaine, quant à elle, est indécise malgré les pressions du Congrès. J'ai rencontré l'un des principaux conseillers de Georges Bush Junior, candidat à la présidence, et il m'a dit que l'Administration actuelle ne désirait pas provoquer le changement politique en Irak. Sa politique consiste tout juste à l'empêcher d'étendre son pouvoir et d'avoir des armes de destruction massive. L'Administration actuelle dit à l'opposition irakienne qu'elle est prête à opérer selon un plan d'action étudié à l'avance et adopté. C'est ce que des amis responsables m'ont dit expliquant que la politique de l'Administration re-

pose sur le long terme.

J'ai rencontré Henri Kissinger qui m'a dit que l'Administration actuelle n'avait pas une stratégie pour éliminer Saddam et que tout ce qu'elle fait est à caractère tactique seulement. Il croit qu'elle interviendrait en Irak dans un seul cas : si l'écart des scores électoraux, donné par les sondages, entre les candidats républicain (Bush) et démocratique (Gore) reste grand à l'approche des élections. Une intervention en Irak augmentera les chances du candidat démocratique.

Dans l'absolu, les Américains interviendront militairement en Irak dans l'un de trois cas :

- si le régime de Saddam attaque les pays voisins tels que l'Arabie Saoudite ou le Koweit ;
- s'il tente de reprendre la zone kurde par la force armée ;
- s'il se met à reconstruire son arsenal militaire de destruction massive.

Personnellement, lorsque j'ai rencontré le secrétaire d'Etat Mme Albright, en tant que membre d'une délégation de l'opposition irakienne, j'ai demandé à ce que le Sud de l'Irak soit ajoutée à la zone d'interdiction où les troupes de Saddam ne doivent plus pouvoir intervenir. Là-bas il y a en effet des révolutionnaires qui se battent contre le régime et celui-ci utilise ses armes lourdes contre eux. Mme Albright ne nous a pas donné une promesse dans ce sens, mais son premier adjoint, M. Thomas Beekernick a promis de faire quelque chose contre Saddam s'il envoie ses troupes persecuter les opposants. Il a confirmé cela dans son allocution au cours de la séance inaugurale du congrès de New York.

Y a-t-il des puissances qui ne souhaitent pas un changement politique en Irak ?

Oui. A mon sens, Israël souhaite que la situation actuelle perdure en Irak. L'un de mes amis, qui est juif, ancien député et fait partie du lobby américain favorable à Ahmad al-Jalabi, m'a dit que les Israéliens affirment dans leur rencontre privée : personne ne nous a servi mieux que Saddam. Il a divisé les Arabes, dilapidé l'argent du Golfe, privé la Syrie du soutien de l'Irak dont il a détruit la puissance militaire et économique... C'est pour cela qu'ils préfèrent qu'il reste au pouvoir dans un Irak faible et isolé, au lieu d'un changement qui permettra à l'Irak de reprendre sa place sur la scène arabe et internationale.

Quelle est la position des pays voisins à propos du changement en Irak ?

Chacun considère l'affaire selon ses circonstances. La Syrie préfère un changement au sein du Parti Baath qui, pour les Syriens, pourrait se maintenir au pouvoir avec quelqu'un d'autre que Saddam. L'Iran souhaite un changement mais pas à l'américaine. Les Iraniens craignent qu'un changement soutenu par les Américains ne transforme l'Irak en un instrument à leur main leur permettant, avec l'aide de la Turquie, d'assiéger l'Iran politiquement. Les Iraniennes veulent un changement islamique et nationale et ne s'opposent à aucune coopération dans ce sens entre le CSR et nous. En Turquie, ce sont les militaires qui gouvernent réellement, et ils sont tout à fait d'accord avec les Américains sur tous les dossiers.

Quant aux pays du Golfe, et même l'Egypte, ils souhaitent le changement, mais ils nous disent : quel est votre plan et quel est le plan des Américains ? Lorsque j'ai rencontré Mme Albright, après le congrès de New York, je lui ai dit cela et elle m'a dit que j'avais raison sans plus.

Quelles sont, à votre avis, les conditions du changement politique en Irak et quelles sont les forces capables de faire ce changement ?

C'est l'opposition irakienne réelle qui se trouve sur le terrain et qui unit ses forces qui peut réaliser le changement. Personnellement je crois à l'équation suivante : la coopération des civils et des militaires arabes sunnites et chiites et des kurdes est nécessaire pour que le changement soit une réalité. Pourquoi la révolte de 1991 a-t-elle échoué alors que 16 des 18 départements du pays y avaient pris part ? Parce que les forces armées ne l'ont pas soutenue. Aucune tentative de changement ne réussira si elle n'est pas soutenue par les Arabes sunnites qui détiennent l'armée.

Pourquoi le congrès de l'opposition irakienne ne s'est-il pas tenu en Irak ?

Pour plusieurs raisons. D'abord certaines formations n'ont pas accepté qu'il soit tenu dans le Kurdistan, elles craignaient que le régime n'attaque le lieu de la réunion, d'autant plus que les Américains n'ont pas donné des garanties de securité. Ils ne voulaient pas entrer en conflit armé avec Saddam pour cette raison. De notre côté, nous ne pouvions pas garantir la sécurité des représentants et, de plus, nous ne voulions pas donner à Saddam un prétexte pour attaquer les zones libres et exposer nos acquis au danger.

La formule fédérale que vous proposez pour l'Irak ne suscite-t-elle pas des crainte de partition ?

Je crois qu'il nous faut expliquer le système fédéral non seulement aux Kurdes, mais également

aux Arabes et aux autres peuples tels que notamment les Turcs. C'est une formule que nous avons adoptée en mai 1997 lors d'une conférence tenue au Caire. Elle n'aboutit nullement à la séparation. Je l'ai expliquée au président syrien Hafez el-Assad qui a trouvé qu'elle était une bonne chose. Beaucoup de pays ont adopté le système fédéral sans perdre leur unité, bien au contraire. Nous l'avons choisi, en affirmant rester dans l'Etat de l'Irak, alors que celui-ci était affaibli et isolé sur tous les plans. Nous sommes attachés à l'unité et à l'intégrité territoriale de l'Irak.

Dans votre discours au congrès de New York, vous avez souligné que vous étiez contre à la domination américaine sur l'opposition irakienne, que vouliez-vous dire ?

J'ai dit cela délibérément en présence de responsables américains pour que tout le monde sache que notre lutte vise à assurer un avenir meilleur à l'Irak et que notre coopération avec les forces locales, régionales et internationales repose sur cette lutte. Nous voulons le soutien des Américains et leur amitié, mais l'Irak est notre patrie et n'est pas la leur. Nous avons dit aux Américains : laissez-nous mener notre lutte, nous ne voulons rien de plus que votre soutien.

Ne croyez-vous pas que la tenue du congrès à New York représente une sorte de domination américaine sur l'opposition irakienne ?

Je crois qu'il valait mieux le tenir ailleurs, plus précisément dans le Kurdistan. Mais c'était impossible pour les raisons que j'ai évoquées. Moi j'aurais voulu qu'il se tienne en Europe, en Autriche ou en Hollande, mais les gens d'Ahmad al-Jalabi nous ont amené aux Etats-Unis. En tout cas j'ai dit que j'étais contre la domination américaine.

Quelle est la position de la France à l'égard du régime Saddam ?

Les Français nous ont dit clairement que nous aurions tort de croire qu'ils soutiennent le régime de Saddam. Ces propos étaient très importants pour nous. En ce qui concerne la situation politique en Irak, les Français nous ont dit qu'il y avait deux possibilités : ou bien l'élimination de Saddam et dans ce cas ils seront perdants s'ils le soutiennent, ou bien son maintien. Et cette dernière possibilité dépend, selon eux, des concessions que Saddam fera aux Américains. « S'il fait des concessions, disent les Français, et nous savons qu'il est prêt à en faire, nous seront perdants aussi ». En tout cas, les Français sont prêts à coopérer avec l'opposition irakienne à condition que celle-ci démontre son existence.

Saddam peut-il parvenir à se mettre d'accord avec certaines formations kurdes ?

Nous avons eu, nous mêmes à l'UNK, une expérience dans ce sens en 1983. Grâce à la médiation de feu Abdel Rahman Kassemlo, président du Parti démocratique du Kurdistan iranien, nous avons commencé des négociations avec le régime de Saddam. Nous nous sommes alors mis d'accord sur tous les points. Saddam nous a même félicités en nous disant : « Vous êtes venus négocier avec nous alors que nous traversons une période difficile, puisque la patrie est en danger, le Baath aussi et l'armée iranienne est aux portes de Bassora. Cela doit être inscrit dans l'histoire et enseigné dans les écoles. Je vous donnerai des droits grâce auxquels vous aurez la tête haute non seulement auprès des Kurdes irakiens, mais également auprès de ceux de l'Iran et de la Turquie ». Mais rien de cela n'a été concrétisé. Tout a été annulé au dernier moment, puisque les Turcs ont demandé à Saddam de ne pas conclure un accord avec nous. Les Irakiens ont reconnu ces faits lors de nos négociations en 1991. D'ailleurs, cette année-là, le gouvernement irakien a subitement arrêté les négociations parce qu'il y a eu un coup d'Etat en Russie et que les gens de Saddam croyaient que leur situation allait s'améliorer. Bref, Saddam ne se met d'accord avec personne et il ne faut jamais prendre ses promesses, notamment quand il les donne dans des moments de faiblesse, au sérieux.

Pensez-vous que les Etats-Unis feront des pressions sur la Turquie pour donner aux Kurdes leurs droits après l'arrestation d'Ocalan ?

Lors de sa dernière visite en Turquie, le président Clinton a dit devant le Parlement que l'Etat turc devrait donner des droits à ses citoyens kurdes. Ce fut la première fois que l'affaire kurde est mentionnée au sein du Parlement turc. En fait, les Américains demandent à la Turquie d'améliorer les conditions de vie dans les régions kurdes. Du moins, ils parlent désormais publiquement de la question.

Et la position de l'Union Européenne ?

L'UE soutient les droits nationaux des Kurdes et fait des pressions sur la Turquie dans ce domaine. D'ailleurs la question kurde représente la principale raison qui empêche l'entrée de la Turquie à l'Union. ◆

Annan Accepts Resignation in Iraq

By Anna SathiahAssociated PressFeb. 14, 2000

SINGAPORE, □□ U.N. Secretary-General Kofi Annan said Monday hehad accepted the resignation of the chief of the U.N. humanitarianprogram in Iraq □ who has angered Washington and its allies by makingpro-Baghdad statements. The letter of resignation from Hans von Sponeck "with regret," Annansaid. He did not specify when the resignation had been tendered.

"Hans von Sponeck has served the U.N. well for about 36 years," saidAnnan, who is in Singapore to meet officials during an Asia tour. Von Sponeck, who was appointed to the post in October 1998, hasinfuriated the United States and Britain by saying that the U.N. SecurityCouncil should treat Iraq's humanitarian needs separately from thecouncil's aim to monitor Baghdad's disarmament.

He has publicly criticized the U.N. sanctions and the oil-for-foodprogram, which he said did not meet even the most basic needs of Iraq's22 million people. Von Sponeck was responsible for administering the $10.5 billion-program, which allows Iraq to sell oil and use the revenues forhumanitarian goods to ease civilian suffering that has resulted from thesanctions.

The Western allies have accused von Sponeck, a German career U.N.official, of mishandling the world body's humanitarian program in Iraq andexceeding his mandate by calling for an end to U.N. sanctions againstBaghdad. Despite the criticism, Annan defended his decision last year to retain VonSponeck, who is the top U.N. official in Iraq.

Sanctions against Baghdad were imposed in 1990 following Iraq'sinvasion of neighboring Kuwait. The sanctions cannot be lifted until theSecurity Council says Iraq has scrapped its efforts to build weapons ofmass destruction.

* * * * * * * * *

Iraqi Opposition Writer on Toppling Saddam

Al-Hayat 6 Feb 00 [Report by Ghassan al-'Atiyyah

[FBIS Translated Text] In the late 19th century, the Ottoman Empire wasknown as the Sick Man of Europe. Despite this epithet, this empire continuedto exist for decades not because of its internal for continuedself-existence, but because the big powers, especially Great Britain, weredetermined to uphold its unity out of fear of perils inherent in a dividedalternative. Today, Iraq is like the sick man of the 19th century. Itsweakness is desired but its disappearance or division is not. MuhammadBin-Rashid al- Maktum, the defense minister of the United Arab Emirates[UAE] confirmed this theory (Kuwait Al-Qabas, 18 January 2000) when hestated, "The United States is not serious about overthrowing Saddam Husayn."He said that the United States could have done so in 1991 when its groundforces penetrated the Iraqi hinterland. The UAE defense minister also warnedagainst the perils inherent in partitioning Iraq when he said, "The brothersin Kuwait should understand that they would be facing very serious issues ifIraq is partitioned, for this situation would lead to instability in theregion, especially in Kuwait." He added "all of us in the Gulf region shouldreject such a trend. The United States cannot risk the division of Iraq; itis in the interest of Kuwait and in our interest to keep Iraq united." Healso warned that "the partitioning of Iraq would mean opening a dark tunnelin the region and no one can predict the end of this tunnel. The firstcountry to object to the partitioning of Iraq are the countries neighboringIraq, for no one can risk the dangers of division."

Although the United States has the power and can enter Baghdad and occupyIraq, it is not ready to pay the price of toppling Saddam Husayn, especiallyin the absence of a suitable alternative. Britain's occupation of Iraqcorroborates this argument. It is the figures that drove Great Britain togive up the direct rule of Iraq in 1924 in favor of a civilian rule linkedto London when it found the suitable alternative in the person of PrinceFaysal I. In fact, it was not the intention of the US Administration to ruleover Iraq or to establish a democratic regime; all it wanted was to erasethe threat of the Iraqi regime against its own interests and against thoseof Iraq's neigh-

bors. And Desert Storm accomplished this. After thisoperation, Washington resorted to the policy of "containment" throughsanctions and air raids. As for the fate of the Iraqi people, this wassomething secondary for it. The United States followed the same policy inAfghanistan when it mobilized forces in the name of Islam to fight theSoviet Union. As soon as the former Soviet Union was defeated, the UnitedStates abandoned Afghanistan to chaos and civil wars for which the Afghanpeople are still paying. As for the statements being made by US officialsthat relief is close at hand, these are wishful thoughts at best anddeception if we want to cast doubts on them.

Both the Bush administration and the Clinton administration resorted tonothing except the policy of containment and sanctions, although they areboth convinced that such a policy would not be able to overthrow the Iraqiregime. Some US circles -- such as the Cato Institute -- argued in aresearch study by David Eisenberg and published in November 1999, that,"knowing that his capabilities were depleted through war and the sanctionsregime, the danger of Saddam Husayn is exaggerated. Saddam may be despicableand hated, but his regime no longer poses a threat to US security. Hisdownfall may lead to the partitioning of Iraq in a civil war or it may leadto the emergence of a more radical regime. In both cases, instability willprevail in the region and the post-Saddam regime may be even more hostile tothe United States than Saddam himself." If the United States is not preparedto impose change, it would be logical then to resort to dialogue. This iswhat the late Jordanian King Husayn told the Americans about Saddam Husaynwhen he said "talk to him or overthrow him." Washington offered the ruler ofSerbia Milosovich to hold free elections in order to rehabilitate Yugoslaviaand end the sanctions regime. As for Iraq, dialogue with the regime inBaghdad is rejected for many considerations, especially the nature of theIraqi ruler. However, the more important reason is due to internalconsiderations, especially in a presidential election year. In the absenceof a US will to bring about the change, it is difficult for the neighboringcountries to initiate anything or to agree on a collective stance regardingBaghdad. Due to its own private fears, these neighboring countries dealtwith the Baghdad regime as the second best option not out of love for himbut out of fear of the alternative. Again, this theory is upheld in thestatement made by the UAE defense minister. Iran, Turkey, and all theneighboring Arab countries want to see a new regime in Baghdad that isfriendly to them. But, since this does not seem to be possible, they preferto keep a weak Saddam rather than have a strong regime hostile to them or tohave Iraq slide into a state of chaos that would threaten the stability of all.

The difference in the US role in Yugoslavia and its role in Iraq is that theUnited States considers partition acceptable in the case of the former andunacceptable in the case of Iraq. Proceeding from this premise, Washingtonrefused to deal with the Kurds as a force for political change in Baghdadand it did not allow that Kurdistan be turned into an independent entity. Infact, Washington entrenched the status quo in northern Iraq in theWashington agreement (September 1998) between the two main Kurdish parties,the Patriotic Union of Kurdistan [Talabani's PUK] and the KurdistanDemocratic Party [Barzani's DPK]. This agreement maintains a [Kurdish]non-alliance with Baghdad and non-harassment of Baghdad. In return,Washington's support of the two parties in their spheres of influence willcontinue. Thus, as far as the Kurdish leaderships were concerned, and inview of the absence of a possible independence or federation on one hand,and the fear of an alternative to Saddam re-imposing his influence onKurdistan on the other, maintaining the status quo became their preferredoption. This was especially true since the maintenance of the status quo inKurdistan would create facts that no new ruler in Baghdad could ignore.Moreover, Turkey's and Iran's shared influence in Iraqi Kurdistan would leadto the continuation of the current situation without deciding in favor ofeither of the two regional parties or of the Kurds. The understanding of thetwo main Kurdish parties of this fact explains their ongoing calculateddealing with Baghdad and also explains their final abandonment of the roleof champion of the Iraqi opposition. Their attendance of Iraqi oppositionconferences and congresses is no more than a mere formality to pleaseregional or international sides since they are not convinced of theusefulness of such meetings. The recent meeting in New York confirms this fact.

Moreover, the regional and international parties concerned in regionalaffairs, particularly the Arab-Israeli negotiations, are treating the statusquo in Iraq as a political constant. Syria would not have embarked on peacenegotiations with Israel had it had any hope that the situation might changein Iraq in favor of a regime that would rehabilitate Iraq and restore itspan-Arab or regional role. Iran's tacit approval of the continuation of thestatus quo in Iraq can be seen in its calculated normalization with Iraq andin its practical withdrawal of its sup-

port for the Iraqi forces of change,especially those forces that are settled on Iranian soil. Life has become sohard for these forces that they have begun to leave Iran and some evenreturned to Iraq.

It seems that the continuation of the status quo is also the option of theIraqi regime itself. In the absence of the possible lifting of the sanctionsand the rehabilitation of the regime on its own terms, the eroding statusquo or the partially improving status quo remains the Iraqi regime's bestoption. This is due to several reasons. The Iraqi regime has successfullymanaged to use the economic sanctions and the air strikes as a pretext tojustify all the wars and the consequences of the wars in which it embroiledthe country. Moreover, the first and foremost concern of the average Iraqicitizen is to provide food for the table and medicine for his children. Thisnow supercedes any other demand. This situation has turned the averagecitizen into a captive of the pleasure of the ruler in providing the foodration card that has become a political weapon in the hands of the ruler.What is being said about the regime's deliberate stalling in thedistribution of medicines that are stockpiling in warehouses explains thispolicy of deliberately raising the level of the public's needs and worries.Such a policy preoccupies the average citizen and diverts his attention fromthinking about anything other than sheer subsistence. The continuation ofthe sanctions regime has become into an excuse for the lack of economicestablishments. This has led to the emergence of economic mafia groups inthe service of the regime that rely on smuggling and bribery. If thesanctions were to be lifted, the regime would have to face economic andfinancial obligations, particularly its debts that are put at $100 - $180billion. The mere servicing of this debt, if we take the interest rate ofonly 10 percent, would require the payment of $10 - $18 billion every year.The question is, where will the regime come up with this kind of money? Thetotal oil revenues at best will not exceed $12 billion. Will the regimelease the oil fields? At any rate, even if the regime is allowed to sell itsoil under the continuation of the sanctions regime without being badgered byits debtors, the situation would change as soon as the sanctions are lifted.If the regime is depending on international financial support, the terms ofthe international lending funds will restrict its freedom in how the moneyis spent. This is something that the regime would not easily accept.

The constant brandishing of the existence of external dangers has become theconventional and traditional way to justify the regime's ironhold on thesecurity apparatus. The continuation of the sanctions regime, the airstrikes, and the verbal insistence to challenge the leadership of SaddamHusayn have strengthened this feeling of so-called external dangers in theArab and Muslims streets that are traditionally hostile to the UnitedStates. Moreover, Baghdad considers the defiance of the Kudish provinces ofits authority as a temporary affair, especially after the role of the Kurdswas neutralized in the plans for political change. The regime does notconsider the situation in Kurdistan to be a threat. Actually, by temporarilystaying outside its authority, Kurdistan has taken an economic and securityburden off the shoulders of Baghdad. This burden is now being "temporarily"shouldered by the Kurdish leaderships in return for financial and oilfacilities. The continuation of the status quo has also adversely affectedthe various factions of the Iraqi opposition, especially those that dependon US backing. The various factions of the Iraqi opposition are frustratedand desperate. The human suffering of the Iraqi people has also played arole in dividing the Security Council. Although it used to insist that theweapons inspection teams must return before a review of lifting thesanctions is done, Washington was forced to accept Resolution 1284. BeforeIraq's rejection, which is supported by some members of the SecurityCouncil, Washington gave up the nomination of Rolf Ekeus as chairman of theUN Monitoring, Verification, and Inspection Commission [UNMOVIC] in favor ofHans Blix, who enjoys the backing of those states. The last Security Councilresolution gave Baghdad room to maneuver in every step of itsimplementation. Baghdad will exploit this resolution over and over again tocreate more rifts in the Security Council.

Amidst these regional and international calculations and after 10 "leanyears" the fate of the Iraqi people has turned into a prisoner or a mererefugee in a large relief camp called Iraq.

* * * * * * * *

Refugees say sanctions don't work

By Bruce FinleyDenver PostFebruary 14, 2000

Arriving in Denver four years ago, Iraqi refugee Salam Rubailly moved quicklyfrom manual labor to running an optical shop. He drives a white Cadillac now anddreams of reuniting with his wife, who's still in Iraq.

And like thousands of other Iraqi refugees around the United States - people whofeared for their lives under Saddam Hussein - 30year-old Rubailly is alifeline for relatives back home. He and other refugees send money through Turkey and Jordan, sometimes paying asmuch as 10 percent to ensure safe delivery in Iraq. He also sends letters tohis wife.

Desperate to stay in touch, Iraqis in the United States speed dial for 20minutes and more to reach their loved ones by telephone. Few dare go homefor visits under Hussein's authoritarian rule.

About 100 Iraqi families live in Colorado. Rubailly and his countrymen playsoccer regularly, and worship at a west Denver mosque. In Denver last month, he and a half-dozen other Iraqis met with members of aColorado peace group about to visit Iraq. They told the Coloradans that nineyears of economic sanctions are ruining ordinary working people - ratherthan weakening Hussein.

The group consensus on what the United States should do: lift economicsanctions. "Maybe by doing this, Iraq will be progressing," said MohammedSabbah, a father of two sons incollege. "Lifting the sanctions will make the Iraqi people moreself-dependent." But there's less certainty about what to do beyond that. Some U.S. officials support efforts to overthrow Hussein. Congress hasauthorized President Clinton to spend $97 million on "liberation" of Iraq.The money is aimed at Iraqi Kurds and Shiites, minority groups within thecountry that in the past haveopposed the president.

But the Kurds, who live in northern Iraq, are divided among themselves. Theyfought a civil war in 1996, and now under sanctions benefit from U.N.assistance and back-channel trade. And Rubailly's experience shows why many Iraqi Shiites mistrust U.S.government plans.

During the 1990 Gulf War, Rubailly fought with the Iraqi army as part of hisrequired military service. But after U.S. and British forces drove out Iraqitroops from Kuwait, Rubailly joined a Shiite rebel movement against Hussein. U.S. aircraft had dropped fliers urging Shiite forces to fight against theIraqi president. That inspired him, he said.

At one point Shiite forces controlled much of Iraq, though not key provinceswhere Iraqi military forces were concentrated. The rebels counted on U.S. support.

But the cease-fire agreement that ended the Persian Gulf War "gave Iraq achance to use the helicopters against us," Rubailly said. "We had just smallguns." In suppressing the rebellion, Iraqi aircraft dropped chemical bombsnear his hometown south of Baghdad, he said.

Rubailly and thousands of other rebels fled for their lives. He escaped intothe desert of Saudi Arabia and found a U.S. Army camp. Rubailly recalledapproaching and begging: "Take me prisoner." The refugees were trucked tocamps run by Saudi soldiers. "Days too hot, nights too cold," Rubailly said.Medicine was limited for those who neededhelp. It took five and a half years before immigration authoritiesinterviewed him andarranged for him to move to the United States. He's deeply bothered that ordinary Iraqis still suffer - "from sanctions,sorties and Saddam." He yearns to visit Iraq, he said: "But that would be aone-way trip."

* * * * * * * *

RFE/RL IRAQ REPORT

Vol. 3, No. 6,

11 February 2000

A Review of Developments in Iraq Prepared by the RegionalSpecialists of RFE/RL's Newsline Team

BLIX TO START WORK ON 1 MARCH.

UN Secretary-General Kofi Annan has told the UNSecurity Council that Hans Blix will begin working on1 March in his job as head of UNMOVIC (UN Monitoring,Verification, and Control Commission). In themeantime, Blix, a former director of IAEA, will workon organizing this new arms control body.

AN IRAQI SHIFT ON RESOLUTION 1284?

"A senior Iraqi official" told MENA on 29January that Baghdad's rejection of UN SecurityCouncil Resolution 1284, which links weaponsinspections and the return of inspectors to Iraq withthe suspension of sanctions "is not final but capableof being developed." Then on 7 February, "Middle EastEconomic Survey" quoted Iraqi Deputy Prime MinisterNizar Hamdun as having said that his government wouldbe prepared to take a fresh look at Resolution 1284 ifchanges were made to it.

British officials have indicated to the pressthat the UN Security Council is prepared to allow Iraqtime to reconsider its refusal to allow weaponsinspectors back in the country. British DefenseMinister Geof Hoon said that Iraq "had an opportunity,not an indefinite opportunity, but certainly anopportunity to recognize the strength of feeling inthe international community." He added that he thoughtthat Iraqi leader Saddam Husseyn "has to be given timeto consider carefully the implications and reach theright conclusion."

BAGHDAD SEEKS OPEC REINTEGRATION.

Iraq is seeking a full integration with OPEC forthe first time since Iraq's invasion of Kuwait. AmirRashid, Iraq's oil minister, told the "FinancialTimes" that Baghdad is ready to restrain its output aspart of that reintegration. He said that "we aresaying we are willing to put ourselves under restrainteven if oil prices fall." But he noted that Iraq'sreintegration depends on UN actions unblockinghundreds of contracts for oil field equipment.Commenting on the possibility that Iraq will onceagain be a player in OPEC, the "Financial Times"suggested that such a move would spark new frictionsbetween Baghdad and Saudi Arabia.

UAE: IRAQ'S GULF ACCESS KEY TO STABILITY.

United Arab Emirates officials have suggestedthat Kuwait allow Iraq access to the Gulf in order topromote regional stability. UAE Defense MinisterShaykh Muhammad bin Rashid Al-Maktum said on 7February that "If the issue is that Iraq needs anoutlet to the water what is the problem if Kuwaitoffers that, if it is a guarantee for stability?" Hewas quoted by Kuwait's "Al-Watan" newspaper as havingadded "This is how I think...and I do not think thereis an objection if one of your brothers has differentviews as long as the aim we are all aspiring to is thesame."

London's "Al-'Arab Al-'Alami" reported on 9February that Al-Makhtum's office had receivednumerous messages expressing support for his"courageous stance." Sources said that ShaykhMuhammad's stance is an extension of positions adoptedby UAE President Shaykh Zayid Bin-Sultan Al-Nahayyan.

Kuwait refuses to have any direct dealings withIraq and maintains that the greatest threat toregional security is President Saddam Husseyn himself.But because the UAE was one of the participants in theGulf War against Saddam, the new statement by itsdefense minister puts additional pressure on Kuwait tochange its position.

IRAQ INTENSIFIES ACTIVITY IN NORTH AFRICA.

In the last two weeks, Iraqi Trade MinisterMuhammad Mahdi Salih has been talking trade withTunisia and Morocco. On 28 January, Salih met withTunisian Prime Minister Mohamed Ghannouchi to discussdeveloping trade cooperation and boosting the Iraqipurchase of Tunisian goods.

A week later, the trade talks between the twoexpanded in Baghdad. There, Salih stressed Iraq'seagerness to promote economic and trade relations withTunisia. And Baghdad Radio reported on 5 February thatthe visit by the Tunisian delegation to Iraq "willresult in the conclusion of many contracts within theframework of the current oil-for-food and medicinesformula, particularly the new paragraphs that wereadded to the current stage covering the import ofconstruction, health, and basic electricity material."Tunisian Trade Minister Mondher Znaidi, who led theTunisian delegation, expressed the hope that allefforts will be made to end the embargo. On 26 January, Salih met with Moroccan Ministerof Industry, Commerce and Handicrafts Alami Tazi inBaghdad. According to Baghdad Radio on 26 January,they too discussed "maintaining the supply of goodsfrom Morocco to Iraq within the oil-for-food program."

Then, Iraqi Foreign Minister Muhammad Sa'id Al-Sahhaf left for Rabat for talks on bilateral ties andthe means to strengthen and develop them.

A Moroccan organization, the National Committeefor Supporting Iraq, is now urging the UN SecurityCouncil to put an end to the "abnormal situation ofimposing Resolution 1284." "MAP" reported from Rabaton 17 January that the National Committee had urgedinternational organizations, including the ArabLeague, to announce their non-compliance with theembargo resolution and to take steps to break it.

OPPOSITION LEADER ON AL-DA'WA PARTY.

Dr. Ibrahim Al-Ja'fari, a member of thepolitical bureau of the Iraqi opposition Al-Da'waparty, discussed the differences within the Iraqiopposition, the differences of opinion within Al-Da'waitself, and the role of Islam in a wide-rangininterview with Nidal Al-Laythi which appeared in theLondon-based Arabic newspaper "Al-Zaman" on 2February.

He argued that the anti-Husseyn oppositionrequires a "comprehensive framework for all forces,encompassing their religious, national, and politicalvariations."

Differences within Al-Da'wa itself make thisprospect a distant one. A case in point involves theresignation of the Shaykh Al-Asifi, Al-Da'wa's formerofficial spokesman, who left the party leadershipbecause he believes that the "Islamic Al-Da'wa Partymust be organically linked to the jurisdiction of 'AliKhamene'i, the guide of the Islamic Republic [oflran]." He also reportedly thinks that there should be"actual implementation" of what Khamene'i thinks orwhat is thought by any person who represents Khamene'iin the various positions of the party." Al-Da'wa doesnot accept the position in the Iraqi context. Al-Ja'fari points out that, as a party, "we are not aregionalist, racist, or nationalistic movement."

As far as its relations with the United Statesare concerned, Al-Ja'fari said that "the party hasturned down two invitations to meet withrepresentatives of the U.S. administration."Meanwhile, within Iraq, Al-Da'wa attached "specialimportance to its jihad action to continue andescalate the confrontation [with the regime] byqualitative actions, such as the one that took placein Al-Dajil and the assassination attempt againstUdayy."

Al-Ja'far noted that the first anniversary ofthe murder of the Ayatollah Al-Sayyid Al-Sadr (see"RFE/RL Iraq Report," 26 February 1999) isapproaching--20 February--and may become the occasionfor new actions against the regime.

RCC PASSES NGO LAW.

The Revolution Command Council (RCC) has issuedSocieties Law 13 for the year 2000. According to theprogovernment newspaper "Al-Iraq" of 3 February, thelaw specifies that "the goals, programs and activitiesof

societies should not conflict with the principlesand objectives of the great 17-30 July revolution, theindependence of the country, its national unity, andits republican system." The law also stipulates thatsuch societies must not aim at causing rifts or sowingdivision among various ethnic groups, religiousfaiths, and religious sects. Among the general rules, the law stressed that"a society cannot join or merge with a society, or abody, or a club that is located outside Iraq withoutthe permission of the minister" and that "societycannot receive or solicit funds of any kind frominside or outside Iraq and it cannot transfer suchfunds to any person or quarter outside Iraq withoutthe permission of the minister.

The law supersedes Societies Law No. 11 of 1960and gives the minister the power to issue instructionsto implement it.

BAGHDAD PUSHES INDUSTRIAL RESEARCH.

Ihsan Muhammad Al-Fahd, director-general of the Research and Development Committee of the Ministry ofIndustry and Mineral Resources, announced that ninescientific research centers plan to initiate andexecute 159 research projects in agriculture,medicine, textiles, construction, nutrition, energy,environment, and packing this year. London's "Al-QudsPress" said on 8 February that last year, the Baghdadministry fulfilled 128 projects. The Council ofMinisters allocated 5 percent of these companies'profits for research and development and will providedirect support for the researchers.

ISLAMIC POLITICS IN KRG HIGHLIGHTED.

The Islamic movement in Kurdistan has a long andintricate political history, and that is the focus ofan article written by the Kurdish writer Uthman Ali inthe London-based independent newspaper "Al-Hayat" on 2February. Ali argues that the "Islamist parties and groupsin the region will noticeably grow in the future." Headds that at the beginning of the 20th century,writers and poets "called for a Kurdish Islamic entitythat would preserve for the Kurds their nationalidentity." And he points out that most of the leadersof the Kurdish national movement in the 19th and 20thcentury were shaykhs holding to Sufi doctrines, suchas the al-Naqshbandiyah and al-Qaditiyah. The Muslim Brotherhood also attempted to putdown roots in the Kurdish communities of northern Iraqin the 1960s, but, Ali says, it lacked relevance tothe Kurdish situation.

During the Iran-Iraq war, Iran gave aid toKurdish Islamic movements, and also translated workson the Iranian revolution into Kurdish, includingworks by Ayatollah Muhammad Baqir Al-Sadr. Ali alsonotes that Iran supported the efforts of Abbas Shabak,who formed the Kurdish Islamic Army.

One of the most widespread of the modernIslamist movements was the "Islamic League inKurdistan, formed in 1978. Ali points out that manyreligious scholars in the countryside supported it,and "many youths influenced by the Afghan jihadmovement joined it."

At present, the two strongest Islamic movements,the Islamic Movement and the Islamic Union Party, havemade efforts to reconcile the ruling KurdishDemocratic Party (KDP) and Patriotic Union ofKurdistan (PUK). Ali says that "pragmatic leaders, whoare more open to the experiment in democracy, now leadthe Islamic Movement. Its leader (guide) is Shaykh AliBin-Abd-ul-Aziz. He is known to have cordial relationswith Jalal Talabani, leader of the PUK. The IslamicMovement also has close ties to the Iraqi NationalCongress, as well as the European Union and the U.S.,which had designated it to be among the partiesseeking a democratic regime to replace the current one.

Ali considers the Islamic Union Party to be "themost organized, most cohesive, and most popular withinthe Islamist current." It is also a partner in the KDPcabinet in Irbil. While it does not hold anyportfolios in the PUK government in Sulaymaniyah, itdoes maintain friendly relations with the PUK. It isbelieved that whoever wants to gain victory in theupcoming elections in Kurdistan must form an alliancewith the Islamists.

TURKS LINK ISLAMIC UNITY MOVEMENT TO HIZBULLAH, BIN LADEN.

The Turkish Interior Ministry has concluded thatthere are "close ties" between the Turkishfundamentalist Hizbullah Party, the Islamic UnityMovement of Kurdistan (IUMK), and Usama Bin Laden'sorganization, Al-Qa'idah. But ministry sources did notprovide any additional details to London's "Al-SharqAl-Awsat" on 6 February. These sources, however didclaim that Hizbullah is preparing to declare a jihadin Turkey with the aim of proclaiming a KurdishIslamic republic in southeastern Turkey.

IUMK has its offices in Irbil, in KDP-controlledIraqi Kurdistan. They were subject to a bomb attack atthe end of January (see "RFE/RL Iraq Report," 28January 2000 and 4 February 2000).

PUK VICTORIOUS IN MUNICIPAL ELECTIONS.

The Patriotic Union of Kurdistan, led by JalalTalabani, claimed an "overwhelming" victory inelections to the municipal councils in the PUK-controlled areas of the Kurdistan Regional Government.The information director of the PUK announced that thePUK has won 53 of 58 municipal councils. The Movementof Islamic Unity won four councils, and the Party oflslamic Union won one, according to an AFP report of 4February. Mas'ud Barzani's KDP did not particdipate inthe elctions after the PUK blocked roads from areas ofKDP control. The KDP had been asked by the PUK to holdelections in the areas under its control, but theyrefused. Just prior to the elections, Sami 'Abd Al-Rahman, deputy head of the KDP, told Salah Al-Din's"Kurdistan TV International on 2 February thateveryone knows that "the KDP organizations,supporters, and members are not free in the areasunder PUK control." He refers to the expulsion of70,000 KPD sympathizers from Sulaymaniyah and Kirkuk,and continues to say that "we did not want to involveourselves in a media war over the municipal electionsissue because we felt that it would become anotherpoint of dispute between us and them."

Following the election Talabani, was asked byRadio Monte Carlo on 5 February if he still would callon the KDP to form a joint government. He answeredthat he had been in communication with NichirwanBarzani, whom Talabani would support in a jointgovernment with PUK participation and NichirwanBarzani as President. He stressed that "this was andis conditional on the normalization of relations inthe three major cities: Irbil, Dohuk and Suleymani."

UN GROUP TURNS DOWN ANC.

The application of the Assyrian National Committee for consultative status was rejected by the UN Committee on Non-Governmental Organizations, "Zinda Magazine" reported on 1 February. When the Committee discussed the ANC's application, the Lebanese representative said that the application should be rejected because the group's goals contradicted the Charter of the Committee since the ANC does not respect the principles of state sovereignty and territorial integrity.

But ANC officials were not discouraged. According to a letter written by its senior leader, "No matter how many questions we answer or how many representatives we send, the opposition to our application will not go away." The ANC maintains the campaign against their application has been carried out by "the Iraqi observer and [a] few other representatives from Arab countries. They claim that the reason for this campaign is that "it monitors abuses against human rights, including the linguistic and cultural rights of the indigenous people in Iraq where a campaign of 'ethnocide' and 'Arabization' have been carried out against the history and culture of these indigenous peoples."

(David Nissman)

****

De notre envoyé spécial à Téhéran, Gilles Anquetil

LE RAZ DE MARÉE DES

Vingt et un ans après la victoire de la Révolution islamique, la deuxième génération iranienne vient de dire non au régime des mollahs. Un non historique qui ouvre le chantier des réformes. Mais la capacité de nuisance de la droite est encore redoutable

« *Cette élection est un test divin.* » Ali Khamenei, le Guide de la Révolution islamique, ne croyait pas si bien dire le jour où il est allé voter. Son souhait a été – au-delà, sans doute, de ses espérances – exaucé. Participation-fleuve de 83% (douze points de plus qu'il y a quatre ans) et raz-de-marée réformateur aussi bien à Téhéran que dans les villes de province. Test divin. Divine surprise.

Le peuple a parlé. La clarté de son message et l'ampleur de la victoire du camp khatamiste ont créé un indéfinissable climat d'euphorie en Iran. La droite mollahrchique est, pour la deuxième fois, assommée. Elle se console en adressant tous les jours des messages de félicitations au Guide pour cette participation électorale massive. La veille même du scrutin, le Conseil des Gardiens avait eu l'audace de disqualifier un candidat de Kermanchahan, proche du Mouvement de Libération de l'Iran – parti toléré mais non autorisé – suscitant l'indignation du ministre de l'Intérieur. Les résultats pour la droite conservatrice sont impitoyables. La majorité des extrémistes de son camp ont été chassés du parlement. Un mois avant le Nouvel An iranien, c'est déjà le grand nettoyage de printemps.

Les bonnes nouvelles se succèdent en Iran. A l'occasion d'une élection partielle pour le Conseil des Experts à Ispahan, l'ayatollah Taheri, bête noire de la droite dure, a remporté le jour même une victoire écrasante. Le lendemain de l'élection, deux chefs religieux, hérauts des réformateurs, condamnés à de lourdes peines de prison, Mohsen Kadivar et Abdollah Nouri, ont eu droit à une semaine de liberté provisoire. Nouri s'est empressé de déclarer que, par leur vote, les Iraniens ont massivement choisi de renforcer le camp des libertés publiques et individuelles. « *Ils ont censuré la faction conservatrice qui a tout fait pour limiter ces libertés fondamentales.* »

Le dépouillement se faisant à la main pour cause de cafouillage informatique, les résultats de Téhéran n'ont pas encore été complètement donnés. Les candidats réformateurs ont, selon les dernières estimations, fait un malheur. Il y a trente sièges à pourvoir à Téhéran. L'unique incertitude est de savoir si l'ancien président Rafsandjani, qui s'est lancé avec quelque témérité dans la bataille, sera élu lundi soir. On l'annonçait 25e, voire 33e, donc battu. Depuis dimanche, de folles rumeurs circulent dans la capitale. On suspecte fortement la droite de tout faire, par d'obscures manipulations, pour sauver coûte que coûte la seule personnalité qui leur permettrait de ne pas perdre totalement et politiquement la face. « *Le Conseil des Gardiens a invité le magicien américain David Copperfield pour faire réapparaître comme par enchantement Hachemi Rafsandjani* », ironisait lundi matin un journal réformateur. Quoi qu'il arrive, la défaite, pour l'actuel président du Conseil du Discernement, est cuisante. Il est improbable qu'il puisse devenir le prochain président du parlement – poste-clé, s'il en est – comme il le désirait.

Tout le monde s'accorde, à Téhéran, pour dire que la victoire sans ambiguïté des réformateurs est tout autant un « non » cinglant à une droite obscurantiste et agressive qu'un « oui » à Khatami. Les Iraniens ont donné mandat à leurs nouveaux députés pour accélérer le rythme des réformes. Le chantier législatif à venir est immense. Et la capacité d'obstruction et de nuisance des institutions religieuses, fortement marquées à droite, risque d'être redoutable.

Ahmad Bourghani, ancien collaborateur du ministre de la Culture et nouveau député de Téhéran, est très clair : « *La priorité des priorités est d'assurer un contrôle législatif de toutes les organisations parallèles et autres groupes de pression. La droite sera-t-elle bonne perdante ? Je l'espère. Le camp réformateur ne l'a-t-il pas été pendant si longtemps ?* » Pour Ali-Reza Nouri, chirurgien, frère du héros religieux condamné à cinq ans de prison et lui aussi nouvel élu, « *il faut éviter tout affrontement brutal avec la droite. Le nouveau parlement devra légiférer avec précaution, sans impatience. La première urgence est de légaliser des partis politiques dignes de ce nom capables de structurer, grâce à des programmes, la vie publique. La population n'acceptera plus de voter sans repères clairs et forts* ». Ali-Reza Nouri est fier de son frère : « *Il est allé en prison pour ses idées. Il s'est lancé dans un champ de mines pour dégager le terrain. Jamais il n'acceptera, comme Hussein Karba-*

Photos Claude Hermé

Dans un bureau de vote de Téhéran. Peu à peu tous les tabous sont en train d'être levés. Tout est débattu sur la place publique. Ci-contre Reza Khatami, le frère du président.

« ÉVOLUTIONNAIRES »

schi, l'ancien maire de Téheran, d'être gracié et libéré en implorant le pardon du Guide. Mon frère est persuadé qu'il a été le dernier condamné d'une justice obscurantiste. Son journal, "Khordad", a été fermé. Je le dirige aujourd'hui sous le nouveau nom de "Fath". »

Hadi Khamenei, frère du Guide de la République islamique mais conseiller du président Khatami, lui aussi élu, a subi les foudres de la droite. Son journal, « Zahan-E Islam », a été interdit : « *Le message des électeurs est parfaitement clair. Ils nous demandent d'ouvrir un nouvel espace de liberté pour les journaux et les partis, bref d'organiser une nouvelle distribution des pouvoirs. Le parlement doit avoir un droit de regard sur toutes les institutions du système économique et politique.* » Hadi Khamenei n'hésite pas à faire allusion aux fondations religieuses, les « *Boniads* » – sujet tabou entre tous car elles sont un Etat dans l'Etat, placées sous la seule autorité du Guide – qui, selon les estimations, contrôlent entre 15 et 30% – personne ne connaît les chiffres – de l'économie iranienne. « *Il n'est pas improbable que le Parlement exige d'examiner les comptes de ces fondations qui échappent aujourd'hui à toute enquête et ne paient aucun impôt.* » Rappelons que ces « *Boniads* » sont dirigées par le propre frère de Hadi Khamenei. Leurs soirées familiales doivent être particulièrement intéressantes !

Peu à peu, tous les tabous, hier si forts en Iran islamique, sont en train d'être levés. Du rétablissement des relations diplomatiques avec les Etats-Unis au magistère étouffant et paralysant des diverses institutions religieuses, aucun thème, il n'y a pas si longtemps jugé impie, n'est passé sous silence. Tout est débattu sur la place publique. Certains craignent que les attentes des Iraniens ne soient aujourd'hui démesurées. De nombreux leaders prêchent la patience et la modération. Le changement, disent-ils, doit se faire pas à pas. La peur d'aviver la haine latente que la droite porte à la gauche, l'incertitude sur la pureté démocratique des nouveaux élus réformateurs qui ont souvent eu des carrières politiques plus ou moins déroutantes, l'inquiétude sur les moyens de faire en sorte que la prochaine période de grâce que vont vivre les réformateurs soit efficacement utilisée pour doter le pays d'un cadre politique stable et permanent, tout cela inquiète secrètement de nombreux Iraniens fidèles à Khatami. « *Le temps nous est compté,* explique Ezatollah Sahabi, dirigeant du Mouvement de Libération de l'Iran. *Nous n'avons pas plus de quatre ou cinq ans pour assurer le succès du mouvement modernisateur. La droite va, avec l'énergie du désespoir, tout faire pour l'arrêter. Chaque jour, les démocrates sont obligés de franchir de nouvelles lignes jaunes. La deuxième génération post-révolutionnaire, qui a massivement voté, n'aura pas notre patience. Une explosion future n'est pas exclue. Certes, les assassinats en série sont interrompus et le processus pour connaître toute la vérité sur ces crimes politiques est en marche, mais la situation reste encore dangereuse.* »

Au lendemain de l'élection du 18 février, l'Iran, exténué de rhétorique révolutionnaire, se veut ardemment « évolutionnaire ». Mais au bout de la route, il y aura forcément, à un moment ou à un autre, la contestation du tabou suprême, celui de Valeyat-e Faghi – le magistère supérieur du Guide qui a toute autorité sur la justice, l'armée, la télévision et la police. Pour l'heure, les réformateurs veulent suivre scrupuleusement la voie du respect de la loi et de la constitution. Encore faut-il que celles-ci ne soient pas un obstacle majeur au mouvement de la liberté.

Les réformateurs rêvent d'une société enfin pacifiée et prennent sur eux-mêmes pour ne pas céder, grisés par la victoire, à l'esprit de revanche.

Pour Ali Reza Alidjani, rédacteur en chef du bimensuel très respecté « Iran-e Farda », « *la sécurité des activités politiques est globalement assurée à Téhéran. Il n'en est pas de même en province où les tensions entre droite et gauche peuvent être très vives* ».

L'Iran, en vingt ans, s'est transformé en profondeur. Il est moins traditionnel, plus urbain, plus jeune, plus féminin (58% des étudiants sont des... étudiantes) et plus moderne. Cet Iran-là va tout faire bouger. Il l'a montré spectaculairement le 18 février. Le philosophe Dariush Shayegan est formel : « *On n'arrête pas un raz de marée.* »

GILLES ANQUETIL

Un entretien avec le ministre de la Culture et de l'Orientation islamique

Les mille virages de la liberté

*PAR ATAOLLAH MOHAJERANI**

La droite conservatrice en a fait son ennemi numéro un. « Monsieur Liberté » de la presse iranienne, il est en train de gagner la « bataille culturelle » qui agite aujourd'hui la République islamique. Rencontre avec un homme déterminé, calme et souriant

Le Nouvel Observateur. – *Avez-vous été étonné par l'ampleur de la victoire aux législatives du camp réformateur ?*

Ataollah Mohajerani. – J'ai toujours été persuadé que les électeurs iraniens allaient confirmer leur vote de 1997 en faveur du président Khatami. L'harmonie de majorité entre le gouvernement et le parlement va, bien sûr, simplifier notre travail.

N. O. – *Quelles sont, selon vous, les priorités pour le grand chantier législatif qui va s'ouvrir dans un mois ?*

A. Mohajerani. – Je ne peux parler que de mon propre ministère. Sous la précédente législature, nous avions tous peur que la presse fût bâillonnée. La bataille a été rude. *[Ataollah Mohajerani a dû affronter une procédure de destitution menée par les députés conservateurs, dont il est sorti gagnant. NDLR]* Aujourd'hui, j'attends de l'assemblée qu'elle aille avec nous de l'avant. Il faut faire plus pour assurer la liberté de la presse.

N. O. – *Votre ancien collaborateur, Ahmad Bourghani, aujourd'hui élu au parlement, souhaite qu'on puisse ouvrir des journaux comme on crée n'importe quelle société. Sans autorisation préalable...*

A. Mohajerani. – C'est son idéal. Mais, l'article 24 de la Constitution ne le permet pas. Le rôle du parlement n'est pas de changer la Constitution mais de faire des lois. Notre mission au gouvernement est de faire évoluer les lois d'une manière intelligente et raisonnable.

N. O. – *En autorisant la renaissance des journaux interdits sous un autre nom, vous avez découragé la hargne répressive de la droite conservatrice...*

A. Mohajerani. – La liberté ne peut exister que dans le cadre de la loi. C'est la méthode du président Khatami. Mais ne croyez pas que je passe mon temps à lui demander la permission d'agir. C'est à moi de faire les bons choix, en toute autonomie. Je suis sans doute son ministre le plus proche. Je suis aussi celui qui le voit le moins.

AFP

Ataollah Mohajerani. « Il faut du temps et de la réflexion pour améliorer la situation. Toute précipitation serait dangereuse pour la liberté... »

N. O. – *La presse iranienne a gagné sa liberté. Mais les cinéastes iraniens doivent encore subir les foudres de la censure. Mohsen Makamalbaf a encore trois films interdits de diffusion en Iran...*

Economie : la bombe à retardement.

S'il veut répondre aux espoirs des millions d'Iraniens qui se sont prononcés en faveur du camp « réformateur », le président Khatami devra en priorité, s'attaquer au chantier de la restructuration de l'économie. Certes, le bilan des dirigeants qui se sont succédés depuis la proclamation de la République islamique, en 1979 est loin d'être négligeable. L'augmentation massive des budgets de la santé et de l'éducation a permis de mettre l'école et l'université à la portée du plus grand nombre (le pays compte 20 millions d'élèves et 1,4 million d'étudiants pour 66 millions d'habitants), et de porter, en dix ans, l'espérance de vie moyenne des Iraniens de 61 ans à 69 ans. Mais la ruineuse guerre avec l'Irak (1980-1988), les sanctions américaines et une gestion archaïque et opaque ont plongé le pays dans un marasme qui explique aussi le désir de changement manifesté par les électeurs. Alors que le chômage touche près de 15% de la population et que 800 000 jeunes arrivent chaque année sur le marché du travail, les experts estiment qu'il faudrait investir entre 120 et 140 milliards sur cinq ans pour créer les emplois nécessaires. Même si l'augmentation du prix du pétrole a apporté une bouffé d'oxygène salutaire, dans un pays où les hydrocarbures constituent plus de 80% des exportations, il paraît plus nécessaire que jamais d'entreprendre les réformes structurelles annoncées dès mars 1998 par Mohamad Khatami : démantèlement des monopoles gouvernementaux, mise place d'un « environnement stable » propice aux investissements privés, iraniens et étrangers, instauration de la transparence fiscale. La réussite – ou l'échec – des réformateurs dépendent sans doute de leur aptitude à démocratiser le régime mais aussi de leur capacité à mener à bien cette indispensable modernisation de l'économie. *R. B.*

LE NOUVEL OBSERVATEUR
24 FEVRIER-1er MARS 2000

A. Mohajerani. – C'est vrai. Pour améliorer la situation, il faut du temps et de la réflexion. Toute précipitation serait dangereuse pour la liberté. La liberté en Iran, c'est comme la route de Chalus. C'est une route montagneuse qui va vers la mer Caspienne. Il y a mille virages qu'il faut négocier avec calme et prudence.

N. O. – *Depuis deux ans, vous êtes la cible principale des attaques des conservateurs. Le jour même de l'élection législative, l'ayatollah Yasdi, membre du Conseil des Gardiens, vous a violemment invectivé. Comment supportez-vous le choc ?*

A. Mohajerani. – Les attaques sont tellement exagérées qu'elles ne me dérangent plus.

N. O. – *La liberté de la presse en Iran vous paraît-elle acquise ?*

A. Mohajerani. – Je tente souvent, en privé, de tempérer l'ardeur des directeurs de journaux iraniens. La presse iranienne est comme un jeune arbre. Il faut être patient pour en attendre tous les fruits. Trop de précipitation risque de freiner le processus. Ne prenons pas le risque de casser une liberté si difficilement acquise. Mon but a toujours été que la presse soit le théâtre du débat politique et public. Nous avons réussi. Je suis persuadé que le nouveau parlement consolidera cette avancée. Mais, de grâce, que tout le monde accepte de jouer le jeu avec modération et intelligence. Regardez nos voisins. Le Pakistan et la Turquie subissent la loi des militaires, l'Irak est une dictature, l'Afghanistan est sorti de l'Histoire et les pays d'Asie centrale ignorent toujours le sens du mot « liberté ». L'explosion de la presse iranienne devrait être un exemple pour ces pays. Nous avons attendu longtemps, très longtemps, mais nous avons réussi. Nous avons été patients.

N. O. – *Que comptez-vous faire pour transformer une télévision complètement inféodée à la droite conservatrice ?*

A. Mohajerani. – C'est une question qui fait mal car la télévision est si importante pour l'information du peuple. J'affirme, face à ceux qui me critiquent, que je suis prêt à démissionner de mon poste de ministre de la Culture pour devenir responsable d'une seule chaîne de télévision. Je leur montrerai ce que la télévision peut apporter culturellement au peuple. Mais pour l'instant, je n'ai aucun pouvoir sur elle. C'est une institution qui échappe au contrôle du gouvernement. *[La télévision est sous l'autorité directe de Ali Khamenei, Guide de la République islamique. NDLR]* Un caricaturiste, récemment, montrait bien le rôle de la télévision dans la campagne électorale : un poseur d'affiches se servait d'un poste de télévision comme tabouret pour coller ses affiches.

N. O. – *Allez-vous autoriser les paraboles pour capter les télévisions étrangères ?*

A. Mohajerani. – C'est pratiquement certain. Le parlement votera cette loi. Il serait injuste de priver le peuple iranien du droit de savoir ce que les autres peuples font et pensent. L'Iran n'est pas entouré de murs.

N. O. – *Vous venez de lancer un appel pour que les artistes iraniens exilés reviennent. Pourquoi ?*

A. Mohajerani. – Les artistes iraniens de l'étranger représentent un trésor. Nous avons besoin d'eux pour développer le théâtre, le cinéma ou les arts plastiques. Ils peuvent être les acteurs d'un nouveau changement. Le cinéma iranien, loin des préjugés et des clichés, a montré le vrai visage culturel de l'Iran à l'étranger. Il faut continuer.

Propos recueillis par GILLES ANQUETIL

La voix du peuple kurde

Dauphiné Libéré - 8 février 2000

Sivan Perwer est le chanteur le plus populaire de sa génération au Kurdistan. Sa musique traduit l'Histoire d'un peuple, mais aussi toute sa souffrance. Un chanteur à découvrir ce soir.

Entre Turquie, Irak, Iran, Syrie et Arménie pour une petite part, 30 millions de Kurdes sont écartelés depuis 1923. Là-bas, la simple possession d'un enregistrement de Sivan (prononcer "Chivane") Perwer peut conduire tout droit en prison... Et pourtant, des milliers de cassettes du chanteur circulent sous le manteau : au point de l'homme a fait de sa voix celle du peuple kurde tout entier. Au point aussi, que sa popularité a paradoxalement gagné les rangs des Azeris, des Persans ou même des Turcs...

Né dans la région d'Urfa, au Kurdistan turc, Sivan Perwer est issu d'une famille de musiciens dont il a repris la tradition. Celle des "Dengbej", cousins asiatiques de nos bardes et conteurs. Jadis, ils parcouraient le Kurdistan pour jouer une musique qui pendant des siècles a été le vecteur principal - voir unique - de la transmission de la culture kurde.

Aujourd'hui, c'est le monde entier que parcourt Sivan Perwer pour faire entendre son chant. Celui des récits épiques et de l'Amour. Mais évidemment aussi, celui de l'engagement politique au nom de son peuple.

Un combat indispensable pour la survie d'une Histoire et d'une culture, interdite en Turquie, largement muselée dans les pays voisins. Au point que son avenir est menacé à l'heure de l'audiovisuel et d'Internet.

Pour tenter de préserver cet héritage, de nombreux intellectuels et artistes kurdes ont fondé à Paris un institut Kurde, dont Sivan Perwer est l'une des chevilles ouvrières.

Au-delà de la prestation artistique, son concert de ce soir, au son du *tenbûr*, luth à six cordes, sera donc également un moment d'engagement et de combat politique au nom des Kurdes. Ceux du Proche-Orient, comme ceux de la diaspora de 850 000 personnes éparpillées à travers le monde.

Sivan Perwer, ce soir à 20 h 30 au Cadran.

J.E. ■

LE TEMPS

Mardi 22 février 2000

Öcalan en prison, les Kurdes du PKK sont au bord de l'éclatement

Après l'appel d'Abdullah Öcalan au cessez-le-feu au Kurdistan, ses opposants au sein du PKK commencent à donner de la voix. Et l'on apprend soudain que ce parti que l'on croyait monolithique a une longue et sanglante histoire de dissidences, d'exclusions et d'assassinats

Chris Kutschera

Que faire quand un leader idolâtré par ses partisans ne se montre pas à la hauteur? Depuis l'arrestation d'Abdullah Öcalan, et surtout depuis son procès, un certain nombre de militants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ne cessent de se poser cette question: comment manifester leur opposition aux initiatives plus surprenantes les unes que les autres d'Öcalan? Prônant désormais une «solution démocratique» de la question kurde avec de vagues droits culturels, Öcalan ne cesse en effet de multiplier les initiatives depuis sa prison d'Imrali, avec l'assentiment, pour ne pas dire plus, des autorités turques: il a successivement ordonné à ses troupes de cesser le combat, puis de se retirer du Kurdistan, avant d'envoyer un certain nombre de ses cadres se rendre aux autorités turques – qui les ont immédiatement jetés en prison. Selon certaines rumeurs, Öcalan aurait donné l'ordre au congrès qui vient de se réunir au Kurdistan irakien de dissoudre le PKK pour former un parti social-démocrate, achevant ainsi d'anéantir une lutte de vingt ans pour le droit des Kurdes à l'autodétermination.

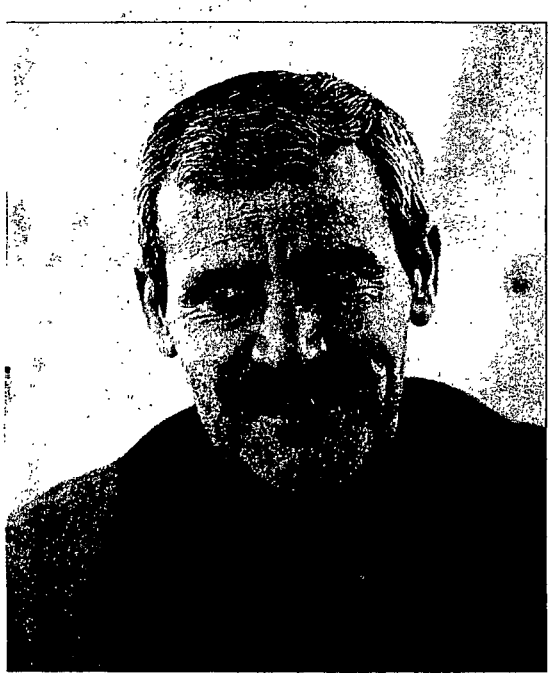
Encore très fragmentée et divisée, l'opposition à Öcalan comprend notamment un certain nombre d'anciens membres du comité central du PKK. Si cinq ou six d'entre eux ont été éliminés physiquement (Mehmet Cener, Shahin Balic, etc.), si trois se sont suicidés, il en reste au moins huit en vie: certains agissent dans une semi-clandestinité, comme Selahattin Celik et Sukru Gulmus en Allemagne et Mahir Walat à Moscou; d'autres dans une clandestinité totale, comme Selim Curukkaya en Allemagne et Kesire Yldirin, l'ancienne femme d'Öcalan, probablement en Suède.

Certains d'entre eux figurent parmi les fondateurs historiques du PKK: Sukru Gulmus a rejoint la mouvance d'Öcalan dès 1977, avant même la fondation du PKK (novembre 1978) et il a dirigé en 1979 un des premiers «groupes de propagande armée» du PKK, avant le début de la lutte armée proprement dite. Arrêté en février 1980, condamné à mort, il a passé onze ans dans la prison de Diyarbekir avant d'être libéré en très mauvaise santé. Selahattin Celik avait participé aux premières réunions secrètes qui ont précédé la fondation du PKK; et surtout il a fait partie du petit noyau de dirigeants du PKK qui ont organisé la lutte armée et la première opération contre les bases de l'armée turque, le 15 août 1984, date fondatrice de l'histoire du PKK.

Mahir Walat et Selim Curukkaya sont devenus membres du comité central du PKK plus tard, en 1986 et 1991, mais ils n'en ont pas moins joué un rôle important dans l'histoire du PKK. Un rôle que Selim Curukkaya a payé de onze ans de prison lui aussi. Quant à Mahir Walat, il a dirigé le camp de Zalé, une base où étaient formés deux mille combattants et combattantes, à la frontière irako-iranienne, avant de devenir le représentant du PKK à Moscou, poste qu'il a occupé jusqu'à la capture d'Öcalan, dont il est aujourd'hui accusé d'être responsable.

Mais le prestige qu'ils ont pu avoir à une certaine époque a depuis cédé la place à l'opprobre: victimes d'une campagne de dénigrement, ils sont considérés par la masse des partisans d'Öcalan comme des «traîtres». Et ils se heurtent à leurs anciens compagnons, membres du Conseil présidentiel du PKK, dont l'autorité est intacte, et qui exécutent à la lettre les directives d'Öcalan.

L'opposition comprend également de nombreux cadres et militants d'un rang trop subalterne (comme Akif Hassan, ancien responsable des relations internationales pour l'Europe) pour leur permettre de prendre une initiative. Certains d'entre eux n'ont pas toujours les mains très propres, et peuvent difficilement passer pour des démocrates. De plus l'opposition du PKK est divisée, comme l'était autrefois le monde des dissidents soviétiques, entre opposants de vieille date (Kesire Yildirin, Selim Curukkaya) et opposants de la dernière heure (Mahir Walat a rompu fin 1999); elle comprend aussi plusieurs courants, avec des opposants virulents, comme Selim Curukkaya, qui a publié un pamphlet intitulé *Les Versets sataniques d'Apo* (oncle, nom familier donné à Öcalan), et d'autres plus modérés, comme Selahattin Celik, qui s'apprête cependant à publier un livre sur *La véritable histoire du PKK*. L'opposition comprend également des personnalités comme Nejdet Buldan, l'ancien maire de Yuksekova,



***Mahir Walat,** ancien représentant du PKK à Moscou, poste qu'il a occupé jusqu'à la capture d'Öcalan dont il est aujourd'hui accusé d'être responsable.*

En 1986 le PKK entre dans une ère de répression sanglante comparable à celle des grandes purges et des procès staliniens du PC soviétique

PHOTOS CHRIS KUTSCHERA

Sukru Gulmus, *l'un des fondateurs du PKK, basé aujourd'hui en Allemagne après avoir fait onze ans de prison. Il dénonce le système de l'autocritique en vigueur sous Öcalan.*

Selahattin Celik *a fait partie du petit noyau de dirigeants du PKK qui ont organisé la première opération contre l'armée turque. Il s'apprête à publier une «véritable histoire du PKK».*

membre démissionnaire du parlement kurde en exil, un homme sans doute proche du PKK mais qui a toujours cru à l'action politique légale. L'opposition comprend même des membres du comité central du PKK en prison en Turquie depuis près de vingt ans comme Mehmet Can Yuce et Meral Kidir, longtemps qualifiés de héros, aujourd'hui dénoncés comme traîtres. Il est difficile de concevoir, actuellement, un programme commun réunissant toutes ces personnalités: qu'ont en effet de commun celles qui veulent démocratiser l'organisation mais poursuivre la lutte armée, celles qui veulent donner la priorité à la lutte politique, et celles enfin qui s'opposent aux concessions d'Apo mais pas à ses méthodes?

On apprend soudain que ce parti que l'on croyait monolithique a une longue histoire de dissidences et d'exclusions: les premières oppositions au sein du comité central se manifestent dès le deuxième congrès (1982) et sont suivies par les premiers assassinats (Cetin Gunger en 1984, Rasul Altinak en 1985). Mais c'est le congrès de 1986, dans un camp de la Bekaa, qui marque véritablement l'entrée du PKK dans une ère de répression sanglante comparable, toutes proportions gardées, à celle des grandes purges et des procès staliniens du PC soviétique des années 1937. Arrêté juste avant le congrès, en même temps que Kesire Yildirin et Duran Kalkan, Selahattin Celik passe trois mois dans une cellule où il doit rédiger un rapport d'autocritique sur ses «erreurs» avant de comparaître devant un «tribunal». Déchu de toutes ses fonctions, il est envoyé en Europe. Il avait été rejoint dans sa cellule de prison, après le congrès, par un autre membre du comité central, Ali Omer Can (connu sous le nom de Terzi Djemal), sévèrement torturé par ses anciens camarades. Ali Omer Can n'en restera pas moins dans le PKK jusqu'au congrès de 1990 qu'il co-préside avec Djemil Bayik, le numéro 2 actuel du PKK. C'est alors qu'il rompt définitivement avec ce parti, fondant le «PKK-Refondation». Il est assassiné en Syrie peu de temps après, le 1er novembre 1991.

«Il y a eu plus de 50 à 60 exécutions juste après le congrès de 1986, affirme Selahattin Celik; il n'y avait plus de place pour les enterrer! Certains étaient de simples militants, des Kurdes du Liban, accusés d'être des agents, coupables de ne pas exécuter les ordres, ou de comploter contre Apo. L'objectif d'Öcalan était de montrer sa force, de faire peur».

La dérive du PKK s'aggrave après 1990 : en 1991, Abdullah Öcalan convoque pour une «réhabilitation» de plusieurs mois dans son «académie Mahsum Korkmaz» de la Bekaa un certain nombre de cadres supérieurs du parti, dont certains venaient de passer onze ans en prison: parmi eux Mustafa Karasu et Murat Karayilan (aujourd'hui membres du Conseil présidentiel du PKK), Selim Curukkaya et Sukru Gulmus, et Hassan Atmaca (responsable pour l'Europe du parti jusqu'au début de l'année dernière).

«Abdullah Öcalan ne m'a même pas demandé comment j'avais supporté ces onze années de prison et de torture, raconte Sukru Gulmus. Il m'a simplement dit: il faut accepter les règlements de l'Académie». Et tous ont dû rédiger leur autocritique...

Pourquoi ces hommes qui se sont soumis pendant des années à la volonté d'Abdullah Öcalan dénoncent-ils aujourd'hui les excès d'un leader que certains d'entre eux comparent désormais à Mussolini après l'avoir traité comme un «prophète»? «Öcalan, celui qui collait l'étiquette de traître sur les gens, a trahi lui-même», affirme Selim Curukkaya, que désormais plus rien ne retient... et qui sait que ses révélations tomberont sur des oreilles plus réceptives. Comment expliquer alors que les membres du Conseil présidentiel qui ont subi les mêmes avanies continuent de suivre à la lettre les directives d'Apo? «Le système d'autocritique du PKK est un véritable viol de l'être humain, affirme Sukru Gulmus, et si l'on a été violé une fois, il est très difficile de se remettre debout.»

Tous ces opposants se heurtent à des difficultés matérielles énormes – militants professionnels, la plupart n'ont pas de métier et ne sont pas préparés à gagner leur vie en Europe. Et ils se heurtent à l'ostracisme du PKK, qui les isole de leur communauté, quand il ne les agresse pas, comme ce fut le cas pour Selahattin Celik en août dernier, ou pour Selim Curukkaya, dont la tête est mise à prix. L'arrivée en Hollande de Murat Karayilan, membre du Conseil présidentiel, envoyé en Europe par Öcalan pour reprendre en mains un appareil qui présentait des signes inquiétants de divisions et la diffusion de communiqués menaçants contre les «profiteurs de guerre et les traîtres» annoncent sans doute l'aggravation des règlements de comptes.

Sur le terrain, dans la guérilla, des commandants de régions militaires du PKK refuseraient de suivre l'ordre de cesser la lutte armée

Mais il est évident que si l'opposition à l'intérieur du PKK en Europe peut jouer un rôle en réveillant une opinion publique kurde assommée par la capture d'Öcalan et son procès, comme tentent de le faire les signataires du communiqué (11 janvier 2000) de l'«Initiative Kurde en Europe», c'est sur le terrain, au Kurdistan, dans la guérilla, que se jouera la partie décisive: déjà, le commandant de la région militaire du Dersim, Hamili Yildirim, a refusé de suivre les ordres du Conseil présidentiel et de cesser la lutte: le 9 janvier, ses hommes abattaient un hélicoptère Sikorsky, tuant six militaires, dont deux officiers. Et, selon les informations diffusées par le PKK lui-même, d'autres commandants régionaux seraient en train de suivre son exemple.

Les experts turcs de la lutte antiguérilla qui ont jusqu'à maintenant superbement bien manipulé Abdullah Öcalan risquent de réaliser très vite que le chef kurde détenu à Imrali ne tient pas toutes les clés de la question kurde. A moins qu'ils ne parviennent à leur objectif final, à détruire le PKK en poussant ses membres à s'entre-tuer. ■